



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

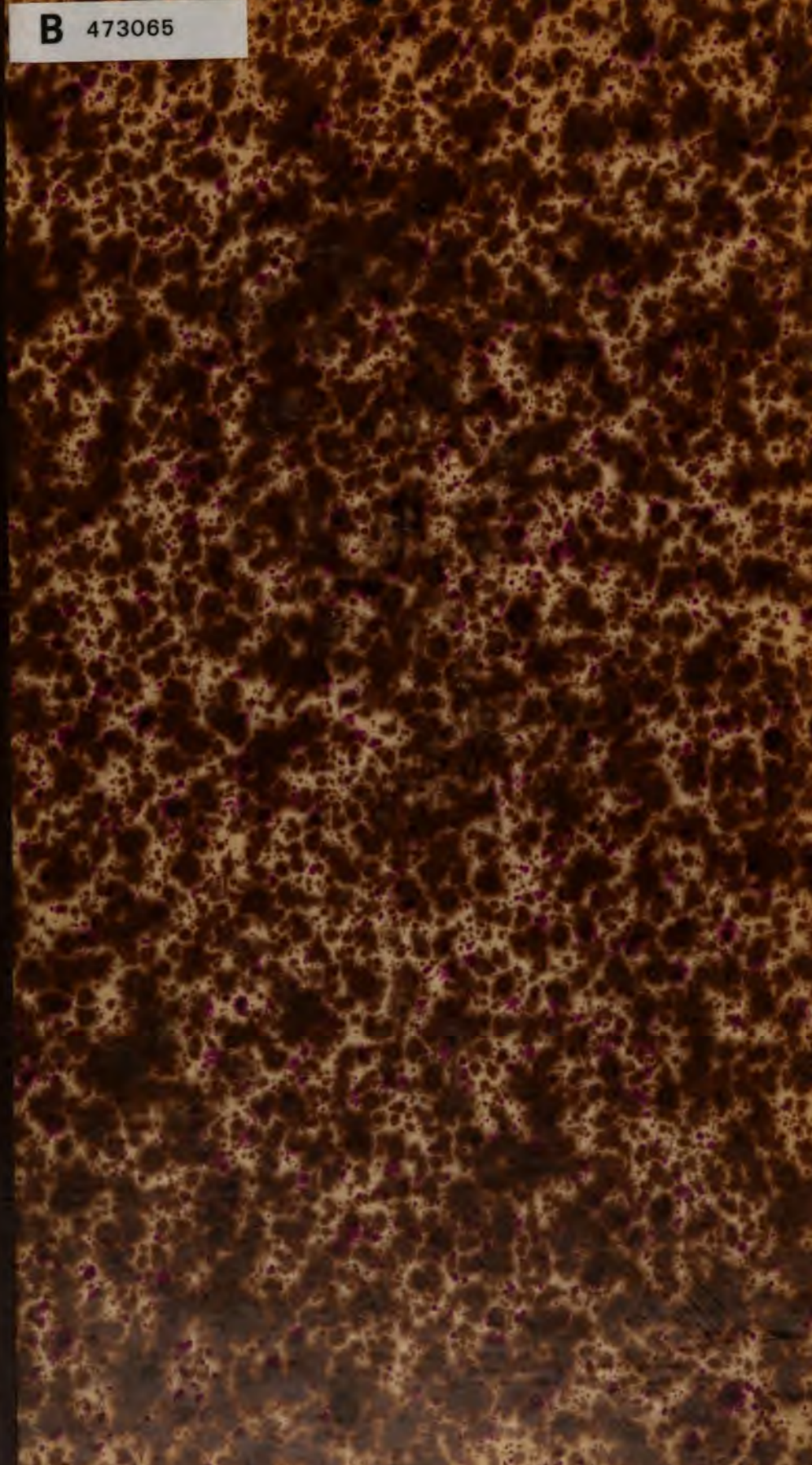
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

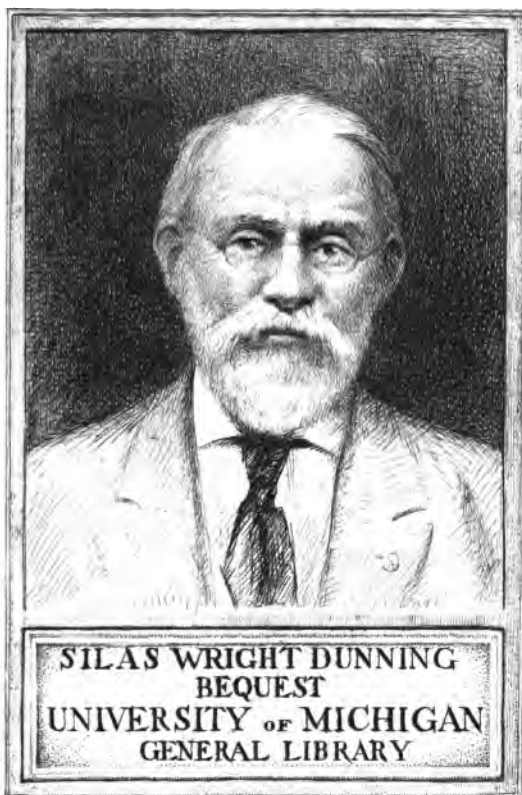
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 473065



R 200 44

SOCIÉTÉ	N°	5
	Travée :	20
	Rayon :	1
	Carton :	1
— BIBLIOTHÈQUE —		



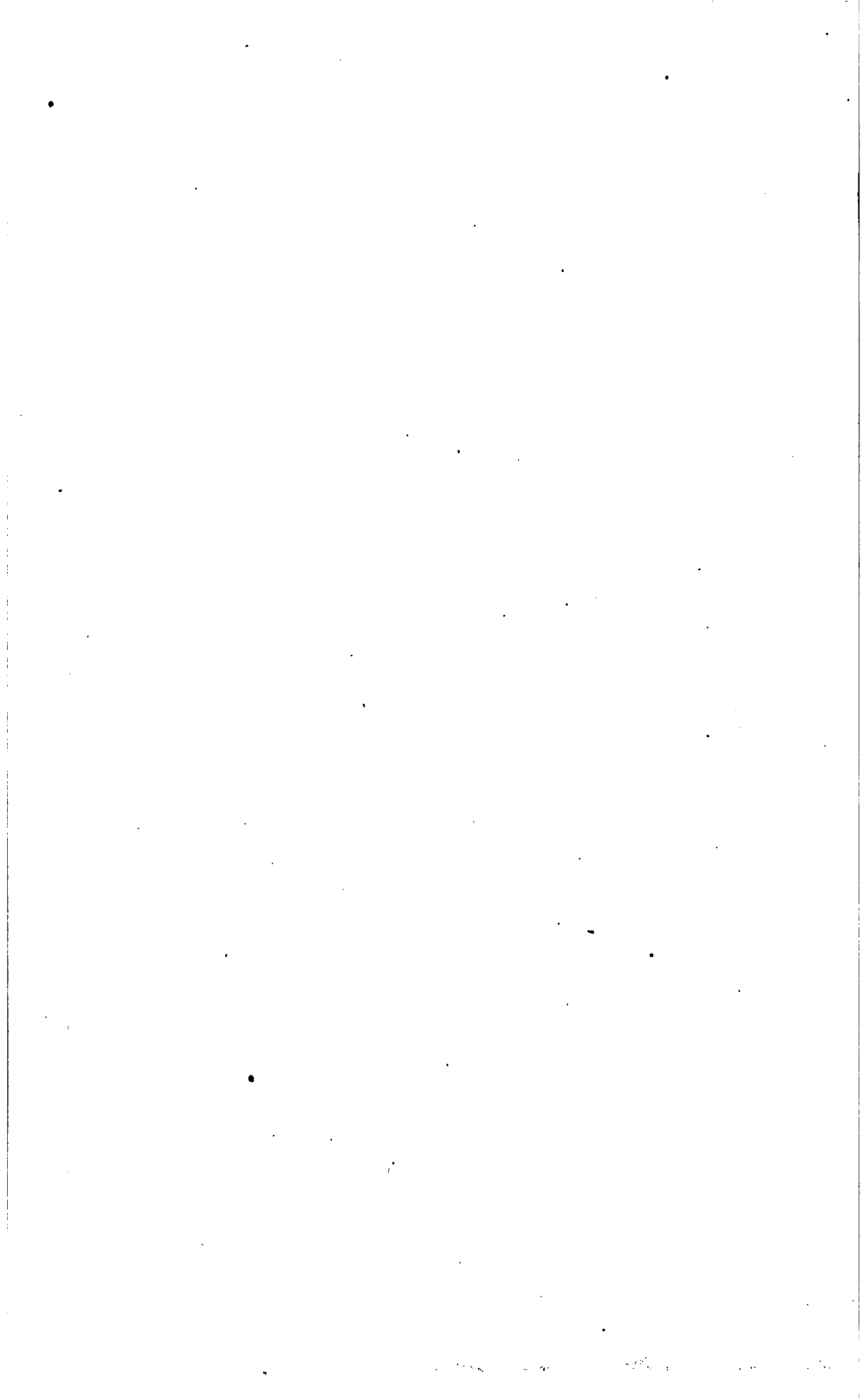
DC
611
12731
S8

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN



BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE
ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

TOME XXIII

LIMOGES

CHAPOULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ

Rue Montant-Manigne. 7

— PARIS, 15, RUE DU PARC-ROYAL —

1875

Dunning
Nighoff
2-4-28
14847

UNE PAGE
DE L'HISTOIRE DU CLERGÉ FRANÇAIS
AU XVIII^e SIÈCLE

DESTRUCTION

DE

L'ORDRE ET DE L'ABBAYE
DE GRANDMONT

INTRODUCTION

La Réforme et la Révolution ne sont que deux phases de la même crise : la seconde continue, en l'élargissant, le sillon ouvert par la première sur les traces de quelques hardis précurseurs, et toutes deux tirent leur force, comme leur origine, des mêmes élans, des mêmes fiertés, des mêmes ambitions, des mêmes impatiences du cœur humain. La trêve qui les sépare est de peu de durée. Quand Louis XIV,

après quarante-deux ans de règne et vingt années d'une autocratie absolue, fit disparaître, en révoquant l'édit de Nantes, le seul acte politique qui eût survécu, en France, au grand mouvement du xvi^e siècle, on observait déjà le réveil de l'esprit public, longtemps ébloui et désarmé par la splendeur sans pareille de ce règne. A peine un court intervalle s'était-il écoulé entre les troubles de la Fronde et les premières hostilités sérieuses de la querelle janséniste ; et celle-ci, grandissant, envenimée par les persécutions, devait, cent ans plus tard, aboutir à l'expulsion des Jésuites. Une étude attentive du mouvement de l'opinion et des faits révèle partout, dans la seconde moitié du xvii^e siècle, les symptômes avant-coureurs d'un nouvel ébranlement. Les hommes qui jettent le plus d'éclat sur le règne de Louis XIV, et dont la gloire est restée inséparable de celle du grand roi, ne peuvent eux-mêmes se soustraire aux effluves de l'orage prochain. Pascal, un esprit autoritaire cependant, écrit ses *Provinciales*, un pamphlet de génie, dont le prodigieux retentissement commence à peine à s'affaiblir ; Molière ose *le Tartuſe* ; Colbert réforme la législation tout entière, et son gigantesque travail de codification prépare l'œuvre des Assemblées révolutionnaires et du Consulat ; Bossuet, dans la déclaration de 1682, pose des bornes aux prétentions ultramontaines ; en lisant le *Télémaque*, la pensée en rapproche involontairement certaines pages du philosophe de Genève, et Vauban, après Boisguillebert, fait pressentir Turgot.

Au moment où Louis XIV, après avoir lassé la fortune, s'éteint dans la solitude et la tristesse, Voltaire a déjà forcé toute l'Europe à répéter son nom. Dans ses voyages à l'étranger, il pose les fondements de son incroyable influence sur ses contemporains, et déjà s'organise cette vaste ligue qui doit livrer aux abus et aux préjugés bien

des luttes glorieuses, mais aussi poursuivre d'une implacable haine et combattre avec des armes souvent déloyales (1) le principe d'autorité sous toutes ses formes, jusque dans ses applications les plus respectables, les plus nécessaires. Les désordres de la Régence présagent et appellent les crimes de la Révolution. Le soulèvement des Cévennes a déjà montré ce que pourra être un jour la grande explosion de la Vendée. Les Parlements, muets depuis soixante ans, font entendre leur voix : ils se dédommagent du long silence auquel l'absolutisme de Louis XIV les a condamnés. Tenus à l'écart jusqu'à la fin du règne par un prince qui n'oublia jamais les humiliants souvenirs de la Fronde, ils rentrent en scène au lendemain même de sa mort, pour déchirer le testament du souverain : à dater de ce jour, on les voit revendiquer une part de plus en plus importante dans le gouvernement de l'État ; leur opposition s'affirme par des actes solennels. On a recours à la force pour les réduire ; mais en vain Maupeou et d'Aiguillon les emprisonnent et les exilent : quatre ans à peine sont passés qu'ils

(1) L'expression ne semblera pas trop forte quand on se reportera, par exemple, aux intrigues misérables qui préparèrent l'expulsion des Jésuites (voir à ce sujet les *Mémoires* du duc de Richelieu, ceux de Georgel, ceux attribués à Bezenval, l'ouvrage de Laffrey sur la *Vie privée de Louis XV*, les *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique pendant le XVIII^e siècle*, de Picot, l'*Essai historique sur la destruction des ordres religieux en France au XVIII^e siècle*, par le P. Prat, etc., etc.). Certaines pages de la correspondance de Voltaire et d'un livre fameux de d'Alembert (*de la Destruction des Jésuites*) suffiraient, au surplus, à édifier pleinement l'historien impartial sur les manœuvres des ennemis des Jésuites et sur la valeur de certaines des imputations sous lesquelles succomba la célèbre Société.

reviennent avec les mêmes maximes et les mêmes prétentions, appuyées d'une menaçante popularité. Inconscients, au reste, du véritable rôle qu'ils jouent, oscillant des jansénistes aux philosophes, obéissant plus souvent à des idées étroites ou à de mesquines rancunes qu'à une sollicitude éclairée pour les intérêts du royaume, ils travaillent, en défendant des privilèges, à l'avènement de l'égalité civile et politique. Bientôt commence à se manifester l'influence, de jour en jour croissant, des salons, qui deviendront le foyer le plus actif de la vie intellectuelle du pays, et d'où partira plus tard le mot d'ordre de la résistance à l'autorité royale. Dès le milieu du siècle, la Révolution est consommée dans les esprits : elle éclatera au premier moment, et passera des idées dans les institutions.

Si les formules politiques et économiques qu'inscrivit la philosophie à son drapeau sont empreintes d'un sentiment élevé d'humanité et de justice, on ne peut méconnaître que, dans ce qu'on appellerait aujourd'hui la revendication religieuse, le *xviii^e* siècle n'ait laissé bien loin derrière lui le *xvi^e*, son précurseur. Celui-ci s'était surtout révolté contre la royauté spirituelle de Rome et contre certains articles précis de doctrine ; celui-là embrassa un plus large programme, et visa plus haut : ce fut à la révélation même, à la foi, et indirectement au culte en général, à tout dogme formulé, aux destinées immortelles de l'âme, qu'il osa s'attaquer. Il ne menaçait pas seulement le catholicisme, et le christianisme derrière lui : les prémisses qu'il avait posées ne lui eussent pas permis de s'en tenir là. Le dernier mot de la Révolution, en tant que crise religieuse, devait nécessairement être le déisme vague de Robespierre, pour les personnes de sentiment et d'imagination ; l'athéisme, pour les esprits logiques. La Réforme n'ayant réussi qu'à briser l'unité catholique sans anéantir le catho-

licisme, ce fut lui que la Révolution rencontra le premier, aux avant-postes de la société menacée, et ce fut à lui d'abord qu'elle dut livrer bataille.

— « Partout où l'on a voulu frapper la religion au cœur, c'est toujours aux ordres religieux qu'on a porté les premiers coups », a dit l'auteur d'un des livres qui feront le plus d'honneur à notre temps (1). Le xviii^e siècle fut fidèle à cette tactique. La cupidité des uns, la jalousie des autres, donnèrent aux philosophes de précieux alliés. Les finances de presque tous les états catholiques étaient obérées; la plupart des évêques vivaient dans un luxe scandaleux; l'appât « des riches abbayes et des couvents bien rentés » devait tenter des princes endettés et toujours à la veille d'une banqueroute, des ministres aux expédients, des prélats qui épuisaient, pour soutenir leur faste, le patrimoine de l'Eglise. Frédéric II l'avait prévu, et en avait manifesté l'espoir à son correspondant de Ferney. Le roi de Prusse ne se trompait pas : la tentation fut si forte qu'aucun n'y sut résister. La Révolution n'eut pas plus tôt déclaré la guerre aux institutions monarchiques et chrétiennes que le clergé régulier dut subir un terrible assaut.

« Moine! — avait écrit Voltaire — quelle est cette profession-là? Celle de n'en avoir aucune; de s'engager, par un serment inviolable, à être absurde et esclave, et à vivre aux dépens d'autrui. » Et c'est bien vraiment là, sous une formule grossière, l'idée que le xviii^e siècle se faisait du religieux. Tant on avait perdu la notion exacte et réelle de ce qu'avait été, de ce que pouvait encore et devait être l'état monastique! Il faut le dire, les couvents mêmes ne l'avaient

(1) Le comte de MONTALEMBERT, *les Moines d'Occident*, introduction, chap. II.

plus ; et c'est dans cet oubli, plus encore que dans les efforts de leurs adversaires, qu'il faut chercher le secret de la faible résistance des ordres religieux à la Révolution et la cause de leur facile ruine.

Toutes les vertus, tous les renoncements, toutes les humilités, tous les héroïsmes qui avaient, aux siècles de ferveur, été l'aliment, la force et la gloire de la vie monastique, ne sont plus compris. — Le travail des mains ? Il est abandonné aux fermiers, aux tenanciers, aux mercenaires. Les temps sont loin où l'abbé et ses religieux, la faucille suspendue au cou, rentraient le soir au couvent à la tête des moissonneurs ; bien petit le nombre de ceux qui s'occupent encore par eux-mêmes du défrichement et de la culture de leurs immenses domaines. — L'étude ? La plupart des monastères ne la connaissent plus (1). L'ignorance envahit les cloîtres, où toutes les sciences, les lettres, les arts, la philosophie, les trésors de l'antiquité, la moisson du passé et la semence de l'avenir, ont jadis trouvé un asile contre la barbarie, et d'où la civilisation est sortie pour reconquérir l'Europe. La plupart des grandes écoles religieuses qui jetèrent une si vive lumière à travers les ténèbres du moyen âge ont disparu, ou sont tellement déchues, qu'à peine peut-on constater leur existence. L'oisiveté a pénétré partout, et avec elle l'ennui, le dégoût, l'inquiétude, le besoin de distractions extérieures. — L'abstinence ? Dès longtemps la rigueur des premiers statuts a dû être mitigée dans presque tous les ordres ; et, parmi ceux-là, bien rares les maisons où l'on s'en tient aux adoucissements permis, et où chaque jour n'amène pas de nouvelles dérogations, celles-là tout arbitraires, à la règle que le religieux, à sa profession,

(1) Il y a d'admirables exceptions ; mais qu'elles sont en petit nombre !

jura d'observer. — La pauvreté ? On en rougit. Là où nous la retrouvons, elle n'est plus un état volontaire, mais l'effet de la commende, qui épuise les ressources des monastères, et condamne parfois les communautés aux plus dures privations. L'aisance et le luxe, ailleurs, l'ont remplacée. Dans mainte abbaye, on restreint le nombre des religieux pour avoir de quoi suffire plus largement à la dépense de ceux qui restent. — Les supérieurs cherchent par tous les moyens à se perpétuer dans leur charge, et favorisent la coterie sur laquelle ils s'appuient : de là mille abus. — Observée encore par beaucoup, la chasteté a perdu cet éclat héroïque des premiers siècles et cette suprême hauteur où la portèrent les grands moines des âges passés : elle est humble et presque honteuse. Les scandales se multiplient, plus bruyants, plus hardis qu'en aucun temps. — Le froc, devant lequel se prosternaient les conquérants barbares, est dédaigné par les moines eux-mêmes : la plupart ne le portent plus hors de leur monastère. — Le recueillement, la solitude, le silence, n'ont plus d'attraits pour des esprits inquiets et futiles. L'obéissance paraît un joug insupportable qu'en toutes circonstances on cherche à secouer. Pour s'en affranchir, rien ne coûte. Le religieux dénonce son supérieur, porte sa cause devant les tribunaux laïques, recourt sans cesse à cette voie grave et retentissante de l'appel comme d'abus, que l'autorité royale lui a ouverte devant ses parlements. Encouragé par l'opinion publique, il provoque le scandale, l'entretient, prête aux ennemis de sa robe de nouvelles armes contre elle. Les ministres sont assaillis des réclamations et des plaintes des réguliers ; les greffes, remplis des dossiers volumineux de leurs innombrables procès. Ils fatiguent de leurs discordes les tribunaux, les autorités laïques, les supérieurs ecclésiastiques, le Roi et le Souverain-Pontife lui-même.

Rien ne contribua davantage à inspirer aux religieux le dégoût de leur état que le mépris où les tenait la société de cette époque. Bien différents de leurs prédécesseurs, qui se montraient avides des dédains du siècle, les indignes fils de Saint-Benoît et de Saint-Bernard recherchaient les honneurs avec autant d'avidité que les anciens moines mettaient d'ardeur à aller au-devant des humiliations. Un des membres de l'Assemblée du Clergé de 1780, favorable cependant aux ordres réguliers, constatait la mortelle influence qu'avaient exercée sur eux l'hostilité et le dénigrement systématique dont ils étaient l'objet. — « Les religieux, est-il dit dans un mémoire lu par l'abbé de Lageard à cette assemblée, ont eu peine à conserver de l'estime pour leur état, dès qu'ils l'ont vu décrié dans l'opinion publique. Plusieurs se sont repentis d'être entrés dans une carrière pénible, où ils ne pouvaient plus prétendre à aucune considération. Les regrets et les murmures ont nécessairement affaibli l'amour des observances régulières; et les relâchements que l'injuste mépris du siècle pour les instituts religieux avait fait naître sont venus à leur tour augmenter ce mépris, et ont paru le justifier..... Les infractions ainsi multipliées par les regrets, ils ont cru sentir les signes avant-coureurs d'une dissolution générale. N'espérant plus de guérison parce qu'ils n'inspiraient plus d'intérêt, leur conduite est devenue celle d'un malade qui se croit tout permis parce que tout lui annonce qu'il est sans ressources (1). »

Ainsi Dieu ne suffisait plus à ces moines dégénérés. Au fond de leurs cloîtres, la voix de l'opinion, ameutée contre eux, retentissait plus haut que les échos affaiblis de

(1) Archives de l'Etat : procès-verbaux originaux de l'Assemblée générale du Clergé de 1780. (T. II, p. 1265 et suivantes.)

la vocation de leur jeunesse. Ils détournèrent les yeux du Christ pour les reporter sur le monde, auquel ils n'avaient renoncé que des lèvres ; ils y cherchaient en vain les hommages et les dignités qui venaient jadis arracher l'anachorète à sa cellule, et, quand leurs regards remontaient vers la Croix, ils n'y trouvaient plus la consolation, la paix et l'espérance. A leur tour, ils s'étaient laissé gagner par le mal du siècle : ils n'avaient plus la foi !

Peu d'ordres avaient échappé à la décadence générale. Parmi ceux qui s'étaient préservés du relâchement et du dégoût, on comptait surtout des instituts dont la création était récente, et dont le jeune enthousiasme avait su conserver intact l'esprit de leurs fondateurs. Les Jésuites étaient la plus nombreuse, la plus puissante et, à tous égards, la plus célèbre de ces congrégations. Leur activité, leurs fortes études, la variété de leurs travaux, leur organisation savante, la fermeté et la persévérance de leurs chefs, les avaient maintenus dans l'observation d'une règle plus souple que la plupart des autres, mieux accommodée d'ailleurs aux nécessités de toute sorte de la vie moderne et à la diversité des tempéraments. Ils étaient vraiment, à cette époque, la troupe d'élite de l'armée catholique, et Diderot exprimait cette pensée à sa façon quand il les appelait « les grands grenadiers du fanatisme ».

De tout temps en butte à l'antipathie des hommes de robe et des gens du peuple, les Jésuites avaient vu, vers le milieu du siècle, l'animosité dont ils étaient l'objet redoubler de violence. Ils devaient ce déchaînement de haine à leurs richesses, à l'énorme influence qu'ils avaient acquise sous le dernier règne avec le P. La Chaise et bien plus encore avec Le Tellier, à la guerre qu'ils faisaient aux maximes gallicanes, aux rigueurs qu'on les accusait d'avoir provoquées contre les protestants et les jansénistes,

à l'action qu'ils exerçaient par leurs collèges sur la jeunesse, et qui provoquait la jalousie des autres ordres religieux. Les parlements les avaient combattus dès leur introduction en France (1), et avaient en vain cherché à arrêter le développement de leur institut. Choiseul usa, comme d'un moyen de gouvernement, de ces dispositions hostiles, passées à l'état de monomanie chez la plupart des membres des cours souveraines. — « A ces dogues toujours grondants, pour tirer d'eux ce qu'il voulait, il lui suffisait de montrer leur gibier, leur proie : les Jésuites. Le mot plaisant du sauvage dans *Candide* : *Mangeons du Jésuite* ! c'était toute la harangue de Choiseul aux parlements (2). » Longtemps défendue par le Roi, la Compagnie fut enfin sacrifiée aux ressentiments, peut-être fondés, des uns, et à l'aveugle antipathie des autres. L'édit de novembre 1764 consacra sa défaite en France. Pour un temps elle s'éclipsa. Le clergé fut presque unanime à protester contre cette mesure : elle marquait cependant le début d'une campagne dont quelques prélats allaient bientôt prendre en mains la direction.

La chute des Jésuites inaugurait le triomphe de l'esprit nouveau ; elle présageait à l'ordre monastique d'autres défaites. Les catholiques ne s'y trompèrent pas. Quelques conseillers de Louis XV avaient cherché à sauver l'institut, en faisant entendre au roi que la ruine des Jésuites entraî-

(1) Aussi ne s'explique-t-on pas comment la Compagnie, déclinant la juridiction du Grand-Conseil, à laquelle elle était de droit soumise, comme les autres ordres religieux, préféra porter devant le parlement l'appel du jugement du tribunal consulaire de Marseille : ce jugement, obtenu par la maison de Lioncy et Jouffres contre le P. La Valette, déclarait l'institut solidairement tenu des dettes du supérieur de la Martinique.

(2) MICHELET, *Histoire de France*, T. XVII, p. 81.

nerait celle de toutes les corporations régulières (1), et fournirait des armes terribles contre le clergé séculier lui-même. Leurs arguments avaient paru frapper le prince ; mais il ne sut pas résister aux obsessions de ses ministres, et la Compagnie n'eut de lui, pour toute oraison funèbre, qu'une lourde plaisanterie. Les événements devaient suivre leur cours. — On a dit à quel degré de décadence et de faiblesse étaient tombés, vers le milieu du siècle, la plupart des instituts religieux : ils ne pouvaient opposer qu'une bien frêle barrière à la Révolution victorieuse, et celle-ci approchait, enhardie par un premier succès, enflammant la jeunesse de son irrésistible enthousiasme, soufflant dans tous les cœurs l'énergie et la foi qui avaient déserté les monastères.

(1) LACRETELLE, *Histoire de France pendant le XVIII^e siècle*, T. IV, p. 36.

I.

Saint Étienne de Thiers. — Il s'établit à Muret. —
Sa règle. — Commencements de l'ordre.

L'ordre de Grandmont, fondé, en 1076, par saint Etienne de Thiers, était un des plus anciens et des plus illustres du royaume. De tous les instituts qui, ayant pris naissance sur le sol français, subsistaient encore au ^{xviii}^e siècle, Cluny seul pouvait se glorifier d'une origine plus reculée (1); et, si l'abbé de Cîteaux prenait rang avant celui de Grandmont, l'usage ne s'en était établi que depuis les Etats de 1576, où François de Neufville, député par le clergé du diocèse de Limoges, avait spontanément cédé le pas au Cistercien, par déférence pour le grand âge et la sainteté de

(1) Un mémoire, écrit en 1773 pour l'abbé général de Grandmont, rappelle que la fondation de l'institut de Saint-Etienne est antérieure à celle des Chartreux (qui remonte seulement à 1084 ou 1086), des Antonins (1093), de Cîteaux (1098), de Fontevrault (1100), de Saint-Victor (1113), des Prémontrés (1120 ou 1129), des Génovéfains (1147), des Mathurins (1198), des Franciscains (1209), des Dominicains (1216), de la Merci (1218), des Carmes (1238), des Célestins (1244), etc. — Voir la liste des ordres religieux existant en France en 1760, dans *l'Essai historique sur la destruction des ordres religieux en France au ^{xviii}^e siècle*, par le P. Prat, de la Compagnie de Jésus : introduction, p. 12 et suivantes.

celui-ci (1). L'abbaye chef d'ordre (2) et toutes les maisons de l'observance étaient en possession de privilèges considérables. La bulle accordée au fondateur par le pape Grégoire VII avait expressément exempté ses disciples de la juridiction des évêques (3); Clément III, en 1188, avait renouvelé cette exemption, plusieurs fois confirmée par ses

(1) J. LEVESQUE, *Annales ordinis Grandimontis*, Trecis (1662), p. 381.— Le même fait est mentionné dans un rapport à la Commission des Réguliers. (Archives de l'Etat, O 570.)

(2) Les armoiries de l'abbaye étaient, d'après d'Hozier : *d'argent au chef de gueules*. (*Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Limoges*, de l'abbé Nadaud, curé de Teyjac, publié par M. l'abbé Lecler, sous les auspices de la Société archéologique et historique du Limousin, T. II, p. 368.) Un sceau de l'abbaye apposé sur l'inventaire du trésor de 1567 représente la Vierge tenant l'Enfant-Jésus dans ses bras; devant elle, à genoux, le fondateur de l'ordre. Cette pièce est en la possession de M. Nivet-Fontaubert, de Limoges.

(3) « Quia nullo medio Nos volumus ad Sanctam Sedem pertinere. » (Voir, à l'Appendice B, le texte *in extenso* de la bulle de Grégoire VII.) En dehors des bulles spéciales qui confirment ce privilège, notamment de celle de 1188, de Clément III, un grand nombre d'actes émanés de la cour romaine le rappellent ou le mentionnent. Citons un rescrit de Grégoire IX à la régente Blanche de Castille (*Cum igitur dilecti filii prior et fratres Grandimontenses, qui ad sedem apostolicam nullo medio pertinent, etc.*); diverses bulles ou rescrits de Clément VI et Clément VII, qui existent en original aux archives de la Haute-Vienne (*Ordinis... ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, — Ecclesie Romanæ immediate subjecti, etc.*); une bulle d'Alexandre V, de 1409, relative à l'union temporaire du prieuré de Notre-Dame-du-Parc-lès-Rouen à l'abbaye; un bref de Paul II, de 1467; un bref de Léon X, de 1519; un rescrit d'Innocent X, de 1651, relatif au prieuré de Francour (*Dicti monasterii ad Romanam ecclesiam immediate depen-*

successeurs, et déclaré de plus qu'elle s'appliquait aux maisons secondaires comme au chef d'ordre (*exempti sunt in capite et membris*). Plusieurs arrêts du Conseil, dont le plus ancien paraît remonter à 1617, avaient évoqué, d'une façon générale, devant le Grand-Conseil, les causes de l'ordre. — L'abbaye jouissait du droit d'asile, du droit de haute et

dentis), et vingt autres dont les archives départementales possèdent les originaux ou d'anciennes copies. L'exemption de l'ordre de Grandmont, et notamment du monastère, fut solennellement reconnue, à diverses reprises, par les évêques qui se succédèrent sur le siège de Limoges. Nous trouvons dans un mémoire manuscrit de l'abbé Legros (p. 137), qui sera souvent cité dans le cours de cet ouvrage, cette curieuse déclaration de l'évêque Regnault de La Porte (quelques années plus tard commissaire du Saint-Siège dans l'information contre les Templiers) :

« Notum facimus universis quod, licet apud Grandimontem aliquociens accedamus, nullo jure et prelationis deverio ibidem nobis debito et assignato, ibidem de voluntate prioris et conventus Grandimontis tantum recipi caritative fateamur, nolentes per nostram præsentiam dicti loci libertatibus et privilegiis ullum novitatis notorie prejudicium pretendere; in cujus rei testimonium, etc. » — La pièce est du mois de juillet 1298.

Les abbés de Grandmont avaient grand soin de rappeler cette exemption dans tous les actes et documents qui émanaient d'eux. Plusieurs pièces des XIII^e, XIV^e et XV^e siècles, dont on a, aux archives de la Haute-Vienne, des originaux ou des vidimus, commencent par la formule : « N..., *permissione divina abbas monasterii et totius ordinis Grandimontensis, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis.* » (Archives de la Haute-Vienne, n° 3,583 du classement provisoire, et pièces non inventoriées.) Plusieurs pièces, notamment une du XIV^e siècle que possède le séminaire de Limoges, et une donation, faite en 1427 par l'abbé Pierre Redondaud, d'une relique de saint Étienne à l'église collégiale de Thiers (une

basse justice dans les limites de ses possessions ; et ses dépendances, comme elle, n'étaient soumises à aucun des impôts, à aucune des redevances que le système féodal avait multipliés avec une si ingénieuse fécondité. Le général possédait, dès le temps de Charles V^e, le titre de conseiller, et, depuis plus d'un siècle, celui d'aumônier du

copie de cet acte se trouve dans les papiers de feu M. l'abbé Texier, que la famille de ce savant regretté a bien voulu mettre à notre disposition), portent aussi cette formule. Il en est de même d'un grand nombre de documents des siècles suivants. On la retrouve aux derniers jours de l'ordre : *Frater Franciscus-Xaverius Mondain de La Maison-Rouge, miseratione divina insignis monasterii Grandimontis humilis abbas, nec non totius ordinis Grandimontensis, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, præpositus generalis* (Certificat pour un ordinand : archives de la Haute-Vienne, art. 5862 du classement provisoire) ; et, dans un acte passé devant de Lavaud, notaire à Ambazac, le 28 septembre 1749 : « Par-devant le notaire, etc., fut présent messire dom François-Xavier de La Maison-Rouge, conseiller et aumônier ordinaire du Roi, chef et général de l'ordre de Grandmont, dépendant immédiatement du Saint-Siège, etc. » (Archives de la Haute-Vienne, pièces non inventoriées.)

La formule du serment que devait prêter l'abbé lors de son installation commençait par ces mots : « *Ego, N...., abbas monasterii Grandimontensis, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, etc.* »

Un arrêt du parlement de Paris, en 1623, avait reconnu l'exemption des maisons de l'ordre. Un grand nombre de pièces du dépôt départemental des archives mentionnent ce privilège. — Nous adressons ici tous nos remerciements à MM. Aubépin et Rivain, qui ont successivement rempli les fonctions d'archivistes de la Haute-Vienne, pour l'utile concours qu'ils ont bien voulu nous donner dans nos recherches.

roi, qu'avaient du reste obtenu antérieurement plusieurs abbés; il portait l'anneau, la mitre, la crosse et les autres insignes pontificaux; il pouvait conférer les ordres mineurs à ses religieux. Le supérieur du monastère du Bois de Vincennes, fondé en 1164 par le roi Louis VII, fut, pendant plus d'un siècle et à dater de l'institution (1469), chancelier de droit de l'ordre de Saint-Michel.

Saint Etienne (1), né vers 1045, était fils du vicomte de Thiers, au diocèse de Clermont. Il avait, fort jeune, suivi son père en Italie. Après un long séjour (2) auprès de Milon, archevêque de Bénévent, qui dirigea ses études et le forma à la pratique de toutes les vertus, il rentra dans son pays, pour faire ses adieux à ses parents avant d'embrasser la vie cénobitique, vers laquelle il se sentait attiré par une vocation irrésistible. Les austérités et les vertus d'une communauté de religieux (3) qui florissait alors dans la Calabre, et que le jeune homme visitait fréquemment, l'avaient

(1) Plusieurs anciens écrivains, notamment l'auteur d'une des *Vies de saint Etienne* reproduites dans la compilation de Pardoux de Lagarde, donnent au fondateur de Muret le nom d'Etienne Guimard.

(2) Douze ans, d'après la *Vie de saint Etienne* par Gérard ITHIER, septième prieur. Mabillon a contesté la durée de ce séjour.

(3) Mabillon (*Annales de l'ordre de Saint-Benoît*, T.V, p. 61 et 63 de l'édition de Lucques, — Venturini, 1740) dit positivement que ces moines appartenaient à l'institut de Saint-Benoît : « *Religiosa quædam Benedictinorum congregatio* ». — Fleury (*Histoire ecclésiastique*, T. XIII) les désigne également comme des Bénédictins. — Le P. Levesque, fidèle à la tradition *particulariste* qui était en honneur dans l'ordre, prétend qu'on ne sait au juste à quel institut étaient soumis ces religieux : « *Cujus fuerint ordinis incertum est* ». (*Annales*, p. 51.)

pénétré d'admiration. Il s'était quelque temps retiré parmi eux (1), et n'aspirait qu'à les imiter, n'imaginant pas qu'il pût se proposer de plus parfait modèle.

Après qu'il eût mis ordre à ses affaires et rempli ses devoirs envers sa famille, Etienne reprit le chemin de Bénévent, dégagé de tout souci du côté du monde ; mais, arrivé à Rome, il apprit la mort de son vénérable maître. Il s'arrêta dans cette ville, où il demeura quatre ans environ, étudiant, priant, mûrissant son projet, grandissant en sainteté et en sagesse. Puis il revint définitivement en France, où il avait résolu de chercher une retraite. Avant de quitter Rome, le jeune homme obtint (1073) du Souverain-Pontife l'autorisation d'établir dans sa patrie une congrégation analogue à celle des anachorètes dont la sainte vie avait laissé dans son âme une si profonde impression (2).

Bien que l'authenticité de la bulle donnée à cette occasion par le pape Grégoire VII, et qui serait un des premiers actes de son pontificat, puisse être contestée (3), il n'est

(1) Voyez le texte de la bulle citée plus loin.

(2) « A Romano pontifice devotissime petit ut ordinem, quem in Calabria observari didicerat, in remissionem peccatorum suorum alicubi observare concederet. » (LEVESQUE, *Annales*, p. 30.)

(3) « Hujus tamen diplomatis validitati quædam haud levis momenti adversari videntur. » (MABILLON, *Annales ordinis Sancti-Benedicti*, T. V, p. 62.) Le savant religieux énonce les objections qui peuvent être élevées contre l'authenticité de ce document. L'abbé Nadaud les reproduit dans un recueil spécial de pièces et de notes concernant l'ordre de Grandmont, manuscrit conservé à la bibliothèque du grand-séminaire de Limoges, et où l'abbé Legros a trouvé la plupart des matériaux du mémoire que nous aurons souvent occasion de citer dans le cours de cet ouvrage.

L'omission de la bulle de Grégoire VII dans le Bullaire de

pas sans intérêt de reproduire le texte (1) de ce document :

« Grégoire, serviteur des serviteurs de Dieu, pour la perpétuelle mémoire de la chose, à notre cher fils Etienne, vicomte de Thiers, et aux frères qui embrasseront avec lui la vie régulière, Salut et Bénédiction Apostolique. — Les instituteurs de la vie religieuse doivent soumettre leurs desseins au pouvoir Apostolique et prendre ses conseils, afin de ne pas s'exposer à errer en s'abandonnant à leur propre jugement. S'engageant sans expérience et à la légère dans la voie de la pénitence, ils pourraient se voir obligés de laisser leur œuvre inachevée, et de renoncer à leur entreprise, à la confusion comme au dommage de tout le

Grandmont, dont une copie manuscrite existe à la bibliothèque du séminaire de Limoges, serait un argument d'un grand poids contre son authenticité, si cette omission n'était pas volontaire ; mais peut-être cette pièce a-t-elle été écartée du recueil, parce qu'elle donnait un démenti trop catégorique à la prétention affichée par les Grandmontains de constituer un ordre original, ne dérivant d'aucun autre institut. Le plus ancien document reproduit par le Bullaire dont il s'agit est un rescrit d'Adrien IV, du 25 mars 1156 (ou 1158), c'est-à-dire postérieur à la mort de saint Etienne. On trouvera à l'Appendice, sous la lettre A, ~~la~~ ~~relevé des titres des documents que contient ce très-précieux~~ ~~manuscrit, quelques collationnements,~~ et un essai de reconstitution du Bullaire complet de Grandmont.

Qu'il nous soit permis de consigner ici l'expression de notre gratitude pour M. le Supérieur du grand-séminaire, qui a bien voulu autoriser nos recherches ; pour l'un des directeurs, M. Dupeyrat, et pour M. l'abbé Tandeau de Marsac, dont l'obligeant concours a facilité notre travail !

(1) On trouvera à l'Appendice (B) le texte latin de cette bulle d'après une copie manuscrite moderne provenant de l'abbaye de

corps de l'Eglise. — Nous savons que tu as fait l'apprentissage de la vertu auprès de Notre vénérable frère Milon, archevêque de Bénévent, et de Nos fils et frères les bénédictins de Calabre, et que tu as fréquenté ces derniers, sans toutefois prendre leur habit. Nous avons éprouvé ta solide et fervente vocation durant quatre années, à la cour pontificale, pendant le règne de notre Très-Saint-Père Alexandre, de pieuse mémoire, second du nom, que la Providence divine fit Pape, et auquel Nous avons succédé; Nous remplissions alors Nous-même auprès de ce Saint-Pontife l'office de cardinal-archidiacre. Dans la crainte que tes forces physiques ne trahissent ton courage, Nous n'avions pas voulu jusqu'ici t'imposer les mains, comme Nous en a donné l'exemple, à l'égard de Timothée, l'apôtre dont le tombeau sert d'appui à notre trône. Mais, comme tu as persisté, et que, sans te laisser détourner de ta résolution, tu n'as cessé de solliciter du Saint-Siège le pouvoir de réaliser ton dessein en fondant un ordre de religieux sous la règle de Saint-Benoît, que tu as longtemps pratiquée parmi les frères de la Calabre, Nous inclinons l'oreille à ta prière, ne voulant pas éteindre le souffle de l'esprit. Nous sommes maintenant d'autant plus disposé à

Grandmont, et existant dans les papiers du dernier prieur, D. Muret, papiers qu'a bien voulu nous communiquer le neveu de ce religieux, M. Lemarchand, propriétaire aux Adoux, commune de Jabreilles (Haute-Vienne). — Le copiste ajoute en note : « Cette bulle a été tirée d'un manuscrit du P. Lescouvet, cœlestin, et depuis benedictin pres de Digeon, ou ce manuscrit est conservé dans la bibliothèque de Saint-Benigne, et dans lequel ce Père marque qu'elle a été tirée de Saint-Victor-lez-Paris. » (Voir à l'Appendice, lettre A, la note 1.)

l'accueillir avec bienveillance et à l'exaucer, que plus vive est la flamme qu'a allumée en Nous le Saint-Esprit et plus ardent Notre désir de voir de telles semences de vertu et de sainteté enrichir le champ de Jésus-Christ. — Que Dieu, couronne de justice, montagne de sainteté, t'accorde donc ses bénédictions ! Que le Père Éternel vous adopte pour ses enfants, toi et les compagnons futurs de ta sainte vie ! Que le Fils Éternel vous reçoive comme ses frères, et qu'il te présente son flanc ouvert, qui recèle tous les trésors de la science et de la sagesse ! Que l'Esprit-Saint, éternel aussi, embrase toi et les tiens du feu de son amour, de la flamme de l'éternelle charité ! Soyez bénis, toi et les tiens, quand la profession vous fera naître à l'observance, et quand la mort vous en retirera ! Soyez bénis, du haut des cieux, par le Dieu des vertus. Qu'il achève l'œuvre de salut qu'il a commencée en toi ! Qu'il la consolide et l'affermisse à présent et à jamais ! Qu'il t'envoie du ciel son saint ange, et que les saints dont tu te proposes d'imiter la vie t'accordent leur patronage ! Puisses-tu voir accourir à toi des compagnons en nombre égal aux étoiles du ciel, que leur multitude infinie empêche de compter ! Puisse leur docilité être la consolation de ton exil ici-bas ! Puissent les champs qu'ils auront cultivés avoir les premières moissons ! De notre pleine puissance, Nous défendons à tous d'oser porter le trouble dans le lieu que tu auras choisi pour y faire pénitence, de vexer ou de persécuter toi et les tiens. Si quelqu'un, séculier ou ecclésiastique, tente d'enfreindre la défense que Nous consignons sur cette page, qu'il sache qu'il se rend coupable d'une iniquité (car Nous voulons que vous dépendiez immédiatement du Saint-Siège). Qu'il soit privé, par le fait même de son attentat, des honneurs dus à sa dignité, et qu'il tombe sous le coup de la malédiction divine ! Que saint Benoît, ton bienheureux père, obtienne pour

toi toutes les bénédictions, et dans l'ordre temporel et dans l'ordre spirituel ! Aie donc bon courage, et sois fort, au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit. Amen ! — Donné à Rome, en présence de notre très-chère fille Agnès, Impératrice auguste, et de six de nos frères, cardinaux de la sainte Église romaine, le jour des calendes de mai, et l'an premier de notre pontificat. »

Ce fut en vain que les parents d'Étienne tentèrent de le détourner de sa résolution : leurs efforts pour le retenir auprès d'eux furent inutiles. Il leur dit adieu pour toujours, et, après avoir quelque temps cherché un lieu propice à ses desseins, il s'arrêta, en 1076 (1), dans un canton sauvage et désert de l'Aquitaine, à Muret, distant de Limoges de quelques lieues seulement. D'après montagnes, des bois, des rochers, des sources glacées, un hiver presque perpétuel, l'éloignement de toute voie de communication, de toute demeure humaine, et, pour société, les bêtes fauves dont ces forêts étaient remplies, tel était ce rude séjour, et tels furent les attraites qui le firent choisir par Étienne pour le lieu de sa retraite. Avec la souffrance du corps, il assurait à l'anachorète la solitude et la paix (2).

(1) La version qui fait venir l'an 1074 saint Étienne en Limousin, et d'après laquelle il y aurait eu deux Muret, est inadmissible ; elle a été avec raison rejetée, bien que la plupart des hagiographes limousins et des annalistes de Grandmont l'aient reproduite. Il faut dire aussi qu'on la trouve mentionnée en dehors de ce cercle restreint : ainsi une chronique angevine (*Breve chronicon Andegavense*), insérée par D. Martenne dans son *Thesaurus novus anecdotorum*, T. III, col. 1381, renferme cette note : « MLXXIV. Ordo Grandimontis in Lemovicensibus invenitur ».

(2) In Aquitaniam, ad montem nemorosum qui Muretum dicitur, et non longe distat ab urbe Lemovicarum, Christo ducente,

L'élève de Milon y mena (1), d'abord seul, puis avec les disciples attirés par la renommée de ses vertus, une existence semblable à celle des anciens solitaires de la Thébaïde. Les membres de cette famille, peu nombreuse à l'origine, vivaient séparés, comme autrefois les solitaires des *laures*, et ne se réunissaient que pour prier et chanter les louanges de Dieu. Plus tard, grâce aux libéralités de quelques pieux seigneurs des environs et au concours empressé des paysans de la contrée, on construisit une église et un monastère; mais la maison fut bientôt trop étroite, car de nouveaux disciples se présentaient chaque jour. Malgré le soin scrupuleux avec lequel Etienne éprouvait leur vocation, son refus constant de les admettre avant l'accomplissement de leur vingtième année, ses efforts pour les détourner de la vie monastique quand leur projet ne lui semblait pas inspiré par l'esprit de Dieu, le nombre des religieux augmenta au point qu'il fallut en disperser une partie dans de petits ermitages distants quelques-uns de plusieurs lieues de la communauté principale. Là, vivant deux à deux, les anachorètes passaient les heures dans la méditation et la

pervenit, ubi fontes reperit et rupes, terramque desertam et inviam, quæ, novo hospiti suo potum frigidissimum et domum ventis expositam offerens, afflictionem corporis et requiem mentis manifestis indiciis promittebat : porro tota sylvestris et fere omni tempore hiemalis, hominibus insueta et assueta feris, aliud non poterat polliceri. (LEVESQUE, *Annales*, p. 36 et 37.)

(1) Nous ne parlons pas de la rencontre de saint Étienne et de saint Gaucher d'Aureil, qu'on a d'excellentes raisons de révoquer en doute, bien qu'elle soit admise sans examen par plusieurs des biographes du Saint, et notamment par D. Henri de La Marche de Parnac, abbé général de Grandmont, auteur d'une *Vie de saint Etienne*, ouvrage d'une assez médiocre valeur, du reste.

prière. Les jours de dimanches et de fêtes seulement, ils quittaient leur retraite, et se rendaient à Muret pour participer aux exercices religieux et assister aux offices. Plusieurs de ces ermitages devinrent plus tard des maisons régulières ou des celles dépendant du monastère de Grandmont.

Le plus célèbre des disciples de saint Etienne fut un chevalier limousin, Hugues de Lacerta, seigneur de Châlus, lequel était allé en pèlerinage à Jérusalem, où il avait passé deux années. De retour dans son pays, il entendit parler des ermites de Muret, et voulut les visiter dans leur désert. Leurs héroïques vertus remplirent d'admiration le chevalier : il supplia le chef de la petite communauté de l'admettre au nombre de ses disciples ; Etienne, ayant des doutes sur la solidité de sa vocation, essaya de l'effrayer en lui faisant le tableau de l'existence rude et austère à laquelle il le soumettrait. Ses discours n'ayant pu ébranler la résolution du visiteur, le Saint lui ordonna formellement de quitter Muret. Hugues obéit ; mais, avant de s'éloigner, il dit au solitaire, d'une voix entrecoupée par les sanglots : « O bon homme ! bon homme ! continue ton œuvre et t'y appliques de tout l'effort de ta vertu. Que ton pied ni ta main ne se reposent ! Moi, cependant, je vais commettre tant de mal, et par moi-même et par les autres, et si grande sera la peine méritée par mes péchés, qu'avec moi je te précipite-

Nous ne nous arrêtons pas non plus à rechercher si le solitaire de Muret fut « l'ermite de grand renom » que consulta saint Bruno avant de fonder la Grande-Chartreuse. — Mabillon, qui examine la question, estime que cet « ermite » était saint Robert de Molesmes. (*Annales de l'ordre de Saint-Benoît*, T. V.) On sait qu'il y avait de très-grands rapports entre la règle des Chartreux et celle des Grandmontains.

rai au fond de l'abîme; car tu auras pu m'aider à faire mon salut, et tu m'auras refusé ton secours (1)! »

Ces derniers mots jetèrent le trouble dans l'âme d'Étienne. Il réunit ses disciples, leur fit part de ce qui venait de se passer, et on convint d'envoyer deux frères pour ramener Hugues de Lacerta. Celui-ci devint de tous les fils du solitaire le plus tendre et le plus chéri. Il survécut trente-trois ans à son maître; Étienne enfin lui apparut un jour, pendant la messe, pour lui annoncer qu'ils seraient bientôt réunis dans le ciel.

Saint Étienne avait établi une règle austère, à laquelle sa douceur naturelle, son amour pour ses frères et son inépuisable charité savaient apporter des tempéraments; mais cette règle n'était pas écrite, et il mourut, le 8 février 1124, sans avoir formulé les lois sous lesquelles devait subsister son institut. Peu de jours avant de quitter ses disciples, il avait reçu la visite de deux cardinaux, légats du Saint-Siège, qui devaient, par un effet singulier de la destinée, être six ans plus tard opposés l'un à l'autre dans le cours des divisions qui désolèrent l'Eglise : l'un fut le pape Innocent II; l'autre, l'antipape Anaclet.

Encouragés par les éloges des Souverains-Pontifes, dont l'un, Urbain II, approuva, dit-on, et fit confirmer, en 1095, par le concile de Clermont, l'institut de saint Étienne (2), les religieux de Muret continuèrent à vivre suivant les

(1) LEVESQUE, *Annales*, p. 65 et ss. — Un religieux de Grandmont, Guillaume Daudina, a écrit la vie du bienheureux Hugues de Lacerta; elle est reproduite dans la *Compilation des Antiquités de Grandmont*, du F. de Lagarde.

(2) Le Pelletier, dans son *Histoire des Fondateurs d'ordres*, ch. CI, Levesque, (*Annales*, p. 49-50), indiquent aussi cette confirmation,

préceptes de leur maître, préceptes qui se transmirent oralement jusqu'en 1154 (ou 1156). A cette époque, Étienne de Liciac, quatrième prieur (à l'exemple de leur maître, qui s'était toujours défendu, par humilité, de porter le titre d'abbé, ses successeurs se faisaient appeler *pères* ou *prieurs*; les supérieurs des maisons secondaires prirent dans la suite le nom de *correcteurs*) convoqua à un Chapitre général les religieux épars dans les divers monastères de l'ordre, et recueillit, de la bouche même des disciples du fondateur, les détails de la vie de celui-ci, ses maximes et son observance. Cette règle paraît avoir reçu sa première sanction formelle d'Adrien IV (1), dont on a un rescrit adressé à l'ordre, et conçu dans les termes les plus flatteurs (2). Alexandre III, Lucius III et plusieurs autres Souverains-Pontifes la confirmèrent; quelques-uns y apportèrent des changements,

tout en convenant qu'ils n'en peuvent fournir aucune preuve et que les Actes du concile de Clermont ne la mentionnent pas. — La *Gallia christiana nova* paraît l'admettre : « Hanc regulam, tam Urbanus quam Adrianus, Alexander III ac Lucius III, confirmarunt. » (T. II, col. 646.)

(1) Une bulle d'Alexandre III, de 1174 (?) confirmant la règle de saint Etienne, mentionne la confirmation d'Adrien IV; elle est reproduite par la *Gallia christiana nova*, T. II (*Instrum*, col. 191). La première bulle concernant Grandmont qui figure dans la *Bullarum, privilegiorum ac diplomatum Romanorum pontificum amplissima Collectio* (édition de Turin) est du pape Urbain III. Elle rappelle celles d'Adrien IV, Alexandre III et Lucius III.

(2) La règle de saint Etienne a été imprimée, à Dijon, chez Pierre Palliot, en 1645; à Rouen, chez Eustache Viret, en 1671, et plusieurs fois depuis cette époque. Ses maximes l'ont été, à Paris, en 1704. Ces maximes (*Liber Sententiarum*) furent, dit-on, rédigées et mises en ordre par un moine anglais, Arnaud de

soit de leur propre initiative, soit sur la proposition des commissaires apostoliques qui eurent, à diverses époques, à les examiner. On indiquera plus loin les plus importantes de ces mitigations et réformes successives. Les statuts primitifs et les actes qui les avaient modifiés furent, en 1314, rassemblés en un corps unique de règle par le Chapitre général de l'ordre.

Les religieux de Muret, que saint Etienne n'appela jamais que *pauvres frères* (1), mais que le peuple désignait déjà, du vivant du fondateur, sous le nom de *Bons-Hommes* (2), à cause de leur simplicité et de leurs vertus, étaient astreints à un silence perpétuel, interrompu seulement, chaque jour, par un *colloque* dans une salle du monastère spécialement affectée aux entretiens pieux (3). Ils ne devaient, comme les Chartreux, manger de viande ni

Goth, religieux au monastère de Grandmont; on attribue également à cet étranger la composition de l'office de saint Etienne. Le grand-séminaire de Limoges possède une traduction française des *Maximes*, de la fin du xvii^e siècle ou du commencement du xviii^e : c'est un manuscrit de 300 pages environ, relié, et d'une écriture très-nette, renfermant, outre les « Sentences » de saint Etienne de Muret, sa règle, et diverses bulles et pièces concernant l'ordre.

(1) Nous retrouvons cette expression dans une charte du roi Henri II relative au monastère de Bronzeaux : « *Amicus meus karissimus prior pauperum Grandimontis* ». Dans un acte de 1223, les Grandmontaines de la Drouille-Blanche sont appelées : les *pauvres religieuses de la Drouille* : « *Pauperibus monialibus de Drulhia* ». (Archives de la Haute-Vienne, pièces non inventoriées.)

(2) D'où on donna quelquefois à leurs maisons le nom de *Bonihominia*, au dire d'Etienne de Tournai.

(3) Plus tard, l'observation du silence ne fut prescrite que

en santé ni en maladie. De la Toussaint à la Noël et de la Septuagésime à Pâques, ils s'abstenaient d'œufs et de fromage; ils jeûnaient pendant six mois et demi environ (1).

dans les lieux réguliers, et, d'une façon absolue, depuis complies jusqu'au lendemain matin après le chapitre.

Le Bullaire grandmontain du séminaire de Limoges contient, pages 219 à 222, la fort curieuse nomenclature des signes en usage dans l'ordre de Grandmont :

« DE SIGNIS IN ECCLESIA, CLAUSTRO, DORMITORIO
ET REFECTORIO.

» Cum felicis recordationis Innocentius Papa IV, supra coll. 2, cap. 25, et dominus Clemens Papa quintus, supra coll. 3, cap. 23, statuerint ut nos, fratres Grandimontenses, haberemus certa signa quibus sine silentii læsione possit unus alteri suam innuere voluntatem, et quibus signis pro loquela utamur, ideo sequuntur hæc signa :

» IN ECCLESIA. — Pro *sacerdote*, fac signum crucis cum manu dextera; pro *diacono*, fac signum crucis in fronte, etc., etc.

» HÆC SUNT SIGNA IN CLAUSTRO. — Pro *clauistro*, fac circulum cum uno digito; pro *silentio*, pone manum ante os; pro *collatione*, pone manum super frontem, etc., etc.

» HÆC SUNT SIGNA IN DORMITORIO. — Pro signo *dormiendi*, pone caput super manum, inclinando; pro *coopertorio*, pone manum tuam super manum, eam ducendo per totum brachium usque ad humeros, etc., etc.

» HÆC SUNT SIGNA IN REFECTORIO. — Pro *pane*, junge pollicem cum pollice, indicem cum indice digito; pro *caseo*, pone manum super manum, quasi ipsum faciendo; pro *ovis*, frica indicem cum indice, etc., etc.

» HÆC SUNT SIGNA NECESSARIA UBIQUE. — Pro *rege*, pone quinque digitos super caput; pro *milite*, fac de manu tua ac si ejicias gladium de vagina, etc., etc. »

(1) De la fête de l'Exaltation de la Croix jusqu'à Pâques.

L'usage du vin, en très-petite quantité, celui du linge et des chaussures leur était permis. Ils couchaient sur une paille, mais sans se dévêtir. Ils se levaient à minuit pour chanter matines. Chaque jour, ils récitaient en entier l'office de la sainte Vierge, l'office des morts, et trois fois se rendaient processionnellement au cimetière (1).

Les clercs étaient complètement rasés ; les frères portaient la barbe longue. Le costume consistait dans une tunique ou vêtement de dessous ; une robe de couleur noire ou brune (2), un scapulaire de même couleur par dessus et un capuchon en pointe.

La prière, la contemplation et l'étude devaient seules occuper les clercs, c'est-à-dire les prêtres ou ceux qui se destinaient au sacerdoce. Ils vivaient dans une retraite absolue, et la prédication leur était interdite. Aux frères convers incombaient tous les travaux extérieurs et l'administration du temporel. C'étaient eux qui distribuaient les

(1) Plus tard, la troisième de ces processions eut un autre but : *Tertia denique processio, quæ olim in cœmeterio, nunc fit præforibus Ecclesiæ, ante completorium.* (LEVESQUE, *Annales*, p. 64).

(2) « *Dubium est cujusnam coloris fuerint. Nam, licet Clemens V, in sua bulla, præcipiat ut vestes sint nigri coloris, Fremonius tamen asserit tunc fuisse sine tinctura. Ego vero apud Macheretum, in quodam titulo, legi quod Henricus, comes Campaniæ, dedit centum ulnas burelli ad vestiendum fratres ; et, anno 1639, in tumulis priorum Grandimontensium reperti sunt panni coloris burelli ; sed majus dubium de vetustate qua colores mutari possunt.* » (LEVESQUE, *Annales*, p. 59). — D'après un auteur cité par Mabillon (*Annales ord. S^{ti} B^{ti}*, T. V, p. 94), les anciens religieux de l'ordre de Grandmont portaient une tunique et un scapulaire bruns ou gris, et un manteau ou robe ouverte par-devant (*cappam ante scissam*).

aumônes, prenaient soin des hôtes, cultivaient les terres, régissaient les biens, recevaient les offrandes, touchaient les revenus et faisaient la collecte au dehors, dans les circonstances où l'autorisait la règle, c'est-à-dire en cas d'extrême nécessité, après un jeûne forcé de deux jours, et lorsque l'évêque diocésain avait été informé du dénûment complet du monastère (1).

L'institut, à l'origine, paraît n'avoir pas eu de frères laïcs ; ou tout au moins n'en existait-il pas dans une partie des maisons grandmontaines. On voit, dans plusieurs chartes relatives à ces monastères, le bienfaiteur donner aux religieux, avec des terres et des bois, un ou deux hommes — *homines, hospites, burgenses*, — qui étaient chargés des affaires de la communauté et devenaient libres par cela même qu'ils appartenaient à l'ordre (2). Cet usage disparut au xiii^e siècle.

(1) « Si vero Deus, ut vos probet, ad tantam inopiam vos devenire permiserit, ut omnino victus deficiat, episcopo in cujus diocesi locus habitationis vestræ fuerit, prius eam ita manifestare potestis... Quod si vos super hoc exaudire noluerit, postquam biduo in cella jejunaveritis, duo de fratribus in religione firmiores, ad quærendum humiliter eant. » (*Regula sancti Stephani confessoris, auctoris et fundatoris ordinis Grandimontensis*. — *Diviône, apud Petrum Palliot*, 1645, chap. XIII.)

(2) On trouvera à ce sujet un fait assez caractéristique rappelé dans la notice sur Sermaize (Appendice, lettre C, § 1^{er}) : le roi Henri III d'Angleterre mandant à Savary de Mauléon de désigner un bourgeois de La Rochelle pour s'occuper des affaires des Grandmontains de ce monastère : l'homme qui en était chargé était mort sans postérité. — Sur ce point, consulter, indépendamment de divers actes reproduits par Martenne, Levesque, Legros, etc., l'*Histoire des Ordres religieux*, d'Hermant, et le *Recueil de chartes et pièces relatives au prieuré de N.-D. des Moulins*.

Enfin l'ordre ne devait posséder aucun immeuble hors de l'enclos des maisons conventuelles, et il était interdit à tout religieux de conserver en propre quoi que ce fût. La règle défendait également de passer aucun contrat relatif à des rentes ou à des obligations quelconques, afin qu'il fût toujours loisible aux donateurs ou à leurs héritiers d'arrêter l'effet de leurs libéralités, si elles leur paraissaient onéreuses, ou si leurs intentions venaient à changer.

Tels étaient les traits principaux de la règle laissée par saint Étienne à ses disciples (1). Cette observance, on le voit, se rapproche beaucoup de celle de Saint-Benoît; néanmoins sur quelques points elle s'en écarte. Ainsi le régime est plus rigoureux que celui des Bénédictins; les offices ne sont pas tout à fait les mêmes dans les deux instituts; les supérieurs grandmontains, au lieu du titre d'abbé, ne prennent que celui de correcteur, et le chef de l'ordre seul a la qualification de prieur. Il faut de plus remarquer qu'au *Propre* de Grandmont la fête de saint Benoît ne figura jamais que comme double-mineur, et qu'il n'était fait mention de lui ni aux suffrages, ni à la profession; un grand nombre de documents en font foi.

Quoi qu'il en soit, la bulle relative à la création de l'ordre désigne la règle de Saint-Benoît comme la loi du nouvel institut, et, bien que, dans les siècles suivants, les actes de la cour romaine ne rappellent pas le lien qui rattache les

neaux, publié par M. Moutié, intr., p. 65 et ss. — Paris, Firmin Didot, 1846.

(1) Ils nommaient leur règle *La Vie* : « Non regulam, sed Vitam, appellabant. » (LEVESQUE, p. 104.) — Voir aussi la *Compilation des antiquités de Grandmont*, du F. Pardoux de Lagarde, *passim*.

religieux de Grandmont à la grande famille bénédictine, on n'en constate pas moins de loin en loin la persistance de cette tradition (1). Celle-ci, pendant quatre cents ans rejetée, reparait au xvi^e siècle, et, à dater de ce moment, tend à triompher des prétentions *particularistes* des généraux de l'ordre, qui se faisaient un véritable point d'honneur de maintenir à leur règle un caractère d'originalité dont ils se montraient très-fiers. Le contester leur semblait presque porter atteinte à la gloire de saint Étienne, et diminuer l'importance de son institut. Dès les premières années du xvii^e siècle néanmoins, et malgré les protestations des religieux, des réformés surtout, on retrouve dans plusieurs bulles ou rescrits du Saint-Siège la mention

(1) Levesque (*Annales*) rappelle que, dans certains registres de la Curie romaine, Grandmont était désigné comme un rejeton du Mont-Cassin; dans un autre, comme une branche de l'institut des Augustins. Au moyen âge même, plusieurs écrivains le rattachèrent à cet institut, notamment Crusenius et Elsius. Jacques de Vitry en fait des Cisterciens. La chronique de Saint-Bertin s'exprime à cet égard dans les termes suivants : « Hi fratres per omnia fere Cisterciensis ordinis instituta sectantur, hoc tamen addito quod nunquam carnes comedunt. » (*Johannis Iperii Chronicon Sti Bertini*, ap. Martenne, *Thesaurus novus anecd.*, T. III, col. 586. — Les Grandmontains se défendirent constamment d'appartenir à aucun de ces ordres : ils ne voulaient, comme saint Etienne de Muret, reconnaître pour maître que Jésus-Christ lui-même : « Alii Basilium, alii Benedictum, hi Augustinum; at isti singularem magistrum habent Dominum nostrum Jesum Christum ». (Jean de Sarisbéry, cité par Mabillon, p. 50 de la préface de la 2^e partie des *Acta sanctorum ordinis Sancti Benedicti*.) — Voir à ce sujet l'*Histoire des ordres monastiques, religieux et militaires*; Paris. 1718, T. VII, p. 409 et ss.

de la filiation bénédictine de Grandmont (1); — elle est formellement rappelée dans le bref de Clément XIV à l'archevêque de Bourges, du 3 mars 1772, et dans la bulle d'union de l'abbaye à la mense épiscopale de Limoges.

Les Grandmontains étaient du reste, en France, considérés comme des fils de Saint-Benoît. L'abbaye est désignée comme « chef d'ordre sous la règle bénédictine » par Hugues du Temps, dans son *Clergé de France* (2); par D. Beaunier, dans le *Recueil historique, chronologique et topographique des Archevêchés, Evêchés, Abbayes et Prieurés de France* (3); par les auteurs de la *Table générale de l'état des Archevêchés, Evêchés, Abbayes et Prieurés* (4), par l'abbé Legros, dans le *Limousin ecclésiastique* (5), et par cent autres. Dans l'*Abrégé des actes, titres et mémoires du Clergé de France*, publication faite sous les auspices de l'Assemblée générale du Clergé, et qui a, par conséquent, un caractère presque officiel, l'ordre de Grandmont est

(1) Notamment dans un bref de Paul V, adressé en 1606 à l'abbé Rigaud de Laval, pour le recouvrement des biens de l'ordre, perdus pendant les guerres civiles du xvi^e siècle. Cette pièce existe en original aux Archives de la Haute-Vienne (Bulles et brefs concernant l'ordre de Grandmont : dossier spécial). La mention dont il s'agit a été à moitié grattée. — Dans les bulles de confirmation ou provision pour divers abbés ou prieurs, au xviii^e siècle, les Grandmontains sont désignés comme appartenant à la famille bénédictine (Bulles pour M^{me} de Brie de Soumagnat, prieure du Châtenet : Archives de la Haute-Vienne, 737 du classement provisoire, etc., etc.)

(2) Paris, 1755, T. III, p. 319.

(3) Paris, 1726.

(4) Paris, 1743, 3^e édition.

(5) Manuscrit du séminaire de Limoges.

appelé « une branche de celui de Saint-Benoît », ayant toutefois « conservé des règlements et des constitutions particulières (1) ». Il faut, à la vérité, remarquer que, dans le même siècle, un arrêt du Conseil, rendu dans une affaire dont on aura à parler plus loin, déclarait solennellement que les religieux grandmontains « n'étaient pas de l'ordre de Saint-Benoît (2) ». En 1533, au surplus, le Parlement de Paris avait considéré Grandmont comme soumis à l'observance de Saint-Augustin, et avait chargé deux religieux de cet ordre de la réforme de Bois-Rayer, une de ses plus importantes maisons.

Le P. Levesque, dans ses *Annales de l'ordre de Grandmont*, a longuement traité cette question (3) : il conclut que l'ordre fondé par saint Étienne est un institut spécial, « *ordo specialis* » ; mais l'avis de cet écrivain peut sembler suspect. Les auteurs des *Actes des Saints de l'ordre de Saint-Benoît* (4), et Mabillon, dans ses *Annales Bénédictines* (5), ont à leur tour examiné ce point délicat. Sans partager l'opinion de l'historien grandmontain, et, tout en ratta-

(1) Paris, 1771, T. XI, article *Grandmont*, et T. XIV, p. 91.

(2) Arrêt du Conseil, du 27 septembre 1758, dans le procès de D. Razat contre l'abbé Martial Sardine. — Voir ci-après, chap. VIII.

(3) « Quisnam sit ordo Grandimontis? — An sit cujusdam ordinis mendicantium? — An sit ordinis Sancti Augustini? — An sit ordinis Sancti Benedicti? » etc., etc. (*Annales*, p. 51 et ss.) — On peut également consulter sur la question un mémoire manuscrit de quelques pages intitulé : *Extrait sur l'état de l'ordre de Grandmont*, et qui se trouve aux Archives de l'Etat, dans les dossiers de la Commission des Réguliers (O 547, n° 1, 2^e liasse).

(4) *De ordine Grandimontensi ejusque regula et instituto* (préface de la 2^e partie, § 9).

(5) *Annales ordinis Sancti Benedicti*, T. V, p. 93, 94.

chant son observance à la règle de Saint-Benoît, ils ne se prononcent pas sans certaines restrictions. Mabillon relève les différences importantes qui distinguent les deux instituts, et reconnaît que le fondateur de Grandmont, comme celui de la Chartreuse, ne se sont pas entièrement soumis à la règle bénédictine (1). Il rappelle que saint Étienne se défendit toujours de rattacher à une des règles déjà existantes les préceptes qu'il donnait à ses disciples : — « Si l'on vous demande à quel ordre vous appartenez, est-il écrit dans le préambule des Constitutions, répondez que vous êtes des chrétiens, et si l'on vous interroge sur votre règle, dites que vous suivez la première de toutes, la principale, l'Evangile. » C'était à peu de chose près la phrase de Jean de Sarisbéry : « D'autres reconnaissent pour instituteurs Basile, Benoît ou Augustin : ceux-là n'ont qu'un maître, Notre Seigneur Jésus-Christ ». — Ajoutons que D. Martenne (2) et les auteurs de l'*Histoire littéraire de la France* (3) ont considéré l'ordre de Grandmont comme un institut spécial, ne relevant d'aucun autre.

Le fondateur du monastère de Muret fut canonisé, en 1189, par Clément III (4). L'ordre fit à plusieurs reprises, dans la suite, et notamment dans le cours du *xvii^e* siècle, d'ac-

(1) « Alius (modus et habitus) Carthusiensium atque Grandimontensium, quorum institutores sanctissimi, Bruno et Stephanus, benedictinæ regulæ non omnino addicti fuere. » (*Annales ordinis Sancti Benedicti*, præfatio ad 6um sæc. bened.)

(2) *Veterum scriptorum amplissima Collectio*, T. VI, préf. 20 et ss.

(3) T. X, p. 418, 419.

(4) La bulle est donnée à Latran, le 21 mars 1189. Le légat qui se trouvait alors en France, Jean, cardinal du titre de Saint-Marc, se rendit à Grandmont pour faire les cérémonies de la canonisation ; elles eurent lieu en présence d'un grand nombre

tives démarches auprès du Souverain-Pontife pour obtenir que la fête de son fondateur fût mise au rang des *doubles*, à l'instar de celle des autres fondateurs d'instituts religieux ; il ne put obtenir satisfaction, malgré les puissants patrons qu'il employa auprès du Saint-Siège (1). La fête de saint Étienne fut néanmoins rangée parmi les semi-doubles en 1697, par décret de la Congrégation des Rites. Son office, dû à un religieux de Grandmont qui vivait avant l'an 1200, resta en usage jusqu'en 1629. A cette époque on en composa un nouveau, qui y fut substitué ; mais le Chapitre général de 1643 décida qu'on reviendrait à l'office primitif (2). Celui-ci, légèrement modifié, fut en effet repris, et les religieux le récitèrent jusqu'au jour où un arrêt du Conseil privé chassa de l'abbaye de Grandmont les deux derniers fils de Saint-Étienne.

d'archevêques, d'évêques, d'abbés et de seigneurs. Plus de cinq cents membres de l'ordre y assistaient. — Il s'opéra dix-sept miracles pendant le seul jour et la nuit de la fête. — La bulle de 1189 est reproduite à sa date dans le Grand Bullaire romain. — Voir, au sujet de ce document, l'Appendice, lettre A, note 11.

(1) Les Archives de la Haute-Vienne possèdent quelques lettres intéressantes à ce sujet. (Art. 2372 du classement provisoire.)

(2) LEVESQUE, *Annales*, p. 124.

II.

Les disciples de saint Étienne abandonnent Muret. — Fondation de Grandmont. — Apogée de l'ordre. — Relevé des maisons et dénombrement des religieux. — Commencement de la querelle entre les clercs et les convers. — Monastères de Grandmontaines.

Quatre mois à peine après la mort de saint Étienne, au mois de juin 1125 (1), ses disciples, en butte aux tracasseries et aux menaces des moines augustins d'Ambazac, qui leur contestaient la propriété de cinq ou six arpents de terre compris dans l'enclos du monastère de Muret, se décidèrent à abandonner leur chère retraite. Emportant le corps de leur père, ils allèrent s'établir au milieu d'une épaisse forêt, voisine du berceau de leur institut, dans un lieu plus sauvage encore et plus éloigné du commerce des hommes, à Grandmont, dans la Marche limousine (2). Un auteur du moyen âge a laissé de ce canton une description aussi fidèle que pittoresque; la *Gallia christiana nova* la reproduit :

(1) « Mense quinto post excessum. » (*Gallia christ. nova*, T. II, col. 647.) Le Saint était mort en février 1124. On sait que l'année commençait à Pâques.

(2) Dans la Haute-Marche, et non dans la Basse-Marche, comme l'ont indiqué plusieurs écrivains. Grandmont était du ressort du sénéchal de Guéret, et appartenait en dernier lieu à la géné-

« Grandmont est situé au milieu des montagnes, au territoire du Limousin. C'est un lieu d'un aspect sévère, froid, infertile, hérissé de rochers, brumeux, exposé aux vents. On y trouve en abondance des pierres pour bâtir ; mais on n'y rencontre que rarement et en petite quantité du bois propre à la construction. Toute la contrée, aux alentours, est stérile et pauvre : elle ne suffirait pas à donner à ses habitants le strict nécessaire ; mais au pied de la montagne il y a des vignes, des arbres fruitiers, des prairies verdoyantes, des jardins, des exploitations agricoles. L'endroit est solitaire, propre à la pénitence et au recueillement (1). »

Ce n'étaient point les religieux qui avaient choisi ce nouveau séjour : il leur avait été désigné par le Ciel lui-

ralité de Moulins. — Signalons en passant une erreur de la carte du *Pagus Lemovicensis* qui accompagne le remarquable ouvrage de M. Deloche : *Études sur la géographie historique de la Gaule*. Dans la vicairie de Peyrilhac (*de Padriliaco*), au centre de la région appelée *Pagus de Montana*, l'auteur désigne un point sous cette dénomination : *Grandismons, antea Muretum*. Or Grandmont et Muret sont deux localités distinctes, séparées par une distance de plusieurs kilomètres. D'après quelques historiens, notamment Baillet, l'ordre n'aurait pris le nom de Grandmont qu'en 1167 (ou même en 1267). Des textes précis démentent cette assertion : nous citerons, par exemple, une charte du roi Louis VII relative au monastère grandmontain de La Coudre ; dans cette pièce, datée de 1140, la communauté de La Coudre est expressément désignée comme appartenant à l'ordre de Grandmont : « *Fratribus de Cosdra, Grandimontis ordinis* ». (*Recueil de chartes et pièces relatives au prieuré de N.-D. des Moulineaux*, introduction, p. 84.)

(1) « *Grandismons est situs in montanis, in territorio Lemovicensi, austerus et gelidus, infertilis et scopulosus, nebulosus ac ventis expositus, etc.* » (*Gallia christiana nova*, T. II, col. 645.

même. Comme ils étaient fort embarrassés de décider de quel côté ils porteraient leurs pas, il fut convenu que le prieur, Pierre de Limoges, célébrerait la messe pour supplier le Seigneur de faire connaître sa volonté. Toute la communauté se mit en prières. Comme on récitait pour la troisième fois l'*Agnus Dei*, on entendit tout à coup une voix céleste qui cria trois fois : « A Grandmont ! à Grandmont ! à Grandmont ! » Les religieux rendirent grâces à Dieu. Un pieux seigneur du voisinage, Amelius de Montcocu, leur donna une partie des bois qui couvraient ces montagnes, et ils y bâtirent aussitôt de petites cellules, avec une chapelle (1).

Peu d'ordres, parmi les instituts secondaires, offrent l'exemple d'un aussi rapide développement. Du vivant du fondateur, un certain nombre de *celles* avaient été établies, et, à sa mort, l'ordre comptait déjà plusieurs monastères hors du diocèse de Limoges. Leur nombre augmenta peu sous les deux successeurs immédiats de saint Étienne ; mais sous le troisième, Étienne de Liciac, il fut créé plus de soixante maisons nouvelles, et quatre-vingt-huit sous le quatrième, Pierre Bernard de Boschiac. Plusieurs de ces communautés disparurent dans le siècle suivant, et de celles-là nous ne savons pas même les noms (2).

(1) LEVESQUE, *Annales*, p. 92, 93. — D'après le même historien, il existait déjà à Grandmont une petite chapelle sous l'invocation de saint Barthélemy.

(2) On retrouve néanmoins trace de quelques-unes de ces maisons, entre autres de celles de Balesis, près Limoges (nous lui consacrons quelques lignes à l'Appendice, lettre C), et de Montmorillon. Plusieurs dossiers des archives de la Haute-Vienne possèdent des pièces concernant les rentes dues à l'ordre dans

Les Grandmontains se répandirent dans toute la France : il est peu de diocèses où ils ne se soient établis, défrichant la terre, abattant les forêts, ouvrant des chemins, construisant des ponts qui, de nos jours encore, conservent le

cette ville, et le monastère, peu important du reste, qu'il y fonda. Le seul article 2116 du classement provisoire comprend plus de vingt titres du XIII^e siècle en parfait état de conservation, et dont quelques-uns ont encore leurs sceaux. La maison de Grandmont à Montmorillon (*Domus de Grandimonte Montis Maurilii*, donation de 1273) n'avait plus de conventualité en 1295, puisqu'elle ne figure pas au recensement général de l'ordre auquel il fut procédé à la suite du Chapitre tenu cette année-là ; elle n'est pas non plus mentionnée dans la bulle de Jean XXII : d'où on peut conclure qu'elle avait été unie au chef d'ordre antérieurement à 1295. On voit, par un relevé de collations existant aux archives de la Haute-Vienne (art. 3581), que, en 1544, l'abbé pourvut au prieuré de Montmorillon ; et un acte de 1613 mentionne « *domus seu cellula B. Mariæ, torcular Montis Maurilii appellata, alias Grandimontis, monasterio unita* ». — Une pièce du terrier de Montmorillon (archives de la Haute-Vienne, 5474, XVII^e siècle) appelle ce prieuré Sainte-Marguerite-de-Grandmont ou la Chapelle-du-Petit-Grandmont. — Plus tard, les papiers et registres de l'abbaye ne mentionnent plus que « les rentes de Montmorillon », dont le produit ne dépassait pas 150 livres lors de la suppression de l'ordre. — Balesis et Montmorillon sont mentionnés, dans l'arrêt du Conseil du 21 décembre 1660, relatif au renouvellement du terrier de Grandmont, comme des *prieurés* unis à l'abbaye. Il est probable que les Croix, près Lastours, Saint-Martin-Sainte-Catherine, Sainte-Apolline, près Soudeilles, et Champcoutaud (voir l'Appendice, lettre C, § 4), dans le diocèse de Limoges, ont possédé une communauté de Grandmontains antérieurement au XIV^e siècle.

L'existence d'un monastère grandmontain appelé de *Aura Ventosa*, et sis sur le territoire de Rodez, nous est révélée par le récit

nom des *Bons-Hommes* (1), dans des provinces où depuis longtemps s'est perdu leur souvenir.

Les miracles de saint Étienne, les vertus de ses disciples, la sainteté de leur vie, leur austère observance, leur grande humilité, leur attirèrent une immense renommée. Ils reçurent des dons considérables; les pèlerins affluèrent à Grandmont. Ce n'étaient pas seulement les seigneurs et le peuple de l'Aquitaine qui entouraient les cénobites de leur vénération : dans toute la chrétienté ils devinrent célèbres. On a raconté plus haut que saint Étienne avait reçu, peu de jours avant sa mort, la visite de deux légats apostoliques attirés par le bruit de ses vertus. Les Souverains-Pontifes comblaient l'ordre de faveurs et de privilèges, et il était excepté par Innocent III de l'interdit général porté, en 1200, sur tout le royaume de France. Clément III, après Grégoire VII, l'exemptait de la juridiction épiscopale. D'outre-mer les Grandmontains recevaient des marques plus précieuses encore de sympathie et de munificence : l'évêque de Lydda apportait au monastère, de la part d'Amaury, roi de Jérusalem, un fragment considérable du bois de la vraie Croix (2). En 1181, le prieur général envoyait à Cologne quatre frères, qui revenaient à Grandmont avec des reliques de plusieurs compagnes de sainte Ursule (3).

d'un miracle, que les *Annales* placent entre 1140 et 1155, et dont fut l'objet le fils d'une bienfaitrice de la communauté... : « *Nobilis mulieris, quæ fratres de Aura Ventosa juvabat* ». (*Annales*, p. 170, 171.)

(1) Le nom de *Bons-Hommes* fut donné aux religieux d'autres ordres, et plus particulièrement aux Minimes.

(2) *Description de la vraie Croix de l'abbaye de Grandmont*, par F. Ogier; — Paris, Hénault, MDCLVIII.

(3) Le très-curieux *Itinéraire* de ces religieux a été imprimé pour la première fois à Limoges, en 1790, chez Dalesme. L'abbé

Le roi Henri 1^{er} d'Angleterre avait compté parmi les premiers bienfaiteurs de Grandmont. L'impératrice Mathilde avait comblé les religieux de ses largesses, et légué au monastère une aumône considérable pour le temps : trente mille sols (1). Son fils Henri II en donna autant aux moines « pour l'amour de sa mère (2) », et leur témoigna toujours un attachement particulier. Il se plaisait dans la compagnie de ces Bons-Hommes — le peuple continuait de les appeler ainsi. — Ce prince vint à plusieurs reprises au monastère, s'y fit bâtir une résidence (les chroniques disent *deux palais*), partagea la vie des religieux, s'entretenant familièrement avec eux, mangeant au réfectoire, donnant au prieur le titre d'ami (3). Il envoya huit cents chariots de plomb pour couvrir les bâtiments de Grandmont (4),

Texier l'a reproduit à la suite de son *Manuel d'Epigraphie limousine*. — On rencontre plus d'un exemple de ces pieuses ambassades : sans sortir du Limousin, nous connaissons, dans le même siècle, le voyage de trois chanoines de Lincoln, qui passèrent la mer pour venir à Limoges solliciter des reliques de saint Martial.

(1) L'église d'Ambazac possède une dalmatique de soie donnée à saint Etienne lui-même par l'impératrice Mathilde, et que, d'après la tradition, cette princesse aurait brodée de ses propres mains. Cette dalmatique, que les diacres revêtaient dans certaines solennités (le fondateur de Muret n'avait reçu que le diaconat), est aujourd'hui renfermée, avec des reliques de saint Etienne, dans une magnifique châsse émaillée du xiii^e siècle, le plus beau morceau qui nous reste du trésor de Grandmont.

(2) Chronicon Vosiense.

(3) Nous avons cité plus haut cette expression, employée dans une charte de Henri II : « *Amicus meus karissimus prior pauperum Grandimontis* ».

(4) Une inscription, reproduite par Bonaventure de Saint-

fonda plusieurs maisons de l'observance, et les dota richement. Il avait même manifesté le désir d'être enterré dans l'église du chef-lieu de l'ordre, qu'il avait contribué à élever (1). En 1182, eut lieu au monastère, entre le roi et son fils révolté, Henri au Court-Mantel, une entrevue où l'on traita de la paix. Ce fut un moine de Grandmont qui se chargea, peu après, d'annoncer au malheureux monarque la mort de son fils, et le prieur de cette maison, que quelque temps auparavant le jeune prince avait pillée,

Amable (*Histoire de saint Martial*, T. II, p. 15), rappelait cette libéralité :

Henricus, nulli regum pietate secundus,
Plumbea tecta locans, pavit, agrosque dedit.

Le chiffre de huit cents chariots est donné par un chroniqueur grandmontain, Jean Roudet, religieux de Breuil-Bellay.

(1) *Mémoire pour servir à l'histoire de l'abbaye de Grandmont, chef d'ordre, et des autres maisons qui sont au diocèse de Limoges ; extrait des mémoires manuscrits de M. Nadaud sur l'abbaye de Grandmont*, p. 26. Ce précieux manuscrit est tout entier de la main de l'abbé Legros : vicaire de Saint-Martial avant la Révolution, plus tard vicaire général du diocèse, Legros connaissait parfaitement tout ce qui se rapportait à l'histoire de Grandmont. Chargé, en 1790, de l'inventaire des reliques provenant de l'abbaye et de leur distribution, il avait eu entre les mains un grand nombre de titres originaux, les manuscrits de l'abbé Nadaud, conservés à la bibliothèque du grand-séminaire de Limoges, et divers ouvrages relatifs à Grandmont, pour la plupart dispersés aujourd'hui. Parmi ceux auxquels il a eu le plus souvent recours, il faut citer le recueil des *Antiquités de Grandmont*, du F. Pardoux de Lagarde, religieux de l'abbaye. C'est le seul des écrits de son auteur qui paraisse avoir été conservé ; le reste avait été livré aux flammes par ordre de l'abbé général François de Neufville, à cause de la trop grande sincérité de l'historien, dit-on. Le fait

intercéda auprès de l'évêque de Limoges pour obtenir la permission de donner à son corps une sépulture chrétienne, malgré l'excommunication encourue par les ravisseurs de biens ecclésiastiques.

La vive affection que les Grandmontains avaient vouée à Henri II pour tous ses bienfaits ne les empêcha pas de joindre un cri d'horreur aux protestations de l'Eglise indignée, lorsque éclata la nouvelle du meurtre de Thomas Becket. Le prieur renvoya sur le champ tous les ouvriers que ce prince entretenait à ses frais à Grandmont pour l'achèvement de l'église et des cloîtres. La lettre qu'il adressa à ce sujet au monarque a été conservée : — « A Henri, roi d'Angleterre, gravement malade, surtout par l'âme, le frère Guillaume de Trahinac, prieur de votre Grandmont et pécheur, frappé d'épouvante : Salut en Celui qui donne la santé aux rois. — Hélas, mon Seigneur, que raconte-t-on de vous ? Je ne veux pas vous laisser ignorer que, du jour où nous avons appris votre mortelle chute,

est du reste rappelé en tête du manuscrit des *Antiquités* (*), compilation indigeste et diffuse, où l'on trouve un peu de tout : deux ou trois notices sur la vie de saint Etienne ; la chronologie des papes ; l'histoire des prieurs et abbés de l'ordre ; la liste des sybilles ; la généalogie de Jésus-Christ, etc., etc. Ce manuscrit est la propriété du séminaire de Limoges. — L'abbé Legros a ajouté le fruit de ses propres recherches aux notes qu'il a extraites du recueil de Nadaud, et son mémoire offre les éléments les plus complets d'une histoire de l'ordre de Grandmont. Nous devons à M. Tandeau de Marsac, notaire à Paris, la communication de ce manuscrit, qui a jadis appartenu à notre séminaire.

(*) « F. Pardulphus de La Garda, compiler hujus voluminis, multosque alios scripserat libros, quos combussit R. P. Franciscus de Novavilla, abbas Grandmontis, quia veritatem non celaverat auctor, qui oblit, plenus zelo et meritis, anno Domini 1591. »

nous avons renvoyé les ouvriers que votre piété avait chargés d'édifier l'église de votre maison de Grandmont, afin de n'avoir plus rien de commun avec vous. Mais le souvenir de la bonté naturelle de votre royale Majesté venait protester contre l'horrible accusation de parricide qui est portée contre elle, et mon âme n'a pu croire à la vérité d'une telle imputation (1). » Et un autre religieux grandmontain, le frère Pierre Bernard, correcteur de la maison du Bois de Vincennes, qui avait naguère été envoyé par le Saint-Siège auprès de Henri II pour amener une réconciliation entre le Roi et l'évêque de Cantorbéry, écrivait aussi à ce prince pour lui reprocher son crime : « Tu nous avais promis, disait-il, à Simon, prieur des Chartreux, et à moi, de faire de l'évêque Thomas le premier de ton royaume après toi, pourvu qu'il consentît à te donner, devant ton peuple, quelques marques de soumission. Il a fait cent fois ce que tu demandais de lui, et voilà qu'il est couché dans le sein de la terre.... » La lettre commençait par ces mots : « Au très-pauvre Henri, roi d'Angleterre, le pauvre et désolé frère Pierre Bernard, ex-prieur général de Grandmont, envoie ses larmes pour lui amollir le

(1) « *Salutem in Eo qui dat salutem Regibus, Henrico, Anglorum regi, graviter laboranti præsertim in interiore homine, frater Guillelmus de Trahinac conterritus, in Grandimonte vestro prior et peccator. — Hem, domine mi rex, quid est quod audio de vobis! Nolo vos ignorare quod a die qua didicimus vos lethaliter cecidisse, operarios remisimus devotionis vestræ ædificantis (ædificantes?) ecclesiam domus tuæ Grandimontis, ne in ullo tecum participes essemus. Considerata quidem regiæ vestræ majestatis ingenita bonitate, et collata ex adverso cum horrendi parricidii crimine quo accusaris, non potuit hoc de te sibi sua-*

cœur (1) ». Cette épître est longue, diffuse, pleine d'enflure et de rhétorique ; mais on reconnaît, à travers ces phrases banales et ces mots boursoufflés, un sentiment véritable, un accent pénétré, une vive horreur du crime, en même temps qu'une sincère et tendre affection pour le coupable.

Pierre Bernard est certainement une des plus curieuses figures de cette époque. Retiré au monastère du Bois de Vincennes après avoir occupé la charge de prieur général de l'ordre (2), et rempli plusieurs missions politiques d'une haute importance, il jouissait auprès des plus grands princes de son temps d'un crédit auquel le Saint-Siège

dere anima mea, etc. » (Extrait d'un cahier ayant appartenu à de D. Muret, et communiqué par M. Lemarchand, des Adoux.) Cette lettre et la suivante ont du reste été plusieurs fois imprimées, notamment par D. Martenne (*Thesaurus anecdotorum*, T. I, col. 560 et ss.). — Outre ces deux missives, D. Martenne a publié, d'après des manuscrits de Grandmont, une lettre de Pierre Bernard au prieur Guillaume : « *Anglorum regis quid faciemus animæ etc.* » ; la réponse du prieur : « *Cruento Reverendi Patris Cantuariensis occasu, etc.* » ; une lettre de P. Bernard à Henri II, pour lui notifier son élection, et la réponse du Roi.

(1) « *Promiseras Patri Simoni, ff. Carthusiensium priori de Monte Dei, et mihi, quod paratus eras dominum Thomam Cantuariæ Episcopum, ponere secundum in regno tuo, dummodo speciem humilitatis coram populo tuo tibi ostenderet. Fecit centies quod postulasti, et ecce jacet in corde terræ... Henrico, Anglorum regi pauperrimo, pauper et desolatus F. Petrus Bernardi, ex-prior generalis Grandimontis, suas lacrymas ad cor emolliendum.* »

(2) Levesque distingue deux Pierre Bernard : le prieur général et le religieux du Bois de Vincennes (*Annales*, p. 134 : « *De alio fratre Bernardo in Francia, apud Vincenas celeberrimo* »). Mais on s'accorde généralement à penser que l'ermite de Vincennes et

eut plus d'une fois recours pour rétablir la paix entre eux, ou pour mettre fin aux difficultés sans cesse renaissantes que suscitaient tantôt les crimes ou les excès de ces princes, tantôt les prétentions de la cour de Rome elle-même. Tenu en très-haute estime par Henri II, le Grandmontain n'en avait pas moins toute la confiance de Philippe-Auguste. Ce dernier faisait si grand cas de ses lumières et de sa piété que, partant pour la Croisade, il ordonnait, dans son testament, à la reine-mère et à l'archevêque de Reims de prendre l'avis du Frère Bernard pour la collation de tous les bénéfices (1). Le roi avait, quelques années auparavant, sur le conseil du moine, fait remise aux chrétiens de son royaume de toutes les sommes qu'ils devaient aux juifs, sauf le versement au trésor de la cinquième partie de la dette (2). Pierre Bernard s'interposa souvent entre Philippe et Henri, et concourut à la conclusion d'un traité entre eux (3). Il aurait même négocié le mariage du premier avec Ingelburge de Danemark (4). Le pape

Pierre Bernard de Boschiac ne font qu'un. La lettre au roi d'Angleterre, citée plus haut, page 48, le prouverait, si l'authenticité de ce texte était complètement établie. — Pierre Bernard est appelé *Bernardus de Corilo* dans un bref d'Alexandre III. « C'était — disent les auteurs de *l'Histoire littéraire de la France*, T. XV, p. 137, — l'homme le plus recommandable de son ordre dans un temps où cet ordre jouissait de la plus grande considération. »

(1) *Mémoire manuscrit* de Legros, p. 27. — FLEURY, *Histoire ecclésiastique*, livre LXXIV.

(2) En 1183. (RIGORD, *Vie de Philippe-Auguste*, dans la collection des Mémoires relatifs à l'Histoire de France publiée par M. Guizot, T. XI, p. 22.) — LEVESQUE, *Annales*, p. 112.

(3) Jean de Sarisbéry, lettre 268. — Voir, au sujet du F. Bernard, *l'Histoire ecclésiastique* de Fleury, T. XV, p. 508 et 592.

(4) Cette indication de quelques auteurs est contredite par Ri-

Alexandre III, connaissant la faveur dont il jouissait auprès du roi d'Angleterre, l'avait, comme on l'a vu plus haut, employé dans les négociations délicates auxquelles donna lieu la rupture entre ce monarque et Thomas Becket (1), et plus tard celui qu'on appelait « l'Ermite du Bois de Vincennes » contribua pour une grande part à la réconciliation d'Henri II avec l'Eglise.

L'ordre de Grandmont ne compte, dans toute son existence, aucune période comparable aux soixante années qui suivent la mort de son fondateur. C'est l'âge héroïque et glorieux où les papes, les rois, les reines, les plus grands seigneurs, le comblent à l'envi de leurs largesses, sans que l'austérité de l'observance en soit relâchée, et des marques de leur vénération, sans que l'humilité des pieux solitaires en ressente aucune atteinte; l'âge où les vertus des Bons-Hommes les rendent populaires en France et célèbres à l'étranger; où un roi d'Angleterre, au milieu des horreurs de la nuit et de la tempête, raffermir le courage des matelots épouvantés, en leur rappelant qu'à cette heure même les prières des moines de Grandmont s'élèvent, pures et fortes, vers le ciel (2); où un prieur, craignant que le concours de pèlerins attiré par les miracles de saint Étienne

gord, qui attribue expressément la conclusion de ce mariage à l'évêque de Noyon. Néanmoins, l'*Histoire littéraire de la France* la reproduit, T. XV, p. 140.

(1) LEGROS, *Mémoire manuscrit*, p. 25, et LEVESQUE, *Annales*, p. 125, d'après Jean de Sarisbéry.

(2) « Accidit quod, cum rex Angliæ fuisset usque ad mediam noctem supra mare in navi quæ propter procellas maris fluctuabat, quæsitiv a rectore navis qualis esset hora noctis. Et, audito quia media nox erat, dixit magistro navis : — Eamus audacter, quia fratres Grandimontenses, in quorum orationibus

ne finisse par troubler le recueillement de ses frères et les distraire de la contemplation des choses divines, va droit au tombeau du pieux instituteur de l'ordre, et là, debout devant l'autel, adresse au Saint cette énergique apostrophe : — « Serviteur de Dieu, tu nous a montré le chemin de la pauvreté, et tous tes efforts ont tendu à nous apprendre comment on y marche. De cet étroit et rude sentier qui mène à la vie, voudrais-tu maintenant, par l'effet de tes miracles, nous faire sortir pour nous entraîner sur la facile et large route qui conduit à la mort ? Tu nous a prêché la solitude : veux-tu maintenant convoquer dans cette solitude des marchés et des foires ? Une vaine curiosité ne nous fait pas souhaiter de voir tes miracles : nous n'en avons pas besoin pour croire à ta sainteté. Prends garde que ces prodiges, en rehaussant ta gloire, n'enlèvent leur humilité à tes fils ; ne sois pas jaloux de ta renommée au point d'oublier pour elle le salut de tes enfants. Nous te l'ordonnons ; nous le demandons de ta charité. Si tu n'écoutes pas nos vœux, nous t'en prévenons, et nous te le déclarons par l'obéissance que nous t'avons promise : nous arracherons tes os de ce tombeau, et nous les sèmerons dans la rivière (1). »

Cet âge d'or de l'institut fut de courte durée. Dès la fin

confidimus, media nocte ad orandum pro nobis surrexerunt ad matutinas, et nullo modo possumus perire, ipsis fratribus vigilantibus et pro nobis orantibus ! — Quibus verbis a rege prolati, cessavit tempestas et procella, et facta est tranquillitas magna in mari. » (LEVESQUE, *Annales*, p. 112 et 113.) — Ce fait est mentionné dans le manuscrit du F. Pardoux de Lagarde qui est connu sous le titre de *Compilation des Antiquités de Grandmont*.

(1) « Serve Dei, tu ostendisti nobis paupertati viam, et toto conamine tu docuisti nos incedere per eam. Nunc vero de arcta et ardua via quæ ducit ad vitam, ad latam et spatiosam quæ

du ^{xii}^e siècle, la décadence commença. On a dit plus haut que les frères convers étaient seuls chargés des soins du temporel : de tout temps cette disposition de la règle de Saint-Étienne paraît avoir été la cause de tiraillements. « Il auroit fallu, comme le dit avec raison l'abbé Legros (1), un perpétuel miracle, pour éviter les inconvénients qui devoient naître de la diversité des esprits et de l'affaiblissement des vertus primitives. » — A mesure que l'ordre s'enrichit, les fonctions des frères convers devinrent plus relevées. Il ne s'agissait plus pour eux de travailler la terre et de quêter, mais d'administrer des biens considérables, de diriger des constructions (2), de distribuer d'abondantes

ducit ad mortem tuis nos vis miraculis revocare? Prædicasti solitudinem : nunc in solitudine fora nundinasquæ vis convocare? Non ducimur curiositate ut tua miracula videre velimus : satis tuæ credimus sanctitati. Cave igitur ne de cœtero ea miracula facias quæ tuam extollant sanctitatem et nostram destruunt humilitatem. Non sic tuæ laudi provideas, ut nostræ immemor sis salutis. Hoc tibi præcipimus, hoc a tua poscimus charitate. Quod si aliter feceris, didicimus tibi et per obedientiam quam tibi promisimus constanter asserimus quam tua ossa inde extrahemus et spargemus in flumen.» (LEVESQUE, *Annales*, cap. XL, p. 100 et 101.) — Pardoux de La Garde, dans ses *Antiquités de Grandmont*, rapporte deux fois ce discours : la première, au commencement du volume : « *De verbis correctoris (sic) quæ habuit Dominus Petrus Lemovicanus, prior secundus, ad eundem, inspectis miraculis post transitum ejusdem* », dans les termes qu'a reproduits Levesque. La seconde version fait tenir au prieur un langage moins rude et plus diffus.

(1) LEGROS, *Mémoire manuscrit*, p. 34.

(2) Bollandus (*Acta sanctorum* : februar. T. II, p. 202) rappelle que les convers du chef d'ordre, indépendamment de l'église et du monastère, construisirent un étang à Muret et quinze autour de Grandmont.

aumônes, de veiller à la conservation de véritables trésors. Ils s'exagérèrent l'importance du rôle qu'ils remplissaient, et prétendirent occuper dans l'institut une place égale à celle des clercs. Ils allèrent même jusqu'à vouloir régler à leur convenance les exercices religieux. « Ces frères lais, dit Fleury (1), voulaient dominer même pour le spirituel ; en sorte que, au lieu de la messe du jour, ils voulaient entendre tantôt une messe de la Vierge, tantôt du Saint-Esprit ou des morts ; et, suivant leurs occupations, ils demandaient qu'on leur célébrât l'office divin, quelquefois plus tôt, quelquefois plus tard que la règle ne l'ordonnait. Si les moines de chœur le refusaient, ils se fâchaient contre eux, et ne leur donnaient point les choses nécessaires à la vie, qu'ils ne pouvaient recevoir que de la main des frères lais. Ceux-ci, au contraire, accusaient les moines d'ingratitude, disant qu'ils avaient toute la peine, tandis que ces pères jouissaient tranquillement du repos de la contemplation. » — Exaspérés par la résistance qu'ils rencontrèrent, et confiants dans leur nombre, qui dépassait de beaucoup celui des clercs, les convers se révoltèrent ouvertement en 1185 contre le sixième prieur, Guillaume de Trahinac, le mirent en prison, puis le déposèrent, et élurent à sa place un intrus. Un saint religieux, Guillaume, qui fut plus tard archevêque de Bourges, et que ses vertus firent canoniser, quitta le monastère avec deux cents clercs et treize frères qui n'avaient pas voulu prendre part au schisme (2). Cinq cents

(1) FLEURY, *Histoire ecclésiastique*, T. XVI, p. 74.

(2) D'après Bernard Ithier, le prieur lui-même serait sorti du monastère à la tête des religieux restés fidèles à leur supérieur : « W. prior cum ducentis clericis et xiiij laïcis, de domo sua prosiliens, etc. » (*Chroniques de Saint-Martial*, publiées par Duplès-Agier, p. 62.)

clercs, dit-on, furent obligés, à cette époque, de sortir des divers couvents de l'ordre, et de chercher un refuge dans des maisons dépendant d'autres instituts.

Une autre querelle, dont les historiens ont moins parlé, et qui pourtant envenima singulièrement les discordes de l'ordre, vint se greffer sur celle des clercs et des convers. Deux partis se formèrent dans l'institut : l'un tenait pour la France, l'autre pour l'Angleterre (1). Le premier (*fratres Gallici*) s'efforçait d'enlever à Grandmont la suprématie, et de faire transférer le chef d'ordre hors des possessions de Henri II ; les religieux du parti anglais (*fratres Anglici*) voulaient maintenir au grand monastère toutes ses prérogatives. Philippe-Auguste favorisa les Français, et l'accordement conclu sous ses auspices (2) révèle une certaine partialité pour leur parti. Aussi le Saint-Siège n'approuvait-il pas complètement les articles de cette convention, qui ne produisit du reste que de nouveaux tiraillements. Le Pape menaça de supprimer l'ordre, et envoya des commissaires, qui dûrent, pour réduire les convers, faire appel au bras séculier. Après la mort de Guillaume de Trahinac et la tenue du Chapitre général de 1188, auquel assistèrent deux cent vingt-cinq clercs et plus de deux cent soixante frères convers, la paix sembla un moment rétablie, l'élection de Gérard Ithier ayant été acceptée par tout le monde ; néanmoins les divisions ne tardèrent pas à se réveiller. Elles nécessitèrent l'envoi de nouveaux délégués apos-

(1) Les *Annales* de Levesque donnent peu de renseignements à ce sujet. On trouve quelques indications intéressantes dans la *Compilation des Antiquités de Grandmont*.

(2) Le texte est dans le *Thesaurus anecdotorum*, de D. Martenne, T. I, col. 630.

toliques, qui tentèrent inutilement de ramener l'union. Plusieurs règlements établis par les Souverains-Pontifes furent mis en oubli presque aussitôt que promulgués. Une bulle de 1216 ordonna enfin que, dans chaque maison, l'autorité sur tous les frères serait donnée à un clerc, et que le convers placé à la tête de l'administration du temporel serait désigné par le prieur. Le neuvième supérieur général de l'ordre, Caturcin, fit appliquer ces sages mesures.

Les révoltés se soumirent; mais trois ans s'étaient à peine écoulés que la tranquillité fut troublée de rechef : en 1219, pour la seconde fois, le prieur dut sortir de Grandmont avec quarante clercs (1). En 1223, nouvelle sédition. On sait que saint Etienne avait défendu à ses disciples de posséder des terres hors de l'enclos des monastères, et de passer aucun contrat au sujet des libéralités qu'ils recevaient et des engagements pris par les donateurs. Par la force des choses, ces préceptes n'avaient pas été suivis : les convers « demandèrent qu'ils fussent observés, et obtinrent du Pape des lettres par lesquelles il mandoit aux archevêques et évêques de France de s'emparer des biens meubles et immeubles de l'ordre de Grandmont, qu'on possédoit contre la teneur de la règle, de se les assigner au nom de la Sainte Eglise, et de les garder jusqu'à ce qu'il en fût ordonné autrement (2). Simon, archevêque de Bourges, et Bernard, évêque de Limoges, à qui ces lettres avoient été adressées, répondirent au Pape que l'ordre de Grandmont étoit détruit si ces lettres étoient publiées, et si elles ve-

(1) Cent quarante, d'après Bernard Ithier (*Chroniques de Saint-Martial*, p. 102).

(2) Cinq cent cinquante ans plus tard, la Commission des Réguliers devait procéder à peu près de la même manière, mais avec moins de raison et de droits.

noient à la connoissance des rois et des seigneurs qui avoient donné ces biens ; que, sans ce secours, les frères ne pouvoient vivre : ils le prièrent d'octroyer des provisions. Le pape Honoré III, touché de ces raisons, écrivit aux évêques d'Orléans et du Mans que, sauf le précepte de la règle, ils pourvussent à ces inconvénients. Le jour marqué qu'on devoit célébrer à Bourges la canonisation de l'archevêque saint Guillaume (1), ils y trouvèrent l'archevêque de cette ville, les évêques de Limoges et de Clermont, l'abbé de Cîteaux et plus de vingt autres abbés de cet ordre, avec plusieurs saints personnages et beaucoup de jurisconsultes ; quelques Grandmontistes furent de l'assemblée. On lut la règle qui défendoit les possessions hors des bornes du monastère, le bétail, les dîmes, les rentes, les marchés, les foires, la quête, etc. On en conclut que, si ce chapitre de la règle n'étoit pas mitigé, on ne pouvoit trouver aucune voie de remédier aux désordres, parce que tous les moyens qu'on pouvoit inventer étoient contraires à une règle qui s'exprimoit trop clairement. Ils (*sic*) ajoutèrent que les plus anciens de l'ordre, clercs et convers, avoient témoigné n'avoir jamais vu observer cette règle comme elle avoit été écrite (2). »

Une nouvelle bulle du pape Honorius, rendue en 1224 sur la proposition de l'archevêque de Bourges et de l'évêque de Limoges, autorisa la suppression, dans le texte

(1) Nous avons dit plus haut que saint Guillaume avait été religieux à Grandmont ; il remplit également les fonctions de correcteur à Pétilloux (diocèse de Bourges), maison qu'il avait fondée. Il quitta l'ordre pour entrer au monastère de Pontigny, dépendant de Cîteaux.

(2) *Mémoire manuscrit* de l'abbé Legros, p. 53.

de la règle qu'à la profession, les Grandmontains s'engageaient à observer (1), de quatre articles jugés trop rigoureux. Les convers furent obligés de baisser la tête, et à tant de déchirements succéda une période moins agitée. Vingt ans plus tard néanmoins, on vit renaître les prétentions des frères *barbus* (on désignait ainsi les convers, qui seuls dans l'ordre portaient leur barbe) et recommencer la guerre entre eux et les clercs. Cette fois, les commissaires délégués par le Souverain-Pontife déclarèrent que le seul moyen de terminer ces incessantes querelles était d'unir Grandmont à un autre ordre : ils désignaient Cîteaux. Ils firent même, au Chapitre général de 1244, des statuts pour mettre ce plan à exécution (2). Le prieur protesta au nom de

(1) Les archives de la Haute-Vienne possèdent plusieurs formules de profession de diverses époques. Nous en extrayons une de l'art. 3931 du classement provisoire. Elle est ainsi conçue :

« Ego, Franciscus Chautard, promitto stabilitatem morum meorum et obedientiam secundum regulam Beati Stephani confessoris, coram Deo et sanctis ejus, in hoc monasterio quod vocatur Grandimons, constructo in honorem Beatæ Mariæ Virginis, et prefati Beati Stephani confessoris, et omnium sanctorum Dei. In presentia Reverendissimi Domini Francisci de Novavilla, abbatis ejusdem monasterii, et fratris Johannis Massias, prioris claustralis. Teste signo meo hic appposito. Anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo octavo (*sic*), die vero vicesima septima mensis junii. — Frat. Franciscus Chautard. » — C'est à peu près la formule adoptée en 1310 et reproduite par Levesque, p. 253.

(2) C'est ce que dit en termes formels l'abbé Legros (*Mémoire manuscrit*, p. 56). — Levesque, en ses *Annales*, s'exprime d'une façon moins catégorique. Parlant des commissaires du Saint-Siège, il dit : « *In capitulo generali Grandimontis, quædam statuerrant quibus ordo Grandimontis VIDEBATUR destitui et Cisterciensis fieri* ». »

tous les religieux, et le Pape consentit à laisser subsister l'institut. Les sévères avertissements du Saint-Siège, et surtout la crainte où étaient les Grandmontains de lui voir adopter la mesure proposée par les commissaires apostoliques, firent cesser certains désordres, mais ne réussirent pas à calmer complètement les esprits : pendant bien des années encore la paix continua d'être troublée, malgré les concessions faites aux convers, les menaces fréquentes de l'autorité ecclésiastique, et les exclusions prononcées en grand nombre sur la demande du prieur Guy Larcher, qui se rendit dans ce but à Rome, en 1265 (ou 1269).

Ces exclusions, le scandale de ces longues querelles, et le discrédit où était tombé l'ordre avaient eu pour effet de réduire, dans une proportion considérable, le nombre de ses membres. Au Chapitre général de 1295, on fit un recensement de toute l'observance : elle ne comptait pas plus de huit cent quatre-vingt-six religieux (1). L'ordre avait perdu, pendant cette période de luttes intestines, plusieurs des maisons fondées sous les premiers successeurs de saint Etienne; néanmoins, il possédait encore à cette date cent cinquante ^{vingt} ~~celles~~, situées dans quarante-^{quatre} ~~trois~~ diocèses (152 d'après le relevé des *Annales*; mais dans ce relevé, figure une maison complètement inconnue, Hentrua, et une autre, Berleria, y est portée deux fois). Nous en reproduisons la liste d'après l'état alphabétique donné par Levesque en tête de son livre, celui inséré dans la

*où est omis
le Couvent
de Dijon,*

(1) Ou plutôt huit cent quatre-vingt-quatre (voir ci-après). — L'abbé Legros indique à tort (p. 63) ce nombre comme étant celui des religieux présents au chapitre général de 1295. Il est dit seulement dans les *Annales* que « le nombre des frères fut compté, et fixé à huit cent quatre-vingt-six ».

compilation du F. Pardoux de La Garde, et le relevé des maisons que renferme le Bullaire de Grandmont, conservé au grand-séminaire de Limoges (f° 84, verso et suivants). Ce relevé paraît être la liste insérée dans la bulle de Lucius III, de 1182; mais il offre certainement des intercalations, car tous les monastères mentionnés ci-après n'existaient pas à cette époque. Quoi qu'il en soit, ces maisons étaient ainsi réparties :

Vingt-deux dans le diocèse de Limoges : Grandmont (*Grandismons, Grandimons, Grandimontium*), les Bronzeaux (*de Brondellis*), Boisvert (*de Bosco viridi*), Badeix (*de Bosco Jemmo, al. Boscojeuno*), le Châtenet (*de Castaneto*), Chagnac (*de Charigniaco, de Charnhaco*), Cluseaux (*de Clausellis*), l'Ecluse, Saint-Marc (*de Esclusa*), Bonneval, *al. la Forêt de Montusclat* (*Bonævallis, de Foresta de Monteusto*) (1), Epaigne (*de Hispania*), Jayac (*de Jayaco*), la Maison-Dieu de Loberz, Louberc (*de Lobercio*), la Plaine, la Plaigne (*de Plania*), Muret (*de Mureto*), Malegorce (*de Majori Gorcia*), Porrières, *al. Prourières* (*de Porreriis*), Puy-Gibert (*de Podio Gilberti*), Rousset (*de Rosseto*), Etricor, *al. Entricord* (*de Stricto Cornu*), la Serre, *al. Bonneval de Serre* (1) (*Bonæ Vallis de Serra*), Saumur, Sermur (*de Sammurio, de Sammurio*), Trezen (*Trezens, de Trezis*);

(1) L'abbé Legros, d'après certaines copies de la bulle de 1317, où les mots de *Foresta* et de *Monteusto* sont séparés par une virgule, dédouble ce monastère et en fait deux maisons distinctes : l'une, *Montusclat*, paroisse de Soudeilles, et l'autre qu'il nomme *la Forêt*, et dont il ne peut naturellement indiquer la position géographique. Le Bullaire du grand-séminaire, *Liste des pensions*, fol. 82, recto, établit qu'il ne s'agit que d'une seule et même maison. Voir à ce sujet la notice sommaire consacrée à cette maison à l'Appendice (C § 3).

Dix-neuf dans le diocèse de Poitiers : le Grand-Bandouille (1) (*de Bandolia*), Barbetorte (2) (*de Barba torta*), le Bois d'Alonne (*de Bosco Alone*), ~~.....~~ ^{Puy-Bourreau} (*de Bosco Pulverelli*), Bonneray (1) (*de Bona Radice*), le Bouchet, Boschet (*de Boscheto*), le Petit-Grandmont de Chassay (1) (*de Chassayo*), le Petit-Bandouille-sur-Dive (*de Diva*), ~~Antron (?)~~ ^{L'Arnaud} (*de Enterna*), ~~Espando, Bel-Abre~~ ^{de Espandis} (*de Espania, de Pulchro Arbore*), Entrefins (*de Entrefis*), Font-Creuse (*de Fonte Croso*), Font-Adam (*de Fonte Adæ*), Orbitel, al. la Meilleraye (2) (*de Orbisterio*), Puy-Chevrier (*de Podio Caprarii*), La Quarte (*de Quarta*), Roche-Cervière (2) (*de Rupe Cerveira*), La Troussaye (*de Trosseyo*), La Vayolle (*de Valliola*);

Neuf dans le diocèse de Bourges : Châteauneuf-sur-Cher (*de Castro Novo*), Grandmont-Châtaignier (*de Castaneriis*), les Charmes, ~~Charnières~~ (*Charmes*), Font-Blanche? (*de Fonte Albo*), Fontgon (*de Fonte Gadonis, al. Guidonis*), le Gros-Bois (*de Grosso Bosco*), Moulins (*de Molinis*), Pétilloux (*de Podio Tilloso*), Sauzay (*de Sauzeya*);

Sept dans le diocèse de Saintes : Brouillères (*de Broliorio, de Brolio Xantonensi*), la Garde en Arvert (*de Garda*), Gandalric (*de Gandalrico*), Jarric, le Jarry (*de Jarrico*), la Lance (*de Lancea*), Sermaize (*de Sarmazia, de Sermaziis*), Ors (?) (*de Ursia*);

Sept dans le diocèse de Périgueux : Belleforêt, al. Belle-sylve (*de Bellasylva*), Beausault (*de Bellosaltu*), la Brède, ^{Breda?} (*de Breda*), le Boisset (*de Boisseto, de Boischeto*), la Faye de

(1) Portés comme appartenant au diocèse de Maillezais, plus tard de la Rochelle, dans la bulle de 1317.

(2) Portés à la bulle comme dépendant de l'évêché de Luçon.

Jumilhac (*de Fagia Jumiliaci*), Rauzet (*de Rauzeto, de Rauceto*) (1), Vayssières (2) (*de Vaysseriis*);

Sept dans le diocèse de Tours : Haute-Roche, Hautes-Rives (*de Altis Ripis, de Alta Rupe*), Bois-Rayer (*de Bosco Raherii*), Clairefeuille (*de Clarifolio*), Fontmaur (3) (*de Fonte moro*), Aussan, Montaussan (*de Monte Aussano*), le Pommier-Aigre-lès-Chinon (*de Pomerio Acri*), Villiers (4) (*de Villeriis*);

Six dans le diocèse de Chartres : Authon ? (*de Allone*), Boulogne (5) (*de Bolonia*), Bois-Saint-Martin (*de Bosco Sancti Martini*), Beaufou, Belle-Faye (*de Bella Fago*), Louye près Dourdan (*de Loya*), les Moulineaux (*de Mollinellis, de Mollinello, Molenduellum*);

Cinq dans le diocèse de Cahors : Boismenour, Boismeron (*de Bosco Minori*), le Petit-Grandmont de Cahors (*de Caturco*), Gaignasez, d'Esganhazeix (*de Ganhasez*), Francour, al. Francou (*de Francorio*), Piévreuse (*de Petroso*);

Cinq dans le diocèse d'Angers : Breuil-Bellay (*de Brolio Belle, de Brolio Berlay*), Craon-la-Haye (*de Credone, Credonensis Haya*), la Haye d'Angers (*de Haya*), Monnays, Monnès (*de Monnesio*), la Primaudière (*de Primaudiera*);

Quatre dans le diocèse d'Aûtun : le Breuil (*de Brolio Eduensi*), Blandone, peut être Barbeau ? (*de Blandone*), Charbonnières (*de Carbonneriis*), Gurgy (*de Gursia*);

Quatre dans le diocèse d'Agen : Deffens, Deffès, al. Deffech (*de Defenso*), la Garrigue (*de Garrigia*), Mériniac près Mi-

(1) On écrit quelquefois de cette façon le nom du monastère de Rousset (*de Rosseto*), près Vaulry, diocèse de Limoges.

(2) Porté au diocèse de Sarlat dans la bulle de 1317.

(3) Porté au diocèse de Poitiers dans la bulle de 1317.

(4) Porté au diocèse de Bourges dans la bulle de 1317.

(5) A appartenu plus tard au diocèse de Blois.

remont, *al.* Marnhac (*de Marinhaco, de Mayrinhaco*), la Ribeyrole (*de Riberola*);

Trois dans le diocèse de Sens : Aulnay (?) (*de Alneto*), Dixmont, *al.* l'Enfourchure (*de Dimone, de Infurcatura*), Traxs, ? (*de Trahis*);

Trois dans le diocèse du Mans : Bercey, *al.* Bersay (*de Berseyo, de Burseyo*), la Hubaudière (*de Hubaudiera*), Montguyon (*de Monte Guidonis*);

Trois dans le diocèse de Soissons : la Bonne-Maison (*de Bona Domo*), Savigny (*de Saviniaco*), Vassens, *al.* Vayssin (*de Vassino, de Vayssino*);

Trois dans le diocèse de Bordeaux : Bâbeau² (*Batbuo*), le Bois-de-Verdelays (*de Luco, de Viridi Luco*), la Laude (?) (*de Lauda*);

Trois dans celui de Clermont : Chavanon (*de Chavano*), Fez, *al.* Fayet (*de Faheto*), Prunol, *al.* Priviholle (1) (*de Prunolio, de Prunhelo*);

Trois dans celui d'Orléans : la Coudre, *al.* Sainte-Radegonde (*de Coudra, de Cosdra*), Cléry (*de Cleriaco*), Marigny (*de Marigniac, de Marinhaco*) (2);

Trois dans celui de Beauvais : la maison de Beauvais (*de Belvaco*), le Mesnel, Meneil, *al.* le Meynel (3) (*de Mennello, de Meynello*), Aubevoie (4) (*de Albavia, de Albania*):

(1) Ce couvent est appelé *Brignole* dans un document des archives de la Haute-Vienne, n° 3581 du classement provisoire.

(2) Cette maison ne fait pas double emploi avec celle du même nom portée plus haut. Des deux monastères de *Marinaco*, l'un est Marigny, l'autre Méreniac.

(3) En 1317, le Meynel est désigné comme dépendant de la circonscription diocésaine de Paris.

(4) Porté en 1317 au diocèse d'Evreux.

Deux dans celui de Troyes : Arvy-les-Bons-Hommes (*de Arvico*) et Macheret (*de Machereto*);

Deux dans le diocèse de Séz : Grandmont-Bellièvre, la Bellièvre, *al.* Bellerie (*de Berleria* (1), *de Berlera*), et Chêne-Gallon (*de Quercu-Galonis*);

Deux dans celui de Nevers : la Colombe (*de Columba*) et la Faye-de-Nevers (*de Fagia-Nivernensi*);

Deux dans celui de Rodez : ~~le Combel~~ ^{*Combaromel*} (*de Comba-Romal*, *Combaromal*), le Sauvage (*de Salvatico*);

Deux dans celui de Langres : Châteauvillain (*de Castro-Villano*) et Ligny (*de Liniaco*);

Deux dans celui de Rouen : le Parc-les-Rouen (2) (*de Rothomago, de Parco*), ~~Pontenay~~ ^{*Montfaucon*} ~~la Fontaine~~ (3) ? (*de Fontana*);

Deux dans celui d'Auxerre : Saint-Maurice, *al.* Vieux-Pou (4) (*de Sancto-Mauritio, de Veteri-Pediculo*), Fontanet (*de Fontaneto*);

Deux dans celui de Toulouse : Pinel, *al.* Pinelly (*de Pinello, Pinelli*), Lo-Dieu (5) (*de Loco Dei*);

Une dans celui de Paris : Vincennes, le Bois-de-Vincennes (*de Vincenis*);

Une dans celui d'Evreux : Beaumont-le-Roger (*de Bello-Monte* (6));

(1) Le P. Levesque mentionne un second monastère du même nom, mais il n'indique pas où il est placé, et tout porte à croire qu'il y a double emploi.

(2) Porté au diocèse de Lisieux dans la bulle de 1317.

(3) Peut-être cette maison est-elle celle connue sous le nom de Notre-Dame-du-Vivier, et dont les richesses et les privilèges furent transférés à Notre-Dame-du-Parc.

(4) Portée au diocèse de Sens dans la bulle de 1317.

(5) Au diocèse de Montauban, en 1317.

~~(6) Beaumont-le-Roger est porté au diocèse de Chartres en 1317.~~

Une dans celui de Lyon : Beaujeu (*de Bello-Joco*);

Une dans celui de Châlon-sur-Saône : Epoisses (*de Epessia, de Espechia*);

Une dans celui de Châlons-sur-Marne : Mathons (*de Mastone, de Mathone*);

Une dans celui de Besançon : Fay (*de Faheto*);

Une dans celui du Puy-en-Velay : Viaye (*de Viaya*);

Une dans celui d'Angoulême : Raveaux (*de Ravellis, de Revello*);

Une dans celui d'Avignon : Montsarges, *al.* Monts-Eu-neuques (*de Montibus-Ennicis, de Montairanicis*);

Une dans celui de Maguelonne, plus tard Montpellier : Montherbedon, *al.* Monthelbedon, Monbedon, Monterée, *Mont-Hubert* (*de Monte-Herbedonis*);

Une dans celui de Lodève : Saint-Michel (*de Sancto-Michaële*);

Une dans celui de Lectoure : Sainte-Rose (*de Sancta-Rosa*);

Une dans celui de Meaux : Raroi, *al.* Ravoï (*de Rerayo*). *Tune dans celui de Dijon : Dijon*

L'ordre possédait de plus trois monastères en Angle-
terre : Albebury ou Albesburry (*de Albisburris*), au diocèse
de Hertfort, Escaldale, au diocèse d'York, et Cresswale,
au diocèse de (1)..... (?);

(de Duxona)

Le Bullaire du séminaire mentionne, dans le diocèse d'Evreux, un monastère appelé Escaldale, qui, évidemment, n'est autre que le couvent d'Angleterre du même nom. Il y a lieu de croire que l'erreur vient de la ressemblance du nom des deux diocèses où ces monastères étaient situés : *Eboracensis* et *Ebroicensis*. — Evreux et York.

(1) Ce diocèse est appelé : *Menenensis, Menensis, Manneriensis*. Nous n'avons pu savoir quelle ville épiscopale d'Angleterre désignait ce nom; peut-être s'agit-il de Saint-David.

Et deux dans le royaume de Navarre, au diocèse de Tarra-~~Zone~~ : Saint-Martial-de-Tudèle (*de Sancto-Martiale-de-Tudela*) et Stella.

On trouvera à l'Appendice, sous la lettre C, des notices sommaires sur les monastères les plus importants de l'ordre de Grandmont.

Les maisons du royaume de France étaient, à la fin du xiii^e siècle, divisées en neuf *nations* ou provinces, dont chacune formait la circonscription d'un visiteur. C'étaient :

La province de France, qui comptait 15 maisons et 87 religieux ;

Celle de Bourgogne : 18 maisons, 105 religieux ;

Celle de Normandie : 15 maisons, 92 religieux ;

Celle d'Anjou : 16 maisons, plus 2 léproseries, et 100 religieux ;

Celle de Poitou : 20 maisons, 99 religieux ;

Celle de Saintonge : 16 maisons, 98 religieux ;

Celle de Gascogne : 16 maisons, 92 religieux ;

Celle de Provence : 13 maisons, 66 religieux ;

Celle d'Auvergne : 15 maisons, 68 religieux.

Le chef d'ordre n'est pas compris dans ce dénombrement. On n'y voit pas non plus figurer plusieurs maisons : Balesis, Montmorillon, *de Aura Ventosa*, au diocèse de Rodez, Hentrua(1), Saint-Martin-Sainte-Catherine, etc. L'existence

(1) Levesque mentionne, au relevé alphabétique qu'il donne au commencement de son livre, deux maisons : Hentrua et Berleria, qui ne figurent pas dans le dénombrement de 1295. Il n'indique, du reste, la situation géographique d'aucune des deux. Il est probable que cette maison de Berleria fait double emploi avec une autre *Berleria* (Grandmont-Bellièvre) unie en 1317 à Chénegallon.

des trois premières est constatée par divers titres antérieurement à 1295.

Au chiffre de huit cent sept (1) religieux donné par le relevé ci-dessus il faut ajouter la communauté de Grandmont (quarante religieux et vingt-six convers) (2) ; celles des maisons d'Angleterre et de Navarre : Albebury (six frères), Cresswale (neuf), Escaldale (neuf), Saint-Martial-de-Tudèle (neuf), et Stella (deux). On obtient ainsi un total de neuf cent huit religieux pour tout l'ordre, ou, sans compter les vingt-six convers du prieuré, de huit cent quatre-vingt-deux, chiffre qui ne s'éloigne pas sensiblement de celui de huit cent quatre-vingt-six, indiqué dans les *Annales de Grandmont* (3).

Toutes les maisons que nous avons énumérées plus haut possédaient des églises ou des chapelles de dimensions et d'importance fort diverses, et dont un certain nombre subsistaient encore au moment de la suppression de l'institut grandmontain. Bien peu se voient aujourd'hui, et on pourrait à peine en citer trois ou quatre qui ne tombent point en ruines. La date de la construction primitive de presque tous ces édifices, — mis uniformément sous l'invocation de la sainte Vierge, — peut se placer entre l'an 1100 et l'an 1250. L'église chef d'ordre, qui paraît avoir été d'une architecture moins sévère (dans ses détails et son ornementation du moins) que la plupart des chapelles des

(1) Et non sept cent quatre-vingt-huit, comme l'indique le Bullaire.

(2) « Præter clericos, et novitios, et infirmos. » (Bullaire.)

(3) Le dénombrement dont nous indiquons ici les résultats fut fait par dix-huit correcteurs, spécialement chargés de ce soin par le Chapitre général de 1295.

maisons secondaires, ne fut consacrée que le 4 septembre 1166 (1); elle remplaçait le modeste oratoire dont s'étaient, pendant un demi-siècle, contentés les frères.

Chacun des grands ordres religieux a eu son style particulier, ses habitudes de construction, son plan, ses formes, ses dispositions et ses détails préférés. Tout récemment, un membre de la Société française d'Archéologie (2), cherchant à déterminer, à l'aide de quelques exemples, le type général des monastères grandmontains, en caractérisait ainsi les traits principaux :

« Site écarté; au milieu des bois; enfermé dans une double enceinte de fossés; bâtiments simples et peu importants; chapelle à une nef, sans transept, couverte d'une voûte en berceau, éclairée seulement par le pignon et par trois longues fenêtres à l'abside; extérieur également simple; abside ornée de quatre colonnes élancées, formant contreforts ». Cette dernière indication ne se vérifie pas toujours.

Plusieurs monastères de femmes embrassèrent la règle de Saint-Etienne, et furent affiliés à l'ordre, malgré la défense expresse du fondateur. « Nous vous interdisons absolument, — était-il dit dans la règle, — de recevoir des femmes dans l'observance (3) ». Et, plus tard, le réformateur de l'institut, Charles Frémon, commentant les préceptes de saint Etienne, s'exprimait sur cet objet dans les termes les plus catégoriques : « Ce chapitre touchant les femmes, — a-t-il écrit, — fut mis dans notre règle, premièrement pour nous en interdire toute direction et con-

(1) *Antiquités de Grandmont*.

(2) M. DE DION, *Bulletin monumental*, 40^e vol., n^o 6, p. 569.

(3) « Ne mulieres in hac religione recipiantur omnimodo prohibemus. » (Cap. XXXIX).

duite, tant des femmes séculières que des religieuses, *desquelles nous ne devons point avoir de notre ordre* (1) ».

A quelle époque remonte la première dérogation à ce précepte, et quel est le plus ancien exemple d'affiliation d'une communauté de femmes à l'observance grandmontaine ? Il est impossible de préciser une date. On ne peut nommer avec une entière certitude que quatre monastères (2) de femmes ayant appartenu à l'ordre de Saint-Étienne : le Châtenet, les Pierres-Blanches et les deux Drouilles. Or la communauté de filles du Châtenet ne fut établie qu'en 1576, sous l'abbé François de Neufville. On sait, par le témoignage de Levesque (3), que, au xvii^e siècle, la Drouille-Noire, constamment désignée dans les anciens titres qui se rapportent à cette maison comme appartenant à l'ordre de Saint-Benoît, reconnaissait le droit de visite à l'abbé de Grand-

(1) *L'Esprit de l'ordre de Grandmont, tiré de la doctrine de saint Etienne, son premier instituteur, et de la règle dressée et donnée audit ordre par le Souverain-Pontife Clément III.* — Paris, Guillaume DESPREZ, MDCLXVI (imprimé à Clermont), p. 387.

(2) Levesque et Pardoux de La Garde n'en citent que trois : « *Tres duntaxat reperiuntur conventus monialium ordinis Grandimontis* », dit formellement le premier dans ses *Annales*, p. 298.

(3) « *Nunc etiam abbas, in hoc parthenone de Drulia Nigra, visitator agnoscitur.* » (*Annales de Grandmont*, p. 298.) — D'après les lignes qui précèdent celles-ci, on peut se demander si Levesque veut parler ici de l'époque où il écrit lui-même, c'est-à-dire du milieu du xvii^e siècle, ou s'il ne fait que citer Pardoux de La Garde, mort en 1591. — Notons que le P. Bonaventure de Saint-Amable (*Histoire de saint Martial*, T. III, p. 628) parle dans les mêmes termes du prieuré de la Drouille-Noire, et donne à entendre que celui-ci, de son temps (le premier volume de son ouvrage est de 1676), appartenait toujours à l'ordre de Grandmont.

mont ; mais depuis quelle époque, c'est ce qu'on ne saurait établir. En ce qui concerne la communauté des Pierres-Blanches, dont l'existence, inconnue des annalistes grandmontains, est révélée par deux pièces seulement des archives de la Haute-Vienne (1), on voit, par l'un de ces documents, que dès 1272 ce monastère dépendait de l'institut de Saint-Étienne. Il figure au *Pouillé* du diocèse de Limoges avec la mention de son affiliation à Grandmont, dans une liste de maisons religieuses existant en 1259 (2) ; mais on ne saurait remonter plus haut.

La Drouille-Blanche, un des couvents de femmes les plus anciens du Limousin, paraît avoir été le premier monastère occupé par des religieuses grandmontaines. Tout au moins trouve-t-on des preuves de son affiliation à l'ordre à une date bien antérieure à celle où les couvents dont nous venons de parler sont signalés comme dépendant du monastère de Grandmont. On a une donation de 1212, faite à cette communauté (3), scellée dans l'église du chef d'ordre, en présence du prieur et de dix religieux grandmon-

(1) Archives de la Haute-Vienne, pièces non inventoriées.

(2) *Pouillé du diocèse de Limoges* (manuscrit du grand-séminaire de Limoges), par l'abbé NADAUD, curé de Teyjac, édité par M. l'abbé Texier, sous les auspices de la Société archéologique et historique du Limousin. — Limoges, Chapoulaud, 1859, in-4°, p. 30.

(3) Archives de la Haute-Vienne, art. 341. — Il est à noter que le titre dont il s'agit emploie, pour désigner cette communauté, les mots « *albarum monialium de Drulia* » ; ce qui semblerait indiquer que ces religieuses étaient vêtues de blanc. Or le costume des Grandmontaines était noir. (*Dictionnaire des ordres monastiques, religieux et militaires*, T. VII, p. 422.) Peut-être la couleur de leur vêtement avait-elle changé, comme celle de la robe des moines grandmontains eux-mêmes.

tains, parmi lesquels figure le chapelain de la Drouille : tout, dans cet acte, concourt à prouver que cette maison appartient déjà à Grandmont. Cette affiliation, toutefois, n'est pas mentionnée en termes exprès : c'est seulement en 1223, dans un acte donné sous le sceau de l'évêque de Limoges, que, pour la première fois, la dénomination de Grandmontaines est donnée aux religieuses de la Drouille (1). La violation du précepte de saint Etienne relatif à la direction de communautés de femmes est donc antérieure certainement à cette dernière date, très-probablement à la première. C'est tout ce que nous pouvons dire sur ce point. La Drouille-Blanche fut réunie, en 1756, au Châtenet, qui avait déjà, neuf ans auparavant, absorbé la Drouille-Noire; ce dernier monastère était du reste sans conventualité depuis un siècle. Le Châtenet survécut à la ruine de l'ordre, et passa sous la juridiction épiscopale (2).

(1) Archives de la Haute-Vienne, pièces non inventoriées. — Il y a lieu de penser que, dans cette dernière pièce, c'est de la Drouille-Blanche qu'il s'agit. La cote, au surplus, l'indique, et elle est ancienne. Nous devons toutefois faire remarquer que le monastère est simplement appelé « de Drulhia ».

(2) On trouvera quelques détails sur ces monastères à l'Appendice, sous la lettre C, § 6.

III.

Décadence. — Mitigations. — Le pape Jean XXII réorganise l'ordre. — Grandmont est érigé en abbaye, et trente-neuf de ses monastères en prieurés. — Invasion de la commende. — Rigaud de Lavaur et Georges Barny. — Réforme de Charles Frémon.

Le temps était passé où on avait pu justement adresser aux Grandmontains ce magnifique éloge « qu'ils offraient à la terre l'image des anges » (1), et où on avait dit d'eux avec quelque apparence de vérité que les princes les prenaient pour les arbitres de leurs royaumes (2). Un pape qui loua leurs vertus, et qui canonisa leur fondateur, Clément III, déplorait l'état où les dissensions avaient plongé une maison si célèbre naguère par sa piété : il comparait les partis qui déchiraient l'ordre à deux armées rangées en bataille et toujours prêtes à en venir aux mains (3). Honorius III menaçait plus d'une fois les Grand-

(1) « *Viros angelicos exprimunt.* » (Etienne de Tournai.) — Trente ans plus tôt, dans un bref où il les encourageait à persévérer, le pape Adrien IV les appelait « *Populus laudabilis* ».

(2) « Ut dispensatio regnorum... eorum committatur arbitrio. » (Jean de Sarisbéry, lettre 270, à Jean, évêque de Poitiers.)

(3) « *Grandimontensis domus turbatio non minimum nobis dolorem incussit. Quis enim absque amaritudine audiat domum*

montains de les supprimer et de remettre à de meilleurs ouvriers la vigne du Seigneur, qui dépérissait entre leurs mains (1). Leurs divisions sans cesse renaissantes avaient arrêté le développement si rapide jusqu'ici et si merveilleux de l'institut de Saint-Étienne (2). Longtemps célèbres par leurs vertus, les Bons-Hommes ne l'étaient plus que par leurs querelles. Devenus un objet de tristesse pour

tam celebris religionis preconio divulgatam, ad tantum scandalum pertransisse ut, factis partibus, velut acies hinc inde consisterent, etc. » (Rescrit de Clément III au comte de Champagne, *Gallia Christ. nova*, T. II, *inst.* p. 191.) — « *Ad Grandimontis ecclesiam accedentes, invenistis eam incredibiliter desolatam* », écrivait Honorius III, quelques années plus tard, rappelant à l'archevêque de Bourges et à l'évêque de Limoges les traits mêmes de la peinture saisissante que lui avaient faite, de l'état du monastère, les commissaires envoyés par le Saint-Siège. (*Bullaire de Grandmont*, au séminaire de Limoges, folio 21, recto.)

(1) « Nos vineam Domini ecclesiam Grandimontensem curabimus aliis locare agricolis. » (*Bullaire de Grandmont*, folio 25, recto.)

(2) Nous croyons intéressant de relever ici une note du *Mémoire* de l'abbé Legros (p. 35) :

« Saint Dominique, au chapitre général de son ordre tenu à Bologne, en Italie, l'an 1220, pria ses disciples d'examiner s'il ne seroit point à propos de charger les seuls frères lais de toute la disposition de ce qui pouvoit appartenir à la nourriture et à l'entretien des religieux, afin que ceux qui devoient vaquer uniquement à la prière, à la prédication ou à l'étude, se trouvant libres de tout autre soin, fussent plus en état de se donner tout entiers à des fonctions si saintes, si utiles et si dignes de leur vocation. Quelques anciens représentèrent là-dessus les inconvénients qu'on pouvoit craindre pour l'avenir et que l'ordre de Grandmont avoit déjà éprouvés dans la pratique d'un semblable règlement : saint Dominique n'insista pas davantage. »

l'Eglise, de scandale pour les fidèles, de dérision pour le vulgaire (1), ils voyaient s'éloigner d'eux l'amitié des grands et le respect des petits. Quelques papes cependant, Grégoire IX et Clément V en particulier, concédèrent à l'ordre de nouveaux privilèges, ou confirmèrent les anciens, dans l'espoir sans doute que ces faveurs contribueraient à rendre aux religieux l'amour de leur règle et le respect de leur état. Quelques princes leur accordèrent encore une protection que ne justifiaient plus leurs vertus. Richard Cœur-de-Lion suivit les traditions de sa famille et les combla des marques de sa munificence. Levesque l'appelle *le Mécène* de l'institut (2). Il fonda des monastères, donna ou confirma au chef d'ordre la pleine franchise du lieu de Grandmont et de ses dépendances, ainsi que le droit de haute et basse justice dans toute l'étendue de ses possessions (3). Comme son père, il visita les religieux et leur

(1) « Factus erat cunctis in fabulam et derisum. » (FREMON, *Statuta Grandimontensium strictioris observantiæ*.)

(2) « Moritur hoc anno Richardus secundus, rex Angliæ, ordinis Grandimontis Mæcenas. » (*Annales*, p. 188, 189.)

(3) La charte octroyée à cette occasion est datée de Grandmont, la veille des calendes d'avril 1192. Elle a été plusieurs fois imprimée (notamment en 1731, à Paris, chez André Knapen), d'après un vidimus de 1328, à l'appui des réclamations adressées par les abbés généraux à la Couronne contre les prétentions du fisc :

« Sciatis nos, — y était-il dit, — dedisse et concessisse et præsentī charta confirmasse Deo et beatæ Mariæ, priori et bonis hominibus Grandimontensis ordinis, locum de Grandimonte et omnia alia loca quæ habent et possident, ratione cujuscumque donationis, cum omnibus pertinentiis suis... Volentes et præcipientes quod... dicti prior et boni homines, et commorantes in quibuscumque pertinentiis suis habitis et in futurum habendis, ubi

montra l'affection la plus constante. Saint Louis leur témoigna les mêmes sentiments : l'intérêt qu'il portait à la maison du Bois de Vincennes le disposa même à se montrer favorable au projet, mis en avant par quelques correcteurs du parti français (*Gallici*) (1), d'y transporter le chef-lieu de l'ordre, — projet qui souleva la plus vive opposition, et dut être abandonné pour éviter un nouveau schisme. Thibaut de Champagne, devenu roi de Navarre, donnait à Grandmont le corps du martyr saint Macaire, pour obtenir que l'ordre envoyât des religieux dans son royaume, et il fondait pour eux, au-delà des Pyrénées, le couvent de Saint-Martial-de-Tudèle, au diocèse de Tarra^zgona. Un des plus hauts représentants de la France féodale, Hugues de Lusignan, comte de la Marche, prenait le froc de Saint-Etienne, et mourait au couvent de l'Ecluse. Le vicomte Ebles de Ventadour revêtait aussi, vers la même époque, l'habit de Grandmont. Enfin quelques évêques patronaient encore la fondation de nouveaux établissements de l'ordre dans leur diocèse; mais ce n'était plus l'enthousiaste ferveur, les généreux élans des premières années. Les largesses des

cumque sint vel fuerint de omnibus pertinentiis suis, sint semper liberi et immunes per totam jurisdictionem nostram a venda et pedagio, teloneo, passagio, rivagio, fossagio, focagio, vinagio, passuagio (pascuagio ?), exercitu et equitatu, et omnibus consuetudinibus, occasionibus et exactionibus nobis et hæredibus sive successoribus nostris pertinentibus. » (*Extrait des Privilèges accordés à tout l'ordre de Grandmont, avec les confirmations de nos Rois de France, sentences et arrêts en conséquence.*) — Guy de Razès (1216-1228) et Jean de Rochechouart (1338) exemptèrent de leur propre juridiction les hommes de Grandmont, dans toute l'étendue de leurs seigneuries.

(1) Manuscrit de Pardoux de La Garde.

seigneurs et les aumônes du peuple devenant moins abondantes, on dut, en de certains cas pressants, recourir à des emprunts. Dès 1218, on trouve la trace de subsides payés au monastère par les maisons secondaires de l'observance. En 1240, Jean de Laigle, onzième prieur, fut obligé de demander à chaque celle une subvention annuelle, alléguant que le chef d'ordre devait de fort grosses sommes à des marchands romains. Le chiffre de ces allocations fut porté, sept ans plus tard, à 18,000 sols tournois par an. Le besoin d'économie motiva plusieurs dérogations à la règle : ainsi les religieux, qui, jusqu'alors, ne sortaient jamais de leur couvent sans un compagnon, purent voyager seuls. La gêne devint, à un certain moment, si réelle que le pape Clément V, ancien élève des Grandmontains, ayant visité le monastère en 1306, le prieur Guy de Foucher se démit parce qu'il ne se trouva pas en position de payer les frais du séjour du Souverain-Pontife et de sa suite (1). Clément V n'avait cependant passé que cinq jours à Grandmont, et il avait donné ordre à son intendant de rembourser au couvent toutes ses dépenses pendant les deux premiers.

Le but de cette visite était l'accommodement de nou-

(1) « Post cujus Papæ de Grandimonte recessum, prædictus prior, nequiens a factis expensis domum Grandimontis relevare.... libere prioratui cessit. » (*Compilation des antiquités de Grandmont*, par le F. Pardoux de La Garde.) — Cette démission est attribuée à d'autres motifs par la *Gallia christiana nova* : le prieur aurait agi sous l'impression du mécontentement qu'il ressentit en entendant le Souverain-Pontife improuver les mesures prises par les commissaires apostoliques et notamment la déposition du prieur Pierre de Causac, ancien précepteur de Clément V au couvent de Deffech.

veaux différends, moins graves à la vérité que ceux dont le Saint-Siège avait eu si souvent à s'occuper. Les difficultés menaçant de ne pas avoir de fin, le Souverain-Pontife soumit toutes les maisons de l'ordre à l'inspection périodique d'un certain nombre de prélats et d'abbés. Ce remède ne paraît pas avoir été d'une grande efficacité; car il ne se passait pour ainsi dire pas d'année sans que l'autorité apostolique n'eût à intervenir à l'occasion de quelque conflit.

Un siècle de luttes intestines avait épuisé la sève de cette congrégation puissante, qui, jeune, promettait d'égaliser les plus saintes, et à laquelle semblait réservé un si magnifique avenir. Ces divisions et les désordres qu'elles amenaient avaient porté un coup mortel à l'obéissance, celle de toutes les vertus monastiques que saint Etienne préférait, et qu'il mettait au premier rang dans les préceptes donnés à ses disciples : « L'obéissance, — disait-il, — a un si grand mérite devant Dieu que toutes les fois qu'un religieux obéit avec plaisir à son supérieur, ou à ses frères, Dieu lui pardonne ses péchés (1). » Et ailleurs : « Le démon n'a pas de prise sur un disciple obéissant (2). » Mais, le frein de la discipline une fois rompu, le relâchement s'était introduit dans la plupart des maisons; depuis longtemps on accusait les Grandmontains de ne plus observer la loi du silence (3); un satirique du ^{xii}^e siècle, Guyot de Provins, leur reprochait le soin excessif qu'ils avaient de leur

(1) *Règle de Saint-Etienne*, chap. I^{er}, fol. 8, recto, de la traduction manuscrite du séminaire de Limoges.

(2) Chap. III de la Règle.

(3) « *Nulla silentia servant.* » (Poète anonyme du ^{xii}^e siècle, cité par Mabillon.)

barbe (1). Il avait fallu prendre des mesures pour les empêcher d'avoir des oiseaux et des chiens de chasse, de jouer aux jeux de hasard, de distribuer à leurs familles les biens de l'ordre, de modifier le costume selon leur fantaisie (2). Leurs aliments étaient plus recherchés qu'autrefois, et, malgré les prohibitions formelles de l'observance, beaucoup de religieux, dès le temps du treizième prieur, Guillaume d'Ongres (3), élu en 1245, mangeaient de la viande. Pour pouvoir sévir plus efficacement contre des scandales d'une autre nature, il fallut bien tolérer sur ce point ce qu'il eût été difficile d'empêcher : on mitigea la règle. Honorius III en avait supprimé quatre articles, jugés trop rigoureux pour une époque où la ferveur commençait déjà à décroître; Grégoire IX, Innocent IV, Clément V, y apportèrent à leur tour divers adoucissements : le second, par une bulle de 1247, autorisa les prieurs à charger un clerc du soin du temporel; le dernier permit aux religieux de faire gras deux jours par semaine : le jeudi et le dimanche.

Un peu plus tard, l'heure de Matines fut reculée : les religieux, qui se levaient dans le principe à minuit pour les réciter, ne furent plus tenus de commencer l'office qu'à trois heures.

Ces mitigations en appelèrent de nouvelles. De tolérance en tolérance, on était arrivé à supprimer à peu près entièrement la règle. L'ordre avait perdu tout à fait l'es-

(1) Cette critique ne pouvait s'adresser qu'aux frères convers, les clercs ne portant pas la barbe.

(2) « De non habendis avibus et canibus venaticis; de puniendis lusoribus ad aleas vel taxillos, etc. » (Statuta abbatis Moysiensis : *Bullarium Grandimontense*, fol. 44 et ss.)

(3) « Guillelmus Ungres introduxit carnes. » (Bernard GUIDONIS, apud LABBE, *Bibliotheca nova libr. manuscr.*, T. II, p. 277.)

prit de son fondateur ; sa ruine complète était imminente : une réforme énergique pouvait seule le sauver. La Cour de Rome le comprit, et réussit, par sa conduite ferme et prudente à la fois, à retarder de quatre siècles l'anéantissement de l'œuvre de saint Etienne.

Un dernier éclat venait de rendre indispensable l'intervention du Saint-Siège : Jourdain de Rapistan, vingt-et-unième prieur, accusé de mener une conduite scandaleuse et de dissiper les biens de l'ordre, avait été déposé par la majorité des définiteurs (on appelait ainsi des religieux, désignés par le Chapitre général, qui étaient chargés de l'examen de certaines questions, et exerçaient un pouvoir destiné à contrebalancer celui du prieur). Confiant dans l'appui du roi Louis X, Jourdain se maintenait par la force à Grandmont contre Hélié Adhémar, qui lui avait été donné pour successeur par le Chapitre, assemblé au couvent des Frères-Mineurs de Limoges, le jeudi après la fête de Saint-Mathias, l'an 1316 (1). L'ordre se divisa : une partie conserva l'obéissance à l'ancien prieur ; l'autre reconnut le nouveau. Le schisme menaçait de se perpétuer, et les deux compétiteurs, exerçant chacun sur ses adhérents l'autorité priorale, s'efforçant de s'arracher l'un à l'autre leurs

(1) « Anno Domini MCCCXV, erat prior... qui, ut dicebatur, erat pravæ vitæ et conversationis, et dilapidator bonorum..., et omnes fratres dicti ordinis, vel quasi, insurrexerunt contra ipsum et fecerunt inquestam Lemovicis contra ipsum, et inveniunt sicut supra dictum est, etc.... Elegerunt alium priorem apud Minores, et non potuit intrare apud Grandimontem, quia alter prior erat infra dictam domum cum armis, et dictus prior novus fuit apud Chastanet per certum tempus. » (*Recueil des historiens des Gaules et de la France*, T. XXI, Chronique anonyme de Saint-Martial, p. 806.)

partisans, portant leur querelle devant toutes les juridictions, pour soutenir leurs droits, non-seulement dépensaient les revenus des maisons de l'observance, mais engageaient aussi l'avenir. Le désordre était à son comble, quand Jean XXII fut élevé au pontificat. Le nouveau pape connaissait à merveille la situation, ayant été religieux de l'ordre, suivant quelques auteurs, ou seulement commendataire de la correctorerie de Deffech (1). Il y remédia, dans la limite du possible, avec autant de promptitude que de sagesse. La bulle qu'il donna, le 15 des calendes de décembre 1317 (2), et dont on trouvera le texte à l'Appendice, sous la lettre D, modifie profondément l'organisation de l'ordre. Tout en reproduisant les principaux préceptes de la règle de saint Etienne, et en gardant à l'observance ses caractères distinctifs, elle en atténue la rigidité; elle en élimine surtout avec soin tout article de nature à amener de nouvelles divisions au sein de l'institut. Le nombre des monastères étant trop considérable pour qu'une conventualité régulière pût être établie dans tous, Jean XXII, de cent quarante-neuf (3) maisons ou celles occupées à cette époque par les Grandmontains, n'en conserve, outre Grandmont, que trente-neuf, auxquelles il donne le titre

(1) Voir LEVESQUE, *Annales*, p. 294, et ci-après, à l'Appendice, la notice consacrée à la maison de Deffech.

(2) Le préambule de ce document rappelle les longues luttes qui ont divisé l'ordre : « Antiquam jurgiorum materiam quam in ordine Grandimontensi antiqui hostis seminarat invidia. » — La bulle, copiée en entier par l'abbé Legros dans son *Mémoire manuscrit*, est imprimée dans les *Annales* de Levesque.

(3) De 1295 à 1317, le couvent de Stella, en Navarre, avait été abandonné, *Dijon également*.

de prieurés. Voici la liste de ces prieurés(1), qui sont du reste, à cette époque, les principales maisons de l'ordre ; on a indiqué le nombre de religieux assigné à chacun par la bulle :

- 1° Epoisses, au diocèse de Châlon, puis de Dijon :
16 frères ;
- 2° La Faye de Nevers, au diocèse de Nevers : 18 frères ;
- 3° Saint-Maurice, ou Vieux-Pou, au diocèse de Sens :
16 frères ;
- 4° Dixmont, ou l'Enfourchure, au diocèse de Sens :
16 frères ;
- 5° Châteauneuf-sur-Cher, au diocèse de Bourges :
18 frères ;
- 6° Villiers, au diocèse de Tours : 16 frères ;
- 7° Bois-Rayer, au diocèse de Tours : 18 frères ;
- 8° Le Pommier-Aigre ou Grandmont-lès-Chinon, au
diocèse de Tours : 15 frères (*al.* 18) ;
- 9° La Haye d'Angers, au diocèse d'Angers : 14 frères ;
- 10° Montguyon, au diocèse du Mans : 14 frères ;
- 11° Monnès, au diocèse d'Angers : 14 frères ;
- 12° Bercey, au diocèse du Mans : 14 frères ;
- 13° Chênégallon, au diocèse de Séez : 16 frères ;
- 14° Beaumont-le-Roger, au diocèse d'Evreux : 14 frères ;
- 15° Notre-Dame-du-Parc, ou Grandmont-lès-Rouen, au
diocèse de Lisieux : 14 frères ;
- 16° Boulogne, au diocèse de Chartres (plus tard de Blois) :
16 frères ;
- 17° Louye, au diocèse de Chartres : 18 frères ;
- 18° Le Meynel, au diocèse de Paris (plus tard de Beau-
vais, puis de Versailles) : 16 frères ;

(1) Pour la liste des annexes unies à chacun de ces prieurés, voir à l'Appendice, sous la lettre D, le texte de la bulle de Jean XXII.

- 19° Le Bois de Vincennes, au diocèse de Paris : 16 frères ;
- 20° Baroi, au diocèse de Meaux : 16 frères ;
- 21° Macheret, au diocèse de Troyes : 18 frères ;
- 22° Puy-Chevrier, au diocèse de Poitiers : 18 frères ;
- 23° La Vayolle, au diocèse de Poitiers : 18 frères ;
- 24° La Quarte, au diocèse de Poitiers : 18 frères (*al.* 17) ;
- 25° Le Bois-d'Alonne, au diocèse de Poitiers : 16 frères ;
- 26° Bandouille, au diocèse de Maillezais (plus tard de la
Rochelle) : 16 frères (*al.* 18) ;
- 27° Sermaize, au diocèse de Saintes : 16 frères ;
- 28° Jarry, au diocèse de Saintes : 16 frères ;
- 29° Raveaux, au diocèse d'Angoulême : 20 frères ;
- 30° La Faye-de-Jumilhac, au diocèse de Périgueux .
22 frères ;
- 31° Francour, au diocèse de Cahors : 22 frères ;
- 32° Deffech, au diocèse d'Agen : 16 frères ;
- 33° La Garrigue, au diocèse d'Agen : 22 frères (*al.* 16) ;
- 34° Pinel, au diocèse de Toulouse : 14 frères ;
- 35° Mont-Herbedon, au diocèse de Montpellier : 17 frères ;
- 36° Viayè, au diocèse du Puy : 18 frères ;
- 37° Chavanon, au diocèse de Clermont : 18 frères ;
- 38° Saint-Michel, au diocèse de Lodève : 14 frères ;
- 39° Le Châtenet, au diocèse de Limoges : 18 frères (1).

Le monastère de Grandmont demeure chef-lieu de l'ordre et est érigé en abbaye. Quinze maisons (2) y sont unies (parmi celles-ci, les trois couvents d'Angleterre et Saint-Martial-de-Tudèle, le seul qui existe encore en Navarre).

(1) On trouvera plus loin une courte notice sur chacune de ces maisons. (Appendice, lettre C.)

(2) Seize, si l'on fait, comme l'abbé Legros, deux maisons de la celle de la Forêt-de-Montusclat.

Au lieu de quarante religieux, Grandmont doit en posséder soixante, non compris les convers, dont le nombre reste indéterminé. A ces religieux seuls appartient désormais l'élection du supérieur général, jadis dévolue aux dignitaires et députés de l'ordre tout entier; néanmoins ce choix reste soumis à la confirmation de quatre visiteurs. Si, un mois après que s'est produite la vacance de l'abbaye, il n'y a pas été pourvu, la nomination passe au Souverain-Pontife (les papes plus tard se réservèrent le droit de confirmation, et même prirent plusieurs fois prétexte des discordes qui éclataient au sein de l'ordre pour désigner l'abbé, suivant le droit que leur reconnaissait du reste la bulle de Jean XXII). Chaque maison choisit son prieur, qui est agréé par l'abbé. Si cette nomination n'est pas faite dans le mois qui suit la vacance, ou si les suffrages des religieux se portent sur un indigne, l'abbé pourvoit au prieuré.

L'abbé général ne peut être déposé par les religieux. Si une accusation grave pèse sur lui, les définiteurs, qui forment une sorte de conseil de l'ordre, doivent procéder à une enquête dans un Chapitre général, et en référer ensuite au Saint-Siège. Il est permis à l'abbé de révoquer un prieur de ses fonctions, mais seulement après avoir, d'accord avec les définiteurs, vérifié les griefs qui peuvent motiver une aussi grave mesure.

Les définiteurs, au nombre de huit, sont choisis par le Chapitre général parmi les religieux clercs présents à cette assemblée, qui se réunit, chaque année, le lundi avant l'Ascension. La session dure six jours; mais elle peut se prolonger pendant six jours encore au-delà de ce terme, si l'importance ou la difficulté des matières soumises au Chapitre paraît l'exiger. L'assemblée se compose de tous les prieurs et d'un religieux de chaque maison.

La bulle rappelle le précepte de la règle qui défend à un religieux de sortir de son couvent sans un compagnon ; elle fixe le temps que l'abbé doit passer à Grandmont et celui qu'il doit employer à visiter les maisons de l'observance, la durée de ces visites, le nombre de personnes et de chevaux ou bêtes de somme qu'il lui est permis d'emmener. L'abbé ne sera, à l'avenir, fondé à réclamer qu'un seul objet dans la succession des prieurs décédés ou démissionnaires ; il ne pourra, que dans certains cas prévus, transférer un religieux d'un monastère à un autre et demander des subsides aux maisons de l'ordre (1). Des prescriptions minutieuses assurent la régularité des élections ; d'autres articles enfin déterminent à qui doivent incomber et comment être réparties les dépenses des Chapitres généraux et celles de la visite des monastères.

L'ensemble de ces mesures était sagement conçu, et Bernard Guidonis fait ressortir les excellents effets qu'on en devait attendre, les garanties de toute sorte dont elles entouraient le choix des supérieurs, la bonne garde qu'allaient faire, au plus grand avantage de la régularité, « tous ces yeux ouverts » tant au chef-lieu de l'ordre que dans les prieurés (2). La nouvelle organisation fut pourtant

(1) Un bref de Jean XXII de l'année suivante permit à l'abbé et aux procureurs d'imposer sur les maisons de l'ordre une taxe énorme, pour le remboursement des emprunts contractés par les derniers prieurs.

(2) « Hæc autem, cum quibusdam aliis circa dictum ordinem ad ejus reformationem rationabiliter sunt provisæ, ut obviaretur frequentibus scandalis, et in distribuendis domibus et instituendis rectoribus earundem maturitas gravior, et major æqualitas servaretur, et voluntatum partialitas vitaretur..., et vigeret amplius correctio in ordine, tam in capite quam membris, ubi

modifiée presque aussitôt sur quelques points : ainsi, par une bulle du 23 janvier 1347, Clément VI augmenta le nombre des définiteurs : il fut porté à neuf, dont quatre devaient être pris parmi les moines de l'abbaye ; les cinq autres, parmi les religieux des autres monastères. La même bulle ordonne aux supérieurs de mettre, aux maisons unies, des administrateurs capables, avec certains pouvoirs limités ; elle dispose de plus que l'abbé fera, tous les trois ans, inspecter ces maisons, mais qu'il ne les inspectera pas lui-même, pour éviter la dépense ; qu'il ne demeurera pas plus de deux jours francs dans un prieuré, lors de ses visites ; qu'il devra, assisté des anciens de la communauté, examiner les novices de chaque monastère, et exclure les incapables et ceux dont la vocation ne lui semblerait pas solide ; qu'il aura droit à deux des objets, bijoux ou chevaux, laissés par chaque prieur décédé ou démissionnaire ; que les pensions annuelles, payées depuis longtemps par toutes les maisons au chef d'ordre, et dont le chiffre total, fixé, en 1295, à 1,104 livres (1), a été porté depuis à 1,370, seront augmentées de 400 livres, et que ces contributions (2) seront versées chaque année à Grandmont, dans le Chapitre général (3). Mais, en même temps, défense est faite

plures essent oculi vigilantes. » (*E Floribus Chronicorum. — Recueil des historiens des Gaules et de la France*, T. XXI, p. 729.)

(1) Bullaire du séminaire de Limoges, p. 87 et ss.

(2) Un bref de Jean XXII, plusieurs fois imprimé, donne le détail de ces pensions. — La plus forte contribution était celle du prieuré de Notre-Dame-du-Parc-lès-Rouen, qui s'élevait à 131 livres 17 sols 6 deniers ; la plus faible, celle de la maison de Saint-Michel-de-Lodève, qui montait seulement à 9 livres 15 sols. (LEVESQUE, *Annales*, p. 289 et ss.)

(3) « Solvendis eidem monasterio, Capitulo generali. »

d'imposer à l'avenir aucun subside extraordinaire. L'abbé choisira lui-même le prélat qui devra lui donner la bénédiction (1), et il nommera, par privilège spécial, aux quatre premiers prieurés qui viendront à vaquer après son entrée en charge.

Bien que certaines de ces mesures constituassent des innovations non sans danger, l'ordre éprouvait un si grand besoin de repos, après un siècle et demi de déchirements, que la bulle de Clément VI (2), comme celle de Jean XXII, fut reçue et mise en exécution sans difficulté. Néanmoins le droit de nommer à quatre prieurés conféré par cette bulle à l'abbé portait une grave atteinte au principe de l'élection, consacré par Jean XXII comme la seule source de toutes les charges et de toutes les fonctions de l'ordre. C'était un privilège considérable, et qui devait nécessairement amener des abus (3) : aussi, dans la suite, fut-il à

(1) Ce privilège fut plus tard confirmé par un indult spécial de Clément VI, lequel existe en original aux archives de la Haute-Vienne (dossier des bulles relatives à Grandmont).

(2) Les archives de la Haute-Vienne ne possèdent qu'un *vidimus* de cette bulle.

(3) « Le cardinal de Manthoue (Sigismond de Gonzague) résigna, — dit le F. Pardoux de La Garde, — l'abbaye par deux ou trois fois, et la recouvra deux fois pour le moingz : c'estoit à cause des quatre prieurés conventuels premyers vacquantz qu'ont les abbés de lad. abbaye à leur création et bienvenue de leur premyer advenement chascun abbé. A ceste cause, les ditz (*sic*) cardinaulx avoyent plus de moyens pour (*par?*) les ditz vacquantz, que de l'abbaye. » Il fit mieux : il avait pris l'abbaye du cardinal Nicolas, évêque d'Albano, moyennant une pension de 200 ducats : il la céda pour une rente de 300 à François I^{er} de Neufville.

mainte reprise contesté, bien qu'il eût été expressément confirmé par plusieurs Souverains-Pontifes, et en particulier par Innocent VII (bulle du 9 juin 1531); mais plusieurs arrêts du Grand-Conseil (1) maintinrent l'abbé en possession de son droit, et il le garda tant que subsista l'institut. Il ne pouvait, au surplus, l'exercer qu'après *sa*
~~l'enregistrement au Grand-Conseil des bulles de confirmation~~
par les visiteurs Spéciaux.

Grâce à la vigilance du Saint-Siège et à l'habile administration des abbés, l'ordre se releva un peu. La guerre entre les rois de France et d'Angleterre fut pour lui la cause de pertes considérables : plusieurs de ses maisons furent détruites; mais les Grandmontains obtinrent quelques compensations : Charles V confirma tous les privilèges accordés au monastère par les souverains anglais ou français, et renouvela expressément, en 1373, l'exemption de tailles et de subsides, en faveur du territoire de l'abbaye. Christine de Pisan rapporte que ce prince fit aux Bons-Hommes de Vincennes quelques libéralités. Diverses maisons de l'observance reçurent également, à cette époque, d'un certain nombre de seigneurs et de clercs, d'assez importantes donations. Les Souverains-Pontifes avaient accordé à l'ordre de nouvelles faveurs. Innocent VI avait, en 1352, permis à l'abbé de Grandmont de porter la mitre,

(1) Un cahier manuscrit intitulé : *Inventaire de plusieurs Arrêts du Conseil privé, du Grand-Conseil et autres cours souveraines en faveur de l'ordre de Grandmont* (Archives de la Haute-Vienne, n° 1387 du classement provisoire), mentionne deux arrêts du Grand-Conseil sur ce point : l'un, en date du 14 novembre 1530; l'autre, du 7 janvier 1690.

(2) ~~Table générale de l'état des archevêchés, évêchés, abbayes et prieurés (1749, 2^e édition).~~

l'anneau et les autres insignes pontificaux, et de donner la bénédiction solennelle dans toutes les églises, paroissiales ou autres, pourvu qu'aucun évêque ou légat apostolique ne fût présent. Le même Pontife accorda à ce dignitaire le privilège de conférer la tonsure (1) et les ordres mineurs à ses religieux. Clément VII, par deux indults de 1387 (2), lui concéda celui de célébrer ou de faire célébrer la messe avant le jour (3), et d'avoir un autel portatif pour y offrir le saint sacrifice « dans tous les endroits convenables et honnêtes (4) ». Il faut ajouter toutefois que les papes furent, à l'occasion, les premiers à porter atteinte aux statuts et aux privilèges de Grandmont. Ils enfreignirent en faveur de leurs proches et de leurs protégés l'article de la règle, coordonnée par Clément V, qui prohibait d'une façon absolue la mise en commende des biens de l'ordre (5), et Jean XXIII se réserva la disposition du prieuré de Sermaize. A la faveur des discordes qui continuaient à troubler l'institut, les Papes pourvurent, à plusieurs reprises, à la vacance de l'abbaye : Innocent VI, notamment, nomma, en 1347, Jean Chabrit. En 1388, Clément VII voulut désigner un successeur à Ramnulphe,

(1) Ce privilège avait déjà été accordé antérieurement aux prieurs de Garndmont.

(2) Ces diverses bulles, comme celle d'Innocent VI mentionnée plus haut, existent au dépôt départemental d'archives de la Haute-Vienne (dossier spécial).

(3) « Antequam dies illucescat. »

(4) « In locis congruentibus et honestis. »

(5) « Quod bona ordinis non dentur in deposito vel commenda. » (Bulle de Clément V, 1306, ch. LXIII. *Bullaire* du grand séminaire de Limoges, fol. 50, recto.)

qui était mort à Avignon ; mais l'ordre, plus uni, résista cette fois : le Chapitre s'assembla, et élut Pierre Redondaud.

La discipline s'était de nouveau relâchée, et les transgressions aux préceptes capitaux de la règle redevenaient communes dans les maisons grandmontaines. On ne jeûnait plus, même durant le carême, et l'habitude s'était presque partout introduite de manger de la viande tous les jours où la loi commune de l'Eglise n'en interdisait pas l'usage aux fidèles. A son retour du concile de Pise, l'abbé Redondaud fut contraint de rappeler aux religieux, dans le Chapitre général de 1410, qu'ils devaient au moins faire maigre le mercredi, et jeûner le mercredi, le carême et les vigiles des apôtres. Le vœu de pauvreté n'était plus observé depuis longtemps : force fut aux supérieurs de tolérer que les frères possédassent en propre certains objets ; on les obligea seulement à en faire la déclaration au prieur. On avait dû, cinq ans auparavant, défendre aux religieux d'avoir dans leur chambre ou sur eux, quand ils voyageaient, d'autres armes offensives qu'un couteau ou une épée, et leur adresser, touchant leur tenue au-dedans et au-dehors de leurs cloîtres, certaines recommandations qui dénotent un profond relâchement.

L'abbé Redondaud lui-même, homme instruit, d'une intelligence distinguée, et qui fut ambassadeur du roi de France en Angleterre, donna l'exemple de l'oubli des anciennes règles. Ce fut ainsi qu'il sollicita et obtint du pape une dispense pour conserver en commende, étant abbé, le prieuré grandmontain de Chavanon. On le vit même, en 1409, engager secrètement à des marchands de Riom, pour se procurer la somme nécessaire à son voyage à Pise, la relique de la vraie croix donnée au monastère par le roi Amaury. Elle ne fut réintégrée à Grandmont qu'en 1481, sur un ordre formel de Louis XI.

Malgré les défenses expresses de la règle, la com-mende avait déjà envahi une partie des maisons de l'ordre. L'abbaye, toutefois, restée en possession de ses anciennes libertés, espérait échapper à l'intrusion, alors si fré- quente, de l'élément séculier. Elle dut à son tour s'y sou- mettre. Louis XI la donna, en 1471, au cardinal Charles de Bourbon, archevêque de Lyon. Le pape prêta les mains à cette violation du plus précieux des droits de l'abbaye. Le titulaire en charge à cette époque, Guillaume de Fumel, huitième abbé, voulut résister ; mais le Roi manifesta sa volonté d'une telle façon que, cité à comparaître devant le prince à Tours, menacé, d'un autre côté, de voir saisir le temporel du monastère, le religieux céda (1), et résigna son abbaye en faveur du cardinal. Celui-ci ne mit jamais les pieds à Grandmont. Son vicaire général, Jean de Cayrol, tint, en 1473, un Chapitre dont les actes ordonnent que, conformément aux constitutions, le Chapitre général s'as- semble chaque année, et modifient l'habit des religieux : le grand costume consistera en un vêtement *cousu*, c'est-à- dire complètement fermé, avec un scapulaire et une cein- ture ou un cordon « qui ne sera pas de soie, mais de laine » ; on ne portera le petit costume en usage dans l'ordre que pour travailler ou pour monter à cheval. Pas de souliers à la poulaine ; pas de chapeau, qu'à cheval et en cas de né- cessité ; des cornettes d'étoffe commune, non de soie. La tonsure et la couronne devront partout être uniformes, les

(1) S'il faut en croire le P. Bonaventure de Saint-Amable, l'abbé de Fumel aurait, dans le principe, consenti à résigner son abbaye et adhéré à l'arrangement qui lui avait été proposé au nom du Roi ; mais il se serait ensuite ravisé. (*Histoire de saint Martial*, T. III, p. 721.)

cheveux ayant trois doigts sur le devant de la tête, et deux seulement autour du crâne (1).

Il est à noter que les conséquences ordinaires de la mise en commende furent atténuées pour l'abbaye, au spirituel comme au temporel, par la sollicitude avec laquelle le troisième abbé commendataire, Guillaume Briçonnet, cardinal, s'occupa des intérêts de ses monastères. Il fit visiter toutes les maisons, s'efforça de relever de leurs ruines celles qui avaient eu le plus à souffrir des malheurs du temps, et rétablit partout la régularité et la décence du service religieux.

Après une interruption d'un siècle dans la succession des supérieurs réguliers, l'abbaye reconquit le droit d'élire son chef. Cet important privilège lui fut rendu, en 1579, par l'ordonnance de Blois (2). François II de Neufville, dix-septième abbé commendataire, se soumit à l'élection, et fut le premier

(1) LEGROS, *Mém.*, p. 77, 78. — LEVESQUE, *Ann.*, p. 345, 346. — Plusieurs Chapitres généraux s'étaient, antérieurement à cette époque, occupés de l'habillement des religieux. Des Statuts publiés par Martenne (*Thesaurus novus anecd.*, T. IV, col. 1231 et ss.) renferment à cet égard de minutieuses prescriptions : « Fratres non utantur chirothecis, nisi in labore; mitanas vero laneas eis non prohibemus... Caveant fratres ne unquam habeant vestimenta scissa et de corio bovino facta..., pecten quoque nunquam sit eburneus, sed corneus... Capellos rotundos, saccos de pannis cæteris vestimentis consimilibus causa necessitatis fratres licite possunt habere, etc. »

(2) « Voulons que, avenant vacation des abbayes qui sont chefs d'ordre, comme Cluny, Cîteaux, Prémontré, Grandmont, le Val-des-Ecoliers, Saint-Antoine-de-Viennois, la Trinité (dite des Mathurins), le Val-des-Choux, et ceux auxquels les droits et privilèges d'élection ont été conférés, y soit pourvu par élection des religieux profès desdits monastères, suivant la forme des saints décrets et constitutions canoniques. »

des abbés réguliers de la seconde série, qui, choisis par les religieux du monastère, devaient recevoir la double confirmation de l'autorité royale (1) et du Saint-Siège.

L'ordre, qui avait semblé se relever un moment sous l'administration sage et active du cardinal Briçonnet, re-

(1) Les archives de la Haute-Vienne (art. 1736 du classement provisoire) possèdent plusieurs formules de confirmation imprimées : il en était probablement envoyé à toutes les maisons de l'ordre. — Voici la teneur des lettres de confirmation de l'abbé Frémon :

« *A nos chers et bien amez les religieux de l'ordre de Grammont* (sic):

» De par le Roy,

» Chers et bien amez : Estant informez que le Père Alexandre Fremon a esté par vous bien et canoniquement esleu pour Abbé Général de vostre ordre, Nous avons eu d'autant plus pour agréable son Eslection que les tesmoignages avantageux qui Nous ont esté aussi rendus de son mérite, piété et suffisance Nous donnent lieu d'espérer qu'il en fera dignement les fonctions. C'est dans cette veue que Nous avons voulu agréer et approuver son Eslection, et vous dire que vous ayez à le reconnoistre et à lui obéir en la susdite qualité de vostre Abbé Général, sans aucune difficulté ny retardement. N'y faites donc faute. Car tel est nostre plaisir. — Donné à Versailles, le 26 nov. 1678, etc. »

Des lettres semblables, relatives à l'élection de M. de la Maison-Rouge, dernier abbé, existent aux archives de Maine-et-Loire, G 871.

A la suite de l'élection de D. Talin, que cassa le Grand-Conseil, il fut ordonné qu'un commissaire du Roi assisterait dorénavant au scrutin; celui de 1678 eut lieu, en effet, en présence de M. de Bezons, délégué par Louis XIV. (LEGROS, p. 109.) — On voit, par le procès-verbal de l'élection de M. de la Maison-Rouge, dernier général de l'ordre (1748), que l'assemblée était présidée par l'intendant de la généralité de Limoges, commissaire du Roi. (Archives de la Haute-Vienne, art. 1100 du classement provisoire.)

tomba de rechef, et de nouveau accusa tous les symptômes d'une profonde décadence. A la mort de François II de Neufville, on ne comptait plus que huit religieux à Grandmont. Les bâtiments conventuels, les voûtes de l'église, les cloîtres, la maison abbatiale elle-même, menaçaient ruine. Les titres étaient épars dans les appartements, et le grand monastère offrait l'image de la solitude et de la désolation. Le pillage de l'abbaye par les huguenots du seigneur de Saint-Germain-Beaupré et l'interminable lutte entre les partisans de François Marrand, élu par les frères pour remplacer Neufville, et ceux de François d'Auberoche, protégé par le duc d'Angoulême et pourvu d'un brevet par Henri IV, mirent le comble à la détresse de l'ordre. Les protestants occupèrent pendant longtemps Grandmont, et n'en furent chassés qu'en 1604, par l'abbé Rigaud de Lavaur. Celui-ci, débarrassé des hérétiques, s'occupa de faire cesser les empiétements que, à la faveur des troubles, les laïques et le clergé séculier avaient commis, pendant la seconde moitié du xvi^e siècle, sur les biens de toute sorte appartenant à l'ordre. Grâce à l'appui des Jésuites, qu'il fallut payer en leur abandonnant le prieuré de la Quarte, au diocèse de Poitiers, et diverses rentes ou redevances à Limoges (1),

(1) Nous devons à l'obligeance d'un amateur de Limoges, M. Nivet-Fontaubert, la communication d'un cartulaire très-complet, en deux volumes, intitulés, l'un : *Isle, Balesis, Limoges*, et l'autre : *Limoges, Balesis*, contenant un grand nombre de documents et de copies ou extraits de documents qui se rapportent aux redevances foncières et droits divers possédés à Limoges par l'ordre de Grandmont. La plus ancienne acquisition dont nous trouvons trace dans ce recueil est constatée par un acte de 1202, dont un vieux répertoire donne l'extrait suivant : « *Littera sub sigillo dominorum consulum Lemovi-*

l'abbé Rigaud obtint du Souverain-Pontife un res-

censium, qualiter prior Grandimontis cum suo conventu emit en Possa, in castro Lemovicensi, sexaginta unam libras renduales, cum accaptamento (droit d'accapt, payé par les tenanciers à chaque mutation de propriétaire) *et dominio, a Jacobo Vinet et Desmoles et a suis liberis* ». (Pièce 6 du recueil *Isle, Balesis, Limoges*.) — Dès 1224, Grandmont possédait trois maisons dans la rue des Pousses (*ibid.*, *passim*). Le sous-chantre de l'église de Limoges donne, en 1225, au prieur et aux frères de Grandmont, deux maisons qu'il occupe dans cette ville, afin que les religieux du monastère ; lorsqu'ils viendront à Limoges, puissent y passer la nuit. (..... *Duos domos, ubi dicti fratres, dum contingeret ipsos accedere ad villam Lemovicensem, possent declinare*. — (Extrait du répertoire général de l'année 1503. — *Isle, Balesis, Limoges*.) Ne serait-ce pas là l'*hospitium* — « *quodam hospitio sito in rua de Marchato* » — mentionné dans des lettres de 1404, dont l'analyse figure au même relevé, et qui reconnaissent à l'abbé la qualité de propriétaire foncier de cet immeuble ? Ou peut-être ce « pied-à-terre » des Grandmontains dans la ville serait-il la maison ainsi désignée : « ... *domo ipsorum prioris et conventus Grandimontis, quæ domus sita est in baris de Arenis, castri Lemovicensis, in villari dicto depuis le Marchat* » ? — En 1227, on donna aux religieux quinze sols de rente perpétuelle sur deux maisons sises dans le Château de Limoges, au-dessous et près le portail Imbert : « *subtus portale Auberti et prope ipsum portale* ». Un peu plus tard, mais dans le même siècle, Grandmont acquit des rentes ou des droits sur une maison sise près de Saint-Michel : « *juxta ecclesiam Sancti Michaëlis de Leonibus* » ; — sur deux autres rue Pennovayre ; — sur une, au moins, rue Lansecot ; — sur une autre près du Pilori (celle-ci fut l'objet d'un procès au xvi^e siècle) ; — sur une autre, rue des Combes, en face le grand portail de l'abbaye de Saint-Martial : « *ante magnum portale* » ; — sur une autre sise près le cimetière de Saint-Pierre-du-Queyroix, et attenante à la maison des prêtres communalistes ; — sur une autre près la Font-Péchade (?) : « *apud fontem Pistoris* » ; — sur une autre sur le Puits-Manigné, en montant au portail Ban-

crit, adressé aux officialités de Limoges et de Cler-

léger « *super puteum de Mananhie, ascendendo versus portale de Valalgier* » ; — sur d'autres auprès des étangs d'Aigoulène (appelés dans un répertoire « *stagna d'Angolesme* », forme d'où on peut tirer une étymologie assurément neuve) ; — devant la maison de l'abbé de Tulle ; — devant l'« *andeix* » du Vieux-Marché ; — dans les rues des Taules, des Arènes, Puy-Vieille-Monnaie, etc. — Un relevé du commencement du XVIII^e siècle, qui existe dans le dossier n° 1409 des archives départementales, constate qu'à cette date l'abbaye possédait encore des rentes sur trente-six maisons de la Ville. Les recueils dont nous parlons plus haut établissent qu'il y avait à Limoges, dès la première moitié du XIII^e siècle, un endroit appelé « le Four-de-Grandmont (ou Four de Grandmont) », situé « *in rua sive vico per quam itur de arbore Daygoulene ad ruam sive ad vicum de Lanscot*. (Extrait du répertoire général de 1503 ; recueil *Isle, Balesis, Limoges*.) — En 1261, le prieur obtient la reconnaissance d'une rente due sur un banc charnier (*ibid*). Les Grandmontains possédaient de plus des droits fonciers et redevances de diverses natures sur un certain nombre de terres, vignes et jardins des faubourgs et de la banlieue de Limoges : près des Arènes, au Clos-Orpheyroux, à Soubrevas, etc. Les bienfaiteurs des religieux ne leur donnaient pas seulement des rentes et des immeubles : ils leur abandonnaient encore, pour que la libéralité fût complète, le mobilier qui garnissait les maisons : c'est ainsi que Pierre Belin, chapelain de la Jonchère au XIII^e siècle, donna « en pure aumône », au prieur, sa maison sise dans la Cité de Limoges, et contiguë au mur de ladite Cité « *cum quatuor lectis garnitis de mentis, pulvinaribus et lintheaminibus, cum tresdecim (sic) doliis et octo areis et aliis utensilibus* ». — Plusieurs des actes rapportés dans les deux recueils ci-dessus sont moitié en latin, moitié en roman ; mais le texte en est fort défiguré. Ces mêmes actes sont reproduits dans plusieurs cahiers de l'article 1044 des archives de la Haute-Vienne : ces copies sont un peu moins défectueuses ; toutefois, elles renferment bien des fautes, et on les lit difficilement. Voici

mont (1), contre les usurpateurs et les détenteurs de ces biens. Il fit réparer une partie des bâtiments, et y réinstalla une communauté. Un frère fut chargé par lui de visiter toutes les maisons de l'ordre : la plupart ne comptaient plus qu'un petit nombre de religieux ; plusieurs étaient totalement abandonnées, et d'autres congrégations y avaient installé leurs membres. Ce fait s'était produit notamment pour le monastère du Bois de Verdélais, qui, réduit du reste depuis longtemps à l'état de simple annexe, laissé sans surveillant et sans administrateur, avait été occupé par les Célestins. Le même abbé tenta de réprimer un abus devenu commun : la plupart des frères chargés de régir les anciennes maisons unies aux prieurés où Jean XXII avait conservé une conventualité, prenaient indûment le titre de prieurs ; de plus, l'administration de certaines annexes avait été abandonnée à des laïques. Rigaud de Lavaur voulut mettre ordre à cet état de choses ; mais les abus étaient si profondément enracinés que ses efforts restèrent impuissants. Les administrateurs des simples celles dont les titres avaient été éteints et les biens unis aux monastères conservés par la bulle de 1317 continuèrent de prendre la qualification

un échantillon de ces pièces, en idiome mi-parti — (celle-ci est du XIII^e siècle) : « *Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris, quo los cossol du Chausteu de Lemotges, esgarderen per dreich et per cosdumo, quod Hugo Bona Borsa tetort au prior de Grammont d'una estatia esq mosdren lo per sagrament que non o feset e quo o tengues per si com Helias Martens avia garentit la vertat* ». Pour donner une idée de la valeur de la copie du recueil, nous nous bornerons à dire que le scribe avait lu « Hélié Bossot », au lieu de « los cossol ».

(1) L'original existe aux archives de la Haute-Vienne (dossier spécial des bulles de Grandmont).

de prieurs, et d'affecter vis-à-vis des prieurs véritables des allures d'indépendance aussi nuisibles aux intérêts temporels des maisons qu'à la régularité et à la discipline. Plusieurs actes de la cour de Rome, bulles, brefs ou indults, avaient déjà autorisé ces abus, et les consacrèrent de nouveau. Aussi, cinquante ans plus tard, l'anarchie régnait-elle dans tout l'ordre. L'abbé de Chavaroche dut, pour y mettre fin, recourir aux tribunaux séculiers, et il obtint, en 1661, du parlement de Paris, un arrêt ordonnant que les celles distraites de fait ou de titre seulement des prieurés conventuels y seraient réunies (1). Toutefois le service religieux dut être continué dans les chapelles de ces annexes jusqu'en 1736, époque à laquelle le général se fit décharger de cette obligation par le Grand-Conseil. — Ajoutons que les titulaires des prieurés avaient toute « collation, prélature et autorité (2) » sur les maisons unies à ces monastères, et que leur droit d'en disposer à leur gré fut, à plusieurs reprises, reconnu par les diverses juridictions.

Rigaud de Lavaur ne se contenta pas de poursuivre sans relâche la restitution des biens enlevés à l'ordre et le rétablissement de la discipline : il travailla avec la même sollicitude à la réforme de ses religieux. La régularité n'avait pas eu moins à souffrir que l'obéissance et les intérêts tem-

(1) LEVESQUE, *Annales*, p. 307. — *Mémoire manuscrit* de Legros, *passim*.

(2) *Sommaire du procès d'entre frère Pierre Roze, prestre, religieux profex de l'ordre de Grandmont, etc., et D. Antoine de Chavaroche, abbé et général, etc.* (Mémoire imprimé, aux Archives du département de la Vienne : dossiers relatifs au Bois-d'Alonne.)

poels pendant les grandes secousses du xvr^e siècle. Les constitutions furent soumises à l'examen de plusieurs ecclésiastiques distingués par leur piété et leur mérite, et révisées avec soin. On ne peut passer sous silence, parmi les noms de ces vénérables personnages, celui de saint Vincent de Paul (1). Les Grandmontains revinrent à l'ancien habit : robe, scapulaire et capuchon noirs (2); de nouveau il fut interdit aux frères de posséder en propre quoi que ce fût. En même temps, l'abbé faisait respecter les privilèges de l'ordre, et obtenait, en 1623, du parlement de Paris, un arrêt reconnaissant que toutes ses maisons étaient exemptes de la juridiction de l'ordinaire. L'évêque d'Angers ayant voulu violer ce privilège et fait emprisonner les religieux

(1) COLLET, *Vie de saint Vincent de Paul*, liv. IV, p. 388. — *Mémoire manuscrit* de l'abbé LEGROS, p. 88 et 89. Saint Vincent de Paul contribua aussi par ses conseils à la réforme opérée un peu plus tard par Charles Frémon.

(2) « Vestis scilicet talaris, cingulum super eam, et scapulare ab utroque humero, ante et retro, ad pedes et talos usque pertingens, insuto eidem scapulari circa collum caputio in acumen ad verticem capitis desinente. Novitiis autem demitur longitudo palmæ scapulari. — Hæc omnia ex panno nigri coloris. » (LEVESQUE, *Annales*, p. 395.) — « Présentement, — lit-on dans l'*Histoire des ordres monastiques, religieux et militaires*, Paris, 1718, T. VII, p. 421, — leur habillement consiste dans une robe de serge noire, avec un scapulaire fort large de même étoffe, auquel est attaché un capuce ou chaperon assez ample. Ils ont un petit collet de toile, large de deux doigts; au chœur, ils mettent un surplis avec un bonnet carré. » Deux gravures, qui accompagnent l'article consacré à Grandmont, représentent : l'une, « un religieux de l'ordre de Grandmont en habit ordinaire, dans la maison »; l'autre, « un religieux de l'ordre de Grandmont en habit de chœur. »

qui s'étaient opposés à sa tentative, l'énergique général n'eut point de repos que cette entreprise n'eût été réprimée. Grandmont se releva de ses ruines, et des colonies de religieux furent envoyées, de l'abbaye, dans les monastères où s'était introduit le relâchement et dans ceux qu'avait dépeuplés la guerre civile.

L'administration de Georges Barny ne fut ni moins laborieuse, ni moins féconde. Peu d'abbés ont laissé dans l'histoire de l'ordre une trace aussi durable et d'aussi profonds souvenirs; aucun ne montra plus d'activité et ne l'appliqua à des objets aussi divers : réparation des bâtiments; inventaire et vérification des trésors; restauration, dans les monastères, de l'enseignement de la philosophie; remise en vigueur des prescriptions de la règle tombées en désuétude; maintien sévère de la discipline; revendication de droits négligés, D. Barny ne demeura indifférent à rien de ce qui pouvait, dans l'ordre temporel comme dans l'ordre spirituel, appeler sa sollicitude. Il tint, en 1643, un Chapitre général, où les constitutions furent de nouveau confirmées, et qui, dans les Annales de l'ordre, est appelé *le Chapitre des Chapitres* (1). Malgré les prescriptions répétées des bulles et des statuts, il n'en avait pas été convoqué depuis cent trente-quatre ans.

Mais l'honneur de l'abbé Barny est d'avoir encouragé et favorisé de tout son pouvoir l'entreprise de D. Charles Frémon, qui obtint, au chapitre de 1643, l'autorisation d'établir dans l'ordre une réforme. Jusque-là les tentatives

(1) Les Actes de ce Chapitre ont été imprimés sous ce titre : *Capitulum generale ordinis Grandimontensis, in abbazia Grandimontis anno Domini 1643 celebratum.* — Parisiis, ap. Petrum Bresche, 1643.

(2) Helgouzel (Hist. de C. Monast. VII, 422) prétend que l'abbé fut hostile à la réforme.

de ce genre étaient venues du dehors : à part les mesures prises par quelques pieux abbés, on n'avait vu se produire dans les diverses maisons aucun énergique et sérieux effort pour ranimer l'ancien esprit de l'institut de Saint-Étienne et rétablir l'austérité des premiers jours. — Le fameux abbé de Rancé avait été prieur commendataire du monastère grandmontain de Notre-Dame de Boulogne, au diocèse de Blois, et, quand il s'occupa du choix de la retraite où il allait édifier tout le royaume, il hésita quelque temps, s'il faut en croire son biographe (1), entre Grandmont et les Chartreux. Le salut de l'ordre était peut-être là ; mais le grand converti se décida à prendre l'habit de Saint-Bruno. Sans doute les difficultés d'une réforme lui avaient semblé plus grandes du côté de l'ordre de Saint-Étienne. Sa décadence, en effet, était visible : les désertions se multipliaient ; plusieurs religieux venaient d'abandonner l'observance pour celle de Cîteaux. L'abbé de Haute-Fontaine fit imprimer, en 1652, et répandre, dans le but de justifier ces translations et d'en provoquer de nouvelles, une lettre écrite par Etienne, abbé de Sainte-Geneviève, plus tard évêque de Tournai, à Robert, abbé de Pontigny, à l'époque où saint Guillaume avait quitté Grandmont pour se retirer dans ce monastère (2).

Charles Frémon, né en Touraine en 1610, avait occupé fort jeune le poste de prieur de l'abbaye. Il avait pu, dans cette charge, se rendre compte du relâchement de la

(1) Vie de D. Armand Le Bouthillier de Rancé, par D. Le Nain ; Paris, Delaulne, 1719, T. I, p. 33.

(2) On trouve cette lettre dans le manuscrit latin n° 18,169 de la Bibliothèque nationale.

discipline et du triste état où l'ordre était réduit. Il forma le dessein de vivifier ce corps affaibli, en introduisant dans quelques maisons, et en faisant peu à peu accepter dans les autres, sinon l'austérité et l'héroïque pauvreté des premiers disciples de saint Étienne, du moins une vie plus régulière, plus mortifiée et plus conforme aux maximes du fondateur de l'institut. Il alla étudier la théologie à Paris, et y entretint plusieurs personnes de son projet ; il sut même y intéresser Richelieu. C'était précisément l'époque où l'opinion publique suivait avec faveur les tentatives de réforme qui se produisaient au sein de quelques ordres religieux. Le grand cardinal témoigna à l'abbé Barny le désir qu'aucun obstacle ne fût apporté à l'entreprise de D. Frémon. Celui-ci, nommé prieur de la maison d'Epoisses, en Bourgogne, partit de l'abbaye, après la tenue du Chapitre de 1643, accompagné du seul religieux qui eût consenti à s'associer à son projet ; ce frère se nommait Joseph Baboul. Mal accueillis d'abord, les deux nouveaux venus parvinrent, à force de douceur et de persévérance, à gagner tous les religieux du monastère. Frémon établit à Epoisses une communauté très-régulière et très-édifiante, qui suivait la règle primitive de saint Étienne, avec les mitigations d'Innocent IV. Les religieux pratiquaient le jeûne, l'abstinence perpétuelle, consacraient huit heures par jour aux offices et à l'oraison ; ils vivaient dans une retraite absolue, et ne possédaient rien hors de l'enclos de leur monastère. Une seconde maison fut fondée, en 1650, à Thiers, en Auvergne, et devint bientôt le principal établissement de la Réforme. D. Frémon y mourut, le 13 novembre 1689, à l'âge de soixante-dix-neuf ans ; il en avait passé soixante-et-un dans l'ordre. C'était un homme simple et bon, aimant passionnément la vérité, d'une pureté de mœurs rare et d'une grande piété :

un autre Étienne, comme l'appelait son épitaphe, qu'on lisait dans l'église du monastère de Thiers (1).

Dieu, avant de l'appeler à lui, avait donné au réformateur la consolation de voir plusieurs monastères embrasser son observance. Ce furent Chavanon, au diocèse de Clermont, en 1668; Saint-Michel de Lodève, en 1679; Vieux-Pou, en 1683, — tous les trois presque abandonnés à cette époque, et dont la réforme arrêta la ruine, — et deux des plus riches maisons de l'ordre, Louye près Dourdan, et Macheret (1687) (2). L'abbé commendataire de Macheret (le titre d'abbaye avait été conféré à ce monastère en 1650) voulut plus tard en chasser les disciples de Frémon; mais ils y furent maintenus par arrêt du Conseil du 27 juin 1700. Outre les couvents qu'on vient de nommer, ils en occupèrent un autre, la Faye de Nevers; mais ce fut leur dernière conquête.

Les Grandmontains de l'Etroite Observance (c'est le nom qu'avaient pris les réformés pour se distinguer de l'Ancienne ou Commune Observance : on désignait sous ce nom la branche de l'ordre qui demeurerait soumise aux constitutions approuvées en 1643) devinrent célèbres par leur piété et leurs mortifications : « Ils font revivre en leur personne, — écrit un contemporain, — le premier esprit de saint Étienne, leur père. Leur monastère de Vieux-Pou est fort petit et fort pauvre; leur habit, tout rapetassé. Ils portent dans leur maison des sabots. Ils ne vivent presque que

(1) « Viro candidissimo, dilecto Deo et hominibus, alteri Stephano, pio, benigno, veri rectique amantissimo. » (*Gallia christiana nova*, T. II, col. 660.)

(2) Ces dates sont données par le *Dictionnaire des ordres religieux* du P. Hélyot, revu par l'abbé Badiche, et publié dans la collection Migne.

de légumes et n'usent que très-rarement de poisson. Depuis la Toussaint jusqu'à Noël et depuis la Septuagésime jusqu'à Pâques, ils ne mangent ni œufs, ni beurre, ni fromage (1). » Leur costume consistait en une robe de drap noir, avec un scapulaire et un capuce pointu, aussi de couleur noire, et une ceinture de cuir (2).

Un sonnet, non sans beautés, de Jean Hermet, médecin à Thiers, imprimé après la préface d'un livre du réformateur (3), témoigne de l'admiration que l'existence austère, la pauvreté et les vertus des Grandmontains de l'Etroite-Observance excitaient autour d'eux :

Hommes qui ne vivez que par la Providence,
Qui, ne possédant rien, croyez assez avoir,
Et qui portez enfin d'un chrétien le devoir
Jusques à mépriser toute humaine prudence;

On entend (malgré vous) vostre profond silence;
Vostre retraite esclatte, et nous fait concevoir
Que vostre vive foy vous donne le pouvoir,
Dans vostre pauvreté, de trouver l'abondance.

Hommes miraculeux, hé! comment faites-vous,
Que tout vous soit austère et que tout vous soit doux?
Comment, mourans toujours, pouvez-vous toujours vivre?

Vous le pouvez pourtant, et, d'un effort nouveau,
Saint Estienne paroist par vous hors du tombeau,
Et dans son lieu natal vous le faites revivre (4).

(1) *Voyage littéraire*, T. I, p. 59.

(2) *Histoire des ordres monastiques, religieux et militaires*, T. VII, p. 426. — Une gravure de cet ouvrage représente un « religieux réformé de l'ordre de Grandmont ».

(3) *L'Esprit de l'ordre de Grandmont*. — Paris, 1666 (imprimé à Clermont).

(4) Les Grandmontains avaient déjà inspiré les poètes; mais

Il est utile de faire remarquer ici que la Réforme ne se sépara nullement de la grande famille grandmontaine, dont l'abbaye resta le chef incontesté. Le général conserva sur les maisons de l'Étroite-Observance les mêmes droits, la même surveillance, la même juridiction que sur tous les autres établissements de l'ordre. Des lettres-patentes, données sur l'arrêt du Conseil du 27 juin 1700, confirmèrent l'établissement de la Réforme, mais reconnurent en termes exprès qu'elle restait unie à l'institut et sous la dépendance de l'abbé. Seulement celui-ci, en ce qui concernait les monastères de la Réforme, délégua une partie de ses pouvoirs disciplinaires à un vicaire général choisi par lui et amo-

un sentiment d'admiration et de respect ne dicta pas toujours les vers qui leur furent adressés : témoin la complainte satirique sur la querelle des clercs et des convers (*de Cismate Grandimontanorum*) qu'on peut lire dans le manuscrit latin n° 15,009 de la Bibliothèque nationale, fol. 257 verso et 258 recto, et qui paraît remonter aux dernières années du XIII^e siècle :

.....
Gens perversa, plebs scelestas,
Dura, ferox, inhonesta,
Priorem deposuit.
Barbatorum gens iniqua,
Deo semper inimica,
Virus latens evomuit.
Mundum ludit, justos trudit.
.....
..... Plenus fraude,
Grandimontis grex infamis.
.....
Fleant aurum obscuratum,
Et colore immutatum,
Templum Dei violatum, etc.
.....

vible. Les religieux de l'Étroite-Observance étaient, de même que ceux de l'Ancienne, convoqués aux Chapitres généraux. Ils devaient y envoyer, comme leurs confrères, le prieur et un religieux de chaque maison. Ils se présentaient à l'assemblée, prenaient part aux prières et aux cérémonies par lesquelles s'ouvrait la session ; à la vérité ils délibéraient dans un local séparé, mais sous la présidence de l'abbé. Ce fut ainsi que les choses se passèrent au Chapitre de 1755.

Cette réforme ne devait pas sauver l'ordre : on peut dire qu'elle contribua, au contraire, à accélérer sa ruine ; elle attira en effet à elle tous les sujets de quelque valeur qui entraient dans les maisons de l'Ancienne-Observance, et qui auraient pu, disséminés dans ces monastères, y entretenir la régularité, la piété et l'amour de l'étude. Elle acheva ainsi d'épuiser l'institut, et, comme elle n'eut jamais, de son côté, un assez grand nombre de membres pour former un corps d'une certaine importance, elle fut, au sein de l'ordre, une nouvelle cause de dépérissement et de faiblesse, au lieu de lui apporter des éléments de vie, de force et de prospérité.

Le nombre des membres de l'institut grandmontain allait en diminuant depuis le ^{xiii}^e siècle. Après avoir très-certainement dépassé douze cents membres entre 1150 et 1200, il n'était guère supérieur à neuf cents en 1295 (1), et se trouvait, en 1317, réduit à huit cents environ (sept cent douze religieux (2), plus les frères convers, dont le chiffre,

(1) *Bullaire de Grandmont*, au séminaire de Limoges : recensement de 1295. Ce recensement, que nous avons déjà signalé, est reproduit dans un des manuscrits de D. Estiennot, pages 262 et ss. : manuscrit latin 12,763 de la Bibliothèque nationale.

(2) Bulle de Jean XXII, Appendice, lettre D.

déjà diminué dans une proportion considérable, devait encore décroître dans les siècles suivants, et devenir à peu près insignifiant après la réorganisation de l'ordre par Rigaud de Lavaur). A cette époque, les guerres de religion avaient dispersé beaucoup de communautés, et les Grandmontains n'étaient pas plus de deux cents : il y avait seulement huit religieux au monastère, qui en avait compté plusieurs centaines dans les premiers temps de l'ordre (1), et dont la population s'élevait encore, en 1295, à soixante-six frères de chœur et convers, plus les clercs (2), les novices et les infirmes. La communauté de l'abbaye se composait, vers 1470, d'une trentaine de membres, de vingt-six (3)

(1) On lit même, dans l'article consacré à Grandmont par M. F. de Léobardy (*Nouvelles Ephémérides du ressort de la Cour de Limoges pour 1837*), que le chef d'ordre « aurait compté dans son enceinte jusqu'à onze cents cellules » (p. 157). — Même en tenant compte des logements qui n'étaient pas occupés en temps ordinaire, et qu'on réservait aux membres des chapitres généraux venus de toutes les maisons de l'ordre, ce chiffre semble fort exagéré, et il serait difficile de le justifier. En ce qui nous concerne, nous n'avons trouvé aucun document pouvant confirmer ou autoriser cette indication. Dans un factum du xvi^e siècle, requête ou mémoire ayant trait à des redevances en argent et en nature réclamées par l'abbaye (Archives de la Haute-Vienne, 2886), on rencontre une évaluation bien inférieure, et qui nous paraît plus rapprochée de la vérité : « étant facile au syndic, — est-il dit dans cette pièce, — de faire voir que les religieux ont été autrefois au nombre de deux à trois cents ».

(2) « Quarante frères et vingt-six convers, outre les clercs (?), les novices et les infirmes. » — Recensement de 1295, au Bullaire du séminaire de Limoges et au manuscrit de D. Estiennot à la Bibliothèque nationale. (Voir ci-dessus, p. 67, note 2.)

(3) Dossier spécial des bulles de Grandmont, aux Archives de

en 1509 (y compris les novices), et de vingt-trois en 1699 (1). A la fin du xvii^e siècle, les deux observances réunies comptaient à peine cent cinquante ou cent soixante religieux.

Les dissensions n'en étaient pas moins vives; elles se renouvelaient sans cesse. En 1643, plusieurs prieurs claustraux avaient saisi le Chapitre général d'une proposition ayant pour objet de soumettre, tous les trois ans, l'abbé à une réélection. Cette motion et quelques autres inspirées par le même esprit et soutenues au dehors, après la séparation de l'assemblée, donnèrent lieu à des difficultés que tranchèrent cinq ou six arrêts du Grand-Conseil et du Parlement. — Peu d'années après, l'ordre fut menacé d'un schisme : les suffrages des religieux chargés d'élire un successeur à l'abbé Barny s'étaient partagés entre le prieur de Saint-Maurice, Antoine de Chavaroché, et celui de Raveaux, Étienne Talin. Un long procès s'ensuivit; au bout de cinq ans de plaidoiries, deux arrêts du Conseil, en date des 8 et 10 avril 1659, confirmèrent la prise de possession de D. de Chavaroché, et firent défense à son compétiteur de prendre le titre de général. Et comme, ce point traité, d'autres sujets de division subsistaient encore entre l'abbé et une partie de ses religieux, un troisième arrêt

la Haute-Vienne : délibération capitulaire jointe à une bulle de Jules II, d'octobre 1509.

(1) Ce chiffre est donné par diverses délibérations capitulaires. (Archives de la Haute-Vienne, *passim*.) On lit cependant, au *Mémoire manuscrit* de l'abbé Legros, qu'en 1687 soixante-neuf religieux profès, appartenant tous à l'abbaye, prirent part à l'élection de l'abbé de la Marche. D'après le *Dictionnaire* d'Expilly, la communauté de l'abbaye devait se composer ordinairement de trente-cinq à quarante membres.

du Conseil commit, pour les examiner et « donner avis à Sa Majesté » sur les questions en litige, les représentants les plus considérables de l'ordre monastique en France : le prieur des Chartreux, le général des Bénédictins, le supérieur des Carmes déchaussés, le supérieur de la maison professe de Jésus, et le P. de Lauzon, des Feuillants (1).

En 1732, les prieurs et religieux de sept maisons : Beaumont-le-Roger, Viaye en Velay, Notre-Dame-du-Parc-lès-Rouen, Grandmont-lès-Tours, Boulogne près Blois, Notre-Dame de Bercey et la Primaudière, demandèrent la réunion immédiate d'un Chapitre général ; le second dignitaire de l'ordre, le procureur général, s'était joint à eux. Sur le refus de l'abbé, M. de la Guérinière, ils présentèrent une requête au Roi, à l'effet d'obtenir la convocation de cette assemblée, « pour satisfaire aux devoirs des constitutions, trouver les moyens de pourvoir aux besoins de plusieurs maisons, et principalement de l'abbaye de Grandmont, chef de leur ordre, qui se trouvait en situation d'être totalement détruite, et d'entraîner, avec son anéantissement, le renversement général de l'ordre ». L'abbé répondit qu'il n'avait pas cru devoir se rendre à la demande ou plutôt à la sommation des plaignants, parce que le bâtiment capitulaire « était dans une dégradation qui ne permettait pas d'y assembler le Chapitre ; que, depuis dix ans, il régnait une colique cruelle qui causait beaucoup de mortalité ; qu'il était de la prudence de ne pas tenir de Chapitre général pendant des troubles tels

(1) Arrêt du 30 mai 1659, entre l'abbé général et D. Alexandre Frémon. (Archives de la Haute-Vienne, art. 1713 du classement provisoire.)

que ceux qui agitaient l'Eglise » ; qu'enfin le Chapitre serait hors d'état de pourvoir aux réparations nécessaires. Il ajoutait que l'autorité royale n'avait pas à intervenir dans la convocation des assemblées de cette nature ; que, contrairement aux allégations des auteurs du mémoire présenté au Roi, il n'avait jamais songé à remettre l'abbaye aux réformés ; qu'enfin, « pour le maintien du bon ordre et de la subordination, si fortement blessés par leur requête », les religieux devaient être déboutés (1). Ils furent en effet déclarés non recevables dans leur réclamation, par un arrêt du Conseil du 29 mai 1734. Des tiraillements du même genre se reproduisirent sous D. Raymond Garat, successeur de M. de la Guérinière, et sous D. Mondain de la Maison-Rouge, qui remplaça D. Garat. En mainte occasion, les autorités laïques et les parlements, plusieurs fois le Saint-Siège lui-même, eurent à prononcer sur les dissensions de ce malheureux institut. Une crise, pour ne pas sembler aussi prochaine qu'elle l'était en effet, n'en paraissait pas moins inévitable ; mais on s'attendait à une réforme, à une réorganisation analogue à celle opérée en 1317 par le Saint-Siège ; et c'était à une destruction complète qu'on s'acheminait.

(1) Un exemplaire imprimé de la *Requête des prieurs* existe aux Archives de Maine-et-Loire, G 871.

IV.

État des études dans l'ordre. — M. de la Guérinière. — Collège de Grandmont. — Affaire Viteocq.

La décadence des études, à Grandmont, n'était pas moins profonde que le relâchement de la règle et de la discipline. Depuis longtemps on ne travaillait plus dans aucun des monastères de l'ordre. Celui-ci d'ailleurs n'avait jamais compté parmi ces instituts célèbres à qui l'érudition, les arts, les lettres, la philosophie, doivent un impérissable souvenir de reconnaissance et de respect. Si les Grandmontains paraissent n'avoir pas été étrangers, par instants, à la vie artistique dont une cité voisine est un foyer des plus actifs pendant une partie du moyen âge; si nous trouvons, au commencement du xvii^e siècle, la trace de l'existence, dans ce village perdu de Grandmont, d'un atelier de peinture sur verre (1), établi sans aucun doute sous les auspices de l'abbaye; si quelques chroniques, quelques travaux d'érudition, de théologie et d'hagiographie sont sortis de cette

(1) « Le 26 décembre 1602, Silvestre Pontut, peintre-vitrier à Grandmont, s'engage à réparer la grande vitre en couleur placée au-dessus du maître autel de l'église Saint-Martial. » (P. LAFOREST, *Limoges au xvii^e siècle*, p. 247. — TEXIER, *Bull. Arch.*, T. I, p. 256.)

maison ou de ses filles (1), il n'en reste pas moins vrai que, sous ce rapport, l'œuvre de l'ordre de Saint-Étienne ne peut être mise en parallèle avec celle des autres grands monastères de la contrée. Ses écoles, par exemple, n'ont

(1) Si nous en exceptons les *Maximes de saint Etienne*, recueillies, dit-on, par Hugues de Lacerta, et rédigées par un moine anglais, religieux du monastère chef d'ordre, Arnaud de Goth (ou peut-être par Guillaume de Trahinac, sixième prieur), l'ordre de Grandmont n'a produit que des écrits d'une valeur fort médiocre. On peut citer : — plusieurs *Vies de saint Etienne de Muret*, notamment celle attribuée par D. Martenne au quatrième prieur, Etienne de Liciac, et qui pourrait bien avoir pour auteur Arnaud de Goth (publiée dans la *Veterum scriptorum amplissima Collectio*, T. VI, col. 1118); — celle composée par Gérard Ithier, septième prieur : *S^{ti} Stephani dicta et facta* (insérée à la même collection, T. VI, col. 1045); — celle que le réformateur Ch. Frémon a fait imprimer à Dijon, en 1647, — et la *Vie de saint Etienne* de l'abbé Henri de la Marche de Parnac (Paris, Lemercier, 1704); — la *Vie du bienheureux Hugues de Lacerta*, par Eudes, appelé aussi Guillaume Daudina de Saint-Savin, insérée dans les *Annales de Levesque* (Guillaume Daudina est également l'auteur d'une *Vie de saint Etienne* insérée dans la *Compilation des antiquités de Grandmont*, de P. de Lagarde); — un opuscule du prieur Gérard Ithier, ayant pour titre : *De Revelatione B. Stephani*; — un autre, du même, intitulé : *Explanatio libri sententiarum S^{ti} Stephani institutoris ordinis Grandimontensis* (manuscrit latin 17,187 de la Bibliothèque nationale); — l'ouvrage connu sous le nom de *Speculum Grandimontense*, ^{Deux traits formant, avec l'œuvre de saint Etienne, de Gérard} ~~généralement attribué au même Gérard, et que~~ Lelong, dans sa *Bibliothèque historique de la France*, T. I, p. 816, donne, nous ne savons pourquoi, à Pardoux de la Garde, lequel vivait quatre siècles plus tard (le séminaire de Limoges aurait possédé ce manuscrit, dont nous ignorons actuellement le sort, et qui est en partie reproduit dans le manuscrit latin 17,187 de la Bibliothèque nationale); — un ouvrage sur les commencements

acquis à aucune époque le renom de celles du Dorat, de Solignac et de Saint-Martial de Limoges.

Le fondateur de Muret, lettré lui-même, avait prescrit à ses disciples l'étude des lettres; mais il leur avait défendu

de l'ordre : *De inchoatione ordinis*, par un religieux du nom de Grégoire; — des sermons, des commentaires sur les psaumes, et divers autres écrits, composés, vers la fin du xiii^e siècle ou le commencement du xiiii^e, par un Grandmontain connu seulement sous l'humble dénomination de *Frater pauperrimus* (« sed peritus », ajoute Levesque); — des lettres de saint Etienne (*Histoire littéraire*), de P. Bernard, de G. de Trahinac (Martenne, *Thes. nov.*); — plusieurs opuscules de Guillaume Pellicier, premier abbé : « *De Ratione officii Ecclesie Grandimontis*; — *de Forma eligendorum abbatum*; — *de Doctrina novitiorum ordinis Grandimontensis* » (ce dernier est inséré au *Thesaurus novus anecd.*, T. V, col. 1823 et ss.); — des *Commentaires* (du même) sur les œuvres de Pline (perdus); — une *Chronique*, de Guillaume Charron, religieux du prieuré de Macheret (1475); — l'*Histoire de l'ordre de Grandmont*, de Richard du Bois, prieur de la Haye d'Angers, depuis évêque, mort en 1506 (cet ouvrage, connu sous le nom de *Liber Andegavensis*, fut transporté à Grandmont par ordre de l'abbé Rigaud de Lavarur); — deux livres de *Ordine Grandimontensi*, dus l'un à P. Bonnet, et l'autre à Jean Roudet, religieux à Breuil-Bellay (ce dernier « plein de fautes », dit Lelong); — les manuscrits de Pardoux de Lagarde, mort en 1591, dont un seul, connu sous le titre de : *Compilation des antiquités de Grandmont*, paraît avoir été conservé; — les *Annales* ou compilations de Salomon Ernault, religieux de la Haye, — de François Bertrand, de Macheret (Levesque nous apprend, page 12, qu'un livre de ce dernier : *De Antiquitate Machereti*, aurait été imprimé); — peut-être d'un religieux de Pinel (Levesque parle, p. 319, des livres de Toulouse « *libri Tholosæ* » que conservaient de son temps les jésuites de cette ville); — quelques écrits d'Albert Barny, qui fit imprimer, en 1650, les *Maximes de saint Etienne* à la suite de la Règle; — d'Alexandre

la prédication (1). Ce n'était pas seulement leur fermer la grande voie de l'influence et des honneurs; c'était en même temps leur enlever un stimulant précieux, en leur interdisant le plus noble emploi de la science (2). Pour échapper aux conséquences presque inévitables de cette défense, il aurait fallu aux Bons-Hommes une ferveur persévérante, un constant recueillement, et ces traditions d'études élevées

Frémon, et de son frère Charles, le réformateur, lequel, outre la *Vie de saint Etienne*, déjà mentionnée plus haut, composa l'*Esprit de l'ordre de Grandmont* (Paris, 1666); — les *Annales de l'ordre de Grandmont*, de Levesque, écrites sous l'inspiration de G. Barny, et dont le manuscrit était jadis déposé (*Gallia christiana nova*, T. II, col. 659) dans la bibliothèque Caumartin; ~~il est aujourd'hui à la bibliothèque de la ville de Chartres~~; — l'*Abrégé* de ces Annales, imprimé à Troyes, chez Eustache Regnault, en 1662, sous le titre : *Annales ordinis Grandimontis*; — un petit volume de D. Henri de la Marche de Parnac, paru en 1697 : *Lettre d'un religieux sur le livre intitulé : « Les Moines empruntex »*. — Rien de tout cela n'a obtenu, et ne méritait, du reste, une grande notoriété. — Ajoutons, toutefois, que le savant directeur de l'Imprimerie nationale, M. Hauréau, achève en ce moment un travail dans lequel il restitue aux Grandmontains plusieurs traités jusqu'ici attribués aux plus fameux scolastiques des écoles de Paris, et notamment à Hugues de Saint-Victor.

(1) « Nous vous deffendons de sortir de votre désert pour prescher; car, lorsque, demeurant dans la solitude, vous tâchez de vous esloigner du siècle, vous estes, — selon le langage de l'Evangile, — comme une lumière sur le chandelier. (*Règle de saint Etienne*, traduction française : manuscrit de la bibliothèque du séminaire de Limoges, chap. XLVIII, folio 30, verso.)

(2) Cette défense, à partir du xvi^e siècle, ne fut plus observée : ainsi l'abbé général François de Neufville prêcha à Notre-Dame de Paris, devant Henri III, au retour de Pologne du nouveau roi.

qu'au sein même du relâchement conservaient les Bénédictins à la fin du XVIII^e siècle. Ces conditions leur manquèrent. L'inobservation du silence à Grandmont, qu'on a vue signalée de bonne heure par les contemporains, et la dissipation qui en résultait, furent également funestes à la piété et au travail intellectuel. Bien que quelques religieux grandmontains aient été accusés au XIII^e siècle d'avoir fabriqué ou altéré des titres (1), — nous dirons un mot de cette grave imputation dans la notice consacrée au monastère du Parc-lès-Rouen, sous la lettre C de l'appendice, — on ne connaît pas de manuscrits sortis de leurs couvents dont l'écriture et l'enluminure soient fort remarquables, et il ne paraît pas que l'instruction même élémentaire fût commune dans leurs couvents. Dès le second siècle de l'institution de l'ordre, l'ignorance l'avait envahi : en 1240, les statuts (2) arrêtés par les commissaires chargés de sa réforme ordonnèrent que, dans les maisons « où on ne lisait pas la parole de Dieu », on fit venir, pour la prêcher, des

(1) Voir à ce sujet le travail de M. L. Delisle : *Examen de treize Chartes de l'ordre de Grammont*, publié dans le 20^e volume, p. 171 et suivantes, des Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie. — Nous aurions à signaler d'autres documents suspects, non relevés par le savant écrivain : ainsi la prétendue liste des maisons de l'ordre insérée dans la bulle du pape Lucius III (Bul-laïre du séminaire de Limoges, fol. 84, recto), si elle n'est pas intégralement fausse, renferme au moins de nombreuses interpolations : interpolations évidentes, puisqu'elles mentionnent comme existant dès 1182, plus de vingt maisons fondées seulement dans le courant du XIII^e siècle.

(2) Ces mêmes statuts disposent que le titre de « dom » sera donné, à l'avenir, au prieur général et aux correcteurs, c'est-à-dire aux supérieurs des monastères de l'ordre ayant une conventualité. Il fut pris, dans la suite, par tous les religieux clercs.

Dominicains, des Frères mineurs ou d'autres religieux : de quelque façon qu'on entende cet article fort peu clair, il n'est pas à l'honneur de l'institut. — Le Chapitre général de 1314 avait désigné vingt-cinq maisons pour recevoir des novices : les maîtres faisant défaut, il fallut restreindre ce nombre, et, dans les dernières années de l'ordre, on ne comptait plus qu'un noviciat dans chacune des observances. En vain le pape Jean XXII voulut-il que douze religieux profès fussent toujours entretenus dans les universités (1); en vain le premier abbé, Guillaume Pellicier, qui avait des connaissances très-étendues, et qui composa un commentaire sur les œuvres de Pline le Naturaliste, ordonna-t-il que, dans tous les prieurés, il y eût un maître de grammaire : la gêne de l'ordre, le relâchement de la discipline dans ses monastères, et aussi l'insuffisance des éléments qui concouraient à son recrutement, ne permirent pas d'appliquer ces sages mesures. A Muret même (2), où à diverses époques on envoya les novices, ceux-ci n'avaient pas toujours le grammairien qui devait diriger leur instruction littéraire. Un des abbés commendataires, Antoine Lallemand, envoya plusieurs religieux à l'Université d'Angers pour y étudier ; mais son exemple trouva peu d'imitateurs : l'ordre continua à être cité parmi les moins instruits. Une tentative honorable, et qu'il ne faut pas laisser en oubli, se produisit toutefois à

(1) On trouve, dans le cartulaire des Moulineaux, déjà cité, une délibération des définiteurs — restée d'ailleurs sans effet — pour l'exécution de cet article.

(2) « In eodem capitulo (au chapitre de 1314) adhuc ordinatum est quod de cetero in domo de Mureto, vel alibi, teneatur magister idoneus qui grammaticam et alia necessaria fratres edoceat. » (Bullaire du séminaire de Limoges, fol. 103).

la fin du xvr^e siècle. Deux religieux (1) de la maison de Macheret, au diocèse de Troyes, entreprirent, en 1581, de créer dans ce monastère, alors un des plus importants de l'ordre, un collège où seraient admis non-seulement les étudiants grandmontains, mais aussi les séculiers. Les cours institués à Macheret ne paraissent pas avoir reçu des supérieurs beaucoup d'encouragements: ils ne purent longtemps se soutenir, et cessèrent en 1614.

A cette époque, l'ordre était en possession d'un collège à Paris. Henri III, qui cherchait dans les environs de sa capitale un monastère où il pût installer des Hiéronymites venus avec lui de Pologne, avait demandé à l'abbé de Grandmont de lui céder pour eux le prieuré du Bois de Vincennes, bien déchu de son ancienne prospérité. La commende s'en était depuis longtemps emparée, à cause de la dignité de chancelier de l'ordre de Saint-Michel, qui appartenait de droit au titulaire, et la maison avait compté parmi ses prieurs d'illustres personnages; mais la conventualité pouvait à peine s'y soutenir. En échange de Vincennes, le Roi, par un acte du 27 avril 1584 (2), donna aux Grandmontains le collège Mignon, avec la charge, toutefois, d'y entretenir constamment un nombre déterminé de religieux qui suivissent les cours de l'Université. Cette condition ne fut jamais remplie d'une façon complète, et deux ou trois généraux seulement se préoccupèrent d'y satisfaire dans la mesure de leurs ressources; mais ces tentatives, reprises à

(1) Ils s'appelaient Jacques Trouillot et Claude Labe. (LEVESQUE, *Annales*, p. 382.)

(2) Archives nationales, M 177. — Voir pour plus de détails, à l'appendice (lettre C), la notice consacrée au collège de Grandmont.

de longs intervalles et sans aucun esprit de suite, ne produisirent pas de résultat sérieux. Ainsi demeura stérile un arrangement dont on avait attendu les meilleurs effets pour la restauration des études dans l'ordre, on pourrait presque dire pour sa réhabilitation, car l'ignorance des Grandmontains était notoire. On raconte que, l'abbé de la Guérinière s'étant un jour permis de dire, en plaisantant, à un Récollet que son supérieur était général de « cent mille gueux », s'attira cette verte riposte : — « Et vous, de cinquante ânes (1) ! »

Ce même abbé de la Guérinière avait choisi l'ordre de Saint-Étienne pour y faire profession, précisément à cause du petit nombre de membres instruits qu'il comptait dans son sein. L'oncle qui avait élevé le jeune de la Guérinière, et qui ne croyait pas à son neveu une vocation bien décidée pour l'état ecclésiastique, quoiqu'il portât le petit collet, l'interrogea un jour sur ses projets d'avenir. L'adolescent, après avoir quelque temps réfléchi, déclara qu'il était résolu à entrer dans l'ordre de Grandmont, et déduisit ses raisons : « Il y avoit peu de capacité chez les religieux : ils étoient obligés de chercher des professeurs ailleurs. Il pensa qu'il le deviendrait, et qu'il s'attireroit l'amitié et l'estime de ses confrères ; que l'abbé général avoit un certain âge..., et bâtit son système sur ce plan qu'il pourroit être élu à la mort de cet abbé, dont il avoit combiné l'âge, et qui pouvoit finir à peu près dans le temps qu'il auroit eu assez de délai pour se concilier les suffrages. Il réussit, et fut fait abbé général de son ordre à l'âge de trente-quatre ans (2). »

(1) *Mémoire manuscrit* de l'abbé Legros, p. 111. — La scène se passait au Châtenet, près Limoges.

(2) *Mémoire manuscrit* de l'abbé Legros, p. 110 et 111. « On laisse

Quelques thèses qu'il fit soutenir à des étudiants de Grandmont, étant professeur de philosophie, avaient suffi pour attirer sur lui l'attention de ses confrères, et l'avaient désigné à tous pour la plus haute dignité de l'ordre.

Les gradués de l'Université furent de tout temps rares dans l'institut : aussi cherchaient-ils à se prévaloir de leur titre pour obtenir des charges ou tout au moins les meilleurs bénéfices. Comme les demandes d'admission au collège tendaient à devenir une véritable spéculation, l'abbé Georges Barny, qui avait cependant rétabli au monastère l'enseignement de la philosophie et envoyé plusieurs religieux à Paris pour y suivre les cours de l'Université, fut amené, pour réprimer de trop fréquents abus, à adopter une mesure des plus graves : sur sa proposition, le Chapitre général de 1643 interdit à tout membre de l'ordre de prendre des grades à l'avenir.

Non-seulement l'institut ne tirait aucun avantage de la possession d'un collège à Paris, mais le mauvais état des bâtiments de Mignon, dont les plus récents avaient deux siècles d'existence, et qui avaient été longtemps négligés, lui imposait des sacrifices que leur complète stérilité faisait paraître d'autant plus lourds. D. de la Guérinière et après lui D. Raymond Garat employèrent à réparer cet établissement, et à le reconstruire en partie, toutes les ressources que laissaient disponibles les travaux de réédification de l'abbaye, commencés en 1732, peut-être à la suite de la requête adressée au Roi cette année même

au lecteur, — ajoute l'auteur de ce mémoire, qui a copié le passage dans les notes du savant curé de Teyjac, — à faire ses réflexions sur une vocation si singulière, si le fait est réellement tel que M. Nadaud vient de l'indiquer. »

par une partie des membres de l'ordre (1). La première difficulté à laquelle se heurta leur successeur dans la dignité abbatiale eut pour cause les dépenses du collège. Avant d'entrer dans le détail des débats retentissants auxquels donna lieu cette affaire, il convient de dire quelques mots de l'abbé de la Maison-Rouge, qui devait être le dernier général de Grandmont.

François-Xavier Mondain de la Maison-Rouge, né en 1706, appartenait à une famille noble de la Marche dont l'existence est constatée dès le milieu du x^v siècle (2). Les Mondain, seigneurs de la Maison-Rouge et de Montostre, portaient « d'argent à la fasce de gueules, accompagnée de trois étoiles du même ». François-Xavier, entré fort jeune dans l'ordre, remplissait la charge de syndic de l'abbaye (3), lorsqu'il fut élu abbé général, le 28 mai 1748, par la communauté assemblée, en présence de M. de Saint-Contest, intendant de la généralité de Limoges : son nom réunit trente-deux suffrages sur quarante-cinq votants (4). Son élection fut sans difficulté confirmée

(1) Voir le chapitre précédent.

(2) Titre de 1460. — Notes communiquées par M. de Léobardy du Vignaud. — Les archives de la Haute-Vienne possèdent plusieurs pièces relatives à l'érection d'une chapelle domestique au château de la Maison-Rouge. Ce château existe encore, à peu de distance de La Souterraine (Creuse).

(3) Il était déjà syndic en 1740, comme le prouve une lettre sous cette date qui existe aux Archives de la Haute-Vienne (pièces non classées).

(4) Les Archives de la Haute-Vienne, n° 1109 du classement provisoire, possèdent une expédition du procès-verbal de cette élection, et nous avons trouvé aux Archives de Maine-et-Loire et d'Indre-et-Loire des exemplaires des lettres de confirmation.

Confirmée par les évêques

par le Roi, ~~approuvée par le Saint-Siège~~, et, le 15 décembre suivant, il reçut la bénédiction de M^{re} du Coëtlosquet, évêque de Limoges, assisté des abbés de Saint-Augustin et de la Colombe (1); c'était, au témoignage de tous ses contemporains, et de l'aveu de ses adversaires eux-mêmes, un digne et saint prêtre, un moine irréprochable. « M. l'abbé de la Maison-Rouge, — écrit en 177... l'abbé Legros, — est un modèle vivant de toutes les vertus chrétiennes et religieuses..... C'est un Bon-Homme, dans toute la force du terme consacré à l'ancienne dénomination des disciples de saint Etienne de Muret (2). » Tous ceux qui ont parlé de

(1) L'acte est aux Archives de la Haute-Vienne (n° 1293 du classement provisoire) : « Joannes Ægidius du Coetlosquet, miseratione divina et Sanctæ Sedis apostolicæ gratia Lemovicensis episcopus, Regis ab omnibus consiliis, notum facimus universis quod nos die datæ præsentium in ecclesia seu capella seminarii nostri missam in pontificalibus celebrantes, assistentibus venerabilibus et circumspectis viris Domno Theodoro Banniere, presbytero ordinis Sancti Benedicti, congregationis Sancti Mauri, abbate monasterii Sancti Augustini prope Lemovicis, et D. Petro Guillemin, presbytero ordinis Cisterciensis, abbate monasterii de Columba, venerabili viro domno Francisco Xaverio Mondain de la Maison-Rouge, presbytero ordinis Grandimontensis, abbati, capiti, superiori generali prædicti ordinis canonice electo et confirmato, munus benedictionis abbatialis juxta formam et consuetudinem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, Spiritus Sancti cooperante gratia, impendimus, prius tamen per eundem dominum Mondain de la Maison-Rouge præstito juramento in talibus consueto. — Datum Lemovicis, anno Domini millesimo septingentesimo quadragesimo octavo, die vero decima quinta mensis decembris.

» † JOAN. ÆGID. *epus Lemovicensis.* »

(2) Notes à la suite du mémoire de l'abbé Legros, p. 94. — Disons, pour ne pas être accusé de dissimuler les ombres du

lui s'accordent à louer sa simplicité, sa charité, sa douceur, sa fidélité à ses devoirs, sa noble résignation.

Par malheur, il manquait à cet excellent homme une qualité et un défaut indispensables pour l'accomplissement de sa mission, dans les temps troublés qu'il devait traverser : l'énergie et la méfiance. Placé à la tête d'un ordre de tout temps divisé, où la discipline n'existait pour ainsi dire plus, et dont la règle avait été tant de fois modifiée que l'esprit du fondateur s'était presque entièrement perdu, jeté au milieu d'intrigues et de rivalités déjà anciennes, M. de la Maison-Rouge ne montra ni assez de faiblesse pour désarmer toutes les haines, ni assez de vigueur pour prévenir tous les tiraillements, réprimer toutes les usurpations et étouffer toutes les révoltes. Fatalité singulière ! ce moine simple et pieux, qui n'aspirait qu'à la paix, dut lutter toute sa vie. Lui, si dévoué à ses frères, passa quarante ans à se débattre contre leurs mesquines jalousies, leurs exigences ou leurs trahisons ; sujet respectueux, humble catholique, il résista, durant vingt années, à l'Intendant et au Roi, à l'Evêque et au Souverain-Pontife, se laissant parfois aller à des accès de découragement, mais repoussant toutes les transactions qui lui semblaient contraires à ses devoirs, et supportant tous les revers avec une dignité touchante qui augmentait les sympathies du public pour sa cause.

On a vu plus haut que, en échange du prieuré de Vin-

tableau, que l'abbé de la Maison-Rouge passait pour aimer la table. Nous n'avons pu, nous devons le dire, vérifier par aucun témoignage contemporain ce détail, dont plusieurs personnes de la Souveraine nous ont néanmoins affirmé l'exactitude, d'après des souvenirs de famille.

cennes, donné aux Hiéronymites, plus tard aux Minimes, l'ordre avait obtenu de Henri III la cession du collège Mignon. Cet établissement, fondé au ^{xiv}^e siècle pour recevoir douze boursiers séculiers, ne fut cédé aux Grandmontains qu'à la condition expresse d'y entretenir sept étudiants de leur ordre, sous la direction d'un supérieur appartenant également à l'institut. Le Roi s'était engagé à unir au collège (qui possédait déjà (1) quatre maisons à Paris louées à des particuliers, une vigne à Ghâtillon et diverses redevances), la mense priorale du monastère du Meynel, alors entre les mains d'un commendataire. Cette condition ne fut remplie qu'en 1711, et une somme d'argent, qu'avait en outre promise Henri III, ne fut jamais donnée : M. de la Maison-Rouge l'affirma du moins à plusieurs reprises.

L'ordre n'avait pas rempli mieux que le Roi ses obligations : il n'avait pris possession du collège que pour le laisser presque désert ; et, dès 1592, l'Université saisissait le Parlement d'une plainte contre un état de choses qui ne fut amélioré que temporairement et à de rares intervalles. L'instance était encore pendante cent soixante ans après, en 1752 (2). Toutefois, sur les instances de l'abbé de Grandmont, et vu la gêne extrême de l'ordre, le nombre des

(1) Archives nationales : M 177, O 547 et 570, S 6,511-6,513.
— Archives de la Commission des Réguliers et registres du collège Louis-le-Grand, *passim*.

(2) Voir le « *Mémoire* signifié pour dom J.-Bte-François Vitecoq, prieur principal du collège de Grandmont et procureur général de l'ordre, défendeur, contre D. François-Xavier Mondain de la Maison-Rouge, abbé de Grandmont, chef et supérieur général dudit ordre, demandeur, en présence des recteur, doyens, procureurs et suppôts de l'Université de Paris, aussi défendeurs, reçus parties intervenantes par arrêts du Conseil des 12 juin

étudiants que l'institut devait entretenir au collège avait été réduit à cinq.

Les bâtiments de Mignon tombaient de vétusté. M. de la Guérinière, à qui, depuis son élévation au généralat, l'ignorance des Grandmontains devait sembler chose plus déplaisante qu'autrefois, se décida à faire réparer ces vieilles constructions et à y envoyer des étudiants choisis, dans les différentes maisons de l'ordre, parmi les novices ou les profès les plus jeunes et les plus intelligents. Le procureur général de Grandmont, qui résidait à Paris, était à cette époque le seul religieux habitant le collège. De sa destination l'établissement n'avait gardé que le nom ; seulement on y recevait, moyennant une modique pension, quelques jeunes gens, laïques ou ecclésiastiques, qui suivaient les cours de l'Université.

M. de la Guérinière avait jeté les yeux, pour organiser cette maison, sur un des membres les plus capables et les plus actifs de l'ordre, D. Vitécoq, alors religieux à l'abbaye. La mort l'empêcha de donner suite à son projet ; mais D. Raymond Garat, élu abbé général par le Chapitre, le 10 décembre 1744, connaissait les intentions de son prédécesseur et partageait son estime pour D. Vitécoq. Un de ses premiers actes fut la nomination de ce religieux à la charge de prieur du collège de Grandmont et à celle, fort enviée, de procureur général des deux obser-

et 23 octobre 1752. » — Nous devons la communication d'une copie manuscrite de ce mémoire, dont nous n'avons pu trouver d'exemplaire imprimé, à l'obligeance de M. le président Barny, membre du Conseil général de la Haute-Vienne, dont la famille, ainsi que la famille Hervy, de Limoges, nous a fourni quelques précieux documents.

vances. D. Vitecoq se dévoua à sa tâche, releva les bâtiments, et rétablit le collège tel qu'il avait été un moment sous Georges Barny ; mais ce résultat ne fut obtenu qu'au prix de dépenses considérables : la gêne de l'ordre et les charges qu'il avait alors à supporter firent paraître ces sacrifices excessifs. Des difficultés avaient surgi pour le paiement des entrepreneurs, des fournisseurs, des ouvriers, et le prieur du collège, au lieu du concours dont il avait besoin, ne trouvait à l'abbaye que d'incessantes récriminations et une mauvaise volonté à peine dissimulée.

Quand M. de la Maison-Rouge fut élevé au généralat, il se vit en présence d'une situation financière des plus embarrassées. On a dit que M. de la Guérinière avait entrepris la reconstruction de l'église(1) et des bâtiments de l'abbaye ; il y avait employé plus de 150,000 livres, sans compter une dépense de 83,000 livres pour des travaux exécutés dans de mauvaises conditions, et qu'on fut obligé de recommencer. L'architecte demandait encore 200,000 livres pour l'achèvement du projet (2). Or il n'existait aucune réserve, et la

(1) Une partie de la voûte de l'ancienne église s'était effondrée peu auparavant. On avait d'abord pensé à réparer les anciens bâtiments, et en 1730, l'abbé, dans la déclaration des revenus de la Vayolle, évaluait à 50,000 écus les grosses réparations indispensables : « l'église, l'appartement abbatial, le principal dortoir et presque tous les bâtiments tombant de vétusté et étant étaiés de tous costez » (Archives de la Vienne). On se décida à reconstruire en entier l'abbaye. La première pierre de la nouvelle église fut posée en 1733 ; l'édifice ne fut achevé qu'en 1768. Le monastère ne fut pas terminé.

(2) Le devis, arrêté définitivement en 1736, s'élevait à 310,447 livres. Inutile de dire que ce chiffre, comme celui de tous les devis, devait être de beaucoup dépassé.

plus grande partie des ressources qu'on aurait pu appliquer à ces constructions étaient absorbées par les dépenses du collège. L'entourage du général, où D. Vitécoq avait plus d'un jaloux, profita, pour indisposer M. de la Maison-Rouge contre le prieur de Mignon, des difficultés que cet état de choses ne pouvait manquer de susciter au nouvel abbé. Celui-ci, persuadé que le collège avait été mal administré (1); qu'au surplus les dépenses à faire encore pour le mettre complètement en état, et l'entretenir suivant les stipulations de l'acte du 27 avril 1584, étaient hors de proportion avec les ressources de l'ordre, et même avec les avantages que celui-ci en pouvait retirer, se décida à disperser dans les prieurés les plus importants les étudiants de la maison de Paris. Sur les observations qui lui furent faites par D. Vitécoq, il consentit néanmoins à y laisser provisoirement quatre religieux.

M. de la Maison-Rouge, s'étant rendu à Paris en octobre 1749, alla visiter le collège, et voulut présider lui-même à l'exécution de la mesure qu'il avait arrêtée. Il restitua au monastère du Meynel, par une ordonnance du 29 janvier 1750, une portion des revenus de la mense priorale, qui, depuis quarante ans, formaient une part importante des ressources particulières de l'établissement. Le supérieur fit des représentations assez vives; elles ne furent pas écoutées, et, comme elles se renouvelaient sous une forme peu respectueuse, l'abbé tenta de faire dé-

(1) Parmi les griefs imputés à D. Vitécoq, le principal était le suivant, dont l'absurdité ne supporte pas l'examen. On prétendait qu'il avait indiqué à l'abbé et au chapitre, comme devant s'élever à 24,000 livres seulement, les dépenses de restauration du collège, qui étaient évaluées à 124,000, et on imputait au prieur à ce sujet une espèce de faux.

poser D. Vitecoq dans une réunion de prieurs tenue à Grandmont au mois de juin suivant. Il n'y réussit pas. Vitecoq, encouragé par cet échec et décidé à ne reculer devant aucun effort pour empêcher la ruine de son œuvre, forma, devant le parlement de Paris, un appel comme d'abus contre l'ordonnance du 29 janvier 1750. A cette nouvelle, M. de la Maison-Rouge, fort ému d'une telle rébellion, s'adressa directement au Roi, et obtint de Louis XV un ordre qui exilait le prieur à deux cents lieues de Paris. L'abbé lui-même accompagna à Mignon, le 18 octobre, les deux exempts chargés de notifier cet ordre à D. Vitecoq. Celui-ci fit mine d'obéir ; mais il avait des protecteurs, qui réussirent, dès le 30, à le faire rappeler.

Après des tentatives de conciliation qui n'aboutirent pas, l'abbé révoqua Vitecoq de sa double charge de procureur général de l'ordre et de prieur principal du collège. Nouveau pourvoi du religieux, qui avait à ce moment sur les bras tous les créanciers de l'établissement : le 17 décembre, arrêt du parlement qui le reçut appelant comme d'abus. Le cas était grave, car la révocation de Vitecoq ne paraît pas avoir été faite dans toutes les formes prescrites par les statuts. M. de la Maison-Rouge maintint avec fermeté ses droits ; il supplia le Roi de ne pas permettre qu'une mesure comme celle prise à l'égard du prieur de Mignon, toute d'administration et de discipline intérieure, fût déferée aux parlements, et que les tribunaux laïques pussent s'immiscer dans une querelle de cette nature. Louis XV, cédant à ses sollicitations, fit évoquer l'affaire par le Conseil : deux arrêts du parlement, favorables aux prétentions du prieur, furent cassés. Toute allocation au collège fut suspendue. Mais Vitecoq parvint à intéresser à sa cause l'Université. Celle-ci se détermina à agir, et renouvela sa requête de 1592, sur laquelle il n'avait pas été statué ; malgré les

efforts de l'abbé, le droit d'intervenir dans la cause fut reconnu à l'Université par arrêt du Conseil du 12 juin 1752. M. de la Maison-Rouge fit opposition, et fut débouté (1). Vitecoq fut même confirmé, en 1753, par un arrêt, dans son titre de prieur du Meynel, dont la mense priorale était unie, comme on l'a dit plus haut, au collège de Grandmont.

Pendant que les mémoires des avocats se croisaient, Vitecoq continuait de prendre le titre de procureur général (2), et, bien qu'en réalité il n'en remplît plus les fonctions, il affectait d'entretenir, comme autrefois, une correspondance suivie avec les supérieurs de toutes les maisons. Il avait dû reste un parti au sein de l'ordre ; la rigueur excessive déployée dès le début à son égard par M. de la Maison-Rouge, rigueur qu'on attribuait à l'inspiration de quelques religieux peu aimés de leurs confrères, avait été loin de réunir tous les suffrages. Néanmoins le scandale de la conduite du prieur lui aliéna ceux qui s'étaient d'abord montrés le plus disposés à prendre sa défense.

Après diverses péripéties nouvelles, intervinrent deux arrêts du Grand-Conseil des 10 mai et 3 septembre 1755, ordonnant la tenue d'un Chapitre général de l'ordre pour examiner ce qu'il convenait de faire à l'égard du collège et aviser aux moyens de payer les dettes de l'établissement, qu'en tout état de cause il fallait solder. Le Chapitre s'as-

(1) Presque tous ces renseignements nous ont été donnés par le Mémoire pour D. Vitecoq.

(2) « Le normand... m'a écrit depuis peu pour m'annoncer la mort du R. P. prieur de Vieux-Pou, et a eu l'audace de se signer procureur général de l'ordre ». Lettre de D. Lamirault, prieur de Breuil-Bellay, à M. de la Maison-Rouge, 16 mars 1756. (Archives de la Haute-Vienne, n° 1022 du classement provisoire.)

sembla à Grandmont, le 23 novembre de la même année. Il confirma les décisions des assemblées précédentes concernant les constitutions, arrêta une nouvelle édition du *Propre* de l'ordre (1), approuva la conduite du général, et, pour liquider la dette de la maison de Paris, établit sur tous les monastères de l'institut une contribution proportionnée aux revenus de chacun d'eux, les autorisant à recourir à un emprunt, s'il était nécessaire, et donnant pouvoir au collège d'emprunter directement pour le compte de ceux qui ne pourraient trouver de prêteur ou qui feraient des difficultés pour s'exécuter. Cette disposition fut la source de nouveaux tiraillements; mais elle permit à D. Nicod, religieux de l'Étroite-Observance, que le Chapitre avait constitué son mandataire spécial, de conclure quelques arrangements avec les créanciers, au nom de l'ordre et comme procureur de la communauté du collège. D. Nicod avait reçu une mission plus délicate, celle de régler les conditions d'un accommodement entre l'abbé et D. Vitecoq. Il y réussit, grâce à la facilité de M. de la Maison-Rouge, qu'avait vivement contristé la révolte ouverte du prieur du collège, et qui se montra prêt à tous les sacrifices pour faire cesser ce scandale. Force resta en apparence à la discipline : l'ordonnance abbatiale du 29 janvier 1750 et la révocation de D. Vitecoq furent maintenues; mais ce dernier fut dédommagé de la perte de sa double charge par le prieuré de Chênégallon, un des plus importants de l'Ancienne-Observance. — Cette solution fut désapprouvée

(1) Il fut imprimé en 1756 avec ce titre : *Proprium festorum ordinis Grandimontensis de novo typis excussum ex decreto capituli generalis, habito die 23 novembris, anno 1755.* — Parisiis, ex typis Le Breton, Regis typographi ordinarii, in via Cytharea MDCCLVI.

par beaucoup de bons religieux, qui eussent désiré voir l'ancien procureur général puni de sa longue lutte contre son supérieur. — « Je ne puis vous exprimer, — écrivait à M. de la Maison-Rouge le prieur de Breuil-Bellay, — ma surprise sur le parti que vous prenez avec D. Vitecoq. Si les choses se terminent de la façon que vous me le marquez, il peut dire avoir eu tout l'avantage, non-seulement sur vous, mais aussi sur tout l'ordre. Je conviens qu'il est fâcheux pour vous de dépenser beaucoup d'argent dans une affaire de cette nature; mais je crois qu'il est encore bien plus disgracieux d'avoir le dessous, surtout en étant appuyé de tout votre ordre, qui n'a eu rien plus à cœur que de vous marquer son attachement respectueux en se joignant à vous pour réprimer une rébellion qui est des plus dangereuses par les suites fâcheuses qu'elle peut avoir. Il est aisé de voir que D. Nicod n'a pas suivi les vœux du corps qui l'a député (1). »

Quant au collège de Grandmont, on y laissa deux religieux, afin que l'Université ne pût prétendre qu'il restait inoccupé, et cet établissement redevint ce qu'il était naguère : « une honnête auberge pour des ecclésiastiques, ou certains étudiants qui voulaient vivre en toute liberté dans une maison décente (2). »

(1) Lettre du 29 mars 1756. (Archives de la Haute-Vienne, article 1022 du classement provisoire.)

(2) Papiers de la Commission des Réguliers : Mémoire d'ensemble qui paraît être du secrétaire de la Commission, Thiériot. (Archives nationales, O 547.)

V.

Assemblée générale du Clergé de 1765-66. — Projet de réforme des ordres monastiques. — Création de la Commission pour la réformation des Réguliers. — Alarmes de la Cour de Rome. — Loménie de Brienne.

De 1654 à 1762, les Assemblées générales du Clergé de France eurent souvent à s'occuper d'affaires qui révélaient le profond relâchement de la vie régulière dans la plupart des instituts; mais leur sollicitude se borna aux faits particuliers, abus ou scandales, qui leur étaient dénoncés. Absorbé, durant plus d'un siècle, par la question du jansénisme, que rajeunissaient les interminables querelles de la bulle *Unigenitus*, l'Episcopat semble, pendant cette longue période, s'être peu inquiété de la décadence des ordres monastiques. L'intérêt des fidèles s'en détournait aussi. Le mouvement de réforme qui avait signalé la première moitié du *xvii*^e siècle, et promis un instant des résultats si féconds, cessa d'être encouragé, et peu à peu s'arrêta. L'oisiveté et le relâchement purent sans obstacle continuer leur œuvre : on vit diminuer le nombre des religieux, et croître au sein des communautés « cette corruption que l'usurpation laïque semait partout sur le champ qu'elle s'appropriait à confisquer (1) ».

(1) Le comte DE MONTALEMBERT, *les Moines d'occident* : Introduction, p. 97.

Les instituts dont le supérieur était à Rome avaient conservé, pour la plupart, les apparences de la régularité : non pas qu'ils eussent réussi à se préserver des désordres qui affligeaient les autres congrégations religieuses ; mais ces désordres, chez eux, n'étaient que partiels, et le mal, localisé, pouvait laisser l'espoir d'une plus facile guérison. Le relâchement, sinon dans les mœurs, du moins dans la discipline, apparaissait plus général au sein des observances dont le chef résidait dans le royaume : celles-là étaient, ou peu s'en fallait, affranchies de tout contrôle ; les exemptions et les privilèges, accordés à un trop grand nombre de monastères (1), et que ne justifiaient plus ni leur importance, ni les vertus de leurs religieux, laissaient presque désarmée l'autorité diocésaine. Qu'eût-elle fait, d'ailleurs, si elle avait pu davantage ? La principale cause du mal était dans la commende, qui absorbait les deux tiers des revenus des couvents dont elle s'était emparée, réduisait la plupart des communautés à une gêne qui approchait souvent de la misère, et donnait lieu à un nombre incalculable de procès. Or les prélats avaient tout intérêt à ne pas fermer cette mortelle plaie de l'ordre monastique : la plus grande partie de leurs revenus prove-

(1) Leur indépendance, toutefois, n'était pas absolue : ainsi l'administration des sacrements restait soumise à la juridiction de l'évêque diocésain, qui conservait le droit de visite à l'égard des bénéfices ayant charge d'âmes, et donnait les autorisations d'usage pour prêcher, confesser, etc. Si l'évêque avait connaissance d'un abus intérieur dans un monastère exempt, il devait en avertir le supérieur, et intervenir lui-même si cet abus n'était réformé dans un délai de trois mois. (*De l'Etat religieux*, par M. l'abbé de B... et M. l'abbé B. de B..., avocat en parlement. Paris, 1784, pages 343 et 344.)

nait de cette source et l'autorité laïque avait réussi à obtenir, sinon leur adhésion, du moins leur silence sur ses usurpations, en leur en faisant partager les profits. On ne citerait peut-être pas un seul évêque français du xviii^e siècle qui ne tint en commende plusieurs importantes abbayes.

La réforme des ordres religieux c'était avant tout l'abolition de la commende : le retour à la règle, la renaissance de la vie cénobitique, le relèvement de tous ces couvents en ruines, le réconfort de toutes ces vertus alanguies, devaient être payés par le clergé de l'abandon d'une partie de ses richesses. L'épiscopat voyait le mal, et n'en pouvait méconnaître le remède; mais le prix qu'il fallait mettre à la guérison lui semblait bien élevé. Ne sachant se résoudre à un tel sacrifice, il hésitait et gardait le silence, pour ne pas s'exposer aux trop justes récriminations qu'auraient soulevées ses reproches au sein des ordres religieux.

Il arriva néanmoins un moment où rester muet ne fut plus possible : de tels scandales éclatèrent, et quelques procès engagés par des religieux contre leurs supérieurs eurent un tel retentissement que l'épiscopat ne put se dispenser plus longtemps d'élever la voix. L'autorité laïque elle-même commençait à s'émouvoir de disputes dans lesquelles son intervention était presque toujours réclamée : il s'agissait de ne pas lui laisser une initiative dont elle n'eût pas manqué de se prévaloir. L'Assemblée de 1765 se décida, pour écarter ce danger, à aborder elle-même la question des Réguliers, et à la traiter dans le sens d'un recours direct au Saint-Siège. Elle chargea donc sa commission de juridiction de préparer un rapport sur l'état des ordres religieux et sur les mesures propres à arrêter leur décadence.

A la séance du 30 septembre 1765, l'archevêque de

Toulouse, au nom de la commission qu'il présidait, prit la parole ; et s'exprima en ces termes :

« MESSEIGNEURS ET MESSIEURS ,

» On ne peut se dissimuler, — et les plaintes des différentes provinces nous forcent de vous en rendre compte, — que l'état religieux n'ait beaucoup perdu, en France, de son ancienne splendeur et de sa régularité. On doit compter, parmi les preuves qui constatent cette triste vérité, les divisions intestines qui déchirent plusieurs ordres religieux, et qu'ils n'ont pas rougi de porter devant les tribunaux séculiers : ils ont retenti, pendant ces dernières années, des procès des Picpus, des Récollets, des Bernardins ; des Jacobins de la province de Guyenne ont interjeté appel comme d'abus de l'ordonnance de leur général, et semblent vouloir entièrement se soustraire à son autorité ; les Capucins de la province de France se décrient et s'accusent mutuellement par des mémoires qu'on pourrait appeler justement des libelles diffamatoires..... Trois appels comme d'abus, interjetés, en trois parlements différents, par des Bénédictins de la congrégation de Saint-Maur, ont forcé Sa Majesté à évoquer ces différends à une commission de son Conseil ; et toute la France connaît la requête que vingt-huit religieux de cette même congrégation ont présentée au Roi pour n'être cénobites que de nom, et obtenir l'affranchissement de tout devoir monastique (1).

» A ces faits généraux ajoutons des affiliations con-

(1) Le fait que rappelle ici l'archevêque de Toulouse avait causé un grand scandale. Les Bénédictins dont il s'agit appartenaient à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Ils demandaient

traires à l'esprit de la règle, et uniquement imaginées pour se soustraire à l'obéissance; des translations *ad laxiorem* (1), dans lesquelles on n'observe même pas les formes usitées, et qui, par leur grand nombre, ne décèlent pas moins un vice dans l'ordre même qu'on se détermine à abandonner que dans les religieux qui l'abandonnent. Ajoutons ces écrits, contraires aux véritables principes de la foi catholique, qui, du sein des cloîtres, viennent désoler l'Eglise; ajoutons ces thèses, ces enseignements publics, par lesquels plusieurs réguliers ont osé braver l'autorité des évêques; ajoutons les fautes des particuliers,... ou plutôt, jetant un voile sur leur conduite, contentons-nous de remarquer que, lorsque nous portons nos plaintes aux supérieurs, ils nous donnent pour excuses qu'ils ne sont plus maîtres de leurs religieux, que les liens de l'obéissance sont rompus, et qu'ils ne peuvent répondre de l'exécution des ordres qu'ils sont prêts à donner.....

» Le devoir, l'honneur et l'intérêt, — concluait l'archevêque, — doivent nous engager à faire tous nos efforts pour sauver les ordres religieux de la ruine après laquelle ils semblent courir eux-mêmes. » — Et il proposait à l'As-

au Roi à ne plus porter un habit qui les exposait au ridicule; à être affranchis de l'office de nuit et de l'observance du maigre, qui les empêchaient, disaient-ils, de se livrer à des travaux utiles. Leur requête ne fut pas bien accueillie, comme on peut le penser, et ils furent si effrayés de l'orage qu'elle souleva contre eux qu'ils se rétractèrent devant l'archevêque de Paris, le 11 juillet 1765. Plusieurs des signataires de la requête furent bannis. (Voir les *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique pendant le XVIII^e siècle*, de Picot, T. II, p. 476 et ss.)

(1) D'une observance étroite à une autre observance moins austère.

semblée de s'adresser au Souverain-Pontife, de lui exposer l'état des ordres religieux en France, et de le supplier de nommer des cardinaux ou évêques qui pussent rétablir l'ordre et la régularité. Il ajoutait, toutefois, que l'emploi de ce moyen demandait des précautions indispensables : — « Il faut prévenir le Roi, dont la protection est nécessaire pour faire valoir vos demandes auprès du Saint-Siège, et l'autorité, pour rendre efficaces les opérations des Commissaires. Si le Roi daigne approuver votre résolution ; s'il consent à charger son ambassadeur d'en prévenir Sa Sainteté ; si Sa Sainteté elle-même est disposée à se rendre à nos vœux, alors il nous sera libre, au mois de mai prochain, de consommer notre projet ; et quel bien n'aurons-nous pas fait à l'Eglise de France ! Si, au contraire, ce projet trouvait des obstacles et des difficultés insurmontables, vous seriez obligés de tenter d'autres moyens, et nous vous proposerions alors ceux qu'il dépend de vous de mettre en usage, et qui, s'ils n'allaient pas jusqu'à la racine du mal, pourraient du moins en arrêter les progrès (1). »

Il faut noter que ce discours renfermait un paragraphe relatif aux Jésuites, auxquels on donnait « un témoignage subsistant de la façon de penser invariable du clergé sur une société dont l'Eglise de France regrettait la dispersion ».

Du reste, pas un mot de la commende. On voulait signaler les effets sans appeler l'attention sur la cause. Obtenir du pape qu'il chargeât quelques membres de l'épiscopat de la réforme des ordres religieux dans le

(1) Procès-verbaux originaux de l'Assemblée du Clergé de 1765-1766, 153^e séance, pages 521 et ss. (Archives nationales.)

royaume, sans doute aussi qu'il annullât ou restreignît les exemptions dont jouissaient bon nombre de maisons et les replaçât sous l'autorité diocésaine : tel était, en somme, le programme des commissaires, et le rapport laisse clairement transparaître leur pensée. Les intéressés, du reste, ne s'y trompèrent pas : « Je crois, — écrivait quelques mois plus tard un Chartreux (1) à l'archevêque de Toulouse, — que la démarche que Nosseigneurs les archevêques et évêques qui composaient cette année l'Assemblée du Clergé de France ont faite auprès du Roi pour obtenir le droit d'inspection sur tous les ordres religieux du royaume, ne tend qu'à les mettre sous la juridiction de l'ordinaire ». — « En ce cas-là, ajoutait le correspondant du prélat, Nosdits Seigneurs devraient faire d'autant moins de difficulté de manifester leurs vues à ce sujet, qu'il n'est aucun religieux qui, dépourvu de tout préjugé et réfléchissant sans prévention sur le bien général et particulier de son ordre, ne soit disposé à les seconder de tout son pouvoir. »

On le voit par cette lettre, tous les religieux n'étaient pas hostiles aux idées de l'épiscopat. Les sujets remuants et ambitieux comptaient sans doute que l'ingérence des évêques dans les affaires intérieures des monastères contrecarrerait l'autorité des supérieurs réguliers, et espéraient obtenir la protection des prélats, en leur offrant un concours que ceux-ci n'auraient pas tous la dignité et le courage de refuser.

Ce n'étaient pas seulement les religieux qui prêtaient aux évêques la pensée si nettement formulée dans la lettre

(1) Le F. Stanislas Eydoux, de Marseille. — Lettre du 7 juillet 1766. — Dossiers de la Commission des Réguliers. (Archives de l'Etat, O 546, n° 1.)

dont on vient de lire un passage : l'opinion publique n'avait pas pris le change sur les secrets mobiles qui dictaient la conduite des chefs du clergé ; on connaissait leurs tendances, et, tout en s'inquiétant médiocrement des intrigues de la remuante coterie qui paraissait à ce moment diriger l'épiscopat, on ne pouvait fermer tout à fait les yeux sur ses agissements. Quelque chose transpirait des projets qui se préparaient à la Cour : « On comptait, la semaine dernière, à Versailles, trente-trois évêques, — écrivait, le 1^{er} mars 1772, l'auteur du *Journal historique* (1). On peut juger par là combien le clergé intrigue : on parle beaucoup d'une déclaration qu'il voudrait obtenir du Roi pour soumettre à l'ordinaire tous les religieux qui, par leurs privilèges, y sont soustraits. »

Les conclusions de l'archevêque de Toulouse furent adoptées par l'assemblée, et le vœu du clergé transmis au Roi. Le duc de Choiseul était alors tout-puissant ; c'était grâce à sa connivence que les parlements avaient pu satisfaire leur vieille haine contre la Compagnie de Jésus. Le ministre passait pour n'être pas animé de dispositions plus favorables à l'égard des autres ordres religieux. Néanmoins, il ne se montra pas éloigné tout d'abord d'adopter la marche indiquée par l'Assemblée du Clergé, et de proposer au Saint-Siège l'institution d'une commission dont les membres auraient été préalablement agréés par le Roi ; mais la question lui parut mériter plus ample examen, et M. de Praslin, alors ministre des affaires étrangères, écrivait, le 4 novembre, au marquis d'Aubeterre, ambassadeur de France à Rome :

(1) *Journal historique de la révolution opérée dans la constitution de la Monarchie française par M. A. Maupeou, chancelier de France*, T. III, p. 3.

« Je vous confierai, Monsieur, pour votre seule et particulière information, les copies ci-jointes d'une lettre que l'Assemblée du Clergé a eu l'honneur d'écrire au Roi et du mémoire dont elle l'a accompagnée pour représenter à Sa Majesté la nécessité de travailler à la réforme des abus que le relâchement des mœurs et des études a introduits dans les ordres religieux en France. Le Roi prendra, dans le temps et de la manière qu'il jugera les plus convenables, les mesures nécessaires pour parvenir à ce but ; mais, en attendant, vous voudrez bien ne point traiter cette matière, soit avec le Pape, soit avec ses ministres. S'ils vous en parlaient les premiers, vous vous borneriez à leur donner les assurances les plus positives que Sa Majesté est bien déterminée à ne rien faire sur cet objet sans s'être concertée avec Sa Sainteté, et qu'avec le concours de l'autorité pontificale (1). »

La question de la réforme des ordres religieux fut plusieurs fois agitée par le Conseil dans l'intervalle qui sépara les deux sessions de l'Assemblée générale du Clergé. Un mémoire sur cet objet fut même communiqué, le 21 janvier, par le Ministre des Affaires étrangères, à La Vrillière, chargé plus spécialement des affaires ecclésiastiques, et au vice-chancelier Maupeou. Invitation était adressée à l'un et à l'autre de prendre connaissance de ce document, de l'étudier, et d'en conférer avec le premier-président du parlement de Paris et les membres du parquet.

(1) Archives du ministère des Affaires étrangères : correspondance de Rome (minute d'une dépêche du ministre du 4 novembre 1765). — Nous ne saurions trop remercier M. Faugère, directeur des Archives diplomatiques, et MM. les employés de ce service, de l'obligeance qu'ils ont mise à faciliter nos recherches.

Ce mémoire traitait de la conduite à adopter pour écarter les difficultés que pourraient rencontrer l'institution et le fonctionnement d'une commission de réforme, soit de la part des parlements, soit de la part des supérieurs d'ordres et du Saint-Siège. Pour prévenir l'opposition de la magistrature, on proposait de revêtir de lettres-patentes les lettres, bref ou bulle, par lesquelles le Pape désignerait les commissaires, et de soumettre à la même formalité chacun des actes qui émanerait d'eux : or, toutes les lettres-patentes devant être enregistrées par les parlements, les opérations des prélats désignés pour procéder à la réforme des instituts réguliers se trouveraient, par le fait, soumises à l'examen des magistrats, lesquels reconnaissaient certainement la nécessité d'une réforme, mais pourraient, si on procédait autrement, contester la légalité des décisions prises par les commissaires et de l'existence même de la commission. On émettait l'avis que le Gouvernement demandât à ce sujet l'opinion des chefs du parlement.

Mais c'était de la part des généraux d'ordres et de Rome qu'on redoutait surtout des obstacles : « Leurs motifs d'opposition, — disait l'auteur du mémoire, — ne peuvent être détruits que par l'extrême intérêt que le Roi semblera prendre à cette affaire et par la force avec laquelle le ministre du Roi pourra représenter au Souverain-Pontife qu'il est de son avantage et de la plus grande utilité pour le Saint-Siège de se prêter aux vues du Roi et du clergé de France. On peut en effet lui exposer, d'une part, que les évêques du royaume sont frappés de l'état de désordre qui règne parmi les religieux ; que, ce désordre ne se contenant pas dans l'intérieur des maisons, les évêques pourraient se porter à défendre aux réguliers toutes les fonctions du ministère ; que cet interdit général, *auquel plusieurs évêques sont disposés*, amènerait absolument

la ruine des ordres religieux. » On ferait valoir aussi que les parlements sont fatigués de la multitude des procès engagés entre les moines, et qui mettent sans cesse en cause leurs constitutions ; « que les procureurs généraux ont déjà voulu plusieurs fois se porter appelants comme d'abus des constitutions de plusieurs ordres ; que le Roi les a toujours retenus, mais qu'il ne pourrait arrêter leur ministère si le Souverain-Pontife se refusait aux justes demandes qu'il lui fait ».

On concluait à ce que l'ambassadeur désignât au Pape ceux des prélats que le Roi jugerait aptes à faire partie de la commission de réforme. Celle-ci pourrait être composée d'un cardinal, président, de quatre archevêques ou évêques, dont l'un serait chargé des fonctions de rapporteur. « Il serait à désirer, — ajoutait-on, — que cette commission pût être établie pendant le cours de l'Assemblée prochaine, et même avant (1). »

Nous ne saurions dire quelle fut la réponse de La Vrillière, du vice-chancelier et des chefs de la magistrature ; mais il est certain que, en présence des dispositions hostiles au gallicanisme manifestées par le clergé et des encouragements que cette attitude avait tout récemment reçus du Saint-Siège, il y avait un sérieux danger à remettre à des commissaires nommés par Rome le sort des ordres religieux, pour la plupart attachés aux maximes qui, depuis saint Louis, avaient réglé les rapports de l'Église et de l'État. Ce péril très-réel ne put être méconnu, et aucune communication ne fut adressée au Souverain-Pontife au sujet du vœu émis le 30 septembre par l'As-

(1) Archives des Affaires étrangères : correspondance de Rome (les six premiers mois de 1766).

semblée générale du Clergé; le Gouvernement se renferma, au contraire, dans une complète réserve, et l'affaire paraît avoir été traitée dans les conseils les plus secrets. Rien ne transpira, touchant la résolution prise par le Roi, jusqu'à la rentrée de l'Assemblée du Clergé. Alors seulement on sut que l'autorité civile allait prendre en mains l'œuvre de réforme dont les évêques lui avaient signalé l'extrême urgence. Dans une lettre adressée par Louis XV au président de l'Assemblée, en réponse aux mémoires qui avaient été soumis au Gouvernement par le Clergé à la fin de sa première session, le Roi s'exprimait ainsi sur cet objet :

« J'approuve en tous ses points la délibération de l'Assemblée au sujet des réguliers. Pour en faciliter l'exécution et rendre plus efficaces les sollicitations du clergé auprès du Saint-Siège, j'ai établi une commission, composée de prélats et de différents membres de mon Conseil, que j'ai chargée de me mettre sous les yeux le tableau des abus qui se sont introduits dans les ordres religieux. Je regarde cette connaissance préliminaire comme absolument nécessaire. Pour témoigner à l'Assemblée ma satisfaction, j'ai choisi parmi les prélats qui la composent ceux qui doivent être membres de cette commission (1). »

En effet, par arrêt du Conseil du 23 mai (2), il avait été

(1) 182^e séance, 26 mai 1766. — Le procès-verbal de la 230^e séance, 30 juin 1766, reproduit le texte latin de la supplique adressée au Souverain-Pontife par l'Assemblée. La rédaction du projet avait été confiée à l'archevêque de Toulouse. (Procès-verbaux originaux des séances de l'Assemblée, fol. 1059, verso).

(2) On remarquera que, plus loin, cet arrêt est désigné comme portant la date du 24 mai seulement.

ordonné qu'une commission s'assemblerait sous les yeux du Roi pour conférer sur les abus existant dans les monastères et sur les moyens les plus efficaces d'y porter remède. Tous les supérieurs et religieux étaient invités à remettre à la commission les statuts, règlements, mémoires et renseignements dont elle aurait besoin pour s'éclairer. Elle était autorisée à appeler à ses réunions toutes les personnes appartenant « à l'ordre ecclésiastique ou à celui des avocats », ou même les religieux des congrégations régulières dont elle voudrait prendre l'avis, et, chose bien plus grave, à charger un de ses membres, *ou toute autre personne capable*, de visiter tel ou tel monastère « pour recevoir les plaintes des religieux, voir l'état des comptes, celui de la recette et de la dépense, assembler le chapitre, et prendre toutes les connaissances » jugées nécessaires. Enfin l'arrêt enjoignait à tous les archevêques et évêques du royaume d'envoyer incessamment à la Commission des renseignements sur l'état des maisons religieuses de leurs diocèses, les abus qui pouvaient s'y être glissés, et les mesures à prendre pour rétablir la régularité.

Ainsi le Roi ne se bornait pas à promettre à l'Assemblée son appui auprès du Saint-Siège : il prescrivait une vaste enquête, et donnait aux commissaires qu'il chargeait d'y procéder les pouvoirs les plus étendus. C'était beaucoup plus que n'en demandait l'épiscopat. Il vit clairement où on voulait en venir ; mais il n'osa protester, et se borna à insister sur son premier vœu dans une délibération qui fut remise au Roi. Celui-ci affirma de nouveau son vif désir de se conformer aux intentions du clergé, son empressement à recommander à la bienveillance du Souverain-Pontife la supplique des évêques, mais aussi sa ferme volonté de se rendre compte, avant toutes choses, de l'étendue du mal.

L'introduction de l'élément laïque dans la commission ne laissait subsister aucun doute sur les vues du Roi, ou plutôt du ministère, que dirigeait Choiseul. La coalition antireligieuse, qui venait d'obtenir l'expulsion des Jésuites, demandait de nouvelles victimes; la commission était chargée de les désigner. L'Assemblée avait à peine clos sa dernière session, que le Roi (31 juillet) nomma les commissaires. C'étaient, pour le clergé, le cardinal de la Roche-Aymon, archevêque de Reims, les archevêques de Toulouse et de Narbonne, ceux d'Arles et de Bourges, qui furent remplacés dans la suite par MM. de Boisgelin, archevêque d'Aix, et de Cicé, archevêque de Bordeaux; pour le Conseil d'Etat, MM. Joly de Fleury, d'Ormesson, d'Aguesseau, Bourgeois de Boisnes et Gilbert de Voisins, lequel mourut un an après, et eut pour successeur M. Feydeau de Marville.

Le jour même (1) où le Conseil instituait la commission chargée de la réforme des réguliers, paraissaient deux autres arrêts également relatifs aux affaires ecclésiastiques. L'un d'eux, destiné à opposer une digue aux tendances de plus en plus ultramontaines qu'affichait l'épiscopat français, avait trait aux bornes respectives de la puissance temporelle et du pouvoir spirituel : il rappelait les propositions essentielles de la déclaration de 1682, proclamant de nouveau ces maximes comme des lois fondamentales de l'Etat; le second concernait la suppression du réquisitoire d'un avocat général au parlement d'Aix au

(1) Ou seulement le lendemain, ces arrêts portant la date du 24 mai, et celui relatif à la Commission de réforme paraissant être du 23 mai, malgré un certain nombre d'indications contraires.

sujet des actes de l'Assemblée du Clergé : ce dernier était conçu en termes qui devaient sembler peu agréables à l'épiscopat.

Ces trois arrêts causèrent une vive émotion dans le public. Un certain nombre d'évêques s'en montrèrent extrêmement alarmés, et firent part à la Cour pontificale des inquiétudes que leur inspiraient les dispositions du Gouvernement. A ce moment, les affaires de France étaient, à Rome, l'objet d'une attention toute particulière : on suivait avec un intérêt passionné les efforts tentés par beaucoup d'évêques pour réagir contre les traditions gallicanes, que l'on affectait de considérer comme solidaires des erreurs jansénistes ; les parlements étaient en fort mauvaise odeur ; Choiseul, depuis l'expulsion des Jésuites, passait à l'état d'épouvantail. Le courageux et intolérant archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, était admiré comme un héros, exalté comme un saint. L'entourage de Clément XIII poussait le Pape à conférer au fougueux prélat le chapeau de cardinal : le Souverain-Pontife balançait, comprenant qu'un tel acte serait tenu, par le Cabinet de Versailles, pour un défi, et suivi d'une immédiate rupture. Néanmoins, les agents de l'épiscopat ultramontain, et notamment l'abbé de Caveyrac, le plus remuant de tous, colportaient à Rome toutes sortes de documents exaltant les vertus de l'archevêque et critiquant la conduite du Gouvernement français ; ils en fabriquaient même de faux, témoin cette lettre, attribuée à l'évêque de Sarlat (1), qui fit tant de bruit dans les premiers mois

(1) Ce prélat, tout en reconnaissant qu'il avait entretenu des correspondances avec plusieurs personnages de la Cour romaine, démentit formellement cette lettre, et désavoua l'abbé de Ca-

de l'année 1766, et où il était dit que le pape, rempli d'admiration pour M^{re} de Beaumont, hésitait à lui donner la pourpre, « dans la crainte que, en ornant du chapeau cette illustre tête, il ne la couronnât d'épines (1) ».

La cour de Rome était renseignée par de nombreux correspondants sur tout ce qui se passait en France. Non-seulement ses agents, mais beaucoup d'évêques et de membres du clergé du second ordre, la tenaient au courant des incidents et des scandales de chaque jour, comme des événements plus graves de nature à solliciter l'intervention du Saint-Siège. Bien que Clément XIII et ses confidents ne se missent pas assez en garde contre l'esprit violent et passionné de ces communications, celles-ci n'étaient néanmoins accueillies qu'avec une certaine réserve; mais, quand le Souverain-Pontife eût vu les lettres de France relatives aux arrêts du Conseil du mois de mai, il jugea le cas trop pressant pour attendre de nouvelles informations, et il adressa sur-le-champ au Roi un bref, dont le texte est reproduit à la fin de ce volume (2).

Ce bref, qui fut remis directement par le Nonce au duc de Choiseul, manifestait les plus vives alarmes : les trois arrêts qu'on venait d'obtenir du Roi étaient gros de menaces pour la religion, et l'abus qu'on ne manquerait pas d'en faire n'irait à rien moins qu'à désarmer complètement l'autorité ecclésiastique. Le Pontife mêlait toutefois à l'expression de son inquiétude et de sa douleur celle de sa

veyrac. (Copie de sa justification se trouve dans la correspondance de Rome, année 1766.)

(1) Juin 1766. — Archives des Affaires étrangères : correspondance de Rome.

(2) Appendice, lettre E. — Ce bref est du 25 juin.

confiance dans la piété de Louis XV, dans son attachement au Saint-Siège, dans sa bienveillance pour le clergé de son royaume ; il ajoutait qu'il venait d'écrire aux évêques pour les engager à présenter au Souverain leurs réclamations, et témoignait le ferme espoir que ces plaintes seraient entendues, et que le Roi ne souffrirait pas qu'il fût porté atteinte à la dignité et aux droits de l'Eglise.

Le Roi s'empressa d'écrire à Clément XIII pour calmer ses appréhensions. — « Je puis vous assurer, lui disait-il dans sa lettre, qui porte la date du 26 juillet, que les inquiétudes que Votre Sainteté a conçues au sujet des arrêts du 24 mai n'ont aucun fondement. Elles ne peuvent lui avoir été inspirées que par des personnes dont un zèle peu éclairé et trop ardent règle les opinions et le langage. Les mesures de prudence que j'ai cru devoir prendre relativement aux différents objets de ces arrêts m'ont été dictées par le désir le plus sincère de maintenir les droits légitimes de la puissance spirituelle, et de rétablir solidement dans mes États la tranquillité et la subordination.... Le clergé de mon royaume a éprouvé et éprouvera toujours les effets les plus efficaces de ma protection et de ma bienveillance, et Votre Sainteté ne peut trop le confirmer, *surtout par son exemple*, dans la confiance qu'il a dans la pureté de mes intentions. Au reste, je ne me déterminerai à rien statuer définitivement sur les objets qui ont alarmé la vigilance pastorale de Votre Sainteté sans lui communiquer mes vues, et je serai constamment disposé à en concerter avec elle l'exécution et le succès (1) ».

Ces protestations ne pouvaient satisfaire le Pape qu'à demi : il se montra reconnaissant des bonnes intentions

(1) Archives des Affaires étrangères : correspondance de Rome.

du Roi, mais ne dissimula pas que ses inquiétudes n'étaient point entièrement dissipées (1). Il faut bien le reconnaître, le ton de hauteur dédaigneuse qu'affectait vis-à-vis de la Cour de Rome le duc de Choiseul, depuis sa rentrée au ministère des Affaires étrangères, était peu fait pour rassurer Clément XIII. Il n'est pas difficile d'imaginer quelle attitude et quel langage suggéraient à notre ambassadeur des phrases telles que celle-ci : — « Le Roi n'ignore pas quels sont ses droits légitimes de souveraineté sur les personnes et sur les biens ecclésiastiques dans son royaume; il préférera toujours de ne les faire valoir que de concert avec Sa Sainteté; mais, s'il éprouve de la part de la Cour de Rome une opposition injuste, il saura se passer de son concours (2)..... Sa Majesté n'ignore ni les intrigues qu'on entretient à Rome, ni les lettres qu'on y reçoit et qu'on y écrit, ni les démarches des émissaires obscurs ou factieux qui s'y trouvent; mais elle apprécie à leur juste valeur tous ces petits moyens et ces basses manœuvres. Elle ne redoute et ne peut rien redouter de la part de Rome; mais elle voit avec une véritable peine le peu de considération dont le Saint-Siège jouit aujourd'hui en Europe, et qu'il ne doit s'en prendre qu'à lui-même et aux administrateurs de ses intérêts (3)..... »

(1) Archives des affaires étrangères : correspondance de Rome. — Lettre du marquis d'Aubeterre, du 20 août 1766. — Dans l'audience accordée à l'ambassadeur pour la remise de la lettre du Roi, le Pape déclara qu'il n'avait reçu de lettres d'aucun évêque français au sujet des arrêts de mai. Le cardinal Torregiani et le cardinal Chigi n'en auraient pu dire autant.

(2) Lettre de Choiseul, du 24 juin 1766. (Archives des affaires étrangères.)

(3) Lettre du même, du 8 juillet 1766. (*Ibid.*)

On avait fait, dans Rome, grand bruit des trois arrêts du Conseil. Le Pape ne s'était, dans le principe, préoccupé que de l'institution de la Commission des réguliers (1); les lettres de France aidant, on trouva dans les autres arrêts des sujets d'appréhensions, qui, en réalité, étaient peu justifiées; néanmoins, l'arrêt relatif à la réforme des ordres monastiques continua d'être la principale cause des craintes du Saint-Siège (2), bien que l'opinion eût été ameutée indistinctement contre les trois actes des 23-24 mai. — « Tous les improuvent, écrivait le marquis d'Aubeterre, et il semble que nous soyons devenus des hérétiques. Les moines sont les plus échauffés : ce sont eux qui, par leurs cris et par l'accès qu'ils ont partout en ce pays-ci, ont excité toute cette fermentation (3)... Quoi qu'on puisse dire, il n'est pas possible de rassurer ici les esprits... Il n'y a que les effets qui pourront convaincre cette Cour (4). »

La composition de la Commission n'avait rien qui pût dissiper les appréhensions du Saint-Siège. Ce n'était point l'archevêque de Reims qu'on redoutait : il se trouvait, depuis quelque temps déjà, candidat à la pourpre cardinalice, et Rome avait par là prise sur lui. A tout considérer, et malgré sa faiblesse, on préférait ce président à beaucoup d'autres. La présence de l'archevêque de Toulouse dans la commission, le rôle qu'il paraissait avoir joué dans l'intrigue, peu connue, d'où était sorti l'arrêt du Conseil, ses accointances avec les philosophes, son ambition, donnaient

(1) Lettre du marquis d'Aubeterre, du 18 juin 1766. (Archives des Affaires étrangères.)

(2) Lettre du même, du 2 juillet 1766. (*Ibid.*)

(3) Lettre du même, du 9 juillet 1766. (*Ibid.*)

(4) Lettre du même, du 5 novembre 1766. (*Ibid.*)

de plus graves sujets d'inquiétude. On se défiait à Rome de ce prélat; on le savait homme à tout oser, s'il se sentait couvert par le Roi. L'introduction de l'élément laïque dans la Commission, les noms des membres choisis dans le Conseil d'État, et qui presque tous avaient eu occasion, dans l'affaire des Jésuites, de manifester des sentiments peu conformes aux vues de la Cour pontificale, n'étaient pas de nature à atténuer ces appréhensions. Les cardinaux les plus ardents cherchaient à entraîner le Pape à une réprobation solennelle des doctrines et des actes de la Cour de France : ils réussirent à faire déférer les trois arrêts du Conseil aux examinateurs du Saint-Office (1). Quelques membres du Sacré-Collège, plus modérés, Ganganelli entre autres, intervinrent, et détournèrent l'orage; on renonça à une démonstration dont Rome ne pouvait attendre d'autre effet qu'une rupture éclatante avec le cabinet de Versailles, et qui, dans la situation où se trouvait alors l'Église, eût été certainement funeste aux intérêts de toute nature du Saint-Siège. Choiseul, en présence de la haine impuissante de la Cour pontificale, continuait de manifester un dédain qu'au fond peut-être il ne ressentait pas. De temps en temps, il laisse échapper, dans sa correspondance, un éclair de colère ou de terribles menaces à peine voilées. Quelque vague idée de schisme traversait-elle son esprit, lorsqu'il écrivait à M. d'Aubeterre, au sujet de la condamnation prévue d'un mandement gallican, ces lignes significatives : « Si les esprits inquiets et fanatiques qui dirigent trop souvent les délibérations à Rome veulent

(1) Dépêche du marquis d'Aubeterre, du 9 juillet 1766. (Archives des Affaires étrangères : correspondance de Rome.)

absolument rallumer un feu éteint, l'incendie deviendra peut-être plus grand qu'ils ne l'imaginent (1) » ?

Ces mots de « feu éteint » étaient une allusion à la querelle janséniste, qui, après avoir agité tout le royaume et bouleversé en particulier le diocèse de Paris, perdait de jour en jour de sa violence. Au moment le plus aigu de la crise, beaucoup de gens, des meilleurs et des plus clairvoyants esprits, avaient considéré comme possible, probable même, une scission complète entre la France et Rome. « Il est à craindre, écrivait l'avocat Barbier, que tout cela ne finisse sérieusement : on pourrait voir un jour une révolution dans ce pays-ci pour embrasser la religion protestante. » D'Argenson allait moins loin, mais se montrait plus affirmatif : « On va tout droit à un schisme », disait-il. On était en effet sur une pente qui semblait y aboutir. Faut-il dire notre pensée ? Peut-être tout autre prince que Louis XV eût-il été amené par les événements à se séparer de l'Eglise romaine, et doit-on attribuer beaucoup plus à l'inertie du Roi qu'à l'habileté des cardinaux du parti modéré l'éloignement d'une rupture qui, à deux ou trois reprises, sembla tout près de se consommer.

Malgré les progrès de l'indifférence, on ne se désintéressait pas des querelles religieuses : le peu de souci d'une partie du public pour les questions qui faisaient le fond même du débat ne l'empêchait pas de prendre parti dans la lutte. Vingt ans auparavant « la bonne ville de Paris était janséniste de la tête aux pieds (2) » : elle n'avait point changé, et, si la guerre s'était assoupie, les colères étaient aussi vives qu'autrefois ; entre deux adversaires

(1) Lettre de Choiseul à M. d'Aubeterre, du 25 août 1766.

(2) *Journal* de Barbier, T. II, p. 202.

également animés, également intolérants, ne connaissant que deux rôles, celui de persécuteur ou celui de victime, une telle haine avait surgi que, loin de s'apaiser, elle grandissait dans le calme apparent de la trêve. On se taisait ; mais on ne désarmait pas. Les rancunes, dans le camp janséniste, étaient implacables ; il existait dans la population, contre les hauts dignitaires de l'Eglise dévoués aux idées ultramontaines, une irritation dont les mémoires du temps — nous parlons des plus sérieux — conservent la profonde empreinte : ce sentiment devint peu à peu de l'aversion et de l'horreur. Le mépris du moine est né au xvi^e siècle ; mais de l'époque et des querelles dont nous nous occupons, seulement, date la haine du prêtre, si profondément enracinée dans les masses, et qui se manifeste, à chaque commotion politique, par quelque sanglante tragédie.

Les menaces de Choiseul n'étaient donc pas de vaines rodомontades : avec les philosophes, avec les jansénistes proprement dits, avec les Parlements, il aurait eu derrière lui, dans un grand conflit avec le Saint-Siège, une bonne partie de la population du royaume. La Cour de Rome ne l'ignorait pas : elle craignit de le pousser à bout, et se le tint pour dit. Le Pape se borna à adresser au président de la Commission un bref dans lequel, à propos de la nomination de M. de Talleyrand comme coadjuteur de Reims, il manifestait de nouveau ses craintes. M^{re} de La Roche-Aymon répondit par les protestations les plus chaleureuses et les plus catégoriques. Il rappela au Pape que le Gouvernement français ne s'était occupé de la réforme des réguliers que sur les plaintes portées par le clergé lui-même au pied du trône : l'Assemblée générale de 1765 avait sollicité le Roi d'intervenir auprès du Saint-Siège pour obtenir de l'autorité ecclésiastique la réforme des

abus qui minaient l'état religieux ; le Roi , avant de proposer au Souverain-Pontife les mesures que comportait la situation , avait voulu que ces mesures et cette situation elle-même fussent l'objet d'un examen approfondi , et il avait choisi , pour y procéder , les chefs de l'Assemblée et de l'épiscopat . Que pouvait avoir à redouter l'Église de ceux-là mêmes qui étaient à la tête de ses pasteurs ? Du reste , ajoutait l'archevêque , tous les membres de la Commission , prélats ou laïques , également pénétrés de leurs devoirs , se conformeraient aux pieuses intentions du Roi ; il ne s'en trouverait aucun qui voulût prêter les mains à un empiétement quelconque de la puissance civile sur les droits de l'Église , et le président de la Commission suppliait le Saint-Père de l'accepter pour caution de ses confrères de l'épiscopat (1).

D'un autre côté , Choiseul et l'ambassadeur répétaient à satiété « que le Roi n'avait en vue que le bien de la religion ; qu'il ne s'agissait pas encore , au surplus , d'examiner quels étaient les moyens les plus efficaces de parvenir au succès des pieuses intentions de Sa Majesté » ; — que celle-ci « communiquerait au Souverain-Pontife , quand il en serait temps , les mesures qu'elle croirait devoir prendre , et qu'elle désirait sincèrement de n'employer que

(1) « Illud Sanctitati Tuæ omni asseveratione affirmo nos omnes ad hocce munus electi , a jussionibus reglis ipsaque Regis optimi mente prout recederemus , si , in præsentî negotio , suos ut regia autoritas limites vel tantillum excedat suaserimus , neque qui tam graviter prevaricaretur e nobis vel unus est... Id confidenter dico , Beatissime Pater , et me pro carissimis in episcopatu collegis meis sponsorem accipias velim... » (Lettre de l'archevêque de Reims à Clément XIII , du 10 novembre 1766. — Archives des Affaires étrangères : correspondance de Rome.)

de concert avec Sa Sainteté (1) ». — Il était impossible au Pape d'insister davantage, surtout en présence de la réserve que la Commission apporta dans ses premières démarches. Le marquis d'Aubeterre et les prélats dévoués à Choiseul réussirent-ils à endormir la vigilance du Saint-Siège, ou plutôt Clément XIII, dont les relations avec la Cour de Versailles étaient déjà singulièrement tendues, et qui allait s'aliéner tous les Bourbons de l'Europe par son bref du 30 janvier 1768, revendiquant, à l'occasion d'impôts levés dans le duché de Parme, une suzeraineté illusoire sur cet État, voulut-il écarter un nouvel élément de conflit, peut-être une occasion de schisme? il serait difficile de le dire; mais il est certain que, jusqu'à la mort du Pape, la question de la réforme des ordres religieux dans le royaume ne paraît pas avoir amené de nouvelles représentations de la part de la Cour de Rome.

Bien qu'il n'y ait aucune raison de croire que la lettre adressée par l'Assemblée générale du Clergé au Souverain-Pontife ne soit pas parvenue à Rome, l'auteur anonyme d'un mémoire dirigé contre les agissements de l'archevêque de Toulouse, et écrit sous l'inspiration de M^{re} de Beaumont, prétend que, selon toute apparence, elle fut interceptée par les prélats de la Commission (2). Cette ac-

(1) Lettre de Choiseul, du 8 juillet 1766. (Archives des Affaires étrangères : correspondance de Rome.)

(2) *Mémoire sur l'état religieux et sur la Commission établie pour les réguliers*, p. 9. — L'abbé Badiche, dans l'introduction qui précède la réédition (collection Migne) du *Dictionnaire des ordres religieux*, du P. Hélyot, semble partager cette opinion. Voir cette introduction : *De l'état religieux, particulièrement en France, au dernier siècle*.

cusation paraît toute gratuite, et l'acte imputé aux commissaires témoignerait d'une bien grande naïveté de leur part : tous les membres de l'Assemblée avaient eu connaissance de cette adresse, et plusieurs n'eussent pas manqué, soit de la communiquer au Nonce, soit d'en envoyer des copies à Rome ; dès lors, de quelle utilité eût été l'acte dont on charge l'archevêque de Toulouse et ses adhérents ?

Cependant, aux pouvoirs déjà exorbitants donnés à la Commission par l'arrêt du 23 mai, celui du 31 juillet avait ajouté des attributions nouvelles, qui, pour être mal définies, n'en étaient que plus menaçantes pour les instituts réguliers. Les commissaires furent autorisés à rendre, pourvu qu'ils fussent au nombre de cinq au moins — l'élément laïque suffisait à composer ce nombre — tous jugements et ordonnances, « et à faire généralement tous actes qui pourraient être à ce requis et nécessaires ». A cet effet, il leur était expressément attribué « toute cour, juridiction et connaissance interdite par Sa Majesté à toutes ses cours et autres juges ».

L'extension donnée à ses pouvoirs transformait la Commission d'enquête en un tribunal qui allait décider souverainement du sort de tous les instituts religieux. Cinq archevêques et cinq membres du Conseil d'Etat pourraient, à leur gré, bouleverser des corporations nées des entrailles mêmes de l'Eglise, et qu'à l'Eglise seule il appartenait de réformer ou de détruire. D'énergiques protestations se firent entendre. L'archevêque de Paris, qui avait déjà encouru la disgrâce du Roi pour sa vive opposition aux mesures prises contre les Jésuites et la chaleur avec laquelle il traquait les partisans du jansénisme, ne craignit pas d'élever la voix pour dénoncer ce qu'il considérait comme un empiétement du pouvoir laïque sur les

droits du Saint-Siège et de l'épiscopat. Plusieurs écrits parurent, où l'on rappelait que les canons et la tradition réservaient au Pape seul, avec le concours des supérieurs et l'avis de l'autorité diocésaine, l'œuvre qui venait d'être dévolue aux commissaires ; que ceux-ci n'avaient pas reçu leurs pouvoirs de l'Eglise, mais du Conseil d'Etat, lequel, n'ayant aucun droit en cette matière, n'était en mesure d'en conférer aucun ; que la Commission était composée en partie de laïcs, étrangers à l'esprit des instituts religieux ; qu'elle ne comptait pas un seul régulier dans son sein ; que les évêques qui en étaient membres n'avaient, à moins d'une délégation spéciale et formelle du Souverain-Pontife, aucune juridiction hors de leurs diocèses respectifs ; que, par ces diverses raisons, la Commission, nommée, en dehors de toutes les règles canoniques, par une autorité incompétente, n'avait aucun droit de diriger ou d'imposer une réforme à un ordre quelconque (1).

A quoi d'autres brochures (2) répliquaient que de tout temps les rois, « les évêques du dehors », avaient exercé certains droits dans l'Eglise, et que plusieurs de ces droits leur avaient été expressément reconnus ; on rappelait qu'ils avaient même convoqué des Conciles locaux ou provin-

(1) *Mémoire sur l'état religieux et sur la Commission établie pour les réguliers. — Cas de conscience, etc., etc. — Voir à ce sujet l'ouvrage du P. Prat : Essai historique sur la destruction des ordres religieux en France au XVIII^e siècle, pages 168 et ss.*

(2) *Idées réfléchies sur la Commission établie par arrêt du Conseil d'Etat du Roi pour l'examen des corps réguliers. — Lettre d'un religieux à son supérieur général sur la réforme des Communautés religieuses. — Autorité légitime des évêques et des souverains pour procéder à la réformation des réguliers sans le concours de l'autorité du Pape, etc. etc.*

ciaux, et vu l'assemblée leur soumettre, ou même soumettre à leurs représentants, ses délibérations sur certaines matières ; Charlemagne chargeait ses *Missi* de veiller à l'observation des saints canons. — En ce qui concerne les corporations religieuses, deux objets sont du ressort de l'autorité royale : la légalité de leur institut, et l'observation des lois qu'il comporte. On ne l'a jamais contesté, et les capitulaires des anciens rois renferment une foule de dispositions se rapportant au maintien de la discipline et à la police des monastères. Le droit de surveillance que possède le prince ne pouvant être exercé que par délégation, on ne saurait attaquer la légalité de l'acte par lequel le Roi a délégué cette surveillance à une Commission d'examen et même de réforme. Cette Commission, au surplus, ne doit pas agir par elle-même : elle est chargée d'éclairer le Roi et de préparer le travail. Ce n'est ni une nouvelle cour souveraine, ni une juridiction spéciale. Les droits d'inspection et de correction qui appartiennent au prince, et dont les arrêts de 1766 et 1767 ne font que manifester l'exercice, ne portent en rien atteinte aux droits du Saint-Siège. Les commissaires ne prétendent point modifier à leur gré les règles des divers ordres ; ils se borneront à corriger dans la limite de ces règles. Les précédents ne manquent pas ; les Archives des Cours souveraines en fournissent en abondance : en 1502, arrêt du parlement de Paris commettant deux présidents et deux conseillers pour assister à la réforme des Cordeliers ; en 1520, arrêt du parlement de Toulouse enjoignant à l'archevêque de procéder à la réforme des Augustins, réforme à laquelle assistent deux membres de la Cour ; en 1524, arrêt du parlement de Paris chargeant plusieurs de ses membres de l'examen des statuts de certaines communautés ; autre arrêt de 1532, rendu par le parlement de Paris sur la de-

mande même de l'évêque de Senlis, pour la réforme d'un couvent de sa ville épiscopale; en 1574, arrêt du parlement de Provence commettant son premier-président pour pourvoir à la réforme de divers monastères, et une grande quantité d'autres actes de même nature, prescrivant ou approuvant la réforme de maisons ou d'ordres religieux. En principe, d'ailleurs, nulle communauté ne peut s'établir en France sans la permission du Roi; les statuts et toutes les modifications apportées aux règles primitives sont soumis à l'approbation de l'autorité civile. Il est non-seulement du droit, mais du devoir du prince de tenir la main à l'observation de ces statuts.

Sans s'arrêter à la polémique soulevée par les arrêts qui l'avait instituée, la Commission se mit à l'œuvre. Elle avait pour chef nominal M^{sr} de La Roche-Aymon, prélat peu intelligent et d'un caractère faible (1), à qui l'histoire doit reprocher ses complaisances sous le règne honteux de M^{me} du Barry. On ne devait pas compter sur un actif concours de sa part, mais on savait qu'au moins il laisserait faire; et, comme il n'était point sans vertus, il avait paru fort propre au rôle de président, rôle tout de représentation et d'apparat. La véritable tête, l'âme de la Commission, était son rapporteur, l'archevêque de Toulouse, Loménie

(1) On disait de lui, à l'époque où Clément XIV lui donna le chapeau : — « On ne croit pas qu'il rende jamais à la pourpre le lustre qu'il en reçoit..... Il a prouvé qu'avec de la souplesse et de la constance, on n'avait aucun besoin de savoir ni d'esprit pour parvenir à la fortune : c'est un des prélats les plus ignares et les plus bornés de l'Eglise de France, et ce n'est pas peu dire. » (*Journal historique de la Révolution opérée dans la Constitution de la Monarchie française par M. de Maupeou chancelier de France*, T. II, p. 321. — A Londres, MDCCLXXIV.

de Brienne, une des plus curieuses individualités sans contredit et des plus tristes caractères de son siècle.

Brillant, élégant, spirituel, intelligent, ambitieux, ne manquant pas d'énergie à l'occasion, habile et souple, consommé dans l'intrigue, ayant pratiqué de bonne heure le grand art de mettre les femmes de son côté, hardi du reste, aventureux et confiant dans son étoile, Etienne-Charles de Loménie de Brienne, élevé fort jeune à l'épiscopat, avait, le plus tôt possible, échangé le modeste siège de Condom contre le riche archevêché de Toulouse. Des idées et des principes, il n'en avait point de bien arrêtés : sa vanité et son désir d'arriver lui suggéraient ceux qui pouvaient lui être le plus utiles pour le moment. Il avait eu une jeunesse à la fois dissipée et laborieuse ; on le voyait à la Sorbonne, entre deux parties de plaisir, « étudiant la théologie comme un Hibernois, pour être évêque, et les Mémoires du cardinal de Retz, pour être homme d'Etat (1) ». Devenir ministre était dès ce temps-là son rêve, et il n'en faisait point mystère. Bien qu'il eût débuté par une thèse dont les hardiesses avaient appelé sur son auteur l'attention du public (2), — « thèse d'athée avec des réserves de Jésuite », a dit un contemporain, — une fois entré dans l'état ecclésiastique, il garda pendant quelques années une prudente réserve, et ne se découvrit davantage que lorsqu'il se sentit assez haut placé pour n'avoir rien à craindre, pour sa fortune, d'un peu plus de franchise. Si, d'un côté, il tenait la main à l'exacte observation de la discipline dans son diocèse, et réprimait avec vigueur certains écarts, il faisait, pour son compte, dans

(1) L'abbé MORELLET, *Mémoires*, T. I, p. 17.

(2) *Biographie universelle*, art. Loménie de Brienne.

l'intimité, assez bon marché de l'orthodoxie. Il était resté] l'ami de Turgot, qui avait été son compagnon d'études à la Sorbonne, et il passait pour avoir collaboré aux *Lettres d'un Ecclesiastique à un Magistrat* (1). Son faible pour les philosophes n'était du reste un secret pour personne. — « L'archevêque de Toulouse passe pour une bête de votre façon et bien disciplinée par vous », écrivait Voltaire à d'Alembert, lors de la réception de Brienne à l'Académie française (2). — Sa réputation d'esprit fort était si bien assise que plus tard, de grands personnages demandant pour lui à Louis XVI l'archevêché de Paris, le Roi répondit simplement : « Au moins faudrait-il que l'archevêque de Paris crût en Dieu (3) ».

Prélat de cour et causeur d'une séduction infinie, il sut persuader à Marie-Antoinette, en dépit du Roi et même des Polignac, que lui seul pouvait tirer le Gouvernement de l'ornière où l'avait fait verser Calonne. Elevé au ministère, il se montra sans doute bien au-dessous de ce que ses amis attendaient de lui : à ce moment, il était malade, usé, fini. Sa vanité l'avait aveuglé ; les difficultés auxquelles il se heurta achevèrent de lui faire perdre la tête. Mais ce ne fut pas seulement un personnage tout d'apparence, comme le prétend M. Henri Martin (4) : il avait

(1) *Biographie universelle*, art. Loménie de Brienne.

(2) Lettre du 11 juin 1770. — Voltaire, malgré les efforts de d'Alembert, ne goûta jamais beaucoup l'archevêque de Toulouse, qui se rendait également suspect au clergé par ses complaisances pour les philosophes, et aux philosophes par les mesures qu'il prenait dans son diocèse pour y maintenir la discipline.

(3) SISMONDI, *Histoire des Français*, T. XXX, p. 66. — MICHELET, *Histoire de France*, T. XVII, p. 379.

(4) *Histoire de France*, T. XVI, p. 583. — Peu d'historiens ont

déployé de véritables talents dans le gouvernement de son diocèse et aux Etats du Languedoc. On ne peut lui contester une remarquable aptitude pour le travail, une facilité surprenante, une grande activité, de rares capacités d'administrateur. Il ne se trouvait déplacé ni aux séances de l'Académie, ni aux assemblées synodales : partout à l'aise, partout écouté, partout jouant un rôle en vue, et presque toujours le premier : tel était l'homme qui devait, durant quinze années, ^{prêter le plus efficace concours,} ~~être l'agent le plus actif de~~ l'esprit philosophique dans sa lutte contre les ordres religieux ; tel était le singulier réformateur qui allait, par une pitoyable ironie de la destinée, prendre en mains une œuvre à laquelle eût à peine suffi un des grands génies de l'institut monastique, un saint Benoît, un saint François d'Assise ou un saint Bernard.

jugé Loménie avec autant d'impartialité que M^{me} de Staël dans ses *Considérations sur la Révolution française*.

PALAIS DE JOCONDIAC.

Les princes des deux premières races, mérovingienne et carlovingienne, avaient sur l'étendue de leur territoire des palais ou châteaux dans lesquels ils allaient séjourner. Un certain nombre de diplômes ont été signés dans ces résidences royales. Ordinairement ces châteaux étaient situés hors des villes et dans des lieux complètement isolés. La plupart ont été renversés, et sont tombés dans l'oubli; et, sur cent cinquante châteaux dont on trouve les noms dans l'histoire ou dans les diplômes royaux, à peine en compterait-on vingt dont on retrouve les traces authentiques.

Charlemagne avait assigné à son fils Louis d'Aquitaine quatre châteaux situés dans cette province, et où ce jeune prince devait passer ses quartiers d'hiver. C'étaient *Cassinogilum* ou Casseuil, que le moine Aimoin place sur la Garonne (1); *Andiacum*, qu'une chronique du ix^e siècle met en Angoumois (2); Doué (*Theotvadum*) en Anjou, et Ebreuil

(1) Voir les débats entre Casseuil-sur-Gironde et Casseneuil (Agenais), dans le Congrès scientifique de Bordeaux, T. II, p. 371-382.

(2) *Chronic. Fontanel.*, cap. VII, ap. *Dacheri Spicileg.* 1659, T. II, p. 204. — Ce lieu d'*Andiacum* est encore inexploré. Serait-

(*Ebrogilum*) en Auvergne (1). Mais il y avait en Aquitaine d'autres palais royaux, et en particulier celui de Jocondiac, auquel nous allons consacrer cet article.

§ 1^{er}. — Faits historiques.

Le palais de Jocondiac, en Limousin, était une résidence royale fort célèbre à l'époque de la dynastie carlovingienne. Plusieurs rois et empereurs y ont fait leur séjour.

I. — Citons d'abord Louis, roi d'Aquitaine (depuis empereur sous le nom de Louis le Pieux ou le Débonnaire). Un diplôme de ce prince, en date du trois des nones d'août (3 août) de la vingt-cinquième année du règne du roi Charles et de la quatorzième année du règne de Louis, c'est-à-dire, d'après Mabillon, l'an 793, fut donné dans le palais royal de Jocondiac — *actum Jogundiaco palatio nostro* — en faveur du monastère de Noaillé en Poitou. On voit figurer au bas de ce diplôme le nom de plusieurs officiers du palais : en premier lieu, celui de Régimpert, évêque [de Limoges à cette époque], qui prend le titre de « chapelain de Louis, roi des Aquitains ». Après lui viennent Magnarius (le comte Magnier ou Magnaire), Immon, Adalbert, Erlald, Garic, Witfred, Adémar, Raganfred, Bicon, Gislemar, Hariald, Abbon, Wadon, etc. Le dernier est Hildigaire, à la place de Déodat (2). Il fallait un palais bien vaste pour loger tous ces officiers de la couronne.

ce Angeac-Champagne près de Ségonzac ? — Et *La Garde* près *Andiac* (*illa Warda prope Andiacum*), serait-ce *La Garde* près de Barret et de Saint-Médard (canton de Barbezieux) ?

(1) MABILLON, *Annal. Benedict.*, T. II, lib. XXX, n° XI, an. 827.

(2) Diplôme publié par Mabillon (*Annales Benedict.*, T. II, appendix, n° XXXIII.)

II. — C'est dans ce palais de Jocondiac (*Joguntiacum palatium*) que Pépin, fils de Louis le Pieux, — établi par son père roi d'Aquitaine en 814, et envoyé par lui dans cette province en 817, — signa un privilège en faveur de l'abbaye de Strade ou de Saint-Genou en Berry, l'an 828 (1).

III. — C'est dans ce palais que Louis le Pieux, devenu empereur, tint une diète ou assemblée générale : *Tunc Ludovicus conventum generalem tenuit in palatio Jogentiaco in Lemovicino* (2). C'était en 832 (3), et non, comme l'a dit Adémar dans sa chronique, en 830. Au mois d'octobre de cette année (832), Louis le Pieux assista, à Limoges, à la dédicace de l'église de Saint-Sauveur, c'est-à-dire de la basilique supérieure de l'abbaye de Saint-Martial, qu'il avait fait bâtir depuis les fondements; et il assista aussi, le 12 octobre, à la translation des reliques de l'Apôtre de l'Aquitaine, qui eut lieu à cette occasion (4).

(1) MABILLON, *Annal. Benedict.*, T. II, lib. XXX, n° XII, an. 828.

(2) ADÉMAR, *Chronicon*, ap. LABBE, *Nova Biblioth.*, T. II, p. 159. — *Patrolog.*, T. CXLI, col. 31. — BERNARD GUIDONIS, ap. LABBE, *Nova Bibl.*, T. II, p. 266.

(3) L'auteur contemporain de la Vie de Louis le Pieux, connu sous le nom de l'Astronome, s'exprime ainsi : « 832. *Ligeri transmeato, cum suo commeatu ad Jocundiacum palatio venit, in territorio Lemovicensi situm.* (DUCHESNE, *Historiens de France*, T. II, p. 308, 309. — D. BOUQUET, *Historiens de France*, T. VI, p. 112.)

(4) « Et cum gloria magna dedicare jussit basilicam Salvatoris regalem mense octobri, et levatum corpus sancti Martialis, anno Incarnationis Domini DCCCXXX. » (ADEMAR, *Chronicon*, ap. LABBE, T. II, p. 159.)

IV. — Cette même année 832, saint Conwion, religieux de Bretagne, vint parler à l'empereur, qui se trouvait dans le territoire de Limoges, et se tenait dans un palais situé près le mont Carry (*ad Cadrium montem*), que Mabillon pense avec raison être le palais de Jocondiac (1).

§ 2. — Opinion des savants sur la position du palais de Jocondiac.

Les savants des deux derniers siècles, ceux surtout qui étaient étrangers au Limousin, ont été fort divisés sur cette question.

I. — MM. Robert du Dorat (commencement du xvii^e siècle) pensaient que ce palais était situé à Jocondia, dans la paroisse de Mézières (aujourd'hui canton de Mézières, Haute-Vienne) (2);

II. — Adrien de Valois prétendait que ce palais est le même que celui d'Andiac : mais dom Michel Germain, dans son livre sur les palais des rois francs, a démontré qu'Adrien de Valois se trompait, — Andiac étant situé en Angoumois, et Jocondiac en Limousin (3);

III. — Dom Michel Germain, dans sa Dissertation sur les palais des rois Francs, publiée à la suite du *Traité de*

(1) « Tunc Ludovicus in palatio Lemovicensi, haud dubie Jucundiaci, ad Cadrium montem posito, versabatur. » (MABILLON, *Annal. Bened.*, lib. XXX, n° LXII.)

— « Prima hæc profectio contigit anno ejus sæculi trigesimo secundo, cum Ludovicus in palatio territorii Lemovicensis ad Cadrium montem resideret : quod de Jucundiaci palatio interpretandum videtur. » (MABILLON, *ibid.*, lib. XXXI, n° LXV.)

(2) Ap. JOULLIETTON, *Histoire de la Marche*, T. I, p. 98, note 1.

(3) MABILLON, *Annal. Bened.*, lib. XXX, n° XI.

diplomatique de Mabillon (1), proposait de placer le palais de Jocondiac soit à Montjauby ou à Sainte-Félicité, à Limoges, soit au château des Cars en Limousin (2);

IV. — Mabillon adoptait cette opinion, que ce palais était situé à Limoges même, au bord de la Vienne près de l'église Sainte-Félicité (3), où l'on voyait encore, au ^{xvii}^e siècle, les ruines d'un vaste édifice romain, que les chroniques limousines appellent le théâtre de Duratius (4);

V. — Le P. Papebroch, qui a rédigé, dans le Recueil des Bollandistes, l'article sur saint Martial, place ce palais à Jouac (5); et un érudit contemporain, G. Waitz, qui a publié, en Allemagne, une nouvelle édition de notre Adémar, a adopté cette opinion du savant Bollandiste (6);

VI. — L'abbé Nadaud, vers l'an 1760, avait fait une dissertation pour établir que le palais de Jocondiac se trouvait à Condat près de Limoges, où l'on avait découvert, en 1740, une très-belle mosaïque, dont Turgot fit lever le plan en 1769 (7);

VII. — M. Joullietton, dans son *Histoire de la Marche*,

(1) MABILLON, *De Re diplomatica*, lib. IV.

(2) D. Germain a émis une conjecture sur le château des Cars, à cause de ce détail, inséré dans la légende de saint Conwion, que le palais de Jocondiac était situé *ad Cadrium montem*.

(3) « Jucundiacum.... positum ad ripam fluvii Vigennæ, ubi modo ecclesia Sanctæ Felicitatis visitur. » (MABILLON, *Annal. Benedict.*, lib. XXX, n° XI, ann. 827.)

(4) P. BONAVENT., T. III, p. 19 et 20.

(5) *Acta SS.*, T. V junii, p. 557.

(6) *Patrolog.*, T. CXLI, col. 31.

(7) ALLOU, *Monuments de la Haute-Vienne*, p. 282.

plaçait ce palais à Crozant, une des ruines les plus magnifiques et les plus pittoresques du département de la Creuse (1).

Aucune de ces opinions n'est admissible.

§ 3. — Quelle était la position précise du palais de Jocondiac ?

Il est facile d'établir, à l'aide de renseignements que nous trouvons dans trois documents anciens, quelle était la position précise du palais de Jacondiac.

I. — Et d'abord nous lisons dans un Recueil des miracles de saint Martial, publié par les Bollandistes, et écrit au milieu du ix^e siècle, que l'empereur Louis le Pieux, étant venu résider au palais de Jocondiac, accompagné d'une nombreuse armée, — les soldats, mal disciplinés, se livraient aux enyirons à la rapine, et l'armée des Francs était répandue jusqu'à la ville de Limoges : « *Residente Ludovico imperatore, cum magno Francorum exercitu, Geguntiacio palatio, plurima circumquaque loca vicina in rapinis prædonum, et pascuis, quæ supradictus devastabat exercitus, vexabantur; erat enim usque ad hanc urbem Lemovicenam Francorum diffusus exercitus* (2). » Jocondiac était donc aux environs de Limoges; et ce texte écarte la plupart des localités indiquées plus haut : Jouac, Crozant, les Cars, Andiac, etc.

II. — L'auteur de la légende de saint Martial qui a pris le pseudonyme d'Aurélien, et qui a écrit au vi^e siècle, comme on le prouve par les vers que Fortunat a composés

(1) *Histoire de la Marche*, T. I, p. 98, note.

(2) *Acta SS.*, T. V junii, p. 556.

sur cette légende, dit que le palais royal de Jocondiac était situé près de la Vienne, au lieu qui s'appelle Garric, et qu'Hildebert, fils du comte de Poitiers, se noya, en se baignant, dans le gouffre de Garric (1) : or ce gouffre de Garric, en langage vulgaire *lou gour dé Garri* ou *le gour de Géry*, est encore aujourd'hui très-connu : il est situé à peu de distance du bourg du Palais, en amont de cette bourgade, à une lieue et demie de Limoges.

III. — C'est donc *au Palais*, près de la Vienne, et non loin du gouffre de Garric, qu'il faut placer le château royal de Jocondiac ; et c'est là ce que démontrent les vers suivants de Pierre le Scolastique, qui a traduit en vers la légende de saint Martial à la fin du x^e siècle ou au commencement du xi^e, c'est-à-dire après l'an 994, où eut lieu le miracle des Ardents, que Pierre le Scolastique raconte comme en ayant été témoin oculaire.

Il dit en parlant des troupes du duc Etienne : « Elles plantent leurs tentes le long du fleuve de la Vienne ; car cette résidence royale s'appelle Jocondiac (*Jovenciac*), et n'est pas bien éloignée de la ville de Limoges ; et, comme c'était autrefois un palais royal, il a conservé, même après sa destruction, dans le langage vulgaire, le nom pompeux et *vide* de Palais » :

(1) « Cum iter facerent, contigit ut devenirent ad quoddam regale palatium, nomine Jogenciacum. Fixerunt autem tentoria... super Visennam fluvium... Hildebertus, filius Archadii, comitis Pictavensis, veniens ad locum qui dicitur *Garricus*, a diabolo suffocatus interiit. » (*Historia S. Marcialis*, ed. 1566, p. 165.)

En 1672, le chanoine Collin, dans sa *Vie des Saints du diocèse de Limoges* (1);

En 1760, l'abbé Oroux, dans sa *Vie de saint Léonard* (2);

Vers la même époque, dom Col, bénédictin de l'abbaye de Saint-Augustin de Limoges, dans ses *Observations sur le palais de Jocundiac*, qui se trouvent à la Bibliothèque nationale (3);

De nos jours, M. Deloche, dans ses *Etudes sur la géographie historique de la Gaule* (p. 132),

Reconnaissent que Jocondiac était au lieu appelé aujourd'hui *le Palais*.

VII. — Le château de Jocondiac a donné son nom à un *pagus* que l'on trouve mentionné dans une charte du ix^e siècle. Citons M. Deloche, dans son savant ouvrage qui a pour titre : *Etudes sur la géographie historique de la Gaule*, p. 131 :

« Voici le passage d'une charte de l'an 864, où se trouve mentionné le pays de *Juconciac* : « In pago Lemovicino, in » illa quintana de Lemovicas civitate, in pago Jucunciaco, » manso qui vocatur Pereto. »

(1) « Le Roy Louys le Debonnaire, empereur de Rome, estoit venu à Limoges, et logeait près de la ville, dans le palais de Jocunciât. On eroit que c'estoit le chasteau qui est sur la rivière de Vienne, où il y a aujourd'hui une commanderie de Malte qui a retenu le nom de Palais, quoique ce vieux chasteau, où logeoient les roys de France, soit tout à fait ruiné. » (P. 261.)

(2) « Ce palais (de Jocundiac) étoit fort connu et fréquenté dans les VIII^e et IX^e siècles. Les chartes de ce temps-là l'appellent *palatium Jocundiacum*, *Jogundiacum*, *Jogentiacum*, *Juvenciacum*. Il étoit situé à une lieue de Limoges, près du village appelé encore aujourd'hui *le Palais*. » (P. 58.)

(3) ALLOU, p. 284. — *Bulletin de la Société Archéol.*, T. VIII, p. 20.

» Le donateur dispose du manse appelé *Péret*, situé en Limousin, dans la quintane de la ville de Limoges, dans le pays de Juconciac. Le lieu qui a donné son nom à ce canton est évidemment ce palais des rois de France, appelé *Juconciacus* ou *Geguntiācus*, situé aux environs de Limoges...

» *Péret*, qui est au nord-nord-est du Palais, sur un petit affluent de la Vienne, était très-assurément le *mansus Peretus* désigné par la charte citée plus haut comme étant placé dans le pays de Juconciac, ce qui confirme encore la position de la résidence royale au lieu dit le Palais. »

Une autre charte de l'an 918, insérée au Cartulaire de la cathédrale de Limoges, parle de ce manse de Péret (*de Pereto*), dans le pays de Juconciac (*in pago Jucuciaco*) (1).

VIII. — Ce palais de Jocondiac était en ruine à la fin du x^e siècle, comme le montrent les vers de Pierre le Scolastique cités plus haut.

Nadaud (2) fixe l'époque de cette ruine à l'invasion des Normands en Limousin, en 847, pendant laquelle la ville même de Limoges et un grand nombre de châteaux et de monastères furent incendiés (3).

(1) Citée par Nadaud, ap. ALLOU, *Monuments de la Haute-Vienne*, p. 286, note 1. — Nadaud croyait qu'il s'agissait de la métairie du PÉROU, située à peu de distance de Condat : on voit qu'il se trompait. Il a, du reste, reconnu son erreur relativement à la position de Jocondiac.

(2) Ap. ALLOU, *Monuments de la Haute-Vienne*, p. 287.

(3) « Anno subsequenti (847), Nortmanni... diffusi sunt per Aquitaniam... Concrematae sunt ab eis... Burdegala, Santonas, Egolisma, Lemovicas... et innumera monasteria et castella destructa. » (ADEMAR, *Chronicon*, ap. LABBE, T. II, p. 161. — *Patrolog.*, T. CXLI, col. 33.)

Ce qui donne une certaine probabilité à cette conjecture de l'abbé Nadaud, c'est que, en 848, Charles le Chauve, au lieu de tenir l'assemblée générale à Jocundiac, comme avait fait Louis le Pieux, en 832, la tint à Limoges (1).

IX. — Citons, en terminant, les variantes de l'orthographe du palais de Jocondiac :

1° Légende de saint Martial, par le pseudo-Aurélien (vi^e siècle) : *Jogentiacum* (*Historia S. Martialis*, edit. 1566); *Juventiacum* (Mss. du Vatican, collection de la reine de Suède, n° 543);

2° Charte de l'an 793 : *Jogundiaco palatio* (MABILLON, *Annal. Bened.*, T. II, appendix, n° xxxiii);

3° Charte de l'an 828 : *Joguntiacum palatium* (ap. MABILLON, *Annal. Bened.*, lib. XXX, n° xii);

4° L'astronome biographe de Louis le Pieux (850) : *Jocundiacum palatium* (D. BOUQUET, *Recueil des historiens de France*, T. VI, p. 112; — DUCHESNE, *Historiens de France*, T. II, p. 308, 309);

5° L'auteur anonyme des *Miracles de saint Martial* (855) : *Geguntiaco palatio* (*Acta SS.*, T. V junii, p. 556; — Biblioth. nationale, n° 2768 A (x^e siècle);

6° Chartes de l'an 864 et de l'an 918 : *In pago Juconciaco* (ap. DELOCHE, *Etudes sur la géographie historique de la Gaule*, 1864, p. 131; — ALLOU, *Monuments de la Haute-Vienne*, p. 286, note 1);

7° Pierre le Scolastique (996) : *Jovenciacus locus* (*Fragments du Poème de saint Martial*, p. 24);

(1) « Carolus enim Calvus conventum suum generalem habuit tunc Lemovicæ, tempore quadragesimæ (843), cum episcopis Aquitanix et primoribus ejus. » (ADEMAR, *ibid.*)

8° Adémar (1030) : *palatio Jogeniaco* (*Chronicon*, ap. LABBE, T. II, p. 159; — *Patrolog.*, T. CXLI, col. 31).

Nous pensons que, après ces recherches, la vraie position du palais de Jocondiac ne sera plus mise en question.

L'abbé ARBELLOT.

TESTAMENT DE SAINT YRIEIX

Saint Yrieix avait rédigé son testament près de vingt ans avant sa mort, l'an onzième du règne de Sigebert I^{er}, roi d'Austrasie, c'est-à-dire l'an 572 (1). On sait que le Limousin, sous les fils et petits-fils de Clovis, faisait partie du royaume d'Austrasie, dont Metz était la capitale (2). Saint Yrieix écrivit ce testament du vivant de sainte Pélagie, sa mère. Il en renouvela et confirma les dispositions « à la veille du jour où, plein de travaux » et de mérites, « il allait paraître devant Dieu ». Ce testament renferme

(1) Sigebert I^{er} prit possession du royaume d'Austrasie en novembre 561. Or, le testament de saint Yrieix ayant été écrit le 30 octobre, on était encore dans la XI^e année du règne de Sigebert le 30 octobre 572. C'est la date que donne Mabillon (*Annal. Benedict.*, T. I, lib. VI, n^o XLVIII). C'est donc à tort que des savants contemporains assignent à ce testament la date 573. (PARDESSUS, *Diplomata et chartæ*, T. I, p. 136. — DELOCHE, *Géographie historique de la Gaule*, p. 74.)

(2) Voir sur ce point notre *Vie de saint Léonard*, p. 260 ; le P. Le Cointe, *Annal. Eccles. Franç.*, ad. ann. 549 ; dom Ruinart, edit. *Gregor. Turon.*, col. 1309.

une foule de détails qui en font « un des documents les plus curieux de l'époque (1) ».

Malheureusement la traduction de cette pièce présente des difficultés sérieuses, d'abord parce que les manuscrits d'après lesquels on l'a publiée ont été plus ou moins altérés par l'ignorance ou l'incurie des copistes; et ensuite parce que ce document renferme des constructions de style et des mots d'une latinité barbare, dont il est difficile de pénétrer et surtout d'exprimer le sens.

I. — Au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit. La veille des calendes de novembre (30 *octobre*), et l'an onzième du règne de notre seigneur le roi Sigebert (572), moi, Yrieix, prêtre, — et Pélagie, — étant sains d'esprit et de jugement, étant maîtres et juges de ce qui nous touche, — redoutant les périls de la fragilité humaine, et craignant d'être surpris subitement par la mort, nous avons fait notre testament, que moi-même, Yrieix, j'ai écrit de ma propre main, et que nous avons fait souscrire par des témoins en nombre compétent.

Nous voulons que ce testament, — si par hasard il était infirmé par le droit civil ou prétorien, ou par quelque article de loi ancienne ou nouvelle, — ait au moins la valeur qu'ont les codicilles et toutes les écritures authentiques.

Afin que cela soit, ait lieu, soit exécuté, nous voulons que ce testament, rédigé avec l'aide du Christ-Seigneur,

(1) MONTALEMBERT, *les Moines d'Occident*, édit. in-12, 1868, T. II, p. 340, n° 1.

soit observé intégralement dans tous ses articles, selon sa teneur, que voici :

II. — C'est pourquoi, ô saint Martin de Tours, nous vous avons institué notre héritier, et nous voulons que nos prescriptions soient exécutées par le préposé de votre basilique. Quant à ce que nous avons donné, soit à vous, soit à d'autres, et tout ce que nous vous avons prié de faire, nous supplions que cela soit fait et subsiste après notre mort par votre pouvoir et votre sainte autorité. C'est pourquoi nous vous donnons, ô saint Martin, par la page de ce testament, la moitié [du domaine] de Gris (1); quant à l'autre moitié, avec ses bâtiments, ou avec tous ses droits, que nos moines résidant à Attanum la possèdent à perpétuité, sous votre protection, ô saint Martin!... — Qu'ainsi [elle relève] du monastère que nous avons établi sous l'inspiration et avec le secours de Dieu; [qu'elle appartienne] aux moines que Dieu y a ordonnés par nous, pauvre pécheur, ou à ceux que Dieu commandera d'y ordonner par la suite, — choisis tant parmi les hommes libres que parmi nos serfs, et dont nous vous recommandons l'ordination, ô saint Martin!... — Si quelqu'un voulait, — ce qu'à Dieu ne plaise! — enlever à votre pouvoir les monastères qui ont été bâtis pour l'amour du Christ en votre honneur, ô bienheureux Martin, et en l'honneur des saints; si quelqu'un, poussé par un génie mauvais et inique, entreprenait — ce que Dieu éloigne! — [de les soustraire à votre autorité]; si quelqu'un ose ordonner, sans la procu-

(1) *Medietatem Griciensis*. — Nous ne savons où placer ce lieu de *Gris* ou de *Grisy*. On trouve un village de *Gris* dans la commune de Saint-Paul-d'Eyjaux, canton de Pierrebuffière (Haute-Vienne).

ration de votre sainte basilique, celui qui sera jugé digne de régir et de gouverner ce monastère; si quelqu'un néglige de le soumettre à votre pouvoir, — que par votre vertu il soit anathème!

III. — Quant à notre portion du champ de Sisciac (1), c'est-à-dire la maison et l'oratoire avec les autres bâtiments, champs, bois, prés, pacages, airages (2), en un mot avec tous ses droits, comme nous la possédons présentement, — qu'elle soit possédée par votre sainte basilique, ô saint Martin, et par nos moines d'Attanum qui vivent, d'après notre règlement, sous votre patronage, de telle sorte que Dieu vous soit propice. Pour ce qui est des serfs de ce domaine de Sisciac, nous les avons donnés, ô saint Martin, à vous et à vos moines. Dans la part de votre basilique sont trois laboureurs, Parminius, Talaise et Claudius, et même nos autres serfs, et tout ce qui nous est dû par droit de servage : nous exceptons ceux qui sont déjà libres, à savoir Clara et Marcia. Nous vous donnons également dans l'état de serf Ursacius avec son épouse et ses enfants, mais à cette condition qu'ils cultivent quatre arpents de vigne.

(1) Ou placer ce lieu de Sisciac? Peut-être ce nom a disparu pour faire place au nom du Saint qui était patron de l'oratoire, *Saint-Martin* par exemple. L'église de Quinsac, près Saint-Yrieix, qui a pour patron saint Martin, a dû être fondée par saint Yrieix.

(2) *Areolis* : il y a dans Ruinart le mot *accolis* : nous avons préféré le mot *areolis* des éditions précédentes. Le mot *areola*, petite aire, nous a semblé correspondre au mot *airage* usité en Limousin.

IV. — Notre monastère (*cella*), dédié en l'honneur de saint Médard (1), qui est placé sous la direction de Gaudomar (2), et qui s'appelle vulgairement Excideuil (3), avec toutes ses dépendances, — que les moines d'Attanum le possèdent sous votre protection, ô seigneur saint Martin !

Notre maison de Nonniac (4), avec ses bâtiments, vignes, bois, prés et pacages, en un mot avec tous ses droits, de même que Lussac (5), Marthon (6), avec leurs vignes et

(1) Saint-Médard près Excideuil : « C'est apparemment, disait l'abbé Nadaud au dernier siècle, la cure de Saint-Médard, diocèse de Périgueux, à laquelle le chapitre de Saint-Irier nomme encore aujourd'hui. » (*Mémoires mss.*, T. III, p. 214.)

(2) Il y a dans le texte : *Quæ sub Gaudomaro sita esse videtur*. M. Deloche, dans sa carte géographique du Limousin au ix^e siècle, a pris ce *Gaudomar* pour un nom de lieu : dom Ruinart, dans son édition de Grégoire de Tours, y voit avec plus de raison le nom du préposé du monastère de Saint-Médard. (*Index général.*)

(3) *Excideuil*, aujourd'hui chef-lieu de canton du département de la Dordogne, à cinq ou six lieues de Saint-Yrieix.

(4) Ce lieu de Nonniac, où saint Yrieix bâtit une église en l'honneur de saint Julien, doit être, comme nous l'avons dit dans la *Vie de saint Yrieix* (chap. IX, n^o XXII), la paroisse de Saint-Julien-le-Vendômois, canton de Lubersac (Corrèze). Cette paroisse est très-rapprochée de Saint-Yrieix.

(5) *Luciaco*. — Ce *Luciacum* serait, d'après M. Deloche, Lussac ou Lussas, près de Saint-Martial-de-Valette, dans le canton de Nontron (Dordogne). Voir le *Cartulaire de Beaulieu*, Introduction, p. CXLII, et les *Etudes sur la géographie historique du Limousin*, p. 74.

(6) *Marcomonte*. — Il faut lire vraisemblablement *Martomonte*; et ce lieu désignerait « probablement Marthon, petite ville du diocèse d'Angoulême, dont l'église paroissiale, disait l'abbé Nadaud au dernier siècle, placée sous l'invocation de saint Martin de Tours, dépend encore de Saint-Irier. » (*Mémoires mss.*, T. III, p. 214.)

tous leurs droits, selon que Dieu, dans sa bonté, nous en avait donné la possession, — nous voulons que les moines d'Attanum les aient par vous, ô saint Martin, et nous demandons qu'ils les possèdent sous votre protection, avec les serfs dont les noms suivent : Parminius, avec son épouse et ses enfants ; Léomer, avec sa femme et ses fils ; Armedius, avec son épouse et ses enfants ; Rusticus, avec sa femme et ses fils ; Claudius Silvius, avec son épouse et ses enfants. — Pareillement que ceux-là cultivent pour les moines quatre arpents de vigne ; que leurs épouses payent tous les ans dix deniers d'argent à nos moines ci-dessus nommés, et que personne ne s'avise d'exiger d'eux rien de plus en aucun temps. Qu'ils possèdent, sans être inquiétés de personne, leur pécule, leurs petits champs et leurs petites vignes, mais à cette condition qu'ils ne puissent ni les vendre ni les aliéner.

IV. — Quant à notre maison de Chabrignac (1) et à la portion qui nous revient, outre ce que nous avons donné ou vendu, avec les vignes, prés, bois ou pacages, que votre basilique, instituée notre héritière, ô seigneur saint Martin, en possède la moitié ; et nous supplions humble-

(1) Il y a dans Ruinart *Scauriniacum* et dans Mabillon *Cauriniacum*. Nous pensons que ce *Cauriniacum* ou *Cavriniacum* est aujourd'hui Chabrignac, près Juillac, dont le patron est saint Denys de Paris ; et le motif de notre conjecture c'est que cette paroisse était, avant la Révolution, à la nomination du doyen du chapitre de Saint-Yrieix. (Voir NADAUD, *Mémoires mss.*, T. III, p. 176.) — Nous avions cru d'abord qu'il fallait traduire *Scauriniacum* par Eycheurnac, paroisse qui se trouve, non loin d'Exideuil, dans le canton d'Hautefort ; mais, après mûre réflexion, nous préférons traduire par *Chabrignac*.

ment que, pour l'autre moitié, les moines d'Attanum la possèdent par vous.

Nous avons député à votre basilique, ô seigneur saint Martin, les vigneron Euphrasius et Meroalidus, afin qu'ils cultivent quatre arpents de vigne.

Nous députons également aux moines nommés ci-dessus Valentinien, afin qu'il leur cultive quatre arpents de vigne, et rien au-delà. Que son épouse Subfronia et leurs enfants, s'ils en ont, restent en liberté.

Nous avons donné à la basilique du seigneur saint Martin, notre portion du fonds de Rosiers (1), la maison appelée Juliac (2), avec tous ses droits.

Semblablement, nous voulons que Genouilhac (3), avec ses bâtiments, ses prés, ses bois et ses pacages, ou tous ses

(1) *Rosiaco*. — On trouve une paroisse de *Rosiers* dans le canton de Juillac (Corrèze), à peu de distance de Saint-Yrieix. Cette paroisse de Rosiers près Juillac dépendait de l'abbaye de Saint-Martial en 1097. (BALUZE, *Miscellan.*, T. VI, p. 389.) — Dom Ruinart a conjecturé qu'il s'agissait ici du monastère de Moûtier-Roseille, canton de Felletin (Creuse), qui était soumis autrefois au monastère de Saint-Yrieix et à celui de Saint-Martin de Tours : cette conjecture ne s'accorde pas avec le nom latin de Moûtier-Roseille, *Ransoliæ seu Rausoliæ monasterium*.

(2) La paroisse de Juillac (Corrèze) est assez rapprochée de Saint-Yrieix.

(3) On trouve en Limousin et dans les provinces voisines plusieurs localités du nom de *Genouillac* : 1^o Genouillac, commune de Saint-Bonnet-l'Enfantier, canton de Vigeois (Corrèze); 2^o Genouillac, commune de Donzenac (Corrèze), non loin d'Issandon, qui est mentionné plus bas dans le testament de saint Yrieix; 3^o Genouillac, qui est une paroisse du canton de Châtelus, arrondissement de Boussac (Creuse). Cette église est sous le vocable de saint Martial; et nous pensons que c'est là le *Genouillac* con-

droits, soit donné à Saint-Martial. A Chabrignac (1), nous donnons les cinq arpents de vigne que cultive le vigneron Provincianus; et à Négias (2), les arpents de vigne dont nous faisons l'offrande, afin que les moines qui servent Saint-Martial ou son église-mère les reçoivent par notre saint héritier (3).

Notre enclos (*area*) et notre maison qui sont dans les murs de la cité de Limoges, avec le vestibule et l'arrière-cour, — que votre basilique, ô saint Martin, et nos moines d'Attanum les possèdent par égale portion !

Pareillement, dans la ville d'Issandon (4), qu'ils possèdent de moitié notre enclos (*area*) et notre maison situés dans les murs de la ville !

firmé à Saint-Martial dans une charte de Louis le Débonnaire. (*Bibliothèque Nationale*, ms. 5A, *sub finem*.) Citons encore Genouillac, canton de Saint-Claud (Charente), et le monastère de Genouillac, aujourd'hui détruit, cité dans la Vie de saint Sour comme se trouvant en Périgord.

(1) *Scauriniaco* ou *Cauriniaco*. Voir une note précédente sur ce mot. Nadaud l'a traduit par *Charnaillas*. On pourrait le traduire encore par *Chargnac*, c'est-à-dire *Saint-Martin-de-Chargnac* (aujourd'hui Saint-Martin-Sainte-Catherine), qui appartenait autrefois à Saint-Martial.

(2) Nous ne voyons pas où peut se trouver cette localité, à moins que ce ne soit Naugeat, près de Limoges.

(3) On voit par là que Grégoire de Tours s'est trompé quand il a dit que saint Yrieix avait fait ses héritiers saint Martin et saint Hilaire : il fallait dire saint Martin et *saint Martial*, comme l'a fait observer le P. Bonaventure (T. I, p. 117).

(4) *Issandone castro*. Cette ville d'Issandon (aujourd'hui commune du canton d'Ayen, Corrèze) est mentionnée par le continuateur de la Chronique de Frédégaire le Scolastique, au VIII^e siècle. (*Gregor. Turon.*, édit. Ruinart, col. 698.)

VI. — Nous voulons que, à Eustriac, notre portion soit donnée à Florentia et à ses fils ; que nos affranchis dont les noms sont inscrits ci-après soient placés sous votre défense, ô seigneur saint Martin ; — à savoir : Castorius, avec son épouse Limphasia ; Octard, avec son épouse Exsuperia ; Aquilin et Pascentius, avec leurs femmes et leurs enfants ; Malloste, avec son épouse ; Antedia, avec son fils ; Leotchard, avec son épouse Gaudiosa ; Gariabaud, avec son épouse ; Faustin, avec son épouse Armentaria ; Jean, avec sa femme et ses fils ; Maromet, avec son épouse Sanctonidia ; Frontuin, avec son épouse Antonia et ses enfants ; Nimaise, avec son épouse Marie ; Majorian, avec sa femme Gerontia ; Léonet, avec son épouse Bajola ; Basulus, avec son épouse Aventia ; Maurice, avec son épouse Margaridia ; Sanieldé, avec sa femme Marcella ; Léonce, avec son épouse Euminia ; Urretia (Lucia), captive que nous avons rachetée ; Romana, avec ses enfants ; les fils de Burgonère ; Frontasius, avec ses enfants.

Nous ordonnons qu'Hildemade, son épouse et ses fils, soient libres, et nous voulons qu'on leur laisse leurs petits champs et leurs petites vignes, et tout ce qu'ils ont actuellement en leur possession ou qu'ils ont pu posséder auparavant ; nous y mettons cette condition qu'ils n'auront pas la faculté de vendre ou de donner leurs petits champs ou leurs vignes.

VII. — Nous ordonnons pareillement que Procula et Macedonia fassent leur service en ce lieu, ainsi que les serfs et leurs parents ci-dessous désignés : Solème, avec son épouse et ses fils ; Maurensane, avec son épouse Valérianne ; Aligile, avec sa femme Balisia ; Aliasone, avec son épouse Florentine ; Spéciait, avec son épouse Eugénie ; Lupicien, avec sa femme Hectorecia et ses enfants ; Francart, avec son épouse Orogia et ses fils ; Amaret, avec son

épouse Savine; Frangomer, avec sa femme Léobode; Partenius, avec son épouse Mariosa; Sonulfe, avec sa femme Animia et ses fils.

Nous avons parlé de leurs parents; mais parmi eux il en est quelques-uns que nous avons faits libres: nous décidons qu'on leur laisse leurs petits champs, leurs petites vignes, tout ce qu'ils possèdent actuellement, tout ce qui pourra leur venir plus tard, à la condition que chaque année ils portent à notre monastère trois livres de cire (1), et que chaque année ils fournissent tour à tour pour nos messes les eulogies (2); et qu'ils portent à l'autel cinq pièces d'argent, et qu'ils fassent un présent selon que leur pauvreté le leur permettra. Qu'il ne leur soit réclamé ni de la part de la basilique de Saint-Martin, ni de la part de nos moines, rien de plus que ce qui est écrit qu'ils doivent donner.

VIII. — Ces hommes libres et ces femmes libres que Jucundus notre père (de bonne mémoire) nous a recommandés par son testament, de même aussi ceux que nous avons affranchis pour l'âme de notre frère Eustade (3), de bonne mémoire, — nous vous les recommandons, ô saint Martin, et nous les confions à votre défense. Si quelqu'un

(1) Il y a dans le texte de Ruinart : *Ita ut singulis annis terna pondo, carræ inferant nostro*, que Mabillon propose de lire de la sorte : *Terna pondo ceræ inferant monasterio, seu cameræ inferant monasterii* (ap. GREGOR. TURON., édit. RUINART, col. 1312).

(2) Pain destiné au saint-sacrifice, appelé vulgairement *pa in* à chanter; ou encore le *pain bénit* distribué à ceux qui ne communiaient pas. (RUINART, édit. GREGOR. TURON., col. 1363.)

(3) Appelé *Eustache* dans quelques anciens manuscrits relatifs à la généalogie de saint Yrieix. (*Bibl. nation.*, fin du ms. 5365.)

veut exiger d'eux au-delà de ce qu'il a été adjoint, ou veut les inquiéter, ou dominer en quoi que ce soit, c'est à vous, saint Martin, qu'il appartiendra de les protéger. Les femmes dont les noms suivent, savoir Baudonidia avec ses fils, Habenda, Allevère, Fraterna, Amazonia, Artemia, Suzanne, Proba, Probatia, devront payer chacune un *triens* (1) à nos moines tous les ans; et que nul ne s'avise de leur réclamer autre chose, sous peine d'encourir ce qui a été dit plus haut!

Quant à nos chevaux et à nos bêtes de somme (2), vaches, brebis et bœufs, porcs, litières (*lecturia*), ustensiles des maisons, en un mot tout ce que l'ordonnateur de Saint-Martin trouvera après notre mort dans nos celliers ou dans nos granges, qu'il en donne la moitié aux pauvres, et que nos moines susdits en perçoivent l'autre moitié.

Nous ajoutons aussi les serfs (*mancipia*) qui s'appellent colons (*colonaria*), et qui sont nos tributaires. Que la moitié en revienne à votre basilique, ô saint Martin, et que l'autre moitié profite à nos moines; et que chaque année ils payent un *triens*. Voici leurs noms : Elodius avec ses fils, qui doivent être à nous; Ranchard, avec ses fils; Friard, avec ses enfants; Amanda, avec ses fils; Gondemer, avec ses fils; Dominica, avec sa fille. Ces serfs déjà nommés, nous les avons donnés à ces lieux saints, afin que, par leur grâce [et par cette bonne œuvre], nous, pécheurs, soyons délivrés.

(1) Tiers de sou mérovingien.

(2) *Caballos et jumenticula nostra*. (Ap. GREG. TURON., édit. RUI-NART, col. 1312.)

MOBILIER DU MONASTÈRE D'ATTANUM.

IX. — Quoique chaque lieu saint (*église ou oratoire*) ait son mobilier (1) déclaré (*inventorié*), nous avons jugé bon de l'insérer ici.

A savoir : quatre tours (2), trois petites couvertures de soie (3), quatre calices d'argent. Deux sont à anses (4); achetés trente sous; le troisième, ciselé d'or (*præ auro fabricatus*), vaut trente sous; le quatrième vaut treize sous.

(1) Il y a dans le texte : *ministerium*, c'est-à-dire, ajoute à la marge dom Ruinart, *supellectilem sacram.*

(2) Vase sacré, en forme de tour, où l'on conservait l'Eucharistie. C'est ce que nous appelons aujourd'hui le Saint-Ciboire. Voir dans Grégoire de Tours (Lib. I. *De gloria martyrum*), le chapitre LXXXVI, qui a pour titre : *De diacono cui turris inter manus effugivit*. On y lit ces paroles : « Tempus ad sacrificium offerendum advenit, acceptaque turre diaconus in qua mysterium dominici corporis habebatur ferre cœpit ad ostium, ingressusque templum ut eam altari superponeret, etc. » (Ed. RUINART, col. 818. — Voir *ibid.*, col. 1365, la formule de bénédiction de ce vase sacré.

(3) *Cooperturiolos holosericos tres*. — Grégoire de Tours donne ce nom à un voile qui couvrait l'autel, et que l'on étendait sur l'Eucharistie pour la cacher aux yeux des fidèles : « Dans *coopertorium Sarmaticum* quo altare dominicum cum oblationibus legere-
tur..... *Coopertorium* verò, quia rarum est, non ponatur super munera altaris, quia non exindè ad plenè legitur mysterium corporis sanguinisque dominici. (Ed. RUINART, col. 1195.)

(4) Le calice à deux anses était représenté sur quelques monnaies mérovingiennes. (MAURICE ARDANT, *Le jeune Numismatiste*, p. 222.)

Une patène d'argent, valant soixante-douze sous (1).

Quatre couvertures de soie (2) : l'une vaut trente sous, l'autre seize sous, la troisième quinze sous, la quatrième quarante-cinq sous. Deux de ces couvertures sont tissues d'or.

Item, une couverture de lin ornée (3), valant quatre sous; quatre pales corporales (4), trois couvertures de soie, cinq petites pales (5), des sièges (6) dans la basilique, valant douze sous, d'autres quotidiens valant six sous; et d'autres quotidiens qui sont devant l'autel, valant cinq sous.

(1) Au VI^e siècle, les patènes étaient très-grandes, comme on peut le conclure d'un passage de Grégoire de Tours : il raconte qu'un comte breton se lava les pieds dans une patène d'argent : « *Patenam argenteam sacrosancti altaris de sacrario suscepit; ibique pedes abluit.* (Ed. RUINART, col. 818.)

(2) *Coopertoria holoserica*. Probablement il faut entendre par là, comme plus haut, le voile qu'on étendait sur l'Eucharistie.

(3) *Coopertorium lineum, ornatum*. [Nous n'avons pas trouvé ce mot *coopertorium* dans le Glossaire de du Cange : il s'agit probablement d'une *couverture* d'autel. (Voir la note 3.)

(4) Ce mot *pale corporale* signifiait, dans les premiers temps du moyen âge, le linge sacré dont on couvrait l'Eucharistie. Du Cange cite le canon 7 d'un concile de Clermont : *De opertorio dominici corporis, seu palla altaris*. C'est de là que vient le mot *pale*, désignant le carton carré garni de toile blanche qui couvre le calice.

(5) Il y a dans le texte : *Quinque minores et pallas* : nous pensons qu'il faut lire : *Quinque minores pallas*.

(6) Mabillon, dans son savant ouvrage de *Liturgia Gallicana* (Lib. II, C. VII, n. 7), pense que, par ce mot *tribunal*, il faut entendre le siège des ministres de l'autel. Voir du Cange, au mot *Tribunal*.

Les voiles ornés de la grande porte (1), valant trois sous. D'autres voiles de la même porte, valant trois sous. Item, un voile pour la petite porte valant deux sous. Item, un voile peint, valant cinq sous.

Pareillement, dans l'oratoire de Saint-Hilaire, une couronne avec une croix, faite d'argent doré, enrichie de pierres précieuses, pleine de reliques des saints, et son ornement, valant, selon estimation, cent sous. A cette couronne pendent des feuilles d'or semées de pierreries, au nombre de huit; et dans cette croix sont deux autres croix semblables, émaillées (2); et [au milieu] une grande pierre précieuse environnée d'or, et au-dessous une petite croix d'or ornée de huit pierreries (3).

Une pale de soie, avec son ornement (4), valant douze sous. Item, une pale sur le petit autel de Saint-Hilaire, brodée d'or et semée de pierreries, valant trente sous.

(1) Au VI^e siècle, des voiles étaient suspendus aux portes des églises, comme on le voit par ce texte de saint Yrieix et le texte suivant de Grégoire de Tours : *Alia vela quæ, vel parietibus, vel ostiis, dependebant.* (Ed. RUINART, col. 938.)

(2) Nous avons soupçonné qu'il fallait traduire ainsi le mot *minutata*, à moins qu'il ne faille lire *miniata*.

(3) Ces grandes couronnes étaient suspendues devant l'autel ou les statues des saints. (Voir ANASTASE LE BIBLIOTHÉCAIRE, biographe du pape Léon III, et MARTINELLI, *Primo Trofeo della santa Croce*, p. 64.)

(4) Le mot *palla* désignait aussi à cette époque le manteau qui couvrait l'autel : *Vestis quæ altare cooperitur, videlicet pannus consecratus qui super altare ponitur, supra quem extenditur corporale.* (DU CANGE, au mot *Palla*.)

Trois voiles ornés, en étoffe de soie, appendus aux parois de l'oratoire (1), valant trois sous.

Item, une nappe (*palla*) sur l'autel de Saint-Hilaire, servant tous les jours, valant deux sous.

Item, dans l'église de Saint-Hilaire, un voile à ramages de soie (2), valant quarante sous.

Item, dans [l'oratoire de] Saint-Maximin (3), trois voiles.

Devant l'autel, un voile de pourpre (4), valant deux sous; et les deux autres, valant trois sous.

(1) Au VI^e siècle, des voiles étaient suspendus aux murailles des églises, comme on le voit par ces textes de Grégoire de Tours : « *Velulis ac palliolis de circuitu parietum pendentibus* » (Éd. RUINART, col. 805); « *Adornari ecclesiam velis atque cortinis* » (Ibid., col. 81); — « *Velis atque cortinis* » (Ibid., col. 81); « *Velis depictis adumbrantur plateæ ecclesiæ cortinis albertibus adornantur* » (Ibid., col. 83).

(2) Il y a dans le texte : *Velum in domo Hilarii dramioserico*. Nous avons traduit de la sorte par conjecture, n'ayant trouvé dans aucun glossaire le mot *dramioserico*.

(3) *In domno Maximino*. Il n'est pas étonnant que saint Yrieix, qui avait passé sa jeunesse à Trèves, auprès de saint Nicet, eût une dévotion spéciale pour saint Maximin, évêque de Trèves.

(4) *Unum vermiculum*. Des savants pensent que ce mot désigne la couleur rouge ou *vermeille*. Ruinart, dans ses notes sur Frédégaire le Scolastique, explique ainsi les paroles *Vestibus vermiclis* : « *Hic tamen vermiculatum colorem designari putant viri eruditi, quæ vox passim apud auctores occurrit. Hinc vernacula vox vermeil. Vestes autem vermiclæ, id est purpureæ, vel scarlateæ (d'écarterlate), sic dicuntur quasi coloris vermiculi. Et quidem in vita Caroli Magni, ubi describitur antiquorum Francorum ornatus vel paratura; inter cæteras vestes recensentur fasciolæ cruales vermiculatae.* (Ap. Gregor. Turon., ed. RUINART, col. 606.)

Item, une nappe de pourpre (1), dans [l'église de] Saint-Julien; valant un sou.

Une nappe (*palla*) quotidienne, ornée de soie, dans [l'oratoire de] Saint-Maximin (2), des palles corporales dans [l'église de] Saint-Hilaire, ou des voiles pour les portes servant tous les jours.

Item, deux nappes (*pallas*) de soie pour le saint Sépulcre (3), valant soixante sous.

Item, cinq nappes ornées à la grecque (4) sur les sépulcres (reliquaires), valant quinze sous.

Une nappe de soie ? (5), valant deux sous.

Item, une autre nappe (6), valant un sou.

Deux voiles devant les sépulcres (reliquaires), valant cinq sous.

Tous ces ornements des saints [lieux], tout ce qui se trouve sur les reliquaires des martyrs que nous possédons à Attanum, nous les avons consignés au diacre Scipion et

(1) *Pallam vermiculam* : ce mot pourrait signifier *marqueté, bariolé*, comme dans ce passage de l'Ecriture : « *Murenulas aureas vermiculatas argento.* (Cantic. I, 10.) »

(2) On voit qu'il y avait au monastère d'Attanum trois églises : Saint-Julien, Saint-Hilaire et Saint-Maximin. — « Au VI^e siècle, dit Mabillon, il n'y avait qu'un titulaire pour chaque basilique. Il y avait plusieurs églises dans un monastère, et chaque église avait son autel. (Præfat. in III sæcul. Bened. n. 77.) »

(3) C'est ainsi qu'on appelait les reliquaires renfermant les ossements des saints.

(4) Il y a dans le texte : *Pallas super sepulcra quinque Achaica exornatas.*

(5) Il y a dans un manuscrit : *Prosericam* : — Ruinart adopte la leçon : *profedatam*. Ce dernier mot veut-il dire : « *taché, sali* » ?

(6) *Aliam profedatam*. Nous ignorons la signification de ce mot.

à Aventiolus, chargés par nous de garder les reliques et de veiller devant les saints, ainsi qu'à notre seigneur Nicet, diacre de Saint-Martin.

De même dans l'oratoire de Sisciac, deux sièges, valant quatre sous ; trois voiles pour les portes, valant six sous ; les tours, les calices, les nappes (*pallas*) et les couvertures (*coopertoria*), ont été confiés par nous aux susdits gardiens des reliques (1).

X. — Maintenant nous adjurons le préposé de Saint-Martin et nos moines d'Attanum, par le corps et le sang de Notre-Seigneur Jésus-Christ (2), et par les mérites de tous les saints, que dans l'oratoire de Saint-Hilaire, *sur mon tombeau* (3), le jeudi, en tout temps, la messe soit célébrée le matin de très-bonne heure, par les moines, en l'honneur des saints patrons.

[Nous voulons] que vous ordonniez de réparer les toits

(1) *Prædictis martyriis.*

(2) Mabillon, dans ses *Annales de l'Ordre de Saint-Benoît* (lib. VI, n° XLVII), cite plusieurs autres exemples d'une pareille formule d'abjuration : saint Jérôme, dans son *Dialogue contre les Lucifériens* : *Contestantes corpus Dei* ; — saint Augustin, dans son épître XLIV^e : *Hortor et obtestor per Domini sanguinem* ; — dans le troisième livre de Victor de Vitta, deux frères jurent *super corpus et sanguinem Domini* qu'ils souffriront ensemble pour Jésus-Christ toutes sortes de tourments ; — le schismatique Novat portait ses adeptes à jurer *super corpus et sanguinem Christi* qu'ils ne passeraient pas au parti du pape Corneille. (EUSÈBE, *Hist. Ecclés.*, livre IX, ch. XLIII.)

(3) Il y a dans le texte : *In cella mea*. Saint Yrieix avait demandé à être inhumé dans l'église de Saint-Hilaire (aujourd'hui l'église paroissiale), et il appelle son caveau mortuaire « ma cellule », — *in cella mea*.

des saints (*des églises*), quand cela sera nécessaire, tant à Attanum qu'à Sisciac (1), avertissant les moines, nos affranchis, nos serfs et nos colons (*accolas*), que les lieux saints soient défendus en tous temps, comme de coutume, de telle sorte que tout soit disposé dans l'état où nous l'avons laissé, tout soit conservé comme il faut en Notre-Seigneur Jésus-Christ. Quant à ceux qui ne voudraient pas nous servir, nous, notre monastère ou notre congrégation, qu'il restent étrangers à tous nos biens, tant de notre vivant qu'après notre mort.

(Suit un paragraphe dont le texte a été tellement altéré, que nous aurions dû renoncer à le traduire. On peut comparer ce texte avec le fragment du testament de saint Yrieix, en faveur du monastère de Vigéois, qu'on lit dans le P. Bonaventure, T. III, p. 198.)

XI. — Si, de notre vivant, les moines d'Attanum prétendent secours aux moines de Vigéois (2), nous leur donnons de bon gré notre portion de Fexitoial et cent arpents de terre à Sisciac ; si, au contraire, ils refusent de leur prêter secours, nous cédon's à votre basilique, ô saint Martin, ce que nous leur avons donné.....

Au reste, pour tout ce qui n'a pas été peut-être compris dans notre testament, pour tout ce qui n'a pas été mis comme il aurait dû l'être ; — si l'on trouve quelque petite

(1) On voit par là que Sisciac était aux environs de Saint-Yrieix. L'église de Sisciac devait être ou celle de Quinsac, érigée en l'honneur de saint Martin, ou l'église de la Nouaille, ou enfin celle de la Rochette, bâties par saint Yrieix.

(2) Attanenses, si nobis vivis, monachis Vosidiensibus solatia præbuerint.....

terre, quelque petit effet mobilier [que nous ayons omis], — que notre héritier, saint Martin, en revendique la possession. S'il reste des serfs qui n'aient pas été mentionnés dans notre testament, autant ceux qui ont obtenu des chartes d'affranchissement, que ceux qui n'en ont pas obtenu, — que sous votre protection, ô saint Martin, ils restent en liberté ! Et tous ces privilèges que nous avons donnés par des chartes signées de notre main, nous voulons qu'ils conservent toute leur valeur. Si quelqu'un veut s'opposer à notre testament, si quelqu'un tente d'agir contre ce qui est l'effet de notre délibération, qu'il soit excommunié et anathématisé par les vertus du saint et bienheureux seigneur Martin, et qu'elle tombe sur lui cette malédiction que renferme le psaume cvm^e contre Judas Iscariot ! Que si l'on trouve quelques additions et quelques ratures, [qu'on sache que] c'est nous qui les avons faites, quand nous avons lu plusieurs fois notre testament, et que nous avons voulu l'amender !

XII. — YRIEIX, au nom du Christ, pécheur, prêtre, j'ai écrit notre testament ; je l'ai relu et l'ai noté, au jour et an ci-dessus (*dernier jour d'octobre de l'an onzième de Sigebert, l'an 572 de Notre-Seigneur*) ;

PÉLAGIE, ai relu notre testament et l'ai souscrit, les jour et an ci-dessus ;

ALSTIDIUS (1), à la prière de mon seigneur Yrieix et de Pélagie, ai souscrit notre testament fait par eux ;

CALPUERNUS, à la prière de mon seigneur Yrieix et de Pélagie, ai souscrit ce testament, les jour et an que dessus ;

(1) Astidius, neveu de saint Yrieix.

LÉON, prié par le seigneur Yrieix et Pélagie, ai confirmé ce testament, les jour et an que dessus ;

NECTAIRE, ai confirmé ce testament à la prière du seigneur Yrieix et de Pélagie.

Signé : AIDELPHE, *sous-diacre*,

NECTAIRE, *témoin.*

On voudra bien nous pardonner les défauts de notre traduction, quand on pensera que c'est le premier essai qui ait été fait jusqu'à présent.

L'abbé ARBELLOT,

Curé-Archiprêtre de Rochechouart.

DÉCOUVERTE

DE DEUX HACHES DE PIERRE.

M. de Bisschop, propriétaire à la Grillière, commune de Saint-Germain-les-Belles, a chargé M. L. Guibert de présenter à la Société Archéologique deux belles haches de pierre, dont il veut bien faire don à notre musée.

Ces deux haches ont été trouvées par les ouvriers de M. de Bisschop, à une date toute récente, et sur deux points distants de 700 mètres environ l'un de l'autre. Les découvertes de ce genre sont relativement rares dans nos contrées ; et, parmi les objets analogues provenant de notre département, et qu'il nous a été donné d'examiner, nous n'avons pas vu d'échantillons plus grands et plus remarquables que ceux-là.

La hache n° 1 est en silex : elle a été découverte dans la parcelle cadastrale n° 648, section D, près du village du Cheyroux, à l'extrémité des dépendances de la Grillière, au bord d'un ancien chemin allant de Saint-Germain à Masseret, dans un terrain formé de gravier, et à 3 mètres environ de profondeur, au pied d'un monticule de 1 mètre 50 cent. de haut. Ce monticule n'a pas été fouillé.

La hache n° 2, en granit, a été trouvée au village même de la Grillière, au-dessous de substructions d'anciens bâtiments.

Aucun autre objet de la même époque n'a été rencontré, et il a été impossible à M. de Bisschop d'indiquer d'une façon plus complète les circonstances de ces découvertes, faites hors de sa présence.

Il paraît que, sur une hauteur voisine, se rencontrent en assez grande quantité des fragments de tuiles plates à rebord, et que, sous le village de la Grillière (où a été trouvée la seconde hache), existent des vestiges considérables de constructions, dont les matériaux sont liés par un ciment très-dur.

DESTRUCTION

DE

L'ORDRE ET DE L'ABBAYE

DE GRANDMONT

(Suite)

VI.

Travaux préparatoires de la Commission. — Attitude de l'Episcopat français.
— L'ordre de Grandmont est menacé.

Aucun acte extérieur de quelque importance n'appela, pendant la première année, l'attention du public sur les travaux de la Commission. Elle n'en avait pas moins commencé sa tâche ; mais la vaste enquête qui devait précéder ses décisions semblait l'absorber. Elle recueillait des informations, demandait des mémoires, réunissait des documents de toute espèce, et préparait son œuvre en silence. L'archevêque de Toulouse s'était mis officiellement en rapport, au nom de ses collègues, avec le duc de Choiseul et le comte de Saint-Florentin, la Vrillière, chargé spécialement des affaires du clergé, avec les chefs du Parlement de Paris, avec l'évêque d'Orléans, qui avait à ce moment la feuille des bénéfices. Un peu plus tard, une

correspondance très-active s'établit entre lui et l'archevêque d'Auch, Bernis, envoyé auprès de la Cour pontificale en vue de la vacance du Saint-Siège, et qui vivait délicieusement à Rome, se reposant des agitations et des intrigues de Versailles à l'ombre de son chapeau de cardinal, qu'il appelait lui-même « un excellent parapluie ».

Les arrêts des 23 mai et 31 juillet 1766 avaient causé une grande émotion dans les monastères : tous les esprits remuants, tous les ambitieux mal satisfaits, un certain nombre aussi, il faut le reconnaître, de bons religieux, désireux de voir cesser des abus dont ils souffraient chaque jour, adressèrent à l'archevêque de Toulouse, les uns des critiques, les autres des doléances. Réclamations, révélations, dénonciations, arrivaient de tous côtés à Loménie. Les ordres les plus austères n'étaient pas ceux qui fournissaient le moins de plaintes. D'ailleurs, on retrouve formulés dans tous ces factums des griefs identiques : le luxe et l'avarice des supérieurs, leur injustice, leur ambition, l'abandon et les souffrances de tout genre des religieux, le mépris où sont tenus les réguliers non-seulement par le monde, mais par le clergé séculier ; voilà, avec des considérations sur la nécessité de commencer toute réforme par l'abolition de la commende, le thème à peu près invariable des mémoires, tantôt anonymes, tantôt signés, quelques-uns très-volumineux et rédigés avec soin, que renferment les dossiers de la Commission (1).

(1) Les papiers de la Commission des Réguliers et de celle des Unions, qui lui fut substituée en 1780, conservés aux Archives nationales, ne forment pas moins de cinq à six cents dossiers, rangés sous cent douze articles, de O 506 à O 617 ; en tout huit ou dix mille pièces.

Le dépouillement de ces archives est parfois aussi curieux qu'instructif (1).

On peut aisément se figurer les conséquences du trop facile crédit accordé par la Commission à toutes ces plaintes et du trop bienveillant accueil fait par l'archevêque de Toulouse aux mécontents de toute sorte ; on comprend quels nouveaux éléments de trouble le fonctionnement de cette Commission, ou même l'annonce seule de

(1) Pour donner une idée du ton de ces factums, nous extrayons quelques passages des nombreuses lettres que renferme le dossier des Chartreux (O 548 n° 1) :

« L'on croit que tout est bien réglé dans l'ordre des Chartreux », écrit, en janvier 1767, un frère Claude, chartreux de Provence, « et que tous les religieux vivent contents. — Non, Monseigneur : ils gémissent sous la puissance arbitraire et despotique du R. P. général, des RR. PP. visiteurs et des prieurs. Un prieur des Chartreux fait le maître absolu dans sa maison, jouit de vingt, trente, quarante et cent mille livres de rente, en fait tout ce qu'il veut, arrange ses comptes comme il lui plaît, qu'il fait lire par le procureur rapidement, dans quelques minutes, présents le Père vicaire et le P. ancien, qui n'y peuvent rien comprendre. Les prieurs se conduisent avec un faste extraordinaire, ont des chevaux de grand prix ; presque tous ont des carrosses à présent, traitent magnifiquement leurs amis, sont mieux nourris, mieux vêtus que les religieux. Sont-ils malades, rien ne leur manque, quoi qu'il en coûte. Les religieux, au contraire, sont très-mal servis étant malades, et on leur refuse les remèdes un peu chers, etc... C'est une ambition démesurée dans tous les états : ambition du R. P. général et des PP. visiteurs de se perpétuer, de commander absolument et toujours en maîtres ; ambition des prieurs, qui souhaitent de devenir visiteurs, et qui, pour se perpétuer, usent de toutes sortes de stratagèmes : hypocrisies, mensonges, calomnies, présents, rien ne leur coûte... Am-

son existence, durent introduire dans les monastères. La plupart des correspondants de Loménie étaient des sujets mal notés dans leur ordre, réfractaires à la discipline, et dont le caractère s'accommodait peu des devoirs et de la régularité de la vie commune. Beaucoup réussirent, en se targuant de leur crédit auprès des commissaires, à intimider leurs supérieurs, et la faiblesse de ces derniers devint une cause de désordre de plus, ajoutée à tant d'autres.

bition des religieux, qui, même les plus sages et les plus saints, souhaitent des emplois pour pouvoir se procurer leur nécessaire et se tirer du mépris que le R. P. général, les PP. visiteurs, les prieurs et même les autres officiers, affectent pour tous les religieux cloîtrés, etc., etc. »

D. Marc Estran, de la Chartreuse de Montrieux, adresse à la Commission un premier mémoire sur l'état de son ordre. Ses supérieurs l'apprennent, et l'en punissent. Il écrit de nouveau à l'archevêque de Toulouse, cette fois en termes absolument inconvenants : « Nos supérieurs majeurs », lit-on dans ce mémoire, « qui, jaloux de leur despotisme, encensent nos statuts avec autant de complaisance que certains peuples superstitieux leurs idoles, décident avec un air d'infailibilité qu'ils se sont sans doute acquis avec l'approbation ultramontaine pour nos règles, — ils décident, dis-je, que mon mémoire est un ouvrage de ténèbres, et que l'auteur mérite toute leur animadversion... J'espère que vous ferez respecter votre tribunal à nos supérieurs, bouffis de la perpétuité de leur charge, et que, guidés par des principes de religion et par des sentiments nobles et droits, bien différents de cet esprit monacal vindicatif, bas et rampant, vous ferez rentrer dans la classe de sujets des indépendants qui, sortant de leur sphère, veulent trancher du maître, etc. »

Sur un ton peu différent, F. Jean-Antoine Coueffé de Launay écrit d'Orléans un peu plus tard : — « Il est toujours dur à un

Plusieurs, justement ou injustement, furent châtiés : nouvelle source de plaintes, nouveau prétexte à l'intervention de l'archevêque de Toulouse. Toute hiérarchie fut détruite, et l'autorité des supérieurs annihilée. Un document émané de la Commission elle-même, le très-curieux mémoire rédigé, huit ans plus tard, par l'archevêque de Reims, pour être mis sous les yeux de Louis XVI (1), nous initie à la manière de procéder des réformateurs royaux. — Quand ils étaient saisis d'une plainte ou d'une dénonciation, ils la soumettaient, dans leurs bureaux, à un premier examen, et la contrôlaient à l'aide des renseignements généraux qu'ils possédaient déjà ; ils consultaient

religieux de parler contre son ordre, et ce n'est qu'à la dernière extrémité qu'il s'y détermine. Je voudrais pouvoir me dispenser de faire une pareille démarche ; mais le despotisme est poussé si loin chez les Chartreux qu'il n'y a plus moyen de s'en taire... Maintenant que nos prieurs sont en possession de régir le temporel presque seuls, leur autorité est sans bornes, leur pouvoir arbitraire, et leur tyrannie odieuse. Comme ils en sont venus au point de se croire les seuls propriétaires de nos biens, ils ne nous consultent pas sur l'usage qu'ils en doivent faire. Par une suite assez naturelle du mépris que leur inspire pour nous la possession exclusive de nos biens, ils ne nous regardent plus que comme des esclaves qui leur sont à charge : ils ne nous donnent la vie et l'habit que comme une aumône, et ils pensent nous faire une grande charité quand ils ne nous laissent pas manquer du nécessaire. »

« La vérité est bannie des cloîtres », s'écrie un religieux de la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, F. Thomas Chabout. « Jusqu'à quand souffrira-t-on les désordres et les misères qui se passent parmi nous ? etc. etc. »

(1) *Mémoire* du mois de juillet 1774 : manuscrit français 13,856 de la Bibliothèque nationale.

ensuite l'évêque, et, s'il y avait lieu, les supérieurs ; et ici se plaçaient, ce dont l'auteur du mémoire se garde bien de parler, l'envoi des agents dans les monastères, les promesses, les menaces, les honteux compromis, tout le manège en un mot que dirigeait et inspirait l'archevêque de Toulouse. La question, enfin élucidée et mûrie, était l'objet d'un rapport aux commissaires réunis en séance, qui transmettaient leur délibération à la Vrillière, chargé de présenter l'affaire au Conseil. Le Roi décidait : les ministres et le Conseil faisaient expédier les arrêts et lettres-patentes que comportait cette décision ; l'archevêque de Reims et ses collègues surveillaient l'exécution des mesures ainsi ordonnées. Si la matière était particulièrement délicate ou offrait de sérieuses difficultés, M^{sr} de La Roche-Aymon en entretenait directement le Roi. On s'était abouché avec les chefs du Parlement de Paris, et, quand un désaccord surgissait, la question revenait au Conseil des dépêches, où le Roi prononçait. Lorsque la Commission Maupeou eut remplacé le Parlement, la même marche continua d'être observée, ce qui n'empêcha pas de fréquents et éclatants conflits. La suite de cette histoire en donnera un exemple.

Les chefs des divers ordres n'avaient pas attendu que la mesure adoptée par le Conseil eût produit ses effets pour informer la Cour de Rome des périls qui menaçaient la famille monastique en France. Dès que l'arrêt du 23 mai avait été connu, ils s'étaient tournés vers le Souverain-Pontife pour lui demander du secours. On a vu plus haut quel enchaînement de circonstances, quelles protestations, quelles promesses et aussi quelles craintes avaient retenu Clément XIII.

Quant à l'épiscopat français, après avoir vu d'un assez mauvais œil l'institution des commissaires, et même ha-

sardé quelques protestations isolées, il semble, à l'exception d'un très-petit nombre de ses membres, en avoir pris son parti. Il ne se contenta pas de se taire : il montra, en général, une docilité qu'on ne saurait attribuer qu'à deux mobiles : l'espoir que, de l'intervention du Gouvernement dans la réforme des ordres religieux résulterait, peut-être plus sûrement que de l'action directe de la Cour de Rome, le retrait par l'Église des privilèges affranchissant presque tous les instituts importants de l'autorité diocésaine, — et la convoitise des richesses des monastères désignés pour être supprimés, appât qu'on n'avait pas manqué de faire briller à ses yeux. Aux époques de foi, les institutions furent bien dotées, et les individus pauvres : c'était le contraire au XVIII^e siècle. Pendant que les membres du haut clergé jouissaient à titre personnel de revenus énormes, les établissements diocésains étaient, pour la plupart, insuffisants, délabrés et misérables. La rareté des vocations ecclésiastiques se manifestant spontanément en dehors d'un milieu *ad hoc* obligeait déjà les évêques à favoriser et même à provoquer l'éclosion de ces vocations, en offrant aux enfants pauvres une éducation gratuite et la perspective assurée d'un état social supérieur à celui de leurs parents. Pour calmer les inquiétudes manifestées d'abord par le corps épiscopal, on lui promit que la Couronne ne distrairait rien des dépouilles des couvents supprimés; que le Roi se réserverait seulement le droit de nommer à certains bénéfices; que chaque prélat serait libre de disposer comme il l'entendrait des biens des couvents supprimés dans sa province, de les unir aux établissements diocésains, et en particulier aux séminaires. Plusieurs lettres conservées dans les archives de la Commission attestent que ces derniers surtout devaient profiter des dépouilles des ordres religieux, et que l'épiscopat acceptait pour eux cet héritage

sans répugnance. Ceux de l'ordre de Grandmont notamment avaient été désignés aux prélats comme pouvant être affectés aux séminaires. Les évêques remercièrent, et firent peu d'objections (1).

— « Rien n'est plus digne de la religion du Roi, écrit, le 18 novembre 1769, l'archevêque de Tours à Loménie, que l'intention dans laquelle est Sa Majesté que les biens des Grandmontains soient destinés à procurer l'éducation gratuite des jeunes gens qui se destinent à l'état ecclésiastique (2). » Ce n'est qu'un exemple entre vingt, et ces mots sont souvent répétés dans les arrêts du Conseil qui autorisent les évêques à unir à leurs sièges des maisons régulières. Nous verrons plus loin le projet d'union, à la congrégation de Saint-Vannes, d'une partie des monastères de la réforme grandmontaine, échouer par l'opposition des prélats revendiquant les biens de ces établissements.

On vient de prononcer le nom de Grandmont : son heure est venue. L'institut de Saint-Etienne, dont on a retracé sommairement l'histoire, va succomber sous le zèle des réformateurs. L'ordre célèbre qui eut son berceau dans les rudes montagnes d'Ambazac, et qui s'élevait sur la limite du Limousin et de la Marche comme un trait d'union entre ces deux grandes divisions du vieux diocèse de Limoges, est condamné à périr. Les grands souvenirs du passé le défendent en vain : il sera la plus illustre victime de la Commission des réguliers. Nous allons, pièces en mains, raconter par quelles intrigues, par quelles sourdes menées

(1) L'évêque de Lodève en fit pour la forme, et conclut..... à la réunion de la maison de Saint-Michel à la fabrique de sa cathédrale.

(2) Archives de l'Etat, O 567, n° 10.

il fut conduit à sa perte. Il n'est pas difficile de découvrir la vérité à cet égard. On peut déterminer la part de chacun dans le renversement de ce grand édifice, miné depuis cinq siècles et demi par de scandaleuses divisions, mais qu'il n'était peut-être pas impossible de sauver en le transformant. L'essai, en tout cas, devait en être fait : il ne le fut point. Sur cet affligeant épisode de l'histoire ecclésiastique du XVIII^e siècle les documents abondent, et c'est dans la correspondance même des auteurs de cette destruction qu'on trouve la preuve de leurs agissements. Ces documents sont toujours clairs, s'ils ne sont pas toujours assez explicites : *Habemus confitentes*.....

Sur un seul point le doute est permis. On voit bien d'où le coup part, où et comment il frappe ; on voit l'arme, on voit le bras, on voit l'action ; mais l'idée première de la destruction de cet ordre où a-t-elle germé ? qui a dit le premier : « Grandmont doit périr » ? qui a signalé, avant tous les autres, à la sollicitude et au zèle des commissaires les fils dégénérés de Saint-Etienne ? A cette question on ne peut répondre avec certitude. L'opinion générale est que l'évêque de Limoges, M^{gr} du Plessis d'Argentré, fut le promoteur de cette ruine. Bien que l'accusation ne soit pas sans fondement, quelque doute peut subsister là dessus. Aucun document ne désigne le coupable d'une façon positive, avec assez de précision et de clarté. Quoi qu'il en soit, il est hors de doute que la destruction de l'ordre de Grandmont et de l'abbaye fut décidée avant la tenue du Chapitre général de 1768. Les faits eux-mêmes parlent : on en suivra plus loin l'enchaînement. Ils établissent avec la dernière évidence qu'au moment où on invitait les religieux à se réformer afin d'obtenir du Roi la conservation de leur institut, Grandmont déjà était irrévocablement condamné.

Au surplus, il est certain que personne ici ne fut plus coupable que les religieux eux-mêmes. Leur relâchement, leurs longues divisions, quelques scandales retentissants, et dont les uns étaient de date récente, les autres présents encore à bien des mémoires, purent appeler, sans l'intervention d'aucun dénonciateur, l'attention des commissaires, et leur suggérer la mesure qu'ils prirent à l'égard de l'ordre : les démêlés de M. de la Guérinière avec ses religieux, le long procès soutenu par D. Vitecoq contre l'abbé de la Maison-Rouge avaient fait grand bruit; un monastère de Grandmontaines, la Drouille-Blanche, avait été supprimé, et réuni au Châtenet à la suite de graves désordres et du meurtre de la femme qui les avait dénoncés (1); un novice de Grandmont, le frère Gigaud, jeté dans un cachot pour s'être révolté contre ses supérieurs, et, ajoute-t-on (2), avoir volé ou tenté de voler une

(1) Ce fait est rappelé ici sous toutes réserves. La tradition seule du pays accuse les religieuses de la Drouille, et nous n'avons trouvé nulle part d'indications d'une valeur sérieuse confirmant la légende. (Voir au surplus, à l'appendice, la notice consacrée à la Drouille-Blanche.)

(2) « En 1768, le F. Gigaud, de Grandmont, qui avoit volé quarante mille écus, et qui étoit prisonnier à Grandmont depuis dix-huit ans, s'échappa. » (Note d'un manuscrit de famille, communiqué par M. Gérardin, juge à Limoges.) La réclusion du F. Gigaud a laissé de profonds souvenirs à Grandmont, où on raconte encore à l'étranger mainte particularité, évidemment de pure fantaisie, de cette évasion. M. Lemarchand, des Adoux, et M. Malabard, de Grandmont, nous ont dit avoir vu, étant enfants, la prison dans laquelle ce religieux était resté enfermé de longues années : c'était une cellule tout à côté de l'église.

L'abbé Legros mentionne la « téméraire et criminelle entre-

somme considérable au trésor de l'abbaye, venait de s'évader, et de jeter le froc aux orties; il faisait grand bruit des persécutions dont il se disait la victime et des prétendues tortures qu'il avait endurées dans sa prison; un religieux du collège, appartenant à une noble famille de Bretagne, avait quitté la France pour se soustraire aux effets d'une lettre de cachet obtenue contre lui par son père, s'était réfugié en Hollande, et s'y était marié (1); enfin un certain nombre de membres de l'ordre, inquiets, insoumis, sans mœurs, entretenaient dans les maisons de l'institut un trouble perpétuel, que M. de la Maison-Rouge n'avait pas eu la force de réprimer en punissant sévèrement ceux qui en étaient les auteurs. « Ces mauvais sujets, dit, en parlant d'eux, l'abbé Legros, s'étoient brouillés avec leur abbé, et ne portoient plus son joug qu'avec peine. Ils ont commencé par murmurer; ensuite ils ont éclaté, et ont travaillé eux-mêmes à leur propre destruction par les plaintes

prise » de Gigaud, sans donner aucun détail sur la nature du fait qu'il qualifie ainsi. — Le F. Gigaud de Saint-Martin, après sa fuite de Grandmont, devint mousquetaire, et entra dans la maison du prince de Broglie. Il mourut très-âgé. Le vol dont le manuscrit de M. Gérardin et la tradition locale font mention a été révoqué en doute par plusieurs personnes de la Souterraine consultées par nous, et notamment par M. Yves Fesneau, chef d'institution, fort au courant de tout ce qui a trait aux familles du pays. D'après lui, la « téméraire et criminelle entreprise » du *géant* Gigaud de Saint-Martin, se réduirait à une volée de coups de poings donnée au maître des novices et à quelques mauvais propos (vrais ou faux) tenus par l'ex-novice sur le compte des religieux de l'abbaye.

(1) Archives de la Haute-Vienne, art. 1200 du classement provisoire.

continuelles qu'ils ont fait retentir aux oreilles du Roi et de ses ministres. Il ont fait plus : ils ont porté ces plaintes jusqu'aux pieds du Saint-Siège, pour y demander leur suppression et leur sécularisation ». Voilà, de l'avis du savant ecclésiastique, la principale cause de la ruine de Grandmont. — Sans doute aucun de ces faits n'y fut étranger, et tous fournirent des arguments aux ennemis d'un institut dont la décadence était d'ailleurs visible; mais le futur vicaire général de M^{re} du Bourg n'avait-il pas trop de motifs de réserve à l'égard de M^{re} d'Argentré, son ancien évêque, pour s'exprimer autrement? Au surplus, après avoir témoigné ses sympathies pour M. de la Maison-Rouge et les religieux restés fidèles à leur vénérable général, le continuateur de Nadaud ajoute, sous la date de 1780 : « Ce n'est pas que, dans tout ceci, je prétende blâmer les puissances qui travaillent à la destruction de cet ordre : elles ont *sans doute* leurs vues sages et bien-faisantes. Je m'élève seulement, avec le public et tous les écrivains des siècles passés, contre les schismes et les divisions intestines qui ont déchiré dans tous les temps le sein d'un ordre que nous sommes sur le point de voir éteindre entièrement, au grand regret des gens de bien (1). »

(1) Mémoire manuscrit déjà cité, page 94.

VII.

Mesures inspirées par la Commission. — Arrêt du Conseil du 3 avril 1767.

— Edit de mars 1768.

Les résultats de l'enquête préparatoire à laquelle s'étaient livrés les commissaires dans les premiers mois qui suivirent leur nomination ne parurent point assez concluants ; pour parler plus exactement, la Commission royale n'y trouva pas toutes les armes dont elle avait besoin. On voulut que, du sein des ordres religieux eux-mêmes, s'élevât l'aveu officiel de leur relâchement et de leur impuissance. Louis XV rendit, le 3 avril 1767, un troisième arrêt dont la rédaction semble décéler la plume de l'archevêque de Toulouse. Ce document établit la nécessité de réunir le Chapitre général de chaque institut pour « constater l'état des constitutions, le comparer aux lois primitives, connaître si ces lois ont éprouvé des variations ou des changements, distinguer dans ces variations celles que le temps a pu rendre nécessaires ou celles que le relâchement a introduites, et, par l'approbation des unes et la correction des autres, procurer à chaque ordre religieux un corps de lois clair, précis et inaltérable ». Il est enjoint en même temps à tous les supérieurs majeurs d'adresser sous trois mois aux commissaires des mémoires sur la tenue des Chapitres, et sur les divers moyens qui « soit dans lesdites assemblées, soit indépendamment de leur convocation », pourront, d'une manière efficace,

assurer aux statuts de chaque ordre toute « la consistance » et « l'authenticité » désirables. Les mêmes supérieurs devront, dans le délai fixé, fournir un état des changements, unions ou translations nécessaires pour établir une conventualité de *dix* religieux au moins dans les plus petits monastères de chaque ordre. Les évêques sont invités à donner leur avis sur les translations et unions, et à indiquer les mesures à prendre pour porter à *vingt* religieux la conventualité dans les maisons qui sont placées sous leur juridiction immédiate.

Il n'est pas dit un seul mot, dans tout cet arrêt, des suppressions qu'on avait en vue. Les droits du Saint-Siège semblent du reste réservés par une phrase où il est annoncé qu'on recourra à son autorité si des innovations ou des changements sont reconnus indispensables au cours de l'examen des diverses constitutions en vigueur. Mais l'arrêt a une portée considérable et sur laquelle nous ne saurions trop insister. Tout le programme de la Commission est là ; nous l'y trouverons fidèle jusqu'au jour où, effrayé des ruines qu'elle a amoncelées autour d'elle, le clergé fera entendre un cri de détresse, et obtiendra de Louis XVI que l'œuvre de destruction soit arrêtée. Hélas ! bien courte sera la trêve entre les intrigues des commissaires royaux et les persécutions des Assemblées révolutionnaires.....

Moins d'une année s'écoule entre l'arrêt du 3 avril et l'édit du mois de mars 1768, que le premier contient en germe. Le Gouvernement s'est décidé à prendre en mains la réforme et à s'en charger seul. Le bref intempestif de Clément XIII à propos de l'incident de Parme a déchaîné l'orage qui depuis longtemps menaçait, et la rupture est consommée avec la Cour de Rome. Il n'est plus question maintenant d'un appel à l'intervention du Saint-Siège, et c'est tout-à-fait incidemment que le nom du Souverain-

Pontife se rencontre une seule fois dans le cours de l'édit. Ses dispositions forment le code que va avoir à appliquer la Commission. Elle-même l'a dicté, et l'application d'une loi qu'elle a élaborée ne saurait l'embarrasser. Il est indispensable de s'y arrêter un instant.

Cet édit fixe à vingt-et-un ans accomplis pour les hommes, à dix-huit ans pour les filles, l'âge auquel les sujets pourront être reçus à la profession religieuse; défend l'admission, dans les monastères du royaume, d'étrangers ou de sujets français ayant fait profession à l'étranger; ordonne que toute maison ne dépendant pas d'un Chapitre général, et se prétendant exempte de la juridiction diocésaine, s'affilie dans le délai d'un an à une des congrégations dont l'existence est « légitime et reconnue dans le royaume »; faute de quoi, elle sera soumise à l'autorité de l'archevêque ou de l'évêque, nonobstant tout privilège contraire. — Il convient de noter cet article, qui accorde une première satisfaction au vœu à peu près général de l'épiscopat. On a fait un pas dans une voie où l'on flatte les évêques qu'ils verront le roi s'engager de plus en plus. Mais ce ne sont point là encore les dispositions capitales de l'acte. Après avoir enjoint aux diocésains de procéder à l'examen des statuts et à la réforme des couvents soumis à leur juridiction, l'édit ajoute :

ART. 5. — Seront pareillement tenus les supérieurs généraux ou personnes déléguées par eux en la forme de droit, et supérieurs particuliers des ordres ou congrégations régulières, de procéder incessamment, chacun en ce qui le concerne, à la visite et réformation des monastères dépendant desdits Ordres ou Congrégations. Voulons en outre que, par les Chapitres desdits Ordres ou Congrégations, qui seront à cet effet assemblés, soient prises telles mesures et délibérations qu'il appartiendra pour réunir en un seul corps les Constitutions, Statuts et Ré-

glements desdits Ordres ou Congrégations, à l'effet d'être, s'il y échoit, approuvés par le Saint-Siège, et munis, si fait n'a été, de notre autorité, suivant les formes usitées en notre Royaume et sans qu'autrement il puisse y être fait aucun changement.

ART. 7. — Tous les monastères d'hommes (autres que les hôpitaux, les cures, les séminaires et écoles publiques) (1), dûment autorisés, seront composés du nombre de religieux ci-après prescrit, savoir : les monastères non réunis en congrégation, de quinze religieux au moins, non compris le supérieur (l'article suivant explique que les frères lais ne doivent pas figurer non plus dans la supputation de ce nombre); et ceux qui sont réunis en congrégation, de huit religieux au moins, sans compter pareillement le supérieur; Nous réservant, après avoir pris les avis des archevêques et évêques diocésains, d'excepter, par lettres-patentes adressées à nos Cours de parlement en la forme ordinaire, ceux des monastères qui, par le titre de leur fondation, par la nature de leur établissement, ou par les besoins des lieux où ils sont situés, paraîtraient exiger de n'y établir qu'un moindre nombre de religieux.

ART. 9. — Ne pourront les supérieurs, abbés ou prieurs, soit commendataires, soit réguliers, des monastères non réunis en congrégation, et qui se trouveront être composés de moins de quinze religieux, y compris les novices, sans compter le supérieur, au moment de l'enregistrement et publication de notre édit, recevoir aucun de nos sujets, passé ledit jour, à la profession dans lesdits monastères, excepté ceux qui seraient dans le noviciat au jour de la publication de notre présent édit, — et agréer ou affilier aucuns religieux, quand même ils auraient

(1) Ces réserves n'étaient pas portées au texte primitif de l'édit. Elles y furent introduites sur les remontrances du Parlement.

obtenu des permissions ou *bénévoles* pour entrer dans lesdits monastères, — ou leur donner aucunes places monacales ou offices claustraux, qu'autant que ces monastères auront par Nous été exceptés conformément à l'article 7 de notre présent édit, sauf aux archevêques et évêques diocésains à pourvoir au rétablissement dudit nombre de religieux dans lesdits monastères, par union d'autres du même ordre et de la même observance, ou à Nous proposer tel autre parti qui leur paraîtrait le plus avantageux à la religion et à l'État, pour être le tout par Nous autorisé en la forme ordinaire.

ART. 10. — Ne pourront les Ordres ou Congrégations monastiques ou réguliers de notre Royaume conserver plus de deux monastères dans notre bonne ville de Paris et plus d'un seul dans les autres villes, bourgs ou lieux de nosdits États, à moins que le nombre de religieux porté par l'article 7 de notre présent édit ne se trouve rempli dans tous les autres monastères dépendant lesdits Ordres ou Congrégations, ou qu'il n'en ait été obtenu de Nous une permission expresse, par lettres-patentes adressées à nos Cours de parlement, en la forme ordinaire, lesquelles ne seront accordées qu'après avoir pris l'avis des archevêques et évêques diocésains.

ART. 11. — Voulons que, dans les premiers Chapitres desdits Ordres ou Congrégations qui seront assemblés, il soit pris telles mesures et délibérations qu'il appartiendra pour l'exécution des articles 7 et 10 de notre présent édit, pour être, s'il y a lieu, lesdites délibérations autorisées par nos lettres-patentes en la forme ordinaire, et n'être les maisons évacuées qu'après l'enregistrement desdites lettres, sauf aux supérieurs généraux ou particuliers, après ledit enregistrement, à se pourvoir par devant les archevêques et évêques diocésains, pour les unions et suppressions faites suivant les formes prescrites par les saints canons et les ordonnances du Royaume, et les décrets rendus en conséquence, revêtus de nos lettres-patentes, conformément à notre édit du mois de septembre 1718.

Quelques-unes de ces mesures peuvent assurément

paraître sages , et de récents désordres en faisaient apprécier l'opportunité ; mais la plupart étaient dictées par des motifs tout autres que ceux mis en avant dans le préambule de l'édit. Certaines de ces dispositions empiétaient sur les droits qu'on ne pouvait raisonnablement contester à l'autorité ecclésiastique, et ne devaient être édictées qu'après une entente préalable avec le Saint-Siège. D'autres, pénétrant dans des questions de régime intérieur, n'auraient pu être légitimes que si les monastères en général eussent été des établissements publics, entretenus par l'Etat et comme tels soumis, ce qui n'était pas, entièrement à sa réglementation. Enfin quelques articles étaient en opposition directe avec le droit même du Royaume et les maximes de l'Eglise Gallicane : ainsi les dernières prescriptions reproduites plus haut se trouvaient formellement contredites par un paragraphe de la déclaration de 1682, posant en principe que la conventualité ne pouvait être prescrite par aucun laps de temps, dans les monastères qui avaient des lieux réguliers et un revenu suffisant pour l'entretien de dix à douze religieux.

On remarquera qu'il n'est pas dit un seul mot de la Commission dans ce document ; mais ce silence même a sa signification et son éloquence. Si son nom ne s'y rencontre pas, on y reconnaît partout sa main. Les armes lui manquaient : elle les a fabriquées elle-même (1). On va voir de quelle façon elle saura en faire usage. Bien différent sans doute eût été le programme de l'illustre chancelier d'Aguesseau, auquel M^{re} de La Roche-Aymon et Loménie se plai-

(1) L'auteur du *Mémoire sur l'état religieux* déjà cité dit positivement (page 9) que le projet de l'édit de 1768 est l'œuvre de la Commission.

saient à faire remonter l'idée de leur œuvre, et qui, en effet, vingt ans auparavant, avait projeté, de concert avec l'ancien évêque de Mirepoix (1), l'établissement d'une Commission chargée de préparer la réforme des ordres religieux.

(1) Mémoire du cardinal de La Roche-Aymon au roi, du mois de juillet 1774 : ms français 13856 de la Bibliothèque nationale.

VIII.

Appréhensions des religieux. — Attitude des Grandmontains. — Mémoire adressé à la Commission par l'abbé de la Maison-Rouge. — Défections et trahisons. — Conduite de D. Razat, procureur général de l'ordre.

La publication de l'édit de 1768 réveilla toutes les craintes inspirées naguères à un certain nombre d'évêques par la lettre du Roi à l'Assemblée du clergé et les arrêts du Conseil qui l'avaient suivie. L'impression qu'elle produisit dans les cloîtres fut profonde, immense, désastreuse. Les religieux, en présence de cet ensemble de mesures édictées coup sur coup par un Gouvernement qui venait d'expulser les Jésuites, purent concevoir des doutes sérieux sur la possibilité de conserver leur état. Quelles garanties de stabilité leur laissaient ces singulières prémisses de réforme et les idées bien connues des membres de la Commission ? Les unions s'étaient multipliées depuis quelques années au détriment des monastères et au profit de l'épiscopat : la situation de l'ordre monastique n'avait jamais semblé aussi directement, aussi universellement menacée en France. Les encouragements, la protection, les faveurs accordées par les commissaires à des sujets brouillons ou indignes furent un scandale, et portèrent le dernier coup à la discipline. Beaucoup de bons religieux, alarmés, songèrent à se ménager des ressources pour l'avenir, et leurs craintes les disposèrent à profiter des facilités offertes pour obtenir une translation ou une sécularisation. Ce fut dans les couvents un véritable sauve qui peut : tous

les liens de l'obéissance furent brisés ; les supérieurs perdirent toute autorité sur leurs religieux ; les conflits se multiplièrent, et prirent un caractère de gravité qu'ils n'avaient jamais présenté. A aucune époque il n'y eut autant d'appels comme d'abus (1). Les dispositions édictées cinq ans plus tard relativement aux brefs de sécularisation mirent le comble au désordre, et l'on peut dire avec quelque apparence de vérité que, sans la Révolution française, la vie monastique était pour jamais éteinte en France.

Tout en partageant les trop justes inquiétudes qu'inspiraient à tous les religieux attachés à leur état les actes du Gouvernement et les tendances de la Commission des réguliers, l'abbé général de Grandmont, M. de la Maison-Rouge, ne se rendit pas compte, tout d'abord, de l'imminence du péril qui menaçait son institut. Le mémoire (2) qu'il adressa à l'archevêque de Toulouse pour obéir à l'injonction expresse de l'édit royal n'était pas fait pour conjurer l'orage : les commissaires n'eurent pas beaucoup de peine à y trouver des prétextes à leur intervention. — L'abbé rappelait que le Chapitre réuni par lui en 1755 avait confirmé la teneur des statuts telle qu'elle avait été arrêtée en 1643, sous Georges Barny ; il avouait qu'un certain relâchement s'était glissé dans l'ordre ; mais il en palliait singulièrement la gravité. Parmi les causes qui

(1) *Mémoire sur l'état religieux et sur la Commission établie pour les réguliers*, pages 204 et suivantes.

(2) Archives de l'Etat O 547 n° 1, liasse 2. Certains passages de ce document sont reproduits dans un mémoire manuscrit qui existe dans les papiers du prieur Muret, conservés par M. Lemarchand.

avaient pu y contribuer, il signalait l'alternance des nominations aux prieurés, faites tantôt par le Roi, tantôt par le général, celui-ci ayant conservé le privilège de disposer des quatre premières places vacantes après son élection. Le cardinal de la Rochefoucauld, alors qu'il avait « la confiance du roi pour les bénéfices », s'était préoccupé du désordre résultant d'un tel état de choses, et il avait proposé à l'abbé de répartir les prieurés en deux catégories : les uns toujours à la nomination du roi, les autres toujours à celle du général ; mais il ne paraît pas qu'il eût été donné suite à cette ouverture.

M. de la Maison-Rouge ajoutait que les Chapitres généraux, jadis fréquents, n'étaient plus convoqués qu'à de longs intervalles, à cause des dépenses causées par la tenue de ces assemblées. Les guerres de religion et la commende avaient privé l'ordre d'une partie de ses biens : on était obligé à la plus stricte économie. En ce qui concernait le monastère de Grandmont, la situation était exposée en ces termes :

« L'abbaye chef d'ordre, dont les bâtiments, ainsi que l'église, sont tombés depuis plusieurs années dans un état de déperissement, par vétusté seulement (1), n'est pas, pour le présent, en état de loger le nombre de religieux qu'il

(1) Et aussi, s'il faut en croire les mémoires des prieurs et religieux dans leur procès avec M. de la Guérinière, par suite de l'abandon où cet abbé avait longtemps laissé les bâtiments. — Un arrêt du Conseil du 31 mai 1732 avait chargé M. de Tourny, alors intendant de Limoges, de constater l'état de l'abbaye, et c'était alors qu'avait été dressé par M. Naurissart, ingénieur des ponts-et-chaussées de la généralité, le devis de reconstruction, évaluant la dépense à 310,447 liv. 10 s.

conviendrait à un chef d'ordre. La reconstruction en a été commencée depuis plusieurs années, et il y a actuellement une église bâtie à neuf, laquelle est voutée et vitrée depuis peu de mois. Il y a encore le pavé à faire, ainsi que toutes les décorations du dedans. On a dit aussi qu'il y avoit des bâtiments faits pour loger vingt religieux; mais dans ce nombre on a compris le logement de huit novices, dont les cellules sont toutes placées dans une chambre haute; en sorte qu'il ne reste de logement que pour douze religieux.

» L'abbaye n'a d'autres ressources, pour continuer l'entreprise, que l'économie, n'ayant aucune futaie à vendre. » (On avait vendu beaucoup de coupes extraordinaires sous l'administration de M. de la Guérinière, avec l'autorisation de la maîtrise des Forêts, pour subvenir aux premières dépenses de reconstruction des bâtiments). « C'est aussi ce qui a fait prendre le parti de diminuer le nombre des religieux; mais il y en a toujours eu pour faire l'office exactement et pratiquer la régularité. L'abbé général de l'ordre n'a rien à se reprocher là-dessus, et il en est assez jaloux pour la maintenir autant qu'il dépendra de lui. Il a la satisfaction, jusqu'à présent, de voir qu'il n'a été fait aucun emprunt pour tous les ouvrages qui ont été effectués, et se propose de continuer autant que ses facultés pourront le lui permettre. Si le plan étoit exécuté, il y auroit du logement pour vingt-cinq à trente religieux sans les novices, non compris l'appartement du général et des hôtes, auxquels on ne veut penser qu'après que les appartements des religieux seront achevés. »

Venait ensuite un plan d'union destiné à satisfaire aux prescriptions de l'édit de 1768. L'abbé proposait de conserver, outre l'abbaye, neuf des maisons de l'Ancienne-Observance : 1^o Grandmont-lès-Rouen; 2^o Chênegallon, auquel on réunirait Beaumont-le-Roger; 3^o Bercey, en y

annexant Breuil-Bellay; 4° la Haye en y annexant la Primaudière; 5° Bois-Rayer, en y annexant Chinon et Villiers; 6° le Bois-d'Alonne, en y annexant Puy-Chevrier et la Vayolle; 7° Francour, en y annexant le Sauvage et Lodève (cette dernière maison appartenait à la Réforme, à laquelle on donnerait en échange Viaye, qui était occupée par des religieux de la Commune-Observance); 8° la Faye de Jumilhac, en y annexant Raveaux (1) et Badeix; enfin 9° le collège de Paris, en y annexant le Meynel et Boulogne, ou, si le collège était abandonné, le Meynel, en y annexant le collège et Boulogne.

Ces unions effectuées, et toutes les commendes, dans les maisons conventuelles, supprimées ou éteintes, les revenus de l'ordre s'élèveraient à 118,000 livres, ainsi réparties :

Abbaye de Grandmont, y compris la	
mense abbatiale.....	30,000 livres.
Bois-Rayer.....	12,000 —
Grandmont-lès-Rouen.....	10,000 —
Chênegallon.....	10,000 —
Bercey.....	10,000 —
La Haye.....	10,000 —
Bois-d'Alonne.....	10,000 —
Francour.....	10,000 —
Le Meynel.....	8,000 —
La Faye.....	8,000 —

Le mémoire de l'abbé n'entrait dans aucun détail sur

(1) Le monastère de Raveaux ne se trouve, à cette époque, mentionné que dans ce seul document. C'est à tort, du reste, qu'il est nommé parmi les couvents de l'ordre existant en 1768; il avait été évacué depuis longtemps, et la conventualité transférée à Badeix.

l'état de la Réforme, et le projet d'union ne comprenait, comme on le voit, que les maisons relevant de la Commune-Observance. Le vicaire général pour la Réforme avait été chargé de présenter un rapport particulier, et d'examiner de quelle façon il pourrait grouper ses monastères pour se conformer aux prescriptions de l'édit.

D'après les évaluations que nous venons de reproduire, M. de la Maison-Rouge portait à 118,000 livres le revenu total des biens de l'Ancienne-Observance, y compris la part des commendataires. Comme il n'avait fait entrer dans ses calculs ni le revenu des maisons où il n'existait plus de conventualité, ni celui des menses priorales réunies à des établissements ecclésiastiques, et que ses évaluations étaient notablement inférieures au produit réel des prieurés, il semble nécessaire, pour donner une idée plus complète de la fortune de l'ordre, de présenter ici, d'après les états dressés par la Commission (1) et dont les chiffres doivent être à peu près exacts (2), le relevé du produit de tous les bénéfices de l'ordre tenus en commende et de ceux possédés en règle :

(1) Archives de l'État, O 547, O 570, O 576. On a suppléé aux lacunes de ces états au moyen de renseignements puisés dans divers ouvrages contemporains. Pour le produit des commendes, on reste fort en deçà de la vérité, et plusieurs des chiffres donnés ci-dessous représentent certainement le revenu net et non le revenu brut.

(2) Nous les donnons cependant sous toutes réserves. Même en puisant les renseignements de cette espèce aux sources officielles, il est difficile de les obtenir sincères. Les charges sont exagérées dans presque tous les documents émanant des intéressés, et, pour esquiver les contributions considérables auxquelles les soumettaient certains votes de l'Assemblée du Clergé, les commenda-

ANCIENNE-OBSERVANCE.

I. — *Prieurés où il existait une conventualité en 1768.*

(Produit de la commende : 27,379 livres.)

La Haye d'Angers : 5,390 livres; le Bois-d'Alonne : 3,700(1); Viaye : 3,400; Bois-Rayer : 3,300; Bercey : 3,075; Boulogne : 2,700; Puy-Chevrier : 1,800; Francour : 1,500; Chinon ou Pommier-Aigre : 1,500; Villiers : 615; la Vayolle : 399.

II. — *Prieurés où il n'existait plus de conventualité.*

(Produit de la commende : 14,183 livres.)

L'Enfourchure : 3,700 livres; Deffech : 2,900; la Garrigue : 2,750; Monnès : 1,500; Montguyon : 1,333; Château-neuf : 800; Raveaux : 700; Jarry : 500.

taires s'efforçaient de représenter comme un chiffre normal de revenu celui des années où des réparations urgentes ou des événements exceptionnels avaient grevé le produit de leur bénéfice. C'est ainsi que, dans une déclaration faite par le prieur de la Vayolle, en 1790, au Bureau ecclésiastique du diocèse de Poitiers, les revenus de ce prieuré sont évalués à 1334 livres et les charges à 1329 (Archives de la Vienne), ce qui fait ressortir au chiffre dérisoire de 5 livres le produit net.

(1) Evaluation sensiblement inférieure au revenu moyen. — La *Table de l'état des archevêchés, évêchés, abbayes et prieurés*, donne pour plusieurs prieurés des chiffres très-différents de ceux ci-dessus, et de toute évidence pour la plupart erronés. Ainsi elle n'évalue le revenu de la Haye qu'à 2,000 livres, celui de Bois-Rayer à 1,800, et celui du Bois-d'Alonne à 500.

III. — *Prieurés possédés en règle.*

(Produit de la mense priorale : 7,400 livres.)

Chénégallon : 3,000 livres ; Beaumont : 2,400 ; la Faye-de-Jumilhac : 2,000.

IV. — *Prieurés unis à des établissements « qui ne devaient pas subsister, et dont le Roi reprendrait la nomination ».*

(Produit total : 12,500 livres.)

Bandouille : 6,000 livres (1), (uni à cette époque à l'abbaye de Grandmont, et qui, peu après, en fut distrait pour être donné au religieux Daguerre) (2) ; Pinel : 3,000, (uni au noviciat des Jésuites de Toulouse) ; le Meynel : 1,800 l., (uni au collège de Grandmont) ; Sermaize : 1,700, (uni à l'abbaye).

V. — *Prieurés unis à des établissements désignés comme « devant subsister »*

(Produit total : 15,500.)

Grandmont-lès-Rouen : 10,000 livres, (uni au collège de Rouen) ; Raroï ou Razay (3) : 3,000, (uni à l'Oratoire de Paris) ; Mont-Herbedon : 2,500, (uni au séminaire de Montpellier). — Les Etats de la Commission mention-

(1) Le revenu est laissé en blanc dans les états de la Commission. Le chiffre donné ci-dessus est celui indiqué par l'abbé Legros dans son mémoire manuscrit.

(2) Voir plus bas, chapitre XIV.

(3) Les états de la Commission ne donnent point de chiffre. Celui-là est emprunté, sous toutes réserves, à la *Table générale des archevêchés, évêchés et abbayes*.

nent de plus, dans cette catégorie, les maisons de Vincennes et de la Quarte, qui avaient été cédées à titre définitif par l'ordre, la première à Henri III, la seconde aux Jésuites, et qui ne devaient plus, par suite, figurer sur l'état des possessions ou dépendances de Grandmont.

ÉTROITE-OBSERVANCE.

VI. — *Prieurés où il existait une conventualité en 1768.*

(Produit de la commende : 8,511 livres.)

Epoisses : 3,600 livres (1); Saint-Maurice ou Vieux-Pou : 2,000 (2); Chavanon : 1,200; Saint-Michel de Lodève : 711; la Faye de Nevers : 600; Thiers : 400.

VII. — *Prieuré dont la mense priorale était unie
« à un établissement qui ne devait pas subsister ».*

(Produit de la mense priorale : 4,500 livres.)

Louye près Dourdan : 4,500 livres, (uni à la maison de Thiers) (3).

VIII. — *Prieuré dont la mense priorale était unie
« à un établissement qui devait subsister ».*

(Produit de ladite mense : 4,500 livres.)

Macheret : 4,500 livres, (uni à l'évêché de Troyes) (4).

(1) Net : 4,000 livres, d'après un état du vicaire général de l'Étroite-Observance (Archives de l'État, O 570, liasse 2).

(2) Net : 1,700 livres, d'après le même état.

(3) Net : 3,000 livres, d'après le même état.

(4) Net : 3,000 livres, d'après le même état. — L'abbé Expilly (*Diction. géogr.*, t. IV, page 474, évalué à 8,060 livres le revenu de la commende de Macheret.

Ainsi la part prélevée par les prieurs, commendataires et réguliers (les prieurs claustraux vivaient sur la mense conventuelle), sur les revenus des maisons de Grandmont s'élevaient à 94,473 livres : 76,962 livres pour l'Ancienne-Observance, et 17,511 pour la Réforme. Sur cette somme énorme, 7,400 livres, sans plus, revenaient aux prieurs réguliers : tout le reste était la proie de la commende. Une faible portion des 87,000 livres qu'elle recevait, 14,000 liv. seulement (le revenu de Sermaize, celui de Bandouille et le produit des menses priorales de Louye et du Meynel), étaient restitués à des maisons de l'institut, et cette modeste part fut bientôt réduite à 8,000 livres par suite de la distraction de Bandouille, jusqu'ici annexée à l'abbaye.

En réunissant au produit des commendes le revenu de l'abbaye et des maisons conventuelles de l'Ancienne-Observance, qu'un peu plus tard l'archevêque de Bourges, dans un état envoyé à la Cour de Rome (1), portait à 106,212 livres brut, et celui des maisons de la Réforme, évalué à 44,000 l. dans les papiers de la Commission, on arrive à un total de 244,685 livres, chiffre qui se réduit à 230,685 après déduction du produit de Sermaize, de Bandouille, des menses priorales du Meynel et de Louye, qui figurent au relevé ci-dessus, et qui, unies les deux premières à l'abbaye, la troisième au collège de Grandmont, et la quatrième au monastère de Thiers, entraient d'un autre côté dans la supputation du revenu de ces maisons.

Ajoutons que, d'après la Statistique générale des monastères du Royaume, dressée à la fin du règne de Louis XV par la Commission des réguliers, et dont

(1) Voir plus loin cet état, chapitre XXI.

les résultats sont consignés dans les manuscrits français n^{os} 13857 et 13858 de la Bibliothèque nationale, le revenu *monastique*, déduction faite des charges, décimes, rentes foncières, etc., des communautés grandmontaines, s'élevait à 111,645 livres, (85,095 livres pour l'Ancienne-Observance, 26,550 livres pour la Réforme).

L'ordre tout entier avait environ 50,000 livres de dettes ; celles du Collège de Paris entraient, à elles seules, pour 34,595 livres dans ce chiffre. (1) Encore faut-il remarquer que, de cette somme, les trois quarts étaient dus, non à des créanciers étrangers, mais à l'abbaye.

On a dit que le plan soumis par l'abbé aux Commissaires supposait l'extinction d'une partie des commendes. Ce trait dénote combien peu M. de la Maison-Rouge connaissait le véritable état des choses, et quelles illusions il conservait sur le programme des réformateurs. — Sur plusieurs points au surplus, et en particulier sur un article considéré par le Clergé comme capital, l'âge de la profession, les statuts de l'ordre ne s'écartaient pas sensiblement des dispositions de l'édit. On se rappelle que saint Etienne s'était constamment refusé à admettre les jeunes gens avant l'accomplissement de leur vingtième année. La règle le défendait en termes exprès. (2)

Il faut le reconnaître à la louange des Grandmontains,

(1) Les maisons qui devaient les sommes les plus fortes étaient, après le collège : le Bois-d'Alonne (5,173 livres), Rouen (4,789 livres), et Villiers (4,275 livres). — Archives de l'Etat, O 547, liasse 2.

(2) « Quoniam spontanea voluntate et provisa animi deliberatione Christi jugum adeundum est, ideo præcipimus ne quis infra viginti annos in hac religione recipiatur. » (Cap. XLIV.)

— et, eu égard aux récentes querelles qui s'étaient produites au sein de l'ordre et aux tiraillements qui continuaient de le troubler, on a quelque droit de s'en étonner un peu, — pendant la première année de l'existence de la Commission, ils paraissent avoir fourni à l'archevêque de Toulouse peu d'éléments pour dresser l'acte d'accusation contre leur institut. Du moins n'en reste-t-il pas de traces, et les lettres ou notes se rapportant à cette période que l'on retrouve dans les dossiers conservés aux archives de l'Etat, sont-elles à peu près insignifiantes. Tout au plus y relève-t-on quelques plaintes banales sur le despotisme des supérieurs, et un vœu assez énergiquement formulé en faveur du retour à l'élection pour toutes les charges. — Mais les choses changent après l'arrêt du 3 avril 1767. L'intention annoncée par le Roi de ne laisser subsister que les monastères ayant une conventualité d'au moins huit profès et l'attitude des commissaires menaçaient les maisons de Grandmont d'une ruine prochaine, à moins d'une unanimité de vues et de dévouement qu'il était difficile d'attendre d'un ordre aussi divisé. Quelques religieux le comprirent : prévoyant l'inanité de toute résistance et l'impossibilité de sauver le corps, ils ne songèrent qu'à pourvoir à leurs intérêts personnels et à s'assurer la meilleure part possible dans les dépouilles qu'on commençait déjà à distribuer.

Parmi ceux-là, il faut nommer deux des principaux dignitaires de l'institut, qui servirent les intentions des commissaires avec un zèle regrettable, et contribuèrent plus que personne à la ruine de Grandmont : dom Razat, procureur général de l'Ordre, et dom Nicod, vicaire général de l'abbé pour l'Etroite-Observance.

D. Razat est connu par le singulier procès qu'il soutint contre Martial Sardine, de Limoges, abbé du monas-

tère bénédictin de Nanteuil-en-Vallée. Il prétendait avoir, en sa qualité de Grandmontain, le droit de posséder un bénéfice de l'ordre de Saint-Benoît, alléguant que Grandmont n'était qu'un rameau de la grande souche bénédictine. Fort de cet argument, il refusait de se dessaisir du prieuré de Saint-Vincent-de-la-Faye, sur lequel il était parvenu à mettre la main. On doit dire, à la décharge de D. Razat, que d'autres Grandmontains, avant lui, avaient élevé de semblables prétentions, et parfois réussi à les faire admettre, à la faveur de l'opinion générale qui considérait la règle de Saint-Etienne comme dérivant de celle de Saint-Benoît. Un procureur général de l'ordre, D. Dalmas, avait, trente ans auparavant, soutenu la même thèse. Les Archives de la Haute-Vienne conservent une curieuse correspondance relative à cette affaire, et notamment une lettre du P. Legay, archiviste de l'abbaye, en date du 17 mai 1728, dans laquelle ce religieux envoie à son confrère une série de documents établissant « la grande relation qu'il y a toujours eu entre l'ordre de Saint-Benoît et celui de Grandmont, et que l'un et l'autre ne font, en quelque manière, qu'un même corps (1). »

(1) Archives de la Haute-Vienne, 1734. — Dans les siècles antérieurs, un assez grand nombre de Grandmontains avaient été pourvus de bénéfices de l'ordre de Saint-Benoît; par contre plusieurs religieux bénédictins jouirent de bénéfices dépendant de Grandmont. Ainsi, en 1577, le prieuré de Montusclat, qui du reste était une simple annexe, fut conféré par le vicaire général de l'abbé à un bénédictin (*Inventaire des collations de bénéfices par les rois ou les abbés de Grandmont et lettres de supériorité, vicariats généraux de l'ordre, etc.*: Archives de la Haute-Vienne, art 1672 du classement provisoire. — Marguerite de la Roque, religieuse bénédictine du monastère de Saint-Jean-des-Bois, au diocèse de Saint-

En vain objectait-on à D. Razat que de tout temps les enfants de Saint-Etienne s'étaient, à peu d'exceptions près, défendus d'appartenir à la famille de Saint-Benoît; que les Réformés notamment, dont l'observance se rapprochait davantage de l'institut primitif, avaient toujours repoussé le nom de Bénédictins; en vain lui citait-on maints passages extraits de livres composés par les écrivains de son ordre, et absolument contraires à ses prétentions; en vain lui faisait-on remarquer que l'institut grandmontain avait été rattaché à l'observance de Saint-Augustin (1) plus souvent encore qu'à celle de Saint-Benoît : — l'entêté religieux, qui tenait à conserver son bénéfice, et qui n'en-

Flour, obtint, en 1625, le prieuré grandmontain de la Drouille-Blanche (Archives de la Haute-Vienne, 7661). Nous voyons même, en 1501, un moine augustin, Charles Demonceult, prieur de Plaisance, tenir en commende le prieuré du Châtenet (Archives de la Haute-Vienne, 4398). Ajoutons que Guillaume de Fumel était religieux bénédictin lorsqu'on l'élut abbé en 1437 (*État des titres et pièces qui prouvent que les religieux de Grandmont peuvent posséder des bénéfices de l'ordre de Saint-Benoît*, Archives de la Haute-Vienne, 1734), — au mépris du texte formel de la règle : « *Quod nullus exterior eligatur in priorem* ». (Cap. LXI.) — Un chanoine de Reims, Jean Lacourt, qui vivait au XVIII^e siècle, avait commencé un mémoire où il établissait la filiation bénédictine des Grandmontains et leur capacité de posséder des bénéfices de l'ordre de Saint-Benoît. M. Ch. Loriguet, conservateur de la bibliothèque de Reims, nous a fort obligeamment communiqué le résumé de ce travail et la substance des notes réunies par le chanoine Lacourt.

(1) Voir ci-dessus, pages 34 à 37. En tête d'un relevé d'ordres suivant la règle de Saint-Augustin (manuscrit latin 12705 de la Bibliothèque nationale), figure l'institut de Grandmont : « *Ordo Grandimontensis institutus anno MLXX (sic) a*

tendait point sacrifier ses intérêts à ce que ses confrères regardaient comme un point d'honneur, ne voulait dé-mordre de sa thèse. Il l'appuyait du reste sur des précédents, sur quelques textes, et sur l'opinion de nombre de savants, celle de Mabillon entre autres. Aussi osa-t-il bien faire assigner son général pour avoir à déclarer que Grandmont n'était qu'un des nombreux rejets du Mont-Cassin. Après de longues procédures et de solennelles plaidoiries, le Grand-Conseil, qui avait ordonné une instruction pour s'éclairer, déclara, par arrêt du 27 septembre 1758, que les religieux soumis à la règle de Saint-Etienne de Muret et aux statuts en dérivant n'appartenaient pas à l'ordre de Saint-Benoît, et qu'ils étaient incapables de posséder des bénéfices dépendant de cet ordre. Défense fut faite, en conséquence, à D. Razat et à tous autres de son institut de retenir ceux dont ils auraient pu être indûment pourvus (1).

Débouté de ses prétentions, privé de son bénéfice et rejeté dans le sein de Grandmont, D. Razat se consolait de cet échec dans une des charges les plus enviées de l'ordre. Il était procureur général pour les deux Observances, et résidait en cette qualité à Paris, au collège Mignon. Fut-il appelé à fournir des renseignements sur l'état des monastères, ou offrit-il spontanément son concours à la Commission? Il est probable que, représentant naturel de

comite Arvernense Stephano, et ab Alexandro II confirmatus (nunc sub regula Sancti Benedicti) ». — Levesque signale, page 56, plusieurs raisons militant en faveur de l'opinion qui rattachait l'ordre de Grandmont à l'observance de Saint-Augustin, — opinion qu'il avait d'abord partagée.

(1) Voir notamment le Mémoire manuscrit de l'abbé Legros, page 93.

son supérieur général, il fut chargé par l'abbé de faire passer divers documents à l'archevêque de Toulouse, et entra ainsi en relations avec Loménie. Celui-ci comprit le parti qu'on pouvait tirer d'un tel homme, et il ne lui fut pas difficile de le gagner : le procureur général était, dès 1768, tout à la dévotion de la Commission et de ses deux secrétaires, Pialle et Thiériot.

Le premier mémoire (1) qu'il leur adressa n'était pas de nature à les satisfaire complètement. Razat reconnaissait que l'ordre avait peu de lettres; que les études y étaient abandonnées; que les abbés généraux avaient pris, avec le temps, une autorité trop despotique; que l'abbaye n'était pas visitée à certaines époques, selon le vœu des constitutions, par les prieurs chargés de l'inspecter; mais il concluait à une réforme, et en indiquait même les voies, se rencontrant sur beaucoup de points avec M. de la Maison-Rouge. On fit comprendre au procureur général que ce n'était pas d'une réforme qu'il s'agissait; il l'entendit à merveille, et s'empressa de réparer sa bévue. La Commission cherchait quelques raisons spécieuses pour esquiver la convocation d'un Chapitre général : le procureur les lui fournit. Il remit à l'un des secrétaires de la Commission, probablement à M. Pialle, à qui ses communications sont adressées d'ordinaire, la note suivante, qu'il faut citer en entier. C'est la sentence de Grandmont portée par un Grandmontain :

« Le procureur général de l'ordre de Grandmont, pénétré de la plus vive douleur de l'impossibilité où se trouve son ordre d'exécuter fidèlement l'édit que Sa Majesté a fait publier au sujet des unions et des vœux, prévoit que le

(1) Archives de l'Etat, O 547, n° 1, liasse 2.

Conseil sera forcé, par la nature des circonstances, de supprimer cet ordre.....

» Le but du Chapitre général ne peut être considéré que sous deux points de vue : le premier est de faire exécuter l'édit, et, en cas d'impossibilité, de supprimer l'ordre. Nosseigneurs les Commissaires sont déjà convaincus du premier point. Il est même confirmé par le général de l'ordre, qui l'annonce dans son mémoire, et qui, forcé de donner un plan d'union, est obligé, pour le rendre possible, *de demander des choses impossibles, telles que l'extinction d'une douzaine de commendes.*

» Il ne resteroit donc que le second point à remplir. Les religieux, qui sont presque tous de bonnes familles, seroient fort *(sic)* plus contents si le Roi, pressé par la nature des circonstances actuelles, supprimoit cet ordre *sans leur aveu*, que s'ils étoient *obligés* de le donner. *On ménageroit par là leur délicatesse, et on les mettroit dans le monde à l'abri de tout reproche sur l'objet de leur suppression.*

» Le Chapitre général ne produiroit autre chose que des reproches, des divisions, des discussions d'intérêt, de l'intrigue, du tumulte, et beaucoup de dépense sans aucune délibération fixe. Tout s'y feroit illégalement, l'ordre étant dans l'impossibilité d'assembler un Chapitre général suivant les formes prescrites par les bulles, les canons, les constitutions, les édits et déclarations, et *fourniroit des prétextes au supérieur général d'appeler comme d'abus de ce qui s'y seroit décidé de contraire à ses vues.*

» Le procureur général de l'ordre, chargé par état de procurer aux membres qui composent son ordre le bonheur, la paix et la tranquillité, et de veiller aux intérêts d'un chacun, croit connoître assez la façon de penser de ses confrères pour pouvoir assurer à MM. les Commissaires que l'on se seroit fait un devoir de faire des

vœux pour la conservation de l'ordre, si on le laissoit subsister tel qu'il est : on ne l'a préféré à d'autres que *par les mêmes motifs qui ont engagé Sa Majesté à réformer les ordres en général.* »

D. Razat conclut en demandant qu'une pension soit allouée à chaque religieux (1).

En marge de ce projet de mémoire, qui est tout entier de la main de D. Razat, on lit ces mots : « Si MM. les Commissaires veulent que le procureur général de l'ordre présente une requête pareille à ce modèle, il le fera » ; — et plus bas ceux-ci : « Le Roi gagnera, à la suppression, la nomination à l'abbaye après la mort du général et la nomination en commende de quatre prieurés en titre, tous les autres étant en commende (2) ».

On ne saurait dire quelle fut la récompense du loyal religieux qui osa écrire ce factum. L'abbé de la Maison-Rouge semble n'avoir jamais connu le vrai rôle joué par

(1) Archives de l'Etat, O 547. — Bornant ses propositions à l'Ancienne-Observance, il émet l'avis qu'il conviendra de conserver le tiers du revenu de leurs maisons aux cinq prieurs titulaires en charge, et évalue à 6,100 livres ce prélèvement; les dix-sept prieurs claustraux recevront une pension de 800 livres; quarante-sept religieux, une de 600, soit en tout : 48,000 livres. Le revenu *net* de l'Ancienne-Observance étant évalué à 95,000 liv. par le même document, il restera 47,000 livres pour acquitter les dettes, faire face aux frais de régie, payer la pension de l'abbé et celle du procureur général, qui s'en remet à la générosité de la Commission.

(2) Archives de l'Etat, O 547. — Dans un autre document de la même liasse, on revient sur cette idée : « Au moment de l'extinction de l'ordre, le Roi pourroit donner cette abbaye en commende. Elle y a été possédée autrefois..... ».

D. Razat, à qui il ne reprocha plus tard que d'avoir mal compris sa mission (1). Eût-il été mieux éclairé sur les manœuvres du procureur général, son cœur paternel ne lui aurait, sans doute, pas moins pardonné; mais combien cette trahison eût rendu plus amer le calice qu'on portait à ses lèvres!

Après une telle peinture de l'état de l'ordre faite par un des principaux dignitaires de Grandmont, comment pourrait-on s'étonner de la sévérité outrée et de l'exagération manifeste de ce jugement porté sur l'institut dans un long mémoire d'ensemble qui paraît émaner de la plume de Thiériot, et auquel l'archevêque de Toulouse n'est assurément pas étranger :

« Dans tous les temps, les Grandmontains ont fait profession d'ignorance. De tous les ordres religieux c'est indubitablement celui qui s'est le moins distingué du côté de l'amour des lettres et des productions de l'esprit..... Il est de notoriété que, dans les monastères de l'ordre, la pratique des observances régulières est si peu en vigueur que l'on n'y connaît pas même la règle de Saint-Etienne ni les autres règlements qui ont été faits depuis..... On n'y garde aucune décence, soit dans la célébration des offices,

(1) « Le procureur général avoit reçu le pouvoir des religieux, non pas pour consentir à l'extinction, mais pour les mesures à prendre pour le conserver en se conformant à l'édit. Ce procureur général, abandonnant la partie principale de sa mission, et partageant peut-être l'effroi de ses confrères, crut qu'il leur étoit plus salutaire de n'insister que sur les demandes subsidiaires : il donna lieu par là de faire présumer qu'ils reconnoissoient ne pouvoir exécuter l'édit de 1768. » — (Archives départementales de la Haute-Vienne, art. 1200 du classement provisoire : *Mémoire à consulter pour l'Abbé.*)

soit dans la conduite intérieure, et même au dehors. Les religieux qui composent ces communautés sont, pour la plupart, des hommes grossiers, sans études, sans politesse, et sans aucune des connaissances essentielles à des personnes ecclésiastiques. Livrés à une entière oisiveté, leur occupation la plus sérieuse est celle de la chasse, de la pêche, etc.

» On ne fait ces observations que pour démontrer que, quand on voudroit réformer cet ordre, l'entreprise seroit absolument impossible, parce que, pour y ressusciter l'amour de la règle et l'esprit du saint fondateur, il faudroit un certain nombre d'hommes qui en fussent animés eux-mêmes pour l'inspirer aux autres. Or il est certain qu'il n'y en a point, ni parmi les supérieurs, ni parmi les inférieurs. Les prieurs claustraux, quoique révocables à volonté, se regardent néanmoins comme titulaires, parce que, dans le fait, on ne les destitue jamais, et, si on l'entreprendoit, ils se révolteroient tous ouvertement (1). »

(1) Archives nationales, O 547.

IX.

Etat de l'Etroite-Observance. — Complicité du vicaire général. — Lettres-patentes d'août 1768 et de mars 1770. — Dispersion des Grandmontains réformés.

Si le ciel épargna au vénérable abbé de la Maison-Rouge la douleur de connaître la trahison de D. Razat, l'attitude et les actes de D. Nicod, vicaire général de l'Etroite-Observance, furent tels qu'il ne put les ignorer. Nulle blessure ne lui fut plus sensible, et lui, si calme et si doux d'ordinaire, trouva des termes énergiques pour flétrir la conduite de celui qui, abusant d'un mandat confié à son honneur et à sa conscience, avait employé à consommer la ruine de son ordre l'autorité qu'il tenait du supérieur général.

Les Réformés possédaient huit maisons et 44,000 livres environ de revenus. Défalcation faite des charges, il ne leur restait pas plus de 30 à 32,000 livres : ils étaient pauvres ; mais leurs maisons, généralement en meilleur état que celles de la Commune-Observance, nécessitaient peu de dépenses d'entretien. Cette branche de l'institut grandmontain comptait, en 1768, quarante-deux membres, y compris deux novices. M. de la Maison-Rouge se proposait de les appeler au Chapitre général qui devait se tenir en conformité de l'édit, afin que tout l'ordre fût représenté à une assemblée d'où pouvait sortir la consolidation ou l'anéantissement de l'œuvre fondée sept siècles

auparavant par saint Etienne de Muret. C'était même sur eux que l'abbé fondait ses plus fortes espérances, et qu'il voulait s'appuyer pour amener une réforme générale dont les difficultés incessantes de son administration lui faisaient de plus en plus sentir la nécessité. Les projets de M. de la Maison-Rouge eussent-ils échoué devant le mauvais vouloir de ses religieux, les Réformés auraient au moins aidé l'abbé à sauver l'ordre, en contribuant, par leur attitude et l'estime qui s'attachait à leurs vertus, à donner au Chapitre plus de gravité et de calme, à ses délibérations plus d'autorité. — « D. Nicod, dit l'abbé dans un de ses *Mémoires*, pénétra mes vues. Il avoit depuis longtemps, sans ma participation et contre la teneur de ses pouvoirs, négocié sourdement la destruction de cette branche de l'ordre que mon autorité avoit confiée à ses soins. Comme il attendoit une récompense du sacrifice qu'il feroit de ses devoirs et de mes droits, il lui importoit de rompre bientôt mes mesures et de rendre inutiles mes desseins..... D. Nicod, en prêtant l'oreille aux sollicitations, en abandonnant les intérêts de son ordre, n'a pas seulement franchi les pouvoirs que je lui avois donnés : il a abusé de la confiance de mes religieux ; il a tourné contre moi les armes que je lui avois confiées, non pour écarter mon troupeau, mais pour le conserver : Qu'il en coûte à mon cœur de dévoiler ces actes ténébreux (1) !..... »

(1) Archives de la Haute-Vienne : *Mémoire à consulter* pour l'abbé de Grandmont. — Les Archives départementales ne possèdent qu'un fascicule de 40 pages de ce mémoire, avec cette note manuscrite : « Imprimé sans continuation au mois d'aoust 1773 ». Ce factum existe en manuscrit dans les papiers du prieur D. Muret, qui nous ont été communiqués par M. Lemarchand ; mais on remarque de nombreuses différences entre le texte

D. Nicod était ce religieux qui, chargé treize ans auparavant d'une négociation assez délicate entre l'abbé et D. Vitecoq, dans l'affaire du Collège, avait fait assez bon marché des intérêts et de la dignité de M. de la Maison-Rouge : ses confrères lui avaient reproché de ne s'être pas conformé aux intentions de ceux dont il tenait ses pouvoirs. Il montra, dans la charge de vicaire général, la même fidélité à son mandat. Comme D. Razat, il subit l'influence de la Commission, s'employa à servir ses desseins. — Il avait d'abord proposé la réunion de la Réforme de Grandmont à la Réforme de Cluny, et fait quelques efforts pour sauver son observance ; mais ce fut aux dépens de la branche principale de l'institut. Divers rapports envoyés par lui à Loménie ou à ses secrétaires maltraitent fort la Commune-Observance, et ces mémoires portèrent un coup funeste à l'ordre tout entier.

Dans une de ses premières communications (1), il déclare que « l'Ancienne-Observance fourmille d'abus ». L'édu-

de cette copie et celui de l'exemplaire imprimé que nous citons. Ainsi, en ce qui concerne D. Nicod, l'exemplaire manuscrit fait tenir à l'abbé un langage moins affirmatif, et emploie certaines circonlocutions. — « *Si je peux croire la relation qui m'a été faite de sa conduite*, il avoit depuis longtemps, sans ma participation et contre la teneur de ses pouvoirs, etc., etc. — *Etoit-ce par l'espérance d'une récompense..... qu'il cherchoit ainsi à rompre mes mesures et à faire avorter mes décisions? ou étoit-ce par la crainte de subir quelque peine s'il se refusoit de seconder les vues de la cabale? etc., etc.* »

(2) *Observations à Nosseigneurs les Commissaires nommés par le Roi pour connaître des abus des Réguliers, sur l'ordre de Grandmont* (Archives de l'Etat, O 547, n° 1). — Dans le *Journal des biens et revenus de Louye*, conservé aux Archives du départ-

cation des jeunes gens est mauvaise, et la raison en est bien simple : « Il n'y a pas un seul sujet qui en ait reçu une bonne, ou qui soit en état d'en donner, faute de lumières, de talent, et encore plus pour ne point connaître les devoirs de son état. » Les sujets sont si rares qu'on accueille tous ceux qui se présentent. L'office ne se fait régulièrement que dans deux ou trois maisons, et « avec une rapidité scandaleuse. » Pour les jeûnes et les abstinences, presque partout on se borne à observer ceux qui sont de précepte pour tous les fidèles. Plus de mise en commun des biens, plus de retraite, plus de recueillement, de mortifications, plus de lectures. Une vie toute séculière. Le vicaire général veut bien reconnaître que l'Ancienne-Observance renferme encore *un certain nombre d'honnêtes gens* ; mais « on auroit de la peine à en compter quelques-uns qui aient vraiment l'esprit de leur état ; en sorte que la réformation des abus y est moralement impossible, à moins d'un renouvellement universel. »

Passant à la Réforme, à laquelle auraient dû se borner ses observations, D. Nicod confesse qu'il s'y est glissé quelques abus ; qu'elle compte peu de membres, et que dans les petites communautés il n'est pas impossible de constater du relâchement, de l'oisiveté et même certains désordres (1) ; mais la nomination par le général de plusieurs

ment d'Eure-et-Loir, D. Nicod dit que la Commission des Réguliers fut instituée pour remédier aux *prétendus* abus signalés par l'Assemblée du Clergé. — En 1770, époque à laquelle il écrivait cette page de son journal, avait-il oublié les affirmations de ses propres mémoires ?

(1) Nous avons trouvé peu de renseignements sur ces faits ; néanmoins on trouve quelques indications à cet égard, dans divers dossiers non encore dépouillés des Archives de la Haute-

religieux de l'Ancienne-Observance à des prieurés de la Réforme n'est pas étrangère à cet état de choses, et il ne paraît pas difficile d'y remédier.

Le mémoire conclut en ces termes :

« Après que Nosseigneurs les Commissaires auront examiné la situation de l'ordre de Grandmont, la pauvreté, le mauvais état des maisons dont il est composé, l'éloignement où elles sont les unes des autres, les dettes dont quelques-unes sont chargées (1), ils se trouveront sûrement embarrassés pour rétablir quelque ordre tel quel, et quant au temporel, et quant au spirituel. Voilà pourquoi, dans le précédent mémoire envoyé à M. Pialle, chargé de cette partie, j'ai opiné à la réunion de l'Ancienne-Observance à celle de Cluny et de la Réforme à celle du même ordre.

» Que si, au contraire, l'on veut conserver l'ordre tel qu'il est, en y faisant seulement des réunions, comme je ne connais pas assez l'Ancienne-Observance, voici ce que j'ai seulement à proposer à Nosseigneurs les Commissaires pour la Réforme, à la tête de laquelle j'ai l'honneur de me trouver depuis longtemps :

Vienne et notamment dans les liasses des dîmes de Bessines : —
« On ne sait à Thiers, écrit l'abbé de la Guérinière, le 7 août 1739, ce qu'est devenu ce bandit de P. Gilbert d'Ozarbre. Je crains beaucoup que, étant parti d'Epoisses depuis le 3 juin, il ne se soit évadé là ou là et n'ait peut-être déjà ouvertement apostasié, à moins qu'au moyen des 50 écus qu'il avoit trouvé le secret de voler, il ne soit allé joindre Chazelet dans quelque rendez-vous concerté avec le P. Laferrière pour prendre leur parti tous les trois ensemble. L'affectation de ce dernier de nous cacher où il est donne lieu à bien des soupçons. »

(1) On a vu plus haut que seules les dettes du collège étaient considérables.

» On a vu par l'état du temporel des maisons qu'il n'y en a qu'une seule où il y ait des dettes, et encore y a-t-il des ressources pour les acquitter dans peu. Elles sont toutes assez bien bâties et passablement meublées par les soins des Réformés; mais elles sont presque toutes fort pauvres. Il n'y a pas, dans toutes, des bâtiments suffisants pour contenir une communauté assez nombreuse pour que la discipline régulière y fût exactement observée. » — D. Nicod proposait, en conséquence, de conserver quatre monastères sur les huit qu'occupaient les Réformés : Epoisses, qui avait vu les premiers efforts de Frémon; l'abbaye de Macheret; Thiers, où se trouvait le noviciat (1), et Louye près Dourdan, qui était la maison d'études de l'observance.

Ce que le vicaire général voulait avant tout c'était éviter la tenue d'un Chapitre, ou du moins faire en sorte que les Réformés n'y prissent aucune part. Le désir de complaire à la Commission n'était pas le seul mobile auquel il obéissait en cela : il avait, pour sa part, d'excellentes raisons de redouter la réunion d'une assemblée où sa conduite eût sans doute été l'objet de reproches publics, et dont l'issue eût pu lui faire perdre le fruit de ses complaisances pour les Commissaires et de sa docilité aux inspirations de l'archevêque de Toulouse.

Les prétextes ne manquèrent pas à D. Nicod : la dé-

(1) L'union de Chavanon à Thiers avait été, d'un autre côté, proposée par l'évêque de Clermont dans les notes qu'il avait adressées à la Commission royale, sur la demande des Commissaires (Archives départementales du Puy-de-Dôme, série C, Culte. 5). — Renseignement dû à l'obligeance de M. Cohendy, conservateur des Archives.

pense, l'éloignement des monastères, les différends qui pourraient s'élever entre les membres des deux Observances et bien d'autres raisons qui n'avaient pas même le mérite d'être spécieuses. — A quoi bon, du reste, la réunion d'un Chapitre, et qu'y feraient les Réformés ? — Le prévoyant vicaire général était muni des pleins pouvoirs de tous ses religieux. Ceux-ci, quoique attachés en général à leur état, s'étaient laissés effrayer par les discours de D. Nicod et de ses affidés ; on leur avait fait entrevoir les conséquences possibles d'une résistance, même respectueuse, aux volontés des Commissaires : la disgrâce du Roi, la saisie de leurs revenus, des lettres de cachet, peut-être une expulsion sans indemnité. Abusant de leurs craintes, le digne supérieur avait réussi à obtenir des assemblées capitulaires de toutes ses maisons l'autorisation de traiter, tant pour le compte de l'observance qu'au nom de chacun de ses membres, non-seulement de l'union des monastères de l'ordre entre eux, et de l'aggrégation de la Réforme à un autre institut, mais même de discuter et de fixer, « en cas de besoin », le chiffre de la pension qui serait allouée aux religieux. C'était admettre implicitement l'éventualité de la suppression de leur observance sans l'intervention du Chapitre général. — Les Commissaires n'en demandaient pas et ne pouvaient en demander davantage : ils comprirent qu'avec l'allié qu'ils possédaient dans la place celle-ci était déjà toute à leur discrétion. Tranquille de ce côté, l'archevêque de Toulouse ne voulut pas cependant brusquer les choses et en finir d'un seul coup : il fit approuver le plan de réunion proposé par D. Nicod, sûr d'avance que le zèle de celui-ci ne s'arrêterait pas en si beau chemin.

Il était acquis que la Réforme de Grandmont avait spontanément pris les dispositions nécessaires pour obéir

à l'édit royal. Les religieux de l'Etroite-Observance étaient restés fidèles à leurs constitutions : sur ce fait, aucun doute. Il ne s'agissait donc, pour satisfaire à l'édit, que de transférer quelques moines d'une maison dans une autre, afin que toutes les communautés possédassent un nombre suffisant de membres ; or D. Nicod, supérieur de la Réforme, et fondé de pouvoirs de tous les religieux, allait au-devant des ordres du Roi en prenant les mesures les plus propres à porter partout les conventualités au chiffre réglementaire. La Commission n'avait donc plus à s'occuper de l'Etroite-Observance. Tout était fini pour elle, et son sort était fixé. Où était dès-lors, en ce qui la concernait, la nécessité de la tenue d'un Chapitre, et même sa raison d'être ? sur quel objet porterait la délibération ? tout n'était-il pas résolu ? L'abbé général réclama en vain contre les agissements de son vicaire : il était trop tard. Des lettres-patentes du mois d'août 1768 ordonnèrent que, conformément au vœu unanime des religieux, consultés dans des assemblées capitulaires, les membres de la Réforme de Grandmont seraient réunis en communautés régulières dans quatre de leurs maisons : Thiers (diocèse de Clermont), Louye (diocèse de Chartres), Macheret (diocèse de Troyes), et Epoisses (diocèse de Châlons) ; en conséquence, les religieux des monastères de Chavanon, la Faye de Nevers, Vieux-Pou et Saint-Michel de Lodève seraient tenus de se retirer dans les autres couvents du même ordre et de la même observance qui leur seraient désignés par le vicaire général. Les supérieurs majeurs étaient autorisés à affermer ou à régir provisoirement, pendant deux ans, les biens des maisons évacuées, et à en appliquer le revenu à celles que l'on conservait. Défense était faite de recevoir aucun novice à la profession.

Une année s'était à peine écoulée que D. Nicod déclarait

à la Commission que les Réformés se voyaient obligés de renoncer à leur entreprise. « La situation où ils se trouvent, le petit nombre auquel ils sont réduits, l'éloignement respectif tant des monastères évacués que de ceux encore subsistants, qui en rend l'administration difficile et ruineuse, sont autant d'obstacles à leur désir de perpétuer l'austérité de leur Réforme », écrivait le vicaire général. Il ajoutait que presque tous les religieux, comprenant l'impossibilité où était l'Étroite-Observance de subsister isolée, demandaient à être aggrégés à un autre institut. Des trente-sept membres que comptait encore la Réforme (y compris un frère convers détenu dans la prison de Périgueux comme déserteur du régiment d'Enghien), seize optaient pour la Congrégation de Saint-Vannes (1), douze pour la Réforme de Cluny (2), un pour les Chartreux (3). Cinq demandaient à achever leurs jours dans une maison de l'observance (4); les trois autres ne s'étaient pas expliqués sur leurs intentions (5). Toute la communauté de Macheret désirait être unie à Saint-Vannes, qui prendrait cette maison; on remettrait Louye

(1) L'état nominatif joint au rapport n'en désigne que quinze : les FF. Beaufley, Paymal, Laurent Béringier, Douzion, Marmy, Courtade, les deux François Béringier, Brocard, Massillon, Fabre, Baud, Barge, Valory, Le Sage. — Il faut y ajouter D. Nicod.

(2) Les FF. Tournaire, Dony, Dubétex, Prohet, Legay, Lambelin, Outrey, Diomart, Moillard, Jeannin, Joseph Viallay et Jean-Michel Vialet.

(3) Le F. Heulz.

(4) Les FF. Blondeau, Peyronni, Robert, Dole et Sabatier.

(5) Le F. Parigot, un convers du nom de Chassigne et un autre, Mercier, décoré du titre d'*apostat* : sans doute le déserteur d'Enghien.

aux Réformés de Cluny, et on laisserait à Thiers les religieux qui désiraient ne pas embrasser une nouvelle règle. Ils auraient pour subsister, si l'aumône royale qui entretenait ce couvent venait à être supprimée, les revenus de la Faye, Chavanon et Saint-Michel de Lodève; Epoisses et Vieux-Pou seraient données aux Congrégations auxquelles s'affilieraient leurs religieux.

Ces combinaisons ne purent aboutir. Des traités avec la Congrégation de Saint-Vannes et la Réforme de Cluny furent préparés; mais les évêques intervinrent, et réclamèrent les biens des monastères situés dans leurs circonscriptions respectives, pour en appliquer les revenus à leurs œuvres diocésaines. L'évêque de Chartres s'opposa formellement à ce que les Clunistes prissent possession de la maison de Louye; ses confrères l'imitèrent, et les religieux durent se borner à solliciter l'autorisation de passer individuellement dans d'autres ordres, avec une pension viagère qui leur serait servie sur les revenus de leurs anciens couvents (1). Il est du reste permis de croire que D. Nicod n'insista pas trop : il s'était déjà ménagé une retraite, et avait demandé à l'archevêque de Toulouse la faveur de passer le reste de sa vie à Vieux-Pou, dans le

(1) Archives nationales, *passim*. — Archives d'Eure-et-Loir : *Journal* de D. Nicod. — Un rapport de Loménie à la Commission, du mois de septembre 1769 (ms français 13848 de la Bibliothèque nationale), dit positivement : « Le projet de réunion des religieux réformés de Grandmont à d'autres ordres n'a pu s'exécuter par les obstacles qu'y ont apportés les évêques diocésains, fâchés de voir leurs diocèses privés de biens sur lesquels ils avaient comptés pour des établissements utiles ».

cas où il ne pourrait s'habituer au régime de Saint-Vannes (1).

Particularité à noter : pas un seul de ces religieux ne paraît avoir manifesté l'intention de se retirer dans un monastère grandmontain de la Commune-Observance. Faut-il attribuer ce fait bien significatif aux difficultés que pouvaient présenter les translations *ad laxiorem* ? Nullement, car à cette époque on obtenait sans peine ces translations. La vérité est qu'on sentait Grandmont menacé, et que la dispersion des Réformés devait faire présager la destruction prochaine du reste de l'institut. Au sortir d'une maison qui s'écroule, on ne se réfugie pas dans une autre qui menace ruine.

La Commission établie pour la réformation des ordres religieux débutait dans son œuvre par la destruction d'une Réforme.

Loménie de Brienne, dans un rapport du 16 février 1770, exposa à ses collègues la situation de l'Étroite-Observance de Grandmont : « Le petit nombre des maisons offre à peine l'idée d'un corps subsistant ; celui des religieux ne leur laisse pas d'espérance de se recruter. Ils sentent donc leur ruine s'approcher : ils veulent prévenir le dégoût, le relâchement, les petites inimitiés, l'indiscipline, et surtout l'ennui qui en seroit la suite. Ils ne demandent point à vivre irrégulièrement : ils ne veulent que passer dans d'autres corps où ils pourront pratiquer leurs vœux. Ils ne demandent plus à emporter leurs biens avec eux : ils ne réclament que des pensions qui les empêchent d'être

(1) Rapport de Loménie à la Commission, du 20 juin 1769 : mss français 13847 de la Bibliothèque nationale.

à charge aux monastères dans lesquels ils se retireront, et par là toute justice sera remplie. Les vœux qu'ont prononcés ces religieux seront observés, et, lorsque leurs monastères ne peuvent (*sic*) plus subsister, les biens passeront à des établissements utiles, et seront employés au soulagement des diocèses (1) ».

Quelques jours plus tard, le 3 mars, des lettres-patentes, œuvre de Loménie et de d'Aguesseau, dispensaient de l'exécution de l'édit de 1768 les religieux de l'Étroite-Obervance de Grandmont, et les autorisaient à s'aggréger individuellement « à tel autre ordre du royaume qu'il leur conviendrait de choisir ». Les évêques étaient invités à procéder « à l'extinction, suppression et union des menses conventuelles des monastères, pour en être les revenus appliqués à tels établissements ecclésiastiques qu'ils jugeroient convenables ». Enfin les effets mobiliers devaient être vendus, et le prix affecté à l'augmentation du chiffre des pensions. Celles-ci, qui donnèrent lieu à de nouvelles lettres-patentes du 1^{er} septembre 1770, et dont le premier pacte était exigible le 1^{er} janvier 1771, s'élevaient en totalité à 25,500 livres, chiffre inférieur de 8,000 livres environ au revenu net des maisons de l'Étroite-Obervance. Sur cette somme, la mense priorale de Louve devait fournir 2,900 livres, la mense conventuelle du même monastère, 8,100 livres; les menses conventuelles de la Faye, 1,600; de Macheret, 3,200; de Vieux-Pou, 2,100; de Chavanon, 1,100; de Saint-Michel, 1,600; d'Epoisses et de l'annexe de Fay en Franche-Comté, 3,300; enfin l'aumône royale dont jouissait le couvent de Thiers, 1,600.

(1) Archives de l'État, O 547.

Ces pensions étaient ainsi réparties : une de 1,500 livres ; deux de 800 ; vingt-deux de 700 ; onze de 600 ; une de 400.

D. Nicod avait pour sa part la pension de 1,500 livres, plus la régie, *sans rendre compte du revenu* (1), des quatre

(1) *Mémoire incomplet pour l'Abbé*, déjà cité, page 21.

Afin de mettre sous les yeux du lecteur toutes les pièces du procès, nous extrayons du *Journal des biens et revenus de Louye*, écrit par D. Nicod et conservé aux Archives de Chartres, quelques passages dans lesquels le vicaire général explique à sa manière la conduite tenue par lui durant la période dont nous faisons l'histoire. Il parle de ses efforts pour sauver la Réforme : il ne dit mot des armes qu'il fournit aux Commissaires royaux contre l'Ancienne-Observance. Pourtant ce ne sont pas les mémoires pour l'abbé seuls qui accusent D. Nicod : M. de la Maison-Rouge, qui fut souvent trompé, eût pu l'être à l'égard de son vicaire ; les propres rapports de celui-ci subsistent, et suffisent à le condamner :

« Ces arrêts (ceux des 23 mai, 31 juillet 1766 et 3 avril 1767) furent envoyés avec des lettres instructives de Mgr l'archevêque de Reims, chef de la Commission, au général et au vicaire général de l'ordre de Grandmont. L'un et l'autre envoyèrent sans délai les règles, statuts et règlements faits dans les Chapitres généraux de l'une et l'autre observances. Le vicaire général répondit en particulier qu'il était difficile de tenir un Chapitre général, eu égard au petit nombre de religieux dont la plupart des maisons étaient composées.

» Le 17 juin 1768, la Commission fit rendre un arrêt qui ordonnait au général de tenir un Chapitre général de son observance à l'abbaye de Grandmont, en indiquait l'ouverture au 25 septembre suivant, et défendait, jusqu'à la tenue de ce Chapitre, de recevoir aucun novice, tant dans l'Observance que dans la Réforme.

» Le vicaire général, craignant et les suites de cette défense et celles du Chapitre général de l'Ancienne-Observance, de l'avis de ses frères, offrit à la Commission de réunir quatre maisons de

maisons de Chavanon, Vieux-Pou, la Faye et Lodève, pendant deux ans. Cette régie paraît lui avoir été laissée jusqu'au moment de la réunion de ces monastères aux établissements diocésains auxquels leurs biens furent appliqués.

la Réforme aux quatre autres, pour se conformer à l'édit du mois de mars, et composer par là lesdites communautés subsistantes de neuf religieux. — Ce parti fut adopté par la Commission, qui fit expédier des lettres-patentes..... Le vicaire général, dans l'espoir de faire lever la lettre de cachet qui défendait de recevoir un novice, ne tarda pas à exécuter les lettres-patentes, et à demander ensuite aux religieux des communautés subsistantes ce qu'elles pouvaient pour le bien de la Réforme, afin qu'il pût en rendre compte à la Commission et faire prendre un parti décisif, qui tranquillisât tous les religieux.

» Ces délibérations furent conformes aux premières : chacun témoigna n'avoir d'autre ambition et désir que de continuer à vivre et à (*sic*) mourir dans ladite Réforme.....

» Mais malheureusement le Chapitre général de l'Ancienne-Observance ne se conduisit pas de même : le plus grand nombre préféra la suppression à toute espèce d'union et de réforme. Le Roi renouvela la défense qu'il avait faite auparavant d'y recevoir des sujets, et l'étendit à la Réforme, bien qu'on parût content de sa régularité.

» Alors le vicaire général sollicita vivement pour faire lever cette défense. On lui répondit que, l'Ancienne-Observance tombant, il n'était pas possible que la Réforme subsistât, n'étant plus composée que de quatre maisons ; qu'après la mort du général, il n'était pas possible qu'elle formât Congrégation ; que chaque maison resterait alors sous la juridiction immédiate des évêques ; qu'aussi il ferait mieux de prendre le parti de s'incorporer à quelque autre Congrégation analogue au genre de vie de la Réforme.

» Le vicaire général, voyant que ses sollicitations étaient

Ainsi finit la Réforme de Grandmont. Elle avait duré cent vingt-sept ans (1643-1770). Toutes les maisons de l'observance étaient évacuées en 1773.

inutiles, consulta de nouveau ses confrères, et leur envoya un plan d'incorporation qui fut agréé; alors il présenta ce plan à la Commission, qui l'adopta, et fit rendre au Conseil un arrêt du 30 juin 1769, par lequel le Roi, approuvant les délibérations des religieux de la Réforme, autorisa le vicaire général à traiter avec ladite Congrégation, ainsi qu'il conviendrait.

» En conséquence le vicaire général traita, avec les supérieurs desdites (*sic*) Congrégations, des conditions de l'incorporation. Tout convenu et arrêté, quelques évêques qui en furent instruits y formèrent opposition, fondée sur des moyens qu'il n'est pas difficile de deviner....., etc. Ces oppositions, sur lesquelles la Commission n'a pas jugé à propos de passer outre, ont beaucoup affligé le vicaire général et tous les religieux, lesquels, dans l'impossibilité de se soutenir, ont consenti à des lettres-patentes, en date du 3 mars dernier, par lesquelles les religieux de ladite observance sont autorisés à s'agréger dans telle Congrégation régulière du royaume qui sera par eux choisie, etc., etc. »

X.

L'Ancienne-Observance. — Fermeté de l'abbé. — Interdiction de recevoir de nouveaux sujets. — Chapitre général de 1768. — Rapports de l'archevêque de Toulouse et de l'évêque de Mirepoix à la Commission des Réguliers.

La Commission, sûre de sa victoire, n'attendit pas que la ruine de l'œuvre de Charles Frémon fût consommée pour s'occuper de l'Ancienne-Observance de Grandmont. Cette dernière allait lui opposer une résistance plus longue que celle de la Réforme : il semblait cependant qu'elle fût destinée à succomber plus tôt. Le relâchement y était presque général, et à peine l'abbé réussissait-il à y maintenir quelques semblants de discipline. La paix n'y régnait pas plus que la règle : les coteries qui divisaient les monastères faisaient présager bien des défections au jour de la lutte. Il s'en produisit en effet ; mais les religieux qui trahirent leurs devoirs n'eurent pas, comme ceux de l'Étroite-Observance, pour excuse de leur conduite, un exemple venu d'en haut. L'abbé de la Maison-Rouge resta fidèle à la cause que presque tous désertèrent autour de lui : caresses, prières, reproches, menaces, promesses, rien ne put lui arracher un consentement à aucune démarche, à aucun acte de nature à hâter la ruine de Grandmont. Peut-être manqua-t-il, à un certain moment,

d'habileté et d'énergie (1); mais son attitude fut toujours loyale et digne, et, si quelques témoignages de respectueuse pitié consolèrent les derniers jours de l'institut de Saint-Etienne, l'ordre les dut moins peut-être à l'intérêt qu'inspirait sa cause elle-même qu'aux sympathies et à la vénération dont M. de la Maison-Rouge était l'objet.

Comprenant qu'elle ne trouverait dans l'abbé qu'un adversaire, jamais un complice, la Commission ne crut pas pouvoir se dispenser de convoquer le Chapitre général. Cette convocation fut limitée à la Commune-Observance, par suite irrégulière; car la tenue de cette assemblée comportait la présence des délégués de l'ordre tout entier, et non pas seulement d'une de ses branches. Un arrêt du Conseil, du 17 juin 1768, fixa la réunion des représentants de la Commune-Observance au 25 septembre suivant. Le Chapitre devait s'assembler à Grandmont, en présence de l'archevêque de Toulouse et de M^{re} de Cambon, évêque de Mirepoix, commissaires du Roi (2). Le second

(1) L'abbé Legros a écrit (mss du grand-séminaire de Limoges) : « On blâme le titulaire de cette abbaye de ne s'être pas opposé avec assez de vigueur à son extinction ». On va voir dans quelle mesure ce reproche est fondé.

(2) Voici le texte de l'arrêt qui ordonne la tenue du Chapitre :
« LE ROI étant informé du relâchement qui s'est introduit dans les monastères de l'Ancienne-Observance de l'ordre de Grandmont et de l'état auquel sont réduits lesdits monastères, dont la plus grande partie se trouve composée d'un si petit nombre de religieux qu'il est impossible d'en pratiquer les observances régulières, et d'en acquitter les fondations, Sa Majesté auroit jugé nécessaire d'ordonner que le Chapitre général de ladite observance fût incessamment assemblé, afin qu'il pût

venait d'être élevé à l'épiscopat, et ne fut sacré que le 10 juillet, par Loménie de Brienne. — Un ordre du même jour, expédié sur le champ à l'abbé, lui faisait défense

être pris dans ce Chapitre les délibérations les plus convenables relativement à la situation actuelle dudit ordre ; à quoi voulant pourvoir, ouï le rapport et tout considéré, LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, de l'avis des sieurs Commissaires nommés pour l'exécution de l'arrêt du 23 mai 1766, a ordonné et ordonne que le Chapitre général de l'Ancienne-Observance de l'ordre de Grandmont se tiendra le 25 du mois de septembre prochain et jours suivants, dans l'abbaye de Grandmont, diocèse de Limoges, en présence du sieur de Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, et du sieur de Cambon, évêque de Mirepoix, qu'il commet à cet effet. Veut et entend S. M. que, conformément aux lois dudit ordre, ledit Chapitre soit composé des prieurs des différentes maisons de l'Ancienne-Observance, et d'un député de chacune desdites maisons, même de celles dans lesquelles il ne se trouveroit qu'un seul religieux outre le prier. ORDONNE S. M. audit sieur abbé de Grandmont de convoquer ledit Chapitre, et à tous ceux qui doivent y assister de s'y rendre ledit jour 25 septembre. VEUT EN OUTRE S. M. que chacun desdits prieurs et députés ait soin d'apporter audit Chapitre un état détaillé des revenus, charges et dettes de chacun des monastères de ladite observance ; et seront lesdits états ensemble les délibérations qui auront été prises par ledit Chapitre, le procès-verbal des séances dudit Chapitre, et généralement tout ce qui y aura été fait et arrêté en présence du sieur Archevêque de Toulouse et du sieur évêque de Mirepoix, ou de l'un d'eux, en l'absence de l'un ou de l'autre, remis aux Commissaires établis pour l'exécution de l'arrêt du 23 mai 1766, pour, sur leur avis, être statué par Sa Majesté, ainsi qu'il appartiendra. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles, ce 17 juin 1768. *Signé : PHÉLIPPEAUX.* » — (Archives de la Haute-Vienne, n° 1200 du classement provisoire.)

expresse « d'admettre ou de permettre qu'il fût admis, soit dans l'Ancienne-Observance, soit dans la Réforme, aucun novice à la profession religieuse jusqu'à la tenue du Chapitre ».

Les instructions données, le 18 septembre, aux Commissaires portent qu'ils devront inviter les religieux à rédiger des constitutions conformes à leur premier institut, à rétablir partout une conventualité régulière, à distribuer les membres de l'observance dans les divers monastères, de telle sorte qu'il y en ait vingt-quatre à l'abbaye (il serait difficile d'expliquer la fixation de ce chiffre, qui semble tout à fait arbitraire) et neuf dans chacune des autres maisons. Pour le surplus, elles ne font que rappeler les prescriptions contenues dans l'édit du mois de mars 1768.

Elles ajoutent que l'interdiction de recevoir des sujets sera levée quand l'observance aura obéi aux ordres du Roi. « Sa Majesté est persuadée que MM. les Commissaires n'auront besoin au Chapitre que des voies de conciliation et de persuasion. Elle leur donne néanmoins pouvoir de prononcer sur toutes les contestations qui s'élèveroient autres que celles qui regarderoient la discipline régulière. Sa Majesté leur donne aussi le pouvoir de prolonger ou d'abrégier le Chapitre, ainsi qu'ils le jugeront nécessaire, de faire sortir dudit Chapitre et même de l'abbaye de Grandmont ceux qui troubleroient la tranquillité, et généralement de faire tout ce qui leur paraîtra convenable pour l'exécution des intentions de Sa Majesté. »

On le voit, toutes les précautions avaient été prises pour prévenir et briser les résistances et pour rendre toute entente impossible. Loménie préludait par cette mission à celles qu'il devait remplir, dans des circonstances analogues, l'année suivante, au Chapitre des chanoines de Sainte-Croix, et en 1770 à celui de la Congrégation de

Saint-Antoine. Pour anéantir Grandmont, il avait, (nous employons ici une expression qu'on retrouve souvent dans les mémoires de ce long procès), deux armes : la réforme et le rétablissement de la conventualité. Contre tout l'ordre réuni elles eussent été sans force ; car l'Etroite-Observance n'avait rien à craindre de la première, et la Commune-Observance pouvait aisément se conformer aux obligations de l'édit touchant le nombre des membres de chaque communauté ; mais cette dernière branche de l'institut, isolée, devait se laisser facilement épouvanter aux premiers mots de réforme, et tomber dans le piège qui lui était tendu.

En dépit de tous les fâcheux présages, M. de la Maison-Rouge se berçait encore de l'espoir que les Commissaires se laisseraient fléchir. Son entourage ne partageait pas ses illusions. A mesure qu'arrivaient à Grandmont les membres du Chapitre (on n'a pas oublié que cette assemblée devait se composer, aux termes des statuts, de tous les prieurs et d'un religieux de chaque maison), les craintes qu'on avait conçues prenaient de la consistance par les nouvelles qu'apportait chacun. C'étaient certaines communications des Commissaires, certaines démarches insolites des évêques diocésains ; c'étaient mille particularités significatives, témoignant que partout on s'occupait déjà de l'application des biens de l'ordre. L'absence des Réformés, à laquelle beaucoup jusqu'alors n'avaient pas voulu croire, acheva de jeter le trouble et l'inquiétude dans les esprits. Aussi le Chapitre s'ouvrit-il au milieu d'une anxiété générale (1).

(1) Pour tout ce qui a trait à ce Chapitre, on peut lire le procès-verbal imprimé à la suite du *Mémoire à consulter pour l'abbé de Grandmont, général de l'ordre de ce nom*, qui porte la date du 25

Le 23 septembre, les deux évêques arrivèrent à Grandmont. Ils furent reçus à la grande porte de l'abbaye par M. de la Maison-Rouge, en camail et en rochet, accompagné de tous les membres de l'ordre qui se trouvaient dans le moment au monastère. L'abbé présenta l'eau bénite aux Commissaires du Roi, leur offrit l'encens; puis ils furent conduits processionnellement, sous un dais porté par quatre religieux, à l'église neuve, où on chanta deux antiennes, l'une pour le succès de leur mission, l'autre en l'honneur de saint Etienne de Muret. On mena ensuite les prélats aux appartements qui leur avaient été préparés.

Le lendemain, ils reçurent l'abbé, les prieurs et les religieux députés par vingt-trois maisons. Ceux-ci leur remirent la liste des membres de chaque communauté et l'état des revenus et charges des monastères. Les revenus annuels de l'Ancienne-Observance s'élevaient, suivant ces documents, après prélèvement de la part des commendataires, à 120,000 livres environ (1), d'où il fallait

août 1773, et qui est accompagné d'une consultation de Cellier et Camus, — (Paris, P. G. Simon, imprimeur du Parlement, rue Mignon-Saint-André-des-Arts. — Pièces justificatives, n° 1.); le rapport de Loménie à la Commission, les pièces classées sous l'article O 547 aux Archives de l'Etat, et plusieurs documents appartenant au dossier du Dépôt départemental de la Haute-Vienne qui porte le n° 1200 du classement provisoire; les registres de la Commission des Réguliers, nos 13846 à 13856 des manuscrits français de la Bibliothèque nationale.

(1) Non compris le revenu des religieuses du Châtenet, dont la communauté ne figure pas à l'état des monastères de l'ordre, et dont on ne voit pas qu'il ait jamais été question dans tout le

défalquer 25,000 liv. de charges de toute sorte : suppléments de congrues, part dans les contributions du Clergé, fondations, etc., etc. Restaient net 95,000 livres. — Les religieux étaient au nombre de soixante-douze. On croit utile d'en donner la liste par maison, telle qu'elle fut remise à Loménie par l'abbé :

ABBAYE DE GRANDMONT : 10 religieux, non compris le général, M. Mondain de la Maison-Rouge : — D. Chapellet de Fontvielle, prieur claustral ; D. Pichon, procureur ; D. Lecomte, D. Muret, D. Daguerre, D. Beaubreuil, D. Poitrenaud, D. Babinet, D. Besse, D. Jabet.

MONASTÈRE DE BADEIX : 1 religieux, D. de la Gorce, prieur.

LA FAYE-DE-JUMILHAC : 3 religieux, D. Muret, prieur ; D. Tourniolles, D. Antier.

LA VAYOLLE : 1 religieux, D. Moreau, prieur.

BOIS-D'ALONNE : 3 religieux, D. Teytaud, prieur ; D. Clotel, D. Potel.

PUY-CHEVRIER : 2 religieux, D. Mangin, prieur ; D. Tourangin.

GRANDMONT-LÈS-TOURS ou BOIS-RAYER : 3 religieux,

cours de l'*Affaire de Grandmont*. Pour ne pas multiplier sans utilité les chiffres, nous donnerons plus loin, quand nous parlerons de l'enquête faite par l'archevêque de Bourges, le relevé des revenus et charges, pour chaque maison. — On remarquera que l'évaluation donnée ci-dessus s'applique aux revenus *ordinaires* des maisons. Ce revenu pouvait être porté à un chiffre beaucoup plus élevé, lorsqu'on faisait, par exemple, des coupes de bois importantes dans ce qu'on appelait les *quarts réservés* ; la plupart des maisons de l'ordre possédaient des forêts d'une assez grande étendue.

D. Beausire, prieur; D. Puydoura de Mauriac, D. Joseph-Louis Beausire.

CHINON OU POMMIER-AIGRE : 2 religieux, D. Guyot de Montserrans, prieur; D. de la Bussière.

VILLIERS : 2 religieux, D. Martin, prieur; D. Salmon.

BOULOGNE : 3 religieux, D. Durand, prieur; D. Mazeaud, D. Séranne.

BERCEY : 3 religieux, D. Desjoubertières, prieur; D. Leroux, D. Montaudon.

VIAYE : 3 religieux, D. Audebert, prieur; D. Bougirand, D. Chaffeix.

LA HAYE-DES-BONS-HOMMES : 3 religieux, D. Cholière, prieur; D. Dubois, D. Bodineau.

LA PRIMAUDIÈRE : 3 religieux, D. Chaigneau, prieur; D. de Puytadour, D. du Tillet.

CHÊNEGALLON : 5 religieux, D. Vitcoq, prieur titulaire; D. Bénard, D. Foulquier, D. Lempérière, D. Vitcoq le jeune.

BRAUMONT : 4 religieux, D. Deligondais (*sic*), prieur titulaire; D. Chabannes, D. Bernard, D. Tenières.

GRANDMONT DU PARC-LÈS-ROUEN : 9 religieux, D. Sevrey, prieur; D. Salot de Tourniolles, D. Roques, D. Boëri, D. Guignier, D. Daguideau, D. La Croix, D. Vergniaud, D. Le Borle.

BONNEVAL : 1 religieux, D. Pradeau, prieur;

LE MESNIL (1) : 3 religieux, D. Raza (*sic*), prieur titulaire; D. Bouteau, prieur claustral; D. Benaud.

LE SAUVAGE : 3 religieux, D. Thibaut, prieur; D. de Guérinière, D. La Couture.

(1) Il faut lire : Le Mesnel; on écrivait aussi Meynel.

FRANCOUR : 2 religieux, D. Magnac, prieur ; D. Perrin.

COLLÈGE MIGNON, à Paris : 2 religieux, D. Nonique, prieur ; D. Regnauldin (1).

Toute la journée du 24 se passa en visites, pour parler, demandes et productions de pièces. Le lendemain, à huit heures du matin, on célébra, dans l'église de l'abbaye, la messe du Saint-Esprit ; l'archevêque de Toulouse et l'évêque de Mirepoix y assistèrent. On se rendit ensuite à la salle capitulaire. L'abbé fit, avec les formalités ordinaires, l'ouverture du Chapitre général. Après les prières d'usage, il prononça quelques paroles sur la dignité de l'état monastique, les obligations qu'il impose, la fidélité qui lui est due. — Il ne crut pas devoir protester solennellement contre ce qui avait été fait, et en particulier contre les mesures prises au sujet de l'Étroite-Observance et l'absence des Réformés (2). — Puis on procéda à la vérification des pouvoirs. Les Commissaires prirent pour secrétaire D. Muret, ancien professeur de théologie. D. Armand Daguerre, religieux de l'abbaye, fut désigné pour remplir les fonctions de secrétaire et de procureur du Chapitre par l'abbé, au choix duquel l'assemblée s'en

(1) *Etat général des religieux de l'Ancienne-Observance de l'ordre de Grandmont, au moment du Chapitre général tenu en l'abbaye de Grandmont le 24 septembre 1768, et de la conventualité des monastères telle qu'elle a été établie par ledit Chapitre* (Archives nationales, O 547, n° 1, liasse 2).

(2) C'est du moins ce que prétend l'archevêque de Toulouse dans un mémoire relatif à l'appel comme d'abus formé par l'abbé (Archives de l'Etat, O 570, et ms français 13854 de la Bibliothèque nationale).

était rapportée. On retrouvera souvent ces deux noms dans la suite.

Après la lecture de l'arrêt du Conseil du 17 juin, les prélats firent donner connaissance à l'assemblée de leurs lettres de commission, datées du 18 septembre; ils remirent ensuite à l'abbé un pli particulier du ministre la Vrillière, et au procureur du Chapitre une lettre du Roi aux religieux les invitant à reconnaître l'archevêque de Toulouse et l'évêque de Mirepoix comme ses commissaires, et à leur donner entrée au Chapitre « pour cette fois seulement et sans tirer à conséquence ».

Les Commissaires, prenant alors la parole, exposèrent aux assistants l'objet de leur mission et les désirs du Roi. Ils rappelèrent que la règle de Saint-Etienne avait toujours été considérée comme la base de l'institut de Grandmont; que, malgré les mitigations successivement apportées à cette règle par les Souverains-Pontifes, elle avait été toujours reconnue comme telle par les assemblées de l'ordre, en dernier lieu dans les conférences de 1625, dans le Chapitre général de 1643 et celui de 1755. Ils terminèrent en déclarant que le Roi demandait des Grandmontains deux choses : « un retour libre, mais *complet*, à leur loi primitive, et le rétablissement de la conventualité ». On les laissait arbitres de leur sort. Ils devaient examiner ce qu'il leur était possible de faire pour mériter la protection de l'Eglise et du Souverain.

Ce discours produisit un grand émoi dans l'assemblée. Les religieux ne comprenaient pas ce qu'au juste on entendait par ce retour à la règle auquel on les conviait. S'agissait-il de revenir à ces statuts primitifs de saint Etienne, faits pour un âge de ferveur et de force, statuts que l'on connaissait à peine, et qui, du reste, n'avaient

été observés que pendant la vie du fondateur (1)? Incertains, troublés, effrayés, pressés par l'archevêque de Toulouse d'expliquer leurs intentions, ils décidèrent, à la presque unanimité des voix, après une délibération un peu confuse, qu'il serait répondu séparément sur chacun des points énoncés par les Commissaires. En ce qui touchait la règle, le rétablissement de l'observance primitive dans toute son austérité n'était pas possible : l'histoire constatait et le Saint-Siège avait reconnu les graves inconvénients de l'organisation originaire et l'excès d'austérité de l'ancien régime : à leur profession les religieux n'avaient entendu s'engager et ne s'étaient réellement engagés qu'à suivre les statuts alors en vigueur; au surplus l'âge et les infirmités de plusieurs d'entre eux ne leur permettaient pas d'adopter une loi plus sévère. En conséquence, ils suppliaient le Roi de les dispenser d'une réforme impraticable, et de les laisser vivre conformément aux statuts de 1625, de 1643 et aux mitigations en usage. Quant à la conventualité, ils se déclaraient prêts à obéir aux prescriptions de l'édit, dont ils reconnaissaient la sagesse et l'utilité. Pour faciliter une nouvelle organisation conforme aux volontés du Roi, tous les prieurs présents, sauf trois, offrirent spontanément leur démission. L'abbé prit de nouveau la parole, déclara qu'il était prêt à travailler à une réforme, à en donner l'exemple, et adjura les Commissaires et les religieux de ne rien précipiter (2);

(1) « Advertendum insuper ipsam antiquam regulam nunquam, sicut scripta est, fuisse observatam, nisi vivente institutore ». (LEVESQUE, *Annales*, p. 57-58.)

(2) « M. l'abbé de Grandmont seul, cédant aux mouvements d'un zèle vraiment digne d'admiration et de la pureté de ses

mais, au milieu du désarroi général, sa voix resta sans écho, et, comme le tumulte augmentait, les Commissaires déclarèrent que le vote ne pouvait être ainsi scindé : sans ajouter du reste aucun éclaircissement à leurs premiers discours, et, sans expliquer ce qu'il y avait d'ambigu dans les expressions dont ils s'étaient servis, ils firent donner lecture, par D. Muret, d'un passage de leurs instructions ainsi conçu :

« Si les religieux se refusent à ces deux conditions, MM. les Commissaires leur déclareront que Sa Majesté ne pourra laisser à l'ordre la liberté de se perpétuer ; ils entendront néanmoins les demandes que lesdits religieux pourraient faire, et ils veilleront à ce qu'elles se concilient avec les règles canoniques, *le bien des diocèses dans lesquels sont situées les maisons de l'ordre*, et l'avantage spirituel de ceux qui le composent ».

Le Chapitre protesta, mais ne crut pas devoir changer les termes de sa délibération ; les prélats remirent alors à l'abbé l'ordre suivant :

« DE PAR LE ROI, Sa Majesté fait défense au sieur abbé général de l'ordre de Grandmont d'admettre ou permettre qu'il soit admis, soit dans l'Ancienne-Observance, soit dans la Réforme dudit ordre, aucun novice à la profession religieuse, jusqu'à ce qu'il plaise à Sa Majesté de lui faire connaître de nouveau ses intentions. Fait à Versailles,

mœurs, proposa de travailler au rétablissement de la vie régulière et d'y exciter par ses exemples... Sa proposition ne fut accueillie par aucun du Chapitre : nous fûmes obligé de donner lecture des défenses du Roi. (Rapport de Loménie du 27 février 1771 : Registres de la Commission des Réguliers, ms français 13851 de la Bibliothèque nationale.)

le 18 septembre 1768. *Signé* : LOUIS. Plus bas, PHÉLY-
PRAUX. »

L'archevêque de Toulouse déclara ensuite aux religieux qu'il était prêt à entendre leurs demandes, s'ils en avaient à lui présenter. Ils répondirent que, en effet, ils désiraient lui en soumettre, mais qu'un peu de réflexion leur était nécessaire. En conséquence, la séance fut levée : elle avait duré trois heures.

Loménie s'était, dès le commencement du Chapitre, emparé de la direction de l'assemblée. Pressant, impérieux, presque violent, il avait imposé silence aux protestations, coupé court aux vellétés de résistance, effrayé tout le monde par son attitude hautaine et son langage menaçant, que caractérisait en ces termes un auteur contemporain : — « Le prélat, oubliant qu'il était évêque, s'est présenté, armé de la toute-puissance royale, comme un conquérant qui se rend maître d'une place ennemie. Il a arraché par la terreur ce qu'il n'aurait jamais obtenu s'il n'avait agi militairement. Il a imposé des lois autant arbitraires qu'elles étaient impérieuses. Les religieux, atterrés, n'ont eu ni le temps ni le sang-froid nécessaires pour se défendre. Il n'y a eu ni plainte, ni accusateur, ni information. En un clin d'œil, l'ordre de Grandmont a été jugé, condamné, supprimé (1)... »

Le lendemain, à la séance du matin, il fut remis à l'archevêque de Toulouse une supplique des religieux, et le procureur général reçut mandat de poursuivre auprès du Roi l'obtention des diverses demandes formulées dans cette requête. Cela fait, le Chapitre s'occupa des affaires du collège Mignon. Cet établissement devait 34,595 livres,

(1) *Mémoire sur l'état religieux*, p. 405 et suivantes.

dont 26,557 à l'abbaye, qui les avait avancées pour les travaux de reconstruction exécutés sous le priorat de D. Vitécoq. Les revenus de l'observance ne lui permettant pas de remplir les conditions qui avaient été mises par Henri III à la cession du collège, pleins pouvoirs furent donnés par le Chapitre à l'abbé, au procureur général et aux prieur et religieux de l'établissement, de prendre toutes les mesures que commandaient les intérêts de l'ordre. M. de la Maison-Rouge eût désiré vendre les bâtiments (1). — Pour ne pas avoir à revenir sur ce sujet, disons que l'Université s'y opposa. L'article 8 des lettres-patentes du 21 novembre 1763 ordonnait que tous les collèges où n'existait pas le plein exercice seraient réunis à Louis-le-Grand. Le bureau d'administration de cette maison invoqua la disposition qu'on vient de rappeler, et demanda que le Roi l'appliquât à Mignon. Plusieurs délibérations, la dernière en date du 5 mai 1769, furent prises pour accélérer cette

(1) L'abbé se rendit à Paris, quelques mois plus tard, pour essayer de conjurer l'orage qui menaçait l'Ordre. Il profita de ce voyage pour régler définitivement l'affaire du Collège. Le 16 mars 1769, il approuva, avec D. Vitécoq, prieur de Chênégallon, D. Guyot de Montserans, prieur de Chinon, le procureur général Razat et D. Armand Daguerre, religieux de l'abbaye, une délibération prise par les FF. Nonique et Regnauldin, religieux du Collège. Cette délibération constate que : « Vu les rentes et charges que cette maison a à supporter, presque équivalentes à ses revenus, et l'obligation invincible où ils se trouvent sans cesse de faire de nouveaux emprunts pour leur propre subsistance et l'entretien de ses dépendances, ils estiment que, pour eux-mêmes et pour empêcher la ruine totale dudit collège, il est urgent de procéder à sa vente, » le prix de cette vente devant être affecté à l'extinction des dettes et au service de leurs propres pensions viagères. (Archives nationales, S 6243-6244.)

réunion, que confirmèrent des lettres-patentes, et qui fut effectuée le 1^{er} juillet suivant (1). A Louis-le-Grand échut, à dater de cette époque, la charge de toutes les dettes, rentes et pensions incombant à l'établissement. Il eut de plus à servir une pension viagère de 1,500 livres au prieur Nonique, une autre de 500 au religieux Regnauldin. Il faut ajouter que, lorsqu'il fut question du remboursement de la somme due à l'abbaye, les administrateurs de Louis-le-Grand soulevèrent mille difficultés, et alléguèrent l'inexactitude des états et justifications qui leur avaient été fournis. Pendant ce temps, plusieurs oppositions au paiement de cette somme étaient formées entre les mains du grand-maître temporel du collège, au nom des sieurs Dropsy, marbrier du Roi; de Lascault, architecte; Martin, sculpteur, et autres, créanciers les uns du collège, les autres de l'abbaye. Les choses traînèrent en longueur. A une lettre

(1) Le collège Louis-le-Grand, à peine entré en possession des bâtiments du collège de Grandmont, mit en adjudication deux des maisons dont ce dernier était propriétaire, et qui étaient situées dans la rue Mignon. Elles furent acquises au prix de 60,000 livres par M^e de Coustar, procureur, pour le compte de M. de Hansy, avocat au Parlement (18 janvier 1770 : Archives nationales, S 6317, registres d'enchères de Louis-le-Grand, n^o 34, fol. 32 verso à 36). Deux autres maisons, sises rue du Jardinnet, et dépendant aussi de Mignon, ne trouvèrent pas d'acquéreur. Le mobilier de la chapelle fut vendu 5,391 livres au supérieur du séminaire du Saint-Esprit. En 1785, une des maisons de la rue du Jardinnet était louée 1,200 livres. — En 1788, le collège lui-même, dont une partie était, depuis 1770, occupée par les ateliers de Simon, imprimeur du Parlement, fut affermé pour six ans, moyennant le prix de 4,400 livres pendant les trois premières années et 4,800 livres pendant les trois autres. (Archives nationales, S 6243-6244, S 6511-6513.)

écrite, le 20 juillet 1769, par D. Daguerre, chargé à titre de procureur spécial de suivre cette affaire, pour demander un à-compte (la remise d'une somme de 1,200 livres en espèces, et le paiement par Louis-le-Grand de 7,000 livres restant dues pour l'autel de l'église de Grandmont, et *formant moins du tiers de la dépense totale*) (1), le bureau avait répondu que le mandat donné à ce religieux n'était pas suffisant. L'archevêque de Toulouse intervint. On a de lui une lettre adressée, le 19 mai 1770, à un des administrateurs de Louis-le-Grand : Loménie y insiste pour qu'on reconnaisse à Daguerre tout pouvoir, et qu'on lui verse la somme réclamée. — « Vous m'obligeriez sensiblement, ajoute-t-il, d'entrer dès à présent en paiement avec lui. Je vous prie de n'avoir aucune inquiétude pour les deniers que vous lui avancerez. J'aurai soin que M. l'abbé de Grandmont, dont je connais les intentions, vous en donne une nouvelle décharge. » Le bureau n'en continua pas moins à éluder l'accomplissement de ses obligations à l'égard de l'ordre (2).

Qui toucha les 26,557 livres dues à l'abbaye, et qu'à la liquidation on avait réduites à 20,000 livres, malgré une reconnaissance formelle donnée, le 27 mai 1769, par la communauté du collège à D. Daguerre ? L'abbé de la Maison-Rouge, les créanciers de l'abbaye, l'économe séquestre nommé en 1787, ou l'évêque de Limoges ? Fut-elle même payée ? C'est ce qu'on ne saurait dire avec certitude.

(1) Il s'agit de l'autel de marbre qui est aujourd'hui à Saint-Junien, et dont le prix se trouve à peu près indiqué par cette phrase.

(2) Archives nationales, O 570 n° 3, S 6243-6244, etc.

L'affaire du Collège ainsi traitée, le Chapitre général se réunit de nouveau le 26 septembre, à cinq heures du soir. L'archevêque de Toulouse demanda à l'abbé et aux religieux s'ils avaient à présenter au Roi quelque requête en dehors de la supplique qui lui avait été remise le matin. L'assemblée exprima le vœu que le Roi autorisât l'admission de cinq novices postulant alors dans l'ordre. Les Commissaires promirent d'appuyer cette demande; puis, après une allocution dans laquelle ils exhortèrent les religieux à vivre en paix, en suivant les exemples et les conseils de leur vénérable Général, il déclarèrent le Chapitre clos.

Loménie partit pour Paris, emportant le factum signé par les membres de l'assemblée. Ceux-ci y protestaient que ce n'était point par dégoût de leur état qu'ils avaient refusé de se conformer à la règle primitive de saint Etienne, mais qu'ils étaient dans l'impossibilité absolue de revenir à une règle dont on avait, dès le ^{xiii}^e siècle, reconnu la rigueur exagérée. Ils demandaient au Roi de les laisser vivre dans leurs couvents, soumis aux constitutions en vigueur, et de désigner, si la mort venait à leur enlever leur supérieur général, un autre membre de l'Ordre pour les gouverner selon les lois qu'ils avaient librement acceptées et qui avaient reçu l'approbation du Saint-Siège; que, si on leur refusait cette faveur, malgré le sacrifice qu'ils faisaient au Roi de leur droit d'élire l'abbé, on leur permît au moins de demeurer jusqu'à leur mort dans leurs monastères, sous la même observance et l'autorité des évêques diocésains. Prévoyant enfin le cas où l'ordre ne serait pas conservé, — et le langage de l'archevêque de Toulouse avait été tel qu'ils ne pouvaient point ne pas prévoir cette éventualité, — ils suppliaient le Souverain de leur permettre de se retirer avec une pension viagère dans d'autres congrégations, et d'obtenir du Pape

les brefs nécessaires à cet effet. Ils terminaient en demandant que, si Sa Majesté se refusait absolument à laisser subsister l'ordre, ses biens fussent unis à des monastères ou à d'autres établissements ecclésiastiques qui jouiraient des revenus, mais seulement après l'extinction totale des membres de l'institut grandmontain. Les religieux de l'abbaye avaient demandé un traitement plus avantageux que les autres religieux de l'observance (1).

L'abbé avait présenté une supplique particulière. Il recommandait à la bienveillance royale la requête de ses religieux, insistait pour la conservation de l'Ancienne-Observance de Grandmont, et suppliait le prince d'épargner au moins l'abbaye chef-d'ordre, s'engageant à faire ses efforts pour y rétablir, si telle était la volonté du Roi, la règle de saint Etienne dans toute sa pureté, et se déclarant prêt à y appeler les Réformés, en cas de besoin.

Il paraîtrait, d'après une lettre écrite le 18 avril 1772, par l'expéditionnaire de Cressac à l'Evêque de Limoges, que M. de la Maison-Rouge et ses religieux adressèrent, à la suite du Chapitre, une protestation à la cour de Rome (2); mais on ne trouve pas ailleurs trace de cette démarche.

Quelques jours après, l'archevêque de Toulouse, de retour à Paris, rendait compte en ces termes, à ses collègues, de sa mission à Grandmont :

(1) Mémoire de l'archevêque de Toulouse au sujet de l'appel comme d'abus. (Archives nationales O 570, et Bibliothèque nationale, mss français, 13854.)

(2) « La réclamation des abbé et religieux à Rome, lors de la première opération de M^r de Toulouse, qui allait trop grand train pour la suppression de l'ordre, sans avoir recours au Saint-Siège... » (Archives de la Haute-Vienne, art. 1,200).

« MESSIEURS,

» Vous vous rappelez aisément ce que portaient les instructions qui avaient été données à M. l'évêque de Mirepoix et à moi pour le Chapitre de Grandmont. — Nous nous sommes rendus dans cette abbaye, dont l'aspect et l'abord annoncent la solitude la plus entière et la plus profonde. Nous y avons trouvé les députés qui y étaient venus de toutes les maisons, et ces députés formaient presque toute la Congrégation; car elle n'est composée que de soixante-treize religieux — encore y a-t-il peut-être quelque double emploi (1), — et le Chapitre était composé de cinquante personnes.

» De ces soixante-treize religieux, dispersés dans vingt-deux maisons, on en compte vingt qui, suivant l'aveu de tous leurs confrères, sont de mauvais sujets, ou sans mœurs, ou adonnés à l'ivrognerie; quelques-uns même coupables de crimes répréhensibles en justice. Une quarantaine est livrée à la fainéantise et à la dissolution, et mène une vie absolument séculière; le reste a conservé encore l'esprit de son état, et deux ou trois seraient capables de le suivre selon la rigueur primitive.

» A la tête de tout l'ordre est un abbé recommandable par sa sagesse, sa vertu, son désintéressement et l'amour du bien qui l'occupe : trop faible pour soumettre des esprits indociles, trop doux pour les punir, il se plaint d'être si mal secondé dans les vues qui l'animent, et, partagé entre le désir de conserver son ordre et l'impossibilité où il se

(1) La réserve est fondée : le nombre exact des religieux de l'Ancienne-Observance, à l'époque du Chapitre général, était de soixante-douze seulement. Voir plus haut l'état nominatif.

sent de le rendre régulier, il excite l'intérêt par la douleur simple et touchante que lui inspire sa perte.

» Il a fait commencer à Grandmont une maison magnifique et que cinquante ans ne finiraient pas. L'église est bientôt finie, et une partie du cloître. Comme cette abbaye n'est pas riche, il a fallu la dépeupler pour la mettre en état de subvenir à la dépense. Elle est donc réduite à cinq ou six sujets, dont il y a même quelques-uns qui n'y habitent point (1) ; et, parce que ces religieux vont le matin à l'office et mangent à table ronde au réfectoire, avec lui, on dit qu'ils mènent une vie régulière.

» La lecture du procès-verbal vous apprendra le succès de notre mission. Si jamais l'impossibilité de rétablir la vie régulière a été démontrée, c'est vis-à-vis l'ordre de Grandmont. Cette espèce de volonté que chacun montrait de se démettre de sa supériorité aurait bientôt disparu s'il eût fallu pourvoir définitivement aux maisons. Il ont même craint (les supérieurs) d'être pris au mot sur cette délibération ; comme on leur a fait remarquer qu'elle était jointe à l'objet de la réforme, la certitude que celle-ci n'aurait pas lieu leur a fait disparaître toute crainte sur le consentement qu'ils donnaient.

» L'abbé, plus persévérant pour le soutien de son ordre, a cru devoir réclamer jusqu'à la fin pour celui-ci, au moins pour son abbaye, et ce sentiment est bien naturel après les soins qu'il a pris pour la rétablir. Il demande que, si l'ordre ne subsiste pas, Grandmont puisse au moins demeurer. Il se propose d'y rétablir la régularité, d'y fixer vingt-quatre religieux ; et, s'il se trouvait assez de justes

(1) Loménie fait sans doute allusion au procureur syndic, qui habitait ordinairement Muret.

dans son ordre, sa proposition paraîtrait digne d'être accueillie.

» Les autres religieux, moins attachés à leur état, plus insoucians sur leur position, ont fait aussi leur demande... Ceux même de l'abbaye de Grandmont, que l'abbé regarde comme ses plus fidèles disciples, demandent des pensions sur l'abbaye, qu'ils pensent ne pouvoir subsister ; car il ne se trouve pas assurément vingt-quatre sujets qui veuillent suivre la règle.

» Dans cette position, il me semble, Messieurs, que la route est tracée par celle que nous avons suivie.

» L'ordre de Grandmont ne veut pas être réformé. Sa conservation était attachée à la réforme ; cette réforme n'excluait point les mitigations autorisées (1) : elle ne proscrivait que les mitigations introduites par des coutumes abusives. L'ordre de Grandmont a été exclu (*sic*). Il a préféré la cessation au rétablissement de la régularité. Il a fait des demandes au Roi dans le vœu de cette destruction. Ces demandes sont justes et assez régulières (car nous devons vous dire que nous avons été obligés d'exclure celles qui l'auraient moins été). Il a donné ordre et pouvoir au procureur général de l'ordre de poursuivre l'obtention de ces demandes ; ces demandes sont signées par tout le Chapitre : il n'est question que de les autoriser par lettres-patentes. Cette autorisation seule amènera la dissolution de l'ordre. Tant que l'abbé vivra, il conduira les religieux ; à sa mort, ils resteront sous la juridiction de l'Ordinaire. *Dès ce moment, les monastères peuvent être unis.* L'ordre de Grandmont cessera d'exister en France, sans déchire-

(1) Il fallait donner ces explications au Chapitre, et l'archevêque de Toulouse n'avait parlé que de la règle primitive.

ment, sans que personne soit tourmenté, sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'autorité. Il cessera de lui-même, et ses biens passeront à des établissements utiles, suivant les différents diocèses dans lesquels ils sont situés.

» Mais l'abbaye sera-t-elle aussi détruite ? Nous voudrions presque, par sensibilité pour l'abbé actuel, qu'elle pût ne le pas être ; mais la connaissance que nous avons de l'ordre ne nous permet pas de l'espérer. Jamais il ne s'y trouvera vingt-quatre véritables religieux ; car ces statuts de 1643, qu'on propose de suivre, sont à peine connus et pratiqués : ils ne renferment que quelques articles ; ils ordonnent la pratique de la règle, et ni la règle ni eux ne sont en vigueur. On n'a pas même ces articles dans les maisons : on n'a pu nous en fournir qu'un seul exemplaire. Ils sont, ainsi que les livres et les manuscrits de l'abbaye, livrés, dans un grenier, aux rats et à la pourriture.

» Malgré cette certitude, nous croyons qu'il est utile de *paraître* faire encore un effort pour donner une consolation à l'abbé actuel. On peut lui mander que ces statuts de 1643 sont insuffisants ; qu'il faut former un projet de constitution pour une abbaye régulière ; que ces constitutions doivent, avant tout, ordonner l'habit religieux, et non séculier, la pratique de la règle, à la réserve des mitigations autorisées ; que, lorsque ces constitutions seront dressées, et qu'il se trouvera un nombre de religieux suffisant, et qui aient la volonté de les pratiquer, le Roi pourra se prêter à la conservation de l'abbaye ; qu'à ce défaut, l'abbé sent lui-même combien il est inutile de conserver une maison qui n'aurait que le nom de religieux, et que, faute de sujets, elle aura le sort de son ordre.

» En conséquence, on manderait à M. l'abbé qu'il est

nécessaire qu'il fasse sortir les novices qui sont à Grandmont (1). »

On voit, par cette dernière phrase, ce que valaient les promesses de Loménie ; — mais ce n'est là qu'un détail. Le document tout entier est rédigé avec un art consommé. Le vrai et le faux y sont mélangés avec une telle habileté que, pour discerner l'un de l'autre, il faut avoir bien présentes à l'esprit toutes les pièces du volumineux dossier de Grandmont. Impossible de mentir en disant autant de choses exactes ; impossible de représenter les faits sous des couleurs plus fausses en côtoyant de plus près la vérité.

(1) Archives nationales, O 547, n° 1, liasse 2.

XI.

Renvoi des novices. — Lettres-patentes du 24 février 1769. — Illusions de l'abbé-général.

La Commission adopta le plan que lui proposait Loménie. Moins d'un mois après la tenue du Chapitre, M. de la Maison-Rouge recevait du ministre La Vrillière la lettre que voici, et qui, rédigée par l'archevêque de Toulouse, avait été soumise à ses collègues avant son envoi (1) :

« MONSIEUR,

» M. l'archevêque de Toulouse m'a remis la demande particulière que vous lui avez faite pour obtenir, en faveur de votre abbaye, la permission de recevoir des sujets : sur le compte que j'en ai rendu au Roi, Sa Majesté a pensé ne pouvoir se déterminer sur un objet aussi important qu'après que vous aurez remis sous ses yeux un projet de constitutions régulières et conformes, pour le genre de vie, à la règle et aux bulles des Souverains-Pontifes. Et, comme la rédaction de ce projet, qui ne doit comprendre que la seule maison de Grandmont, demande nécessairement du temps, Sa Majesté m'a chargé de vous marquer que son intention est que vous renvoyiez les novices qui sont actuellement dans l'ordre, auxquels, dans toute hypothèse,

(1) Loménie le dit en propres termes dans son rapport du 27 février 1772 à la Commission. (Archives nationales, O 570, n° 1.)

le noviciat actuel ne pourrait être utile, puisqu'il s'agit d'un autre genre de vie que celui qu'ils comptaient pratiquer, et qui perdraient un temps précieux, à leur âge, pour leur établissement.

» M. l'archevêque de Toulouse ne m'a point laissé ignorer tout ce que vous méritez par vous-même, et vous pouvez être persuadé de l'envie particulière que j'ai de vous obliger, comme je le suis moi-même que, si les circonstances se refusent à ce que vous désirez, vous vous prêterez avec empressement aux arrangements utiles que la sagesse de Sa Majesté pourra lui suggérer.

» Je suis, etc.

» SAINT-FLORENTIN.

» Fontainebleau, le 21 octobre 1768 (1).»

Cet ordre fut presque immédiatement exécuté, et les cinq novices renvoyés à leurs familles (2). Malgré le chagrin qu'il en conçut, l'abbé continua à espérer. Il s'entoura des religieux en qui il avait le plus de confiance, et se mit courageusement à l'œuvre, se flattant que les constitutions qu'il allait rédiger, une fois approuvées par le Roi, trouveraient, soit parmi les membres de l'Ancienne-Observance, soit parmi ceux de la Réforme, un nombre d'adhérents suffisant pour lui permettre d'obtenir au moins la conservation de l'abbaye.

(1) *Mémoire à consulter pour M. l'abbé de Grandmont*, Pièces justificatives, n° 2.

(2) « Benoît Barbou, mon condisciple, qui y était entré (à l'abbaye) depuis peu de jours, et n'avait pas encore pris l'habit, fut renvoyé. Il entra depuis chez les Bernardins. » (Manuscrit de l'abbé Legros, p. 93.) C'est par erreur que le savant ecclésiastique fixe le renvoi des novices à la date de 1767.

Il se proposait de remettre lui-même ces statuts à l'archevêque de Reims lors du voyage à Paris qu'il projetait, et qu'il effectua en effet au mois de mars 1769.

Tandis qu'à Grandmont on travaillait à sauver au moins le chef d'ordre; la Commission s'occupait de tirer parti des aveux et des demandes arrachés au Chapitre général. « Il faudra bientôt songer à autoriser la délibération qui a été prise par l'ordre », disait Loménie dans son rapport du 22 janvier (1); et, le 12 février, il abordait la question, et soumettait à ses collègues le projet des lettres-patentes destinées à amener, sans la prononcer expressément, la dissolution d'un institut que, d'après lui, « le petit nombre de ses religieux, leur conduite, leur indécence, leur crasse ignorance », ne permettaient pas de conserver.

Et cependant, pour donner le dernier coup à ce corps si faible et si décrié, que de précautions avaient été prises ! Un des membres de la Commission, M. de Fleury, avait préparé les lettres-patentes avec une sollicitude toute particulière, et l'archevêque de Toulouse expliquait en d'assez singuliers termes, à ses collègues de l'Episcopat et du Conseil d'Etat, combien était glissant le terrain sur lequel ils marchaient, et combien d'habiletés se cachaient sous les formules plates et empesées qui leur étaient soumises : — « Ces lettres, dont vous concevez toute la délicatesse, doivent procurer l'extinction d'un ordre sans la prononcer ; ce qui produira par conséquent un très-grand effet, sans exciter pour ainsi dire aucune sensation. Si la marche en elle-même ne manque pas de dextérité, elle n'en demande que plus de précaution. » — Les lettres-patentes seront ren-

(1) Registres de la Commission : mss français 13846 de la Bibliothèque nationale.

dues à la sollicitation des religieux. Tout doit partir de là : ce n'est pas la Commission royale, c'est l'Ordre lui-même qui a demandé sa propre destruction. « Cette destruction, dans le fond et dans la forme, *devient* entièrement l'ouvrage des religieux. Parmi les différentes demandes qu'ils ont faites, on a choisi celles qui supposaient cette destruction sans la prononcer absolument. Il a paru nécessaire d'indiquer le défaut d'admission de sujets, le retour à l'Ordinaire, la possibilité des unions et l'affectation des biens à la subsistance des religieux. Tout cela est plutôt indiqué qu'exprimé; mais l'injonction ne paraît pas, et *tout respire la protection et non l'anéantissement* (1). »

Notons cette dernière phrase : tout le programme de la Commission est là. Un peu plus tard, ces semblants de zèle pour la religion tromperont l'honnête Louis XVI. — Néanmoins le projet de M. de Fleury souleva quelques critiques : on trouva que ces lettres s'exprimaient avec trop de réserve; « qu'on avait semblé craindre de faire expliquer le Roi avec toute la clarté nécessaire », et quelques retouches furent arrêtées : la principale consistait dans le renouvellement exprès de la défense de recevoir des sujets.

Ces lettres-patentes parurent enfin, datées du 24 février 1769. Elles rappelaient sommairement, suivant la version des deux prélats, bien entendu, ce qui s'était passé dans le Chapitre général tenu à Grandmont au mois de septembre précédent; elles constataient que l'Ancienne-Observance était réduite à soixante-douze membres, y compris l'abbé; que, dans plusieurs de ses maisons, il était impossible de rétablir une conventualité régulière;

(1) Registres de la Commission : mss français 13846 de la Bibliothèque nationale.

que « le petit nombre des religieux, l'âge, les infirmités et la manière de vivre » de la plupart d'entre eux « ne permettraient pas de pratiquer la règle de Saint-Etienne ». En conséquence, les membres de l'Ancienne-Observance étaient dispensés de l'exécution de l'édit de mars 1768. On les laissait libres de vivre dans leurs monastères, sous l'autorité de leurs supérieurs ; mais défense était faite à ceux-ci de recevoir désormais aucun sujet au noviciat ou à la profession. Enfin le Roi autorisait les évêques diocésains à procéder, « si faire se devait, et suivant les formes prescrites par les saints canons et les ordonnances, à la suppression, extinction et union des monastères », et à l'application de leurs revenus à des établissements ecclésiastiques, après le prélèvement de pensions pour les religieux (1).

En laissant de côté les objections que ne pouvaient manquer d'éveiller dans un esprit non prévenu les motifs et les considérants de ces lettres-patentes, où la vérité n'était guère mieux traitée que dans le rapport de Loménie sur sa mission, ce document appelait les plus graves critiques au point de vue de la légalité de quelques-unes de ses dispositions. D'abord, il est de principe général que les unions ne sont permises qu'en cas de nécessité absolue, et on n'alléguait aucun désordre de nature à rendre cette nécessité palpable. En outre, l'ordre de Grandmont se trouvait exempt de la juridiction de l'Ordinaire, et il était de droit et de jurisprudence canoniques que les monastères appartenant à des instituts de cette catégorie ne pussent être unis qu'après le consentement du supérieur exempt.

(1) Voir le texte de ces lettres-patentes sous la lettre F de l'Appendice.

— Or, loin de consentir, M. de la Maison-Rouge avait protesté contre la suppression de l'ordre, et on ne pouvait considérer comme une adhésion de sa part ni le plan d'union proposé par lui à la Commission avant la tenue du Chapitre, ni son vœu pour la conservation de l'abbaye, si le Roi se refusait à laisser subsister le corps tout entier.

Les canonistes s'accordaient cependant à reconnaître qu'il y avait une dérogation à cette règle en faveur des séminaires, et qu'un évêque pouvait, même sans le consentement du supérieur, leur unir un bénéfice exempt : aussi presque tous les prélats qui recueillirent les dépouilles des maisons de Grandmont en firent-ils l'union à leur séminaire, appliquant ainsi dans les limites de la légalité, ou du moins d'une jurisprudence reçue en France, une autorisation irrégulière en soi (1).

La Cour de Rome avait toujours protesté contre une telle jurisprudence ; elle réclamait le droit exclusif de disposer de tous les biens des monastères. Le cardinal de Bernis, dans sa lettre au duc d'Aiguillon du 26 février 1771, s'exprimait en ces termes à ce sujet :

« Il est certain que, d'après le droit commun, il ne devrait y avoir aucune exception en faveur des religieux de la juridiction des évêques ordinaires ; mais, depuis un grand nombre de siècles, le consentement tacite de l'Eglise universelle a laissé jouir les Papes de cette juridiction. La

(1) Sur les règles canoniques des unions et la jurisprudence de l'époque sur la matière, consulter le *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiale*, de Durand de Maillane, 2^e édition (1770), T. IV, art. *Union*, — l'*Abrégé du Recueil des actes, titres et mémoires du clergé de France* : Paris, 1771, *passim*, et à l'index alphabétique (T. XIV), l'article *Union*.

maxime, à Rome, est que le Pape peut seul disposer des biens des religieux. Cette maxime peut être vraie quant aux Etats du Pape : elle ne l'est pas pour les pays non soumis à sa domination ; mais il est constant que, en bonne règle, le Pape doit être consulté sur l'emploi des biens des religieux *exempts*, puisque, par la discipline universelle, le Saint-Père exerce sur eux une vraie juridiction (1). »

Le Parlement enregistra sans difficultés, le 28 avril, les lettres du 24 février.

Le sort du chef d'ordre était expressément réservé par une phrase des lettres-patentes. Cette réserve, qu'on n'avait pu éviter du reste, le Saint-Siège ayant seul le droit de prononcer l'union des abbayes comme des évêchés, confirma l'abbé dans ses espérances. La bonne impression qu'il en ressentit l'empêcha seule d'adresser alors, suivant le conseil de ses amis, une nouvelle supplique au Souverain-Pontife, afin d'obtenir son intervention en faveur d'un ordre dont la Commission venait de prononcer l'arrêt de mort. — La cour de Rome était, du reste, à ce moment, peu soucieuse de soulever des difficultés au cabinet de Versailles. Un an auparavant, des troupes françaises avaient occupé le comtat Venaissin, et les esprits étaient assez surexcités pour que le marquis d'Aubeterre pût proposer au duc de Choiseul de bloquer le Souverain-Pontife dans sa capitale, pour l'obliger à révoquer son bref au sujet de Parme et de Plaisance. Clément XIII venait de mourir, laissant une situation politique assez embarrassante à son successeur, que le Conclave n'avait pas encore désigné. Le 19 mai seulement, les cardinaux se décidèrent

(1) Archives du Ministère des affaires étrangères : correspondance de Rome, 1771.

à élire Ganganelli, le seul religieux que comptât le Sacré-Collège. On sait quels actes devaient signaler le court pontificat de Clément XIV.

Cette élection fut immédiatement suivie de la reprise des relations amicales entre la France et la cour de Rome. Le cardinal de Bernis, qui se flattait d'avoir exercé une certaine influence sur le choix du Conclave, mais qui, en réalité, avait été la dupe des cardinaux espagnols, fut chargé de présenter au nouveau pape plusieurs projets élaborés par l'archevêque de Toulouse et ses collègues ; on l'invita, en même temps, à rassurer Clément XIV sur les vues du gouvernement de Louis XV et sur les dispositions personnelles des Commissaires. — « La Commission établie par le Roi pour l'examen des réguliers continue », écrivait, le 12 août 1769, le duc de Choiseul à Bernis, « avec beaucoup d'activité et de succès ses opérations. Le Pape verra de plus en plus que Sa Majesté, fidèle à ses principes de zèle pour les droits légitimes du Saint-Siège et à ses sentiments d'amitié pour le Chef de l'Eglise, renvoie à Sa Sainteté tout ce qui doit être soumis à la puissance spirituelle (1). »

La vérité était, au contraire, qu'on adressait à Rome le moins de communications possible touchant les actes des Commissaires. Plus d'une fois le Souverain-Pontife, informé soit par le nonce ou les évêques de France, soit par les victimes elles-mêmes de la Commission, des nouvelles mesures adoptées contre tel ou tel ordre religieux, prenait sa voix la plus caressante pour se plaindre à Bernis de ce que l'archevêque de Toulouse allait trop vite

(1) Correspondance de Rome : Archives du Ministère des affaires étrangères.

en besogne, et ne respectait pas les droits du Saint-Siège. Le cardinal se répandait en protestations sur la déférence du Roi au Saint-Siège, et son désir d'éviter ce qui pourrait lui porter ombrage ; ou bien il éludait l'attaque, et amenait la conversation sur l'affaire des Jésuites, que poussait ardemment la cour d'Espagne, avec le concours de la France, dont l'action s'exerçait néanmoins avec plus de mesure et de réserve : c'était le plus sûr moyen de faire cesser les reproches de Clément XIV, qui, sans nier les engagements pris à l'époque de son élévation au trône pontifical, cherchait à reculer le plus possible l'exécution de ses promesses.

Au lieu de s'adresser au Souverain-Pontife, dont il connaissait les embarras, M. de la Maison-Rouge écrivit au Roi quelques pages pleines d'espérances et d'illusions :

« Sire, disait-il, le silence que vous gardez, dans vos lettres-patentes accordées à l'ordre de Grandmont, sur le sort de l'abbaye dont j'ai l'honneur d'être l'abbé général. la déclaration même que vous y faites de ne rien prononcer sur son sort qu'après que j'aurai mis sous les yeux de Votre Majesté mes moyens, mes demandes et mes très-humbles remontrances tendantes à sa conservation, animement mon zèle et ma confiance...

» Je ne demande à Votre Majesté de perpétuer l'abbaye de Grandmont que sous mes très-humbles et très-fermes soumissions de pratiquer moi-même un nouveau régime, suivant les constitutions que j'ai faites en conformité de la bulle de Clément V, d'exciter, par mon zèle et mes encouragements, les religieux à l'entreprendre, d'y appeler moi-même des Réformés, s'il est nécessaire, et de les réunir avec ceux de l'Ancienne-Observance.

» Pour parvenir, Sire, au but de cette entreprise, j'ose encore supplier Votre Majesté de vouloir bien permettre

que je reçoive des novices pour mon abbaye seulement, vous protestant que je ne manquerai jamais de zèle pour les former, ni de soumission aux ordres que vous me prescrirez à ce sujet.

» Comme ce projet demande, pour être exécuté, une plus longue vie que celle que la Providence me destine, je supplie très-humblement Votre Majesté de permettre aussi, après ma mort, l'élection d'un général régulier, qui sera, comme d'usage et sous votre bon plaisir, choisi parmi les religieux de l'abbaye ou des communautés qui ne s'en seront pas séparées, lequel prendra l'administration majeure, et s'attachera à perfectionner mon entreprise.

» Je supplie aussi Votre Majesté de ne pas permettre, si les maisons de l'ordre viennent à se désunir, que les sujets qui les composent se désunissent de la discipline et de la juridiction qui les gouvernent aujourd'hui, mais de leur ordonner, au contraire, d'y persévérer, à moins qu'il ne plaise à Votre Majesté de leur imposer une nouvelle supériorité.....

» Daignez, Sire, écouter favorablement mes ardentés et très-humbles prières. Accordez de nouveau votre protection royale à cette abbaye, qui fut l'ouvrage de vos aïeux. Le rétablissement de la première régularité fera revivre son ancien lustre, l'édification, l'exemple et l'émulation ; tout reprendra une nouvelle vigueur : ce monastère deviendra infailliblement une maison édifiante, digne de vos faveurs et des premiers temps de l'ordre, une sainte retraite où Dieu sera servi et prié sans cesse pour la conservation d'un monarque qui fait le bonheur de ses peuples (1). »

(1) *Mémoire à consulter et Consultation, etc. Pièces justificatives, n° 3.*

En même temps, l'abbé faisait tenir à l'archevêque de Toulouse le projet de constitutions auquel il venait de mettre la dernière main ; ces statuts se rapprochaient de ceux donnés à la Réforme par Charles Frémon. On ne prit même pas la peine de les examiner (1). M. de la Maison-Rouge se rendit à Paris au commencement de mars, dans le but de faire une dernière tentative pour sauver l'ordre de la destruction totale et prochaine à laquelle le vouaient les lettres-patentes du 24 février. Il fut partout reçu avec toute sorte d'égards ; mais il ne put rien obtenir, et ne réussit qu'à se convaincre de l'inutilité de ses efforts. A peine était-il rentré à Grandmont que la Vrillière lui écrivit une lettre bien faite pour achever de lui dessiller les yeux. Le Ministre commençait par lui témoigner la satisfaction du Roi pour le zèle avec lequel M. de la Maison-Rouge s'efforçait d'empêcher l'anéantissement complet de son ordre ; — « mais, ajoutait-il, Monsieur, il ne suffit pas, pour une réforme, de proposer d'excellentes lois : il faut encore offrir un nombre de religieux qui veuillent et puissent les exécuter ». Le Roi entend que l'abbé, pour les y amener, ne fasse usage que de la persuasion : « Sa Majesté désapprouverait toute voie de contrainte et de rigueur, et ces voies seraient d'autant plus déplacées qu'elles seraient contraires aux lettres-patentes qu'ont *demandées et obtenues* les religieux de votre Observance. Il est donc question, avant tout, de trouver vingt-quatre religieux de votre ordre qui, librement et volontairement, se déterminent à pratiquer leur règle suivant le projet que vous avez remis, et vous pouvez être sûr que Sa Majesté accordera toute sa

(1) Ces constitutions existent en exemplaire unique aux Archives de l'Etat (O 547, n° 1, liasse 2).

protection à une résolution aussi religieuse. Si vous ne trouvez pas ce nombre de religieux déterminé à suivre les vues que vous voulez leur inspirer, il faudra nécessairement aviser à quelque autre parti pour ce qui concerne votre abbaye, et je ne doute pas alors que vous ne vous portiez avec empressement à tous ceux qui vous seront proposés pour le bien de la Religion et de l'Etat (1). »

On peut se demander pourquoi le Ministre imposait à l'abbé, comme condition *sine qua non* de la conservation de l'abbaye, la réunion, sous la nouvelle règle, de vingt-quatre religieux (2), alors que l'édit de 1768 (article 7) n'exigeait, pour les monastères isolés, qu'une conventualité de seize religieux (en y comprenant le supérieur). C'était assurément une singulière faveur que celle qui consistait à aggraver ainsi, sous ombre de protection, les prescriptions d'une loi déjà rigoureuse. Mais il était plus bizarre et plus dérisoire encore, — alors qu'on supprimait toutes les maisons d'un ordre, sauf une, sans l'aveu du supérieur général; qu'on permettait aux neuf dixièmes des religieux de cet ordre d'embrasser une autre règle; qu'on facilitait, qu'on encourageait sous main ces désertions, — d'affirmer au général, comme le faisait la Vrillière, que sa juridiction était conservée entière, et que le Gouvernement n'entendait en aucune façon porter atteinte à son autorité. On lui donnait à comprendre, à la vérité, qu'il lui était absolument interdit d'en faire usage.

(1) *Mémoire à consulter et Consultation, etc.* Pièces justificatives, n° 4.

(2) Il convient de dire que M. de la Maison-Rouge avait lui-même indiqué ce nombre dans sa première supplique. Ajoutons que les Commissaires royaux l'avaient fixé pour la conventualité du chef d'ordre.

XII.

M^{sr} du Plessis d'Argentré évêque de Limoges. — Reconstruction du palais épiscopal. — Gêne de l'évêque. — Ses rapports avec l'ordre de Grandmont. — L'héritage de M. de la Maison-Rouge lui est promis. — Rôle de M^{sr} d'Argentré dans l'affaire de la suppression de Grandmont.

M^{sr} Louis Charles du Plessis d'Argentré administrait à cette époque le diocèse de Limoges. Fils de Pierre du Plessis, ancien page de Louis XIV, et de Marie-Louise Hindret de Ravenne, il appartenait à la même famille que le célèbre juriconsulte breton, et était né, en 1723, dans ce château du Plessis où avait vu le jour, cinquante ans plus tôt, le saint évêque qui gouverna longtemps l'église de Tulle. Les parents de Louis-Charles avaient eu sept fils et six filles : le futur prélat était le septième de ces treize enfants (1). Ses débuts furent laborieux et modestes; toutefois il n'eut pas lieu de se plaindre des rigueurs de la destinée. Des mains bienveillantes écartèrent les obstacles au-devant de ses pas : à défaut d'une grande fortune, que ses parents, médiocrement partagés de ce côté, surtout eu égard au nombre de leurs enfants, ne purent lui donner, il eut de

(1) Généalogie de la famille du Plessis d'Argentré. (Archives de la Haute-Vienne, art. 1348.) — M. le marquis d'Argentré, chef actuel de la famille, à qui nous nous sommes adressé, n'a pu nous fournir aucune indication utile pour notre travail. Nous l'avons sincèrement regretté.

bonnes et puissantes protections. Avec ces appuis, un homme heureusement doué, bien de sa personne, et ambitieux comme l'était ce cadet de Bretagne, ne pouvait manquer de faire son chemin. Elevé, ainsi qu'un de ses frères, de trois ans plus âgé que lui, par les soins de M^{sr} du Coëtlosquet, évêque de Limoges, leur parent, Louis-Charles avait été nommé, fort jeune, prieur de Sorbonne, puis official primatial de Bordeaux et grand-vicaire de Poitiers.

Il remplissait ces importantes fonctions lorsqu'il obtint l'évêché de Limoges. Ce siège, que M^{sr} du Coëtlosquet, appelé à la cour pour diriger l'éducation du duc de Bourgogne, allait laisser vacant, fut offert à l'aîné des du Plessis. Celui-ci, qu'on appelait alors l'abbé d'Argentré, avait été plusieurs années vicaire général de M^{sr} du Coëtlosquet (1); il était, depuis quelque temps déjà, pourvu de la charge de lecteur des Enfants de France et du titre d'évêque *in partibus* de Tagaste; il obtint plus tard l'évêché de Séez, et devint premier aumônier de Monsieur, comte de Provence. Outre une commanderie de Malte et la prévôté de Saint-Junien, il posséda cinq abbayes et non des moindres : Olivet, Evron, Saint-Germain d'Auxerre, Saint-Aubin d'Angers et Saint-Martin de Séez (2). Il appartenait

(1) Il avait été, en cette qualité, chargé de procéder à l'inventaire du mobilier des Grandmontaines de la Drouille-Blanche, lors de l'union de cette maison au prieuré du Châtenet. (Archives de la Haute-Vienne, art. 2906 du classement provisoire.)

(2) Les *Nouvelles ecclésiastiques* (n° du 27 novembre 1789) consacrent à l'évêque de Séez quelques lignes peu bienveillantes à l'occasion de la réunion à son siège du prieuré grandmontain de Chênégallon. « M^{sr} d'Argentré, y est-il dit, a été élevé, comme

à la coterie de Mesdames, filles du Roi. Fort apprécié à la Cour, où son caractère conciliant lui avait fait beaucoup d'amis, il savait à merveille s'y conduire, s'y plaisait, et tenait à ne pas s'en éloigner. L'évêché qu'on lui proposait eût été pour lui un véritable exil : il rêvait un autre siège plus agréable, sinon mieux renté, plus rapproché de Versailles surtout. Il refusa donc, pour son propre compte, le diocèse de Limoges, avec cette parole de courtisan : « qu'il croyait garder la part de l'aîné en demeurant auprès du Roi, et ayant l'honneur d'être employé à l'éducation de ses petits-fils (1) ». Mais il supplia en même temps Louis XV de conserver ce siège à sa famille, et, grâce à l'appui de M^{sr} du Coëtlosquet, vint à bout, malgré les concurrents, de le faire donner à son frère, le vicaire général de Poitiers. Celui-ci, nommé le

son frère, par les soins de M^{sr} du Coëtlosquet, qui, avant sa mort, a eu la triste satisfaction de les faire tous deux évêques... Il a bâti un palais magnifique à Séez et une maison de plaisance non moins belle à Fleuré. Pour le dédommager de ces dépenses absolument superflues, il s'est fait donner l'abbaye de Saint-Aubin d'Angers, valant 40,000 livres; l'abbaye d'Olivet, diocèse de Bourges, 12,000; l'abbaye de Saint-Martin de Séez, 42,000; en sorte que, avec son évêché, évalué à 30,000 livres, il jouit de 124,000 livres de rente. L'abbaye de Saint-Martin et quelques prieurés ont été réunis à l'évêché, qui, n'étant qu'à trente lieues de la capitale, est devenu ce qu'on appelle parmi ces Messieurs un *évêché de faveur*, où ils observent la résidence comme chacun sait... »

(1) Les *Mémoires manuscrits sur les évêques de Limoges* que possède le grand-séminaire du diocèse, et qui consacrent un article spécial à M. d'Argentré l'aîné, rapportent en des termes peu différents cette réponse (page 670).

3 septembre 1758 (1), fut sacré le 14 janvier de l'année suivante, et, le 19 mars, prit solennellement possession.

Le diocèse avait une grande étendue : il ne comptait pas moins de 868 cures (2) et 32 annexes. Le revenu, par malheur, n'était pas en rapport avec l'importance réelle du siège. On l'évaluait à 30,000 livres environ ; mais des pensions (3) et diverses autres charges le grevaient, en sorte

(1) « Aujourd'hui, troisième du mois de septembre mil sept cens cinquante huit, le Roy étant à Versailles, bien informé des bonnes vie, mœurs, piété, doctrine, grande suffisance et des autres vertueuses et recommandables qualitez qui sont en la personne du sieur Louis-Charles du Plessis d'Argentré, licentié de la maison et société de Sorbonne, vicaire général du diocèse de Poitiers, Sa Majesté se promettant qu'il emploiera avec zèle et application tous ses talens pour le service de l'Eglise, luy a accordé et fait don de l'évêché de Limoges, qui vacque à présent par la démission pure et simple du sieur Coëtlosquet, dernier titulaire ; m'ayant Sa Majesté commandé d'expédier toutes lettres et dépêches nécessaires en cour de Rome pour l'obtention des bulles et provisions apostoliques dudit évêché, et cependant, pour assurance de sa volonté, le présent brevet qu'elle a signé de sa main et fait contresigner par moi, ministre et secrétaire d'Etat de ses Commandemens et Finances. *Signé* : LOUIS. *Plus bas* : PHÉLYPEAUX. » (Archives de la Haute-Vienne, arc. 3526 du classement provisoire. La bulle est au dossier n° 4775.)

(2) Sur ces 868 cures, 711 étaient desservies par des séculiers ; 96 appartenaient à des réguliers, et 61 dépendaient de l'ordre de Malte. L'évêque nommait à 363 d'entre elles seulement. (*Le Clergé de France*, par Hugues du Tems, 1775, T. III, p. 244.)

(3) Les gros bénéfices étaient chargés de pensions accordées par le Roi à des favoris ou à des recommandés ecclésiastiques de petite condition, quelquefois à des laïques. L'abus de ces pensions fut parfois porté fort loin, et nous avons recueilli à cet égard un intéressant aveu dans une lettre écrite, en 1757, à

que le titulaire ne retirait pas, année moyenne, de son évêché, plus de 20 à 22,000 livres. M^{sr} d'Argentré réduit même, dans un mémoire, ce produit à 16,000 livres ; mais le prélat se faisait volontiers plus pauvre qu'il n'était (1).

Vingt mille livres étaient assurément, au siècle dernier, une somme considérable ; néanmoins, si l'on compare le produit de l'évêché de Limoges à celui des autres diocèses du royaume, on est forcé de reconnaître que la plupart, avec de moins lourdes charges, avaient beaucoup plus de revenus. Aussi le siège de Limoges était-il des moins recherchés.

Le nouvel évêque fut reçu par la haute bourgeoisie et la finance de sa ville épiscopale avec cette réserve un peu

l'évêque de Limoges par l'évêque de Digne, qui avait à ce moment la feuille des bénéfices : « Feu M. de Mirepoix, à qui le pied avoit glissé en cette partie, a tellement chargé les bénéfices de pensions que, quand ils viennent à vaquer, il est impossible d'y en mettre de nouvelles, et je n'ai pu en proposer au Roy, sur toutes les vacances depuis quatre mois, que pour six mille livres. » (Archives de la Haute-Vienne, art. 1639.)

(1) Le revenu de l'évêché de Limoges est évalué, par MM. P. Laforest (*Limoges au XVII^e siècle*) et Gay de Vernon (*Bulletin archéologique*), à 50,000 livres, chiffre évidemment exagéré, même comme rendement brut. Robert Hessein (*Dictionnaire universel de France*) et Hugues du Tems (*Clergé de France*) ne le portent qu'à 25,000 livres ; le *Dictionnaire ecclésiastique* et l'*Almanach Royal*, à 20,000 livres ; M. de Bernage, à 18,000 livres ; le *Calendrier ecclésiastique* donne tantôt 18,000, tantôt 20,000 livres ; la *Table générale des archevêchés, évêchés, etc.*, 18,000 à 20,000 livres ; enfin Beaunier (*Recueil historique, chronologique et topographique des archevêchés, évêchés, abbayes et prieurés de France*) indique aussi 18,000 livres (1726), tout en ajoutant que le revenu de ce siège est évalué par quelques-uns à 27,000 livres.

hostile qui caractérise souvent l'accueil fait aux étrangers par la société de province. Son esprit et son adresse triomphèrent bien vite de toutes les préventions ; il y fut aidé par Turgot, qui, envoyé à Limoges en 1761, se lia dès les premiers jours avec le prélat, et entretint avec lui, pendant les treize années qu'il passa à l'intendance, les rapports les plus étroits et les plus cordiaux. Grâce à l'appui de l'intendant, non moins qu'à son mérite personnel, M^{sr} d'Argentré acquit une influence dont il n'usa, du reste, que pour faire régner la bonne harmonie et les meilleures traditions de politesse dans le cercle habituel de ses relations. Il se montra prudent dans sa conduite, régulier dans ses mœurs, fort soucieux des intérêts de son clergé. Celui-ci, qui semble n'avoir pas été animé, lors de l'arrivée du nouvel évêque, d'excellentes dispositions à son égard, ne put s'empêcher de lui savoir gré de son zèle et de sa sollicitude. Le peuple le prit en affection pour son grand air, sa dignité bienveillante, son active charité, et ce quatrain à l'adresse de M^{sr} d'Argentré, que nous trouvons dans le *Calendrier ecclésiastique et civil du Limousin*, année 1762, ne parut pas alors empreint d'un excès de flatterie :

Il est de son troupeau le père et le modèle ;
Tous les jours sont marqués par les traits de son zèle.
Amateur des beaux arts, protecteur des savants ,
A toutes les vertus il joint tous les talents.....

Fin, actif, généreux, mais n'ignorant pas, comme on dit, le prix de l'argent, nature élégante, intelligence cultivée, M^{sr} d'Argentré avait toutes les allures et tous les goûts d'un grand seigneur (1). Il aimait le luxe, les sociétés

(1) Ce portrait n'était plus exact vingt ou vingt-cinq ans après, s'il faut en croire le comte de Tilly, qui, vers 1782 ou 1783,

choisies, les conversations délicates, les arts, les lettres, et se tenait avec un soin curieux au courant des choses de Paris et de Versailles. Il recevait la *Gazette de France*, le *Mercure*, le *Courrier de l'Europe*, le *Journal de littérature, sciences et arts*, les *Annales politiques, civiles et littéraires du XVIII^e siècle*, l'*Année littéraire*, même les *Causes célèbres* (1); il présidait volontiers les séances solennelles du collège, faisait du lettré Vitrac un de ses commensaux favoris (2), et donnait des témoignages d'encouragement et de protection à un poète limousin, bien oublié aujourd'hui, l'abbé Dourneau. Son train de maison était le plus magnifique qu'on eût vu encore à Limoges : il dépensait beaucoup, et n'hésitait pas à payer 3,500 livres, prix fort élevé pour le temps, quatre chevaux de carrosse qui lui avaient plu (3). Sans aimer avec excès la bonne chère, il tenait à ce que sa table fût délicatement servie (4). Ses valets étaient toujours

se trouva en relations avec M^{sr} d'Argentré, et qui en parle en ces termes, dans ses Mémoires, T. I, p. 201, 202 : « C'était un très-honnête homme, fort simple, avec un sens droit, et vivant assez retiré.... C'était un personnage tour à tour grave et enjoué, qui n'avait ni pédanterie, ni mondanité ».

(1) On retrouve, aux Archives de la Haute-Vienne, des reçus d'abonnement à ces diverses publications. Les papiers personnels de M^{sr} d'Argentré (voir notamment les art. 773 et 1708 du classement provisoire) sont dans un ordre parfait. Ils conservent la trace de toutes les dépenses du prélat et de sa maison, jusqu'aux frais de la maladie et du convoi de son cocher, mort à Paris en 1779.

(2) A une certaine époque du moins. L'abbé Vitrac s'est quelquefois plaint d'être négligé.

(3) La quittance existe aux Archives départementales, 1708.

(4) On le voit s'occuper lui-même de très-petits détails, envoyer par exemple un aide de cuisine aux Cars, avec la mission

en grande livrée, et servaient l'épée au côté, comme c'était encore l'usage dans les grandes maisons.

C'était peu de 20,000 livres assurément pour soutenir une pareille dépense et pour faire face aux mille charges (on ne parle pas ici des charges obligatoires) d'un siège d'où dépendaient près de neuf cents paroisses. Le nouveau prélat ne tarda point à être de cet avis, et l'aîné des d'Argentré, qui, de loin, continuait à veiller à la fortune de son frère avec la plus active sollicitude, s'employa à la Cour pour augmenter les revenus de l'évêque de Limoges. M^{sr} du Coëtlosquet avait déjà fait donner à ce dernier, alors que l'abbé d'Argentré le jeune était vicaire général de Poitiers, dignité fort élevée assurément, mais de peu de profit, un premier bénéfice situé dans ce diocèse : c'était le prieuré du Bois-d'Alonne, dont le revenu brut atteignait 9,200 livres, mais dont le produit net ne dépassait pas 4,000, parfois même restait en-deçà. Le monastère du Bois-d'Alonne possédait une communauté de Grand-montains, et comptait parmi les principales maisons de l'ordre.

L'évêque de Tagaste fit si bien que, en 1770, après la mort de l'abbé de Broglie, ami particulier du Roi, et titulaire de l'abbaye cistercienne de Vaux-de-Cernay, il obtint pour son frère cet important bénéfice. D'après un état fourni par le procureur de la maison, les revenus s'élevaient à 20,680 livres. Le brevet royal faisait seulement mention de 4,200 livres de pensions annuelles qui grevaient cette

spéciale d'étudier un certain procédé pour engraisser la volaille. Le *Catalogue (sic)* de ses vins, écrit sur trois feuillets et conservé aux Archives de la Haute-Vienne (164), donne de sa cave une très-bonne opinion.

abbaye; mais à ce chiffre il faut ajouter les charges ordinaires de la commende, et le produit net se trouvait réduit à 10,000 livres (1).

Ainsi l'évêché de Limoges, Vaux-de-Cernay et le Bois-d'Alonine assuraient, chaque année, à M^{sr} d'Argentré, indépendamment de tout revenu personnel, de 34,000 à 36,000 livres environ de rentes. Et pourtant le prélat était fort gêné. Son prédécesseur, avec son siège épiscopal, lui avait légué une lourde tâche : le jeune évêque l'avait courageusement acceptée; mais, si elle n'était pas au-dessus de ses forces et de son zèle, elle semblait tellement hors de proportion avec ses ressources, que tout autre que lui eût désespéré d'en jamais venir à bout.

M^{sr} du Coëtlosquet, à son arrivée à Limoges, avait trouvé la résidence de l'évêque dans le plus déplorable état, triste, délabrée, à peine habitable. Bien qu'il n'eût à sa disposition aucune ressource spéciale à affecter à cette entreprise, le nouveau prélat résolut de doter la ville d'un palais épiscopal plus digne de lui et de ses successeurs. Il se fit soumettre les plans, acquit les terrains nécessaires pour l'emplacement d'un palais et de vastes jardins, et jeta à bas la vieille mesure, flanquée de deux tours, où ses prédécesseurs, depuis Jean de Langeac, avaient eu leur demeure. Une partie de ses revenus, — M^{sr} du Coëtlosquet était riche et pourvu de très-gros bénéfices, — fut consacrée chaque année à ces travaux. De plus, comme il avait

(1) Les articles 345, 1708, 3271, 3790 des Archives de la Haute-Vienne renferment beaucoup de pièces ayant trait à la commende de Vaux-de-Cernay, et aussi à l'abbaye de Saint-Jean-d'Angély, que M^{sr} d'Argentré eut plus tard. On trouve des pièces concernant le Bois-d'Alonne dans les liasses 1708, 1747, 2457, 2628, 2882, 3790.

besoin de crédit, il sollicita du Roi et obtint, en 1755, un brevet portant que, sur le produit de la grande abbaye de Tournus en Bourgogne, dont il était commendataire, dix mille livres seraient annuellement affectées, pendant douze ans et à compter du 1^{er} juillet 1756, aux dépenses de reconstruction de son évêché.

Moins riche que son prédécesseur, M^{sr} d'Argentré ne pouvait cependant compter que sur ses propres forces pour mener à bien des travaux à peine commencés. Les subventions aux établissements ecclésiastiques, séminaires et autres, fort pauvrement dotés, les secours aux prêtres âgés ou infirmes, absorbaient le peu d'argent que le chiffre élevé des subsides votés à la Couronne et le retour fréquent des demandes du Gouvernement (1) permettaient de lever sur le clergé du diocèse. Il ne fallait espérer ni dans des souscriptions particulières, ni dans l'aide de l'Etat, dont

(1) Le clergé avait offert au Roi cent vingt millions en vingt ans. C'était beaucoup pour un ordre privilégié, et qui avait du reste à supporter maintes charges aujourd'hui inscrites au budget général, aux budgets départementaux et communaux. — « Dans l'état présent, dit avec raison d'Argenson, le clergé de France, en vertu de ses immunités, ne paraît pas contribuer aux charges publiques... Il est vrai que le Roi perd fort peu à laisser les ecclésiastiques jouir de ces immunités auxquelles ils sont si attachés. — Ils contribuent, et même considérablement; mais leur contribution se paie d'une façon si différente de celle des autres corps de l'Etat, et si mal entendue tant pour le Roi que pour eux-mêmes, qu'ils ne peuvent faire mieux que d'y renoncer. » (*Considérations sur le gouvernement de la France* : Liège, 1787, 2^e édition, p. 319.) — De nos jours, bien que l'étude de l'histoire soit assez répandue, on connaît trop peu la véritable organisation économique et financière du pays sous l'ancien régime.

le budget n'avait pas, comme aujourd'hui, des allocations pour toutes les demandes et des aumônes pour toutes les mains. L'évêque ne devait rien attendre que de lui et de la Providence. Il ne se laissa pas effrayer, et se mit résolument à l'œuvre. Il revit et arrêta les plans, poussa les fouilles (1); enfin, le 13 mars 1766, il posait la première pierre (2) du palais épiscopal, qui est aujourd'hui le plus

(1) Au cours de ces fouilles, en 1759, les ouvriers découvrirent un grand nombre d'objets antiques, dont quelques-uns portaient des attributs obscènes. L'évêque les fit tous rejeter indistinctement, dans les fondations, malgré la délicatesse remarquable du travail et l'intérêt qu'ils pouvaient présenter. Beaumesnil nous a laissé le dessin de plusieurs de ces objets.

(2) Les deux inscriptions ci-dessous, qui ont été gravées et qu'on retrouve collées sur divers registres provenant de l'évêché, notamment sur le terrier *Tuæ hodie*, rappellent la part prise par M^r du Coëtlosquet à l'édification de l'évêché et les travaux préparatoires exécutés par son successeur :

Joannes Ægidius du Coëtlosquet
episcopus Lemovicensis
novam episcopalem domum
vetere ædificio in ruinam inclinante
locorum adjectione amplificatam
adquisito etiam uberrimo fonte
exstruendam suscepit a. fundamentis
sed in ipso conatu rei inchoandæ
serenissimorum principum Ludovici XV nepotum
institutioni præpositus
et non sine magno dioceseos suæ desiderio
in aulam evocatus
carissimæ sibi civitatis nunquam immemor
destinatum opus
ex consilio suo suisque sumptibus perficiendum
successori consanguineo reliquit.

bel édifice civil de la ville de Limoges. Cette construction ne fut terminée qu'en 1787. M. Brousseau en était l'architecte. La dépense totale ne devait pas s'élever, pour l'édifice et les jardins, à moins de onze cent mille livres (1).

A dater du jour où les murs du palais commencèrent à s'élever de terre, l'achèvement de son « bâtiment » — c'est ainsi qu'il le désigne toujours dans sa correspondance — fut le principal objet des préoccupations de M^{sr} d'Argentré. Ces travaux devinrent pour lui une cause de soucis, d'inquiétudes, d'embarras sans fin. Il aurait pu vivre dans l'aisance : il préféra se condamner à une gêne perpétuelle, qui devait sembler doublement pénible à un gentilhomme aussi ami du luxe, à un prélat aussi grand seigneur, — et ne pas abandonner ses constructions. Pendant plus de vingt ans il fut en butte à tous les ennuis qui découlaient d'une pareille situation : harcelé par ses créanciers, relancé

Ludovicus Carolus Duplessis d'Argentré
episcopus Lemovicensis
consanguinei et decessoris sui vestigiis insistentis
ejusque incepta studiose persequens
hortis consitis
ruderibus egestis
exæquato solo
quod bonum faustum felixque sit
sibi successoribus suis ac civitati Lemovicensi
primum palatii episcopalis lapidem
posuit
die XIII martii anno D MDCCLXVI episcopatus
VIII.

(1) C'est l'abbé Texier qui donne ce chiffre dans son *Dictionnaire d'orfèvrerie chrétienne*, à l'article *Grandmont*. Nous n'avons pu le vérifier, les éléments de contrôle faisant absolument défaut.

par les entrepreneurs, poursuivi par les réclamations des ouvriers qui n'étaient pas exactement payés, sans cesse aux expédients, sollicitant sans cesse, en correspondance assidue avec des banquiers, des procureurs, des avocats, homme d'affaire plus encore qu'homme d'église. Il faut ajouter que les membres de son Chapitre, dont les revenus étaient des plus restreints, le fatiguaient de leurs plaintes; que ses séminaires étaient pour ainsi dire sans ressources propres, et que sa cathédrale avait le plus urgent besoin de réparations.

Bien qu'il fit face à ses embarras avec une certaine aisance, trouvant le moyen de ne pas se laisser absorber par les affaires d'argent et d'administrer son diocèse avec non moins de sagesse que de vigueur; donnant à Turgot, pendant une année d'effroyable disette, un concours qu'on n'a peut-être pas mis assez en relief (1); préparant, avec le vénérable curé de Saint-Pierre, M. Navières, l'établissement, à Limoges, des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, — le prélat ne pouvait se soustraire aux angoisses d'une situation

(1) M. d'Argentré présidait avec Turgot la première réunion du Grand-Bureau de Charité de Limoges, le 11 février 1770. Il y prit la parole le premier : l'intendant, le maire et le lieutenant de police parlèrent après lui. L'évêque donna beaucoup; néanmoins Turgot ne se laissa vaincre en générosité par personne : non-seulement il abandonna les émoluments de sa charge pour l'année entière, mais il sacrifia, jusqu'à la récolte, plus de cinq cents livres par mois sur son revenu particulier. On trouve, dans un grand nombre de communes de la Haute-Vienne, des documents qui attestent l'activité et la charité déployées dans ces tristes circonstances par l'intendant; les registres de plusieurs paroisses, de celle de Bonnac notamment, renferment à ce sujet d'intéressantes notes.

qui empirait chaque jour, et dont il devenait difficile de prévoir l'issue. Quelques emprunts particuliers lui avaient permis de la dominer pendant les premières années ; mais les difficultés croissaient avec le temps : il fallait trouver des ressources et des ressources considérables. M^{sr} d'Argenté cherchait...

L'abbaye de Grandmont était, pour ainsi dire, aux portes de la ville épiscopale. Elle valait de 20,000 à 25,000 livres (1), c'est-à-dire autant que l'évêché de Limoges lui-même. Les revenus de l'ordre tout entier s'élevaient à 230,000 livres environ ; ses diverses maisons possédaient pour 600,000 livres de bois (2) ; les évaluations les plus modérées portaient le revenu net de l'Ancienne-Observeance seule, commendes non comprises, à près de 100,000 livres, et les pensions à servir aux religieux, en cas de suppression, n'eussent pas, de l'aveu du procureur général de

(1) De 10,000 à 25,000 livres d'après Expilly (*Dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules et de France*, T. III, p. 645) ; 23,000 livres d'après Jouilleton (*Histoire de la Marche*, T. II, p. 218) ; 20,000 livres suivant Hugues du Tens (*Clergé de France*) ; 14,000 à 15,000 livres suivant l'auteur de la *Table générale des archevêchés, évêchés et abbayes* (3^e édition, 1743) ; 10,000 livres seulement d'après D. Beaunier (*Recueil historique, chronologique et topographique des archevêchés, etc.*) ; 16,000 livres d'après un pouillé du diocèse dressé à l'évêché de Limoges dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, et conservé aux Archives de la Haute-Vienne. L'*Almanach Royal* donne, d'une année à l'autre, des chiffres fort différents. Ainsi on le voit indiquer, en 1758, 15,000 livres ; en 1769 et 1775, 40,000 livres ; en 1778, 23,000 livres. Nous ne nous chargeons pas d'expliquer ces variations.

(2) Extrait d'un Mémoire anonyme. (Archives nationales, O 547, n^o 1.)

l'institut, dépassé de beaucoup la moitié de cette somme (1). M^{sr} d'Argentré vit-il dans ce qui restait de richesses à cette grande famille dégénérée une sorte d'aubaine providentielle offerte à l'évêque de Limoges pour le tirer d'embarras, et osa-t-il solliciter ces dépouilles, en signalant au zèle de la Commission la décadence et le relâchement des disciples de Saint-Etienne ? Cela se peut : la chose même fut tenue pour certaine par les contemporains. Ils savaient que, connaissant la gêne du prélat et les engagements contractés par lui pour la reconstruction du palais épiscopal, le Roi, vers qui s'était tourné l'évêque aux abois, « avait daigné expliquer ses intentions, et permis à M^{sr} d'Argentré d'espérer la réunion de l'abbaye de Grandmont à son diocèse (2) ». Il y a lieu de penser que ce n'était pas Louis XV qui avait le premier parlé de Grandmont, et trouvé là, si à propos et si près de l'évêque, le remède à sa détresse. Toutefois peut-on affirmer que l'idée vint de M^{sr} d'Argentré, quand on lit ces mots dans un mémoire émané de la Commission elle-même : — « *M. l'évêque de Limoges n'a rien demandé, et n'a fait que prêter son nom.* C'est par les ordres du Roi que cette affaire a été traitée pendant quatre années de suite et avec toute sorte de précautions (3). » Et ce passage d'une lettre écrite par le prélat à Loménie, en 1770 (4), alors que la ruine de Grandmont,

(1) Communication de D. Razat à la Commission. (Archives nationales, O 547, n° 1.)

(2) Mémoire relatif à l'affaire de Grandmont et rédigé par la Commission, à l'occasion de l'appel comme d'abus. (Archives nationales, O 547.)

(3) Même pièce.

(4) Lettre du 24 décembre 1770. (Archives nationales, O 547.)

depuis longtemps résolue, était déjà consommée : — « Voilà, Monseigneur, la première fois que je vous aie écrit au sujet de Grandmont... » Il est vrai que cette dernière affirmation (contredite par une lettre ayant trait au même sujet et existant aux Archives de la Haute-Vienne) n'est pas absolument concluante ; car, si l'évêque n'avait pas écrit, il pouvait avoir parlé, et il était assez habile pour ne pas laisser échapper de phrase compromettante dans sa correspondance. Il faut dire aussi que le mémoire d'où est extraite la citation qui précède était fait pour les besoins de la cause, et renfermait plus d'un passage sujet à caution. Il s'agissait de mettre fin d'un seul coup aux difficultés et aux lenteurs de la procédure nécessitée par un appel comme d'abus, en faisant évoquer l'affaire par le Conseil ; et les Commissaires, dont tous les actes avaient été concertés avec les ministres, pouvaient, sans crainte d'être démentis, arranger, selon leurs convenances, les détails de certains événements, et transformer en un acte de la volonté expresse du Roi son indolente adhésion aux diverses opérations de la campagne conduite par l'archevêque de Toulouse.

Néanmoins, il n'est pas permis d'accuser expressément M^{sr} d'Argentré d'avoir été le promoteur de la ruine de Grandmont ; l'application de la règle : *Cui prodest?* qui peut diriger une enquête judiciaire, et qui, presque toujours, jette sur une affaire de vives clartés, n'est pas sans souffrir d'exception. Elle fournit les éléments d'une hypothèse, mais ne suffit pas à justifier une affirmation, surtout alors que des textes, même suspects, paraissent la contredire. Il est permis de supposer que l'union de l'abbaye au siège épiscopal de Limoges fut décidée entre M^{sr} du Coëtlosquet, l'évêque de Tagaste et l'archevêque de Toulouse, tous les trois parfaitement au

courant de la situation de M^{sr} d'Argentré, et que celui-ci ne fut informé que plus tard de ce projet. Il est même probable, et c'est notre opinion, que les choses se passèrent ainsi. Mais, si l'idée de la destruction de Grandmont ne vint pas de l'évêque de Limoges, on ne peut méconnaître qu'il l'accueillit sans peine, et s'employa avec activité au succès de l'entreprise, tout en prenant grand soin d'y paraître étranger, ce dont le raillait plus tard l'official de Bourges, M. de Maufoult. — M^{sr} d'Argentré était l'ami dévoué de Loménie de Brienne, et, sans partager les tendances philosophiques de l'archevêque de Toulouse, il pensait comme lui sur la question des unions. L'évêque de Limoges, en effet, ne paraît pas, à cette époque de sa vie, du moins, avoir professé un très-grand respect pour les intentions manifestées par les anciens bienfaiteurs des monastères. Son opinion, bien différente du sentiment de notre illustre d'Aguesseau, qui voyait une espèce de sacrilège dans tout attentat à la volonté des fondateurs, se rapprochait davantage de celle de Turgot, exprimée en termes assez vifs, peu d'années auparavant, par le futur intendant de Limoges dans un article de l'*Encyclopédie* : sous l'épiscopat de M^{sr} d'Argentré, beaucoup de maisons religieuses furent supprimées dans le diocèse et un grand nombre d'autres couvents menacés (1). — On a dit que le prélat était endetté : il venait, à l'époque où nous ont conduit les événements, de contracter, avec l'autorisation du Roi, un emprunt de cent mille livres, et les lettres-patentes du 21 juillet 1769 relatives à cet emprunt affec-

(1) Voir le *Pouillé* du diocèse, de l'abbé Nadaud, la *Chronologie des évêques*, de Legros, et un grand nombre de documents épars dans divers dossiers des Archives de la Haute-Vienne.

taient à son remboursement « le produit des bénéfices qui pourraient être unis à l'évêché ». Dès les premières opérations des Commissaires, les biens de Grandmont semblent dévolus à cet usage. — « Le Roi », lit-on dans un mémoire qui paraît antérieur au Chapitre général de 1768, « pourroit, au moment de l'extinction de l'ordre, donner cette abbaye en commende; mais il semble plus utile de l'unir à l'évêché de Limoges, à cause de son peu de revenu et à raison des emprunts qu'exige le bâtiment du palais épiscopal (1) », et, dans le rapport de Loménie à la Commission du 12 février 1769 : « Sa Majesté a déjà agréé, et même en quelque sorte déterminé l'emploi de l'abbaye (2) ». Enfin, chose plus grave! le prélat entretenait autour de l'abbé de véritables espions, ou tout au moins les encourageait, recevait leurs rapports, et en profitait (3). Il n'épargna aucune démarche personnelle pour le succès de l'entreprise, fit sa cour à l'archevêque de Bourges, sollicita à Rome et reçut de tout le monde des félicitations, comme d'un avantage personnel, lorsque le Cabinet de Versailles eût obtenu du Saint-Siège la bulle d'union. Pendant près de vingt ans, cette affaire de Grandmont fit l'objet d'une active correspondance entre M^{sr} d'Argentré, l'archevêque de Toulouse et d'autres personnages haut placés, et, durant cette longue période, on ne rencontre pas, dans une seule des nombreuses lettres de l'évêque qui nous ont été conservées, un mot de sensibilité, un mot de pitié, un mot de justice

(1) Archives de l'Etat, O 547.

(2) Registres de la Commission : mss français 13846 de la Bibliothèque nationale.

(3) Voir plus loin les lettres et notes du vicaire de Saint-Sylvestre et de l'abbé Vergniaud.

pour les victimes de la Commission ; on n'y trouve l'expression que d'un regret et d'une crainte : le regret que l'affaire traîne en longueur, la crainte que les religieux ne réussissent à détourner une partie de leurs biens. Enfin, quand le moment de la prise de possession fut venu, le prélat se jeta sur cette proie, depuis si longtemps convoitée, avec une avidité si peu en rapport avec son caractère, ses habitudes, sa réserve passée, sa dignité, qu'elle reste inexplicable à ceux qui n'ont pas suivi, jour par jour, la longue et triste histoire de la ruine de Grandmont. Il mit à recueillir ces dépouilles une âpreté incroyable (1), arrachant le plomb des toitures, découvrant les voûtes, enlevant jusqu'aux pierres, fouillant le sol, changeant en ruines informes de magnifiques constructions à peine achevées, vendant tout ce qui pouvait être vendu, tirant parti de tout ce qui pouvait être utilisé, laissant le pays scandalisé et presque épouvanté de cette destruction barbare, dont le souvenir restera à jamais inséparable du nom de M^{sr} d'Argentré.

L. GUIBERT.

(La suite au prochain Bulletin.)

(1) On ne peut laisser la responsabilité de ces faits à l'économe séquestre, M. Tanchon. C'était, dans cette occasion, le prête-nom de l'évêque. Il avait été désigné par lui, et n'aurait osé rien faire sans son ordre. — « M. l'évêque de Limoges », lit-on dans une note des archives de la Commission des Réguliers (Archives nationales, O 570, n° 2) « désire que les meubles et effets soient vendus par l'économe séquestre. Cela vaut mieux que d'en charger l'intendant, *parce que M. l'évêque de Limoges sera bien aise d'avoir l'inspection sur cette vente.* » Ajoutons que l'idée de la destruction de l'église est nettement indiquée dans plusieurs documents émanés de M^{sr} d'Argentré, au cours de l'instruction faite par l'archevêque de Bourges.

BIOGRAPHIE LIMOUSINE

JEAN D'ALESME

Jean d'Alesme naquit à Saint-Léonard de Noblac vers les premières années du xvi^e siècle. Si nous ajoutons foi à un ancien manuscrit, il était fils de Mathieu d'Alesme, seigneur de Rigoulène, et de Françoise d'Aubusson (1). D'après le même document, il fut d'abord avocat à Bordeaux, et, le 28 octobre 1536, il épousa, dans cette ville, Jeanne le Moine. Puis il fut conseiller au parlement de Bordeaux pendant de longues années, depuis 1538 jusqu'en 1571. Il brilla tellement par la gravité de son caractère et son expérience des affaires, qu'il occupa un rang distingué parmi les conseillers de son temps.

« En février 1561 (*vieux style*), il fut nommé par le Roi le premier des deux commissaires pour connaître des

(1) Ce manuscrit nous a été obligeamment communiqué par M. le baron d'Aigueperse (Gabriel d'Alesme). — On lit encore dans ce manuscrit que Mathieu d'Alesme, père de Jean, acquit le fief de Rigoulène en 1499, et celui d'Aigueperse en 1504. — Une famille d'Aubusson demeurait au château de la Baconnaille, paroisse d'Auriac, près Saint-Léonard. (*Nobiliaire limousin*, T. I, p. 97.)

cruelles et inhumaines entreprises, forces, violences, meurtres, homicides, crimes commis dans la Guyenne sous ombre de religion. Il se transporta sur-le-champ en Agénois (1). »

Le maréchal de Montluc raconte, dans ses Commentaires, qu'il se trouva, l'an 1562, à Villefranche-de-Rouergue, avec deux conseillers en la cour du parlement de Bordeaux, MM. d'Alesme le Vieux et de Ferron. D'Alesme lui conseilla de faire prompte justice de quelques séditieux qui étaient prisonniers, et ce conseil était trop conforme aux sentiments de Montluc pour n'être pas mis à exécution (2).

Il mourut, doyen du parlement de Bordeaux, en 1571.

On a de lui :

1° *Juris utriusque candidatus* (3) ;

2° *Declamatio in laudem sacerdotalis ordinis, quam feriatius à juris studio lusit*, — imprimée, à Limoges, chez Richard de la Nouaille, en 1531 ;

3° *Vita Nicolai Boerii, celeberrimi jurisconsulti, in senatu Burdigalensi præsidis*.

Cette Vie de Nicolas Boyer, président au parlement de Bordeaux, mort en 1539, fut dédiée par son auteur au parlement de Bordeaux : la dédicace est datée du 9 des calendes de mai (23 avril) 1544. La Vie de Boyer a été mise en tête des *Décisions* de ce célèbre juriconsulte, imprimées, à Lyon, en 1558, chez Antoine Vincent (4). Elle fut réim-

(1) NADAUD, *Nobiliaire limousin*, T. I, p. 34.

(2) MONTLUC, *Commentaires*, édition du Panthéon, p. 237.

(3) Nous trouvons cet ouvrage mentionné dans un manuscrit de l'abbé du Mabaret.

(4) BOERII (NIC.) *Decisionum aurearum in sacro Burdigalensi. Senatu olim discussarum et promulgatarum* : Lugduni, 1558 ; deux part. en un vol. in-fol.

primée en 1593, puis insérée dans le Recueil de Leicker, qui a pour titre : *De vitis jurisconsultorum*, imprimé, à Leipsick, en 1686.

4° Une préface aux *Commentaires de toutes les histoires* de Christophe de Roffignac, président au parlement de Bordeaux : « *Commentarii omnium a creato orbe historiarum* » ; à Paris, chez Jean Bienné, 1574, in-4°.

Jean d'Alesme, dans la préface de cet ouvrage, dit que le président Roffignac avait une mémoire prodigieuse, un esprit pénétrant, un travail assidu.

5° Un volume manuscrit de *Décisions*, duquel Gabriel de Lurbe écrivait en 1591 : « Son fils aîné, François d'Alesme, héritier de la vertu et de la dignité de son père, garde chez lui ce remarquable volume comme un trésor ».

LÉONARD D'ALESME

Léonard d'Alesme est cité en première ligne par Collin, dans sa *Table chronologique* (1), parmi les hommes du Limousin « illustres en science » au xvi^e siècle. Né à Saint-Léonard, il était cousin germain de Jean d'Alesme, au témoignage d'un écrivain bordelais son contemporain, Gabriel de Lurbe (2). Il s'appelait Léonard d'Alesme *le Jeune*, pour se distinguer de Jean d'Alesme, surnommé *le Vieux*.

(1) vi^e colonne, xvi^e siècle.

(2) D'après un manuscrit de famille que nous a communiqué M. le baron d'Aigueperse, Léonard d'Alesme était le quatrième fils de Mathieu d'Alesme et de Françoise d'Aubusson, par consé-

Après avoir suivi avec distinction ses cours d'humanités, il étudia le droit à l'université de Toulouse, où il reçut le bonnet de docteur. Son premier opusculé, imprimé à Lyon en 1534, fut un discours latin en l'honneur de saint Léonard. Il publia divers traités de jurisprudence pendant qu'il enseignait le droit à Poitiers (1540) et à Toulouse (1542). Son enseignement fut couronné de brillants succès, et il se fit un nom parmi les jurisconsultes de son temps.

Sa réputation lui servit pour s'élever aux plus hautes charges de la magistrature. S'étant rendu à Bordeaux, où son cousin Jean d'Alesme était conseiller du parlement, il fut d'abord président de la Chambre des Enquêtes, puis élevé à la plus haute dignité, celle de président à mortier. « Il orna cette dignité, dit Gabriel de Lurbe, par sa vaste science en droit civil et canonique. »

Il mourut sans postérité; et, imitant la piété et la charité du savant juriconsulte Boyer, dont Jean d'Alesme a écrit la Vie (1), il choisit pour ses héritiers les pauvres, et légua tous ses biens à l'hôpital Saint-André.

On a de lui :

1° *Alesmii Oratio in laudem D. Leonardi* : Lyon, 1534, in-8°. — L'abbé du Mabaret ne savait auquel des deux

quent frère puîné de Jean d'Alesme : mais nous préférons le témoignage contemporain de Gabriel de Lurbe à l'assertion d'un manuscrit anonyme.

(1) « *Non alium nuncupavit heredem quam pauperes, quibus reliquit non modo luculentam hereditatem, sed etiam corpus ipsum credidit fidei pauperum post cineres.* » (*Nicolai Boerii Vita.*)

Toutes les décisions du président Boyer commencent par ces paroles : « *Christi benedicti, ac intemeratæ et gloriosæ virginis Mariæ, ejus genitricis, nominibus pie invocatis, amen !* » (P. 273, 374, etc.)

d'Alesme il faut attribuer ce discours : l'abbé Nadaud l'a attribuée d'une manière positive à Léonard d'Alesme.

2° *De materia substitutionum. Regule in eandem materiam, quibus quidquid est ejus rei breviter continetur* : à Poitiers, chez les frères Marnef, 1540. — Léonard d'Alesme dédia cet ouvrage à M. de Langeac, évêque de Limoges.

3° *Enarrationes in titulum de Triente et Semisse. Collationes III, liber unus. Collationum commentariolus in § illud quoque substitutionum tractatus ex secunda editione Regularum in materiam substitutionum nunc demum auctus. Transmissionum commentarius in L. unicum, qui ante apertas tabulas C.* : à Toulouse, chez Jacques Colomiès, 1542, in-4°. — Le même imprimeur en donna une deuxième édition en 1552.

4° *Leonardi Alesmii junioris Lucubrationes* : Toulouse, 1542, in-4° (1).

Voici la courte notice que Gabriel de Lurbe a consacrée aux deux d'Alesme dans son ouvrage sur *les Hommes illustres de l'Aquitaine* :

« Alesmii D. Leonardi oppido apud Lemovicenses nati, emenso studiorum curriculo, Burdigalam se contulere, ubi uterque, etsi non eodem tempore, in senatorium ordinem cooptatus est. Joannes quippe senior principem locum in senatu pluribus annis tenuit, tantaque gravitate et rerum experientia excelluit, ut inter sui seculi senatores unus ex primariis fuit. Decisionum insigne volumen reliquit, quod Franciscus filius natu major, et virtutis et dignitatis paternæ hæres, thesauri instar penes se reconditum habet. Leonardus vero Joannis patruelis, primum præses curiæ

(1) NADAUD, MSS. — L'abbé DU MABARET, MSS. — *Biographie des hommes illustres du Limousin*.

inquisitionum factus, mox amplissimi ordinis præses, eam dignitatem, ut erat utriusque juris peritissimus, sua doctrina ornavit. Moriens pauperes hæredes instituit. Exstant ejus libelli de Substitutionibus, Conjunctionibus, et eo quod interest (1). »

François d'Alesme, dont parle Gabriel de Lurbe dans la notice qui précède, était fils aîné de Jean d'Alesme. Il fut, comme son père, conseiller au parlement de Bordeaux, et il mourut doyen du parlement. Il avait épousé Marguerite de Babirot, dame d'Oléron. Il fut envoyé par Henri III à Condom pour le vote de la noblesse. Bien jeune encore, il avait publié l'ouvrage suivant :

Veræ nobilitatis Controversia. Accessit Oratio Claudii Ptolomei legati Senensis ad Henricum hujus nominis II, Galliarum regem, latine facta ab eodem Alesmio : à Bordeaux, chez Morpan, 1557, in-4° (2).

On cite, dans la famille de Jean d'Alesme, plusieurs autres conseillers au parlement de Guienne et de Bretagne ;

Guillaume d'Alesme, conseiller au parlement de Bordeaux, décédé doyen, épousa, vers 1625, Catherine des Cars de Merville (3) ;

Toussaint d'Alesme, conseiller au parlement de Rennes ;

César d'Alesme, conseiller au parlement de Bordeaux ;

N. d'Alesme, conseiller au parlement de Bordeaux ;

Un marquis d'Alesme fut plénipotentiaire dans quelques cours d'Allemagne.

(1) *De illustribus Aquitanix viris*, a Gabr. Lurbeo ; Burdig., 1591, p. 106.

(2) NADAUD et DU MABARET, mss. — *Biographie des hommes illustres du Limousin*.

(3) NADAUD, *Nobiliaire limousin*, T. I, p. 35, 379.

Nadaud cite une production insérée dans les Mémoires de l'Académie des Sciences, et signée : d'Alesme. Elle a pour titre : *Des Cris nouveaux* (1).

L'abbé du Mabaret disait, au milieu du siècle dernier : « La branche aînée de cette famille subsiste encore, sous la dénomination de Dalesme, à Saint-Léonard : de là elle s'est répandue à Bordeaux, à Périgueux et à Limoges, où elle occupe un rang honorable ».

On trouve encore aujourd'hui des rejetons de cette famille dans les départements de la Haute-Vienne, de la Dordogne et de la Charente.

L'abbé ARBELLOT.

(1) Voir la *Biographie des hommes illustres du Limousin*, article d'Alesme.

L'abbé Collin, dans son ouvrage intitulé : *Lemovici multiplici eruditione illustres*, a consacré quelques lignes aux deux d'Alesme : il fait passer Léonard d'Alesme (*le Jeune*) avant Jean d'Alesme (*le Vieux*). Voici ces notes :

« Leonardus Alesmius, juris doctor insignis, in eo docendo se exercuit, Pictavis et Tholosæ, clarissima fama. Edidit Pictavis Tractatum eruditissimum de Materia Substitutionum, officina Marnesiana, dicatum Joanni de Langeaco, episcopo Lemovicum, an. 1540.

» N. Alesmius, primo causarum patronus Burdegalæ, deinde senator in supremo senatus Burdigalensi, a quo gens Alesmiorum, unde plurimi cancellarii et senatores Burdegalenses, et Rhedonenses apud Armoricos. Florebat circa an. 1550 ». (*Lemovici, etc.*, 1660, p. 2.)

LE
NOUVEAU VITRAIL
DE L'ÉGLISE
SAINT-PIERRE DE LIMOGES

La fabrication des verres de couleur, c'est-à-dire des verres dans lesquels la couleur qui y a été appliquée se fond en quelque sorte pendant qu'ils sont soumis à l'action du feu, et les pénètre au point qu'il est impossible de la détruire, est fort ancienne, ainsi que le prouvent les pâtes de verre qu'on découvre chaque jour, et que nous ont laissées les Egyptiens, les Grecs et les Romains. Mais l'idée de décorer des vitres et d'y représenter des ornements ou des sujets ne put naître que lorsque, après l'invention des verres plats, auxquels on donna la forme de carreaux, on eut substitué ces sortes de verres aux tranches d'albâtre ou de talc avec lesquelles on bouchait les ouvertures des croisées des temples, des palais et des demeures particulières.

Où la peinture sur verre a-t-elle été inventée? à quelle époque a-t-elle été inventée? par qui a-t-elle été inventée? autant de questions dont la solution peut être regardée comme bien difficile, sinon comme impossible. Bornons-

nous, pour le moment, à constater, avec deux écrivains qui les ont traitées avec une science et une compétence incontestables, à quelles préoccupations et à quels besoins cet art dut sa naissance, son accroissement rapide et bientôt son complet épanouissement.

Il y a une trentaine d'années environ, le savant et regretté abbé Texier écrivait un long mémoire pour prouver l'origine limousine de la peinture sur verre; il affirmait qu'elle procédait directement de l'émaillerie, et il expliquait pourquoi l'antiquité, avec ses richesses, avec la perfection de ses artistes, ne réussit pas à inventer ce genre de peinture, et pourquoi ce succès était réservé « à la pauvreté, à la grossière technique du moyen âge ».

« Les pratiques des cultes antiques, disait-il, — et on nous pardonnera certainement cette citation un peu longue, — étaient tout extérieures. A quelques exceptions près, les temples, de petites proportions, n'admettaient dans leur enceinte que le sacrificateur et la famille qui offrait la victime. Le peuple, lorsqu'il était convié à ces fêtes, presque toujours domestiques, se répandait sous les colonnades du péristyle ou sur les degrés qui conduisaient au sanctuaire. Le ciel de la Grèce et de l'Italie permettait ces pompes publiques. Il n'en pouvait être ainsi des fêtes catholiques sous notre ciel inclément. Convie à des joies communes, réuni comme une seule famille, le peuple chrétien versait dans une enceinte immense, destinée à abriter sa prière, des flots toujours grossissants. Les mystères d'un demi-jour convenaient à cette religion qui affranchit l'âme en l'élevant au-dessus des misérables préoccupations de la terre : de là les ouvertures étroites, peu nombreuses, des églises romanes.

» Lorsque, au souffle du ^{xiii}^e siècle naissant, les cathédrales, agrandies, légères, s'élancent vers le ciel, par ses

colonnes gracieuses, par ses arcades multipliées, par la courbe aiguë de ses voûtes et de ses baies, l'église tourne ses regards vers cette région supérieure qui est le terme de cette immortelle espérance. Le ciel apparaît par les mille vitrages, — non le ciel inégal et brumeux qui attriste si souvent nos regards, mais cette région lumineuse et sereine où flottent les graves et douces figures des bienheureux. — L'enseignement des illettrés par les images, le sens moral introduit dans la matière inerte, l'art faisant oublier la terre et montrant le ciel ; en un mot, l'influence de la religion catholique parlant à nos sens pour arriver à nos âmes, voilà la véritable cause de l'invention de la peinture sur verre. »

Au commencement du siècle, le fondateur du Musée des Monuments français, Alexandre Lenoir, dans le supplément à son *Traité historique de la Peinture sur verre*, publié en 1803, attribuait — mais dans un ordre d'idées complètement opposé — la même origine à cet art : « L'usage des vitres peintes, écrivait-il, s'est singulièrement propagé dans les temps où la force des croyances religieuses, en intimidant les esprits, maintenait les hommes dans un état de mélancolie telle qu'elle les affaiblissait au point de ne pouvoir supporter la lumière du soleil, et de préférer la demi-teinte d'un jour affaibli par un corps étranger ». Inutile de rappeler — le style le montre assez — que l'auteur écrivait au sortir de la Révolution, dont il avait chaleureusement embrassé les principes et les idées ridicules au point de vue religieux !

Quoi qu'il en soit, une foi le secret trouvé de peindre le verre, et non plus de le teindre, le génie des artistes vit, on le comprend, s'ouvrir devant lui des horizons inconnus ; la peinture, reléguée au second rang pour

l'embellissement des édifices, put dès lors venir prêter son aide à l'architecture, et de l'union de ces deux arts sortirent ces monuments grandioses qui, à travers les siècles, viennent encore défier notre impuissance et exciter notre admiration.

Nos ancêtres comprirent immédiatement tout le parti qu'ils pouvaient tirer, pour l'ornementation du lieu saint, de l'art qui venait d'éclore. A partir du jour, en effet, où fut fabriqué le premier vitrail connu à date certaine (1141), que l'abbé Texier retrouvait, quelques années avant sa mort, perdu, au fond de la Creuse, dans les restes de l'antique abbaye de Bonlieu, et dont l'exécution avait précédé de peu d'années les deux verrières placées par Suger à Saint-Denis, vers 1150; à partir de ce jour, disons-nous, toutes nos basiliques, toutes nos cathédrales, toutes nos églises, s'enrichirent à l'envi des chefs-d'œuvre de la peinture sur verre, et Limoges, cette terre classique des arts et des artistes pendant le moyen âge et la renaissance, fut la mine intarissable à laquelle vinrent puiser rois, princes, seigneurs, archevêques et évêques, pour embellir les temples qui, comme sur un sol béni, germaient alors en France de toutes parts.

Les églises de notre province furent sans contredit les premières à orner leurs baies de ces tableaux d'un nouveau genre, et une multitude de pages magnifiques se déroulèrent, « pour l'enseignement des illettrés », dans toutes les parties du monument. Mais vinrent, au xvi^e siècle, les guerres de religion; et les huguenots, ressuscitant la secte des iconoclastes, après avoir saccagé les églises et s'en être partagé les dépouilles, brisèrent la plus grande partie de leurs vitraux. Quand plus tard éclata la révolution de 1793, les objets d'art échappés aux fureurs des religionnaires ne purent non plus trouver grâce devant les hordes

sauvages qui, chassant Dieu des temples élevés par la piété de nos pères, les choisirent pour y installer des clubs, y fabriquer du salpêtre, ou y célébrer leurs orgies. On a rappelé le mot stupide du républicain Coffinhal à propos du malheureux Lavoisier : « La république n'a pas besoin de chimistes ». Elle n'avait pas non plus besoin d'artistes : à Paris, le poète André Chénier montait alors sur l'échafaud, et, à Limoges, le jacobin détroqué Foucaud, dans un accès de colère impie, donnait le signal du vandalisme, en jetant, au milieu d'un banquet patriotique servi dans l'église Saint-Michel-des-Lions, une bouteille qu'il venait de vider à la tête d'un admirable Christ en croix représenté sur un vitrail placé non loin de lui, à la fenêtre devant laquelle les orgues se trouvaient encore il y a quelques mois, au-dessus de la porte d'entrée du côté de la rue des Fossés.

Réparer toutes ces ruines, faire oublier toutes ces folies, ne pas laisser aux générations futures la trace de tous ces crimes, telle est la noble tâche que se sont imposée depuis quelques années les pasteurs de nos principales paroisses, puissamment aidés en cela par leurs conseils de fabrique et par la générosité des fidèles. Au moment où nous écrivons ces lignes, l'église de Saint-Michel et celle de Saint-Pierre ont retrouvé leur splendeur d'autrefois : partout de magnifiques verrières sont venues remplacer les affreux morceaux de verre blanc grossièrement juxtaposés au moyen de lames de plomb qui en garnissaient les ouvertures, et le jour adouci qu'elles laissent pénétrer y apporte partout à l'âme les impressions mystiques et le recueillement nécessaires pour la prière et pour la contemplation.

Parmi ces verrières, une surtout attire l'attention : c'est celle qui vient, il n'y a pas longtemps (juillet 1875), d'être placée au-dessus du maître-autel de l'église Saint-Pierre.

M. Gustave Doré, le grand dessinateur, en a fait le carton, et la maison Maréchal et Champigneulle, dont les ateliers, dans des temps plus heureux, étaient à Metz; et qui, après avoir opté pour la nationalité française, les a, depuis la guerre, transportés à Bar-le-Duc, l'a exécutée sur verre. Nommer M. Gustave Doré, nommer la maison Maréchal et Champigneulle, c'est dire que nous avons devant nous une véritable œuvre d'art; c'est dire aussi que, si nous avons à faire quelques critiques de détail, nous avons hâte de proclamer hautement la beauté et l'éclat incomparable avec lesquels a été rendue par le dessinateur et par le peintre la scène sublime qui est reproduite, et dont M. le Curé de Saint-Pierre avait lui-même choisi le sujet.

Cette scène, saint Luc la raconte en ces termes au chapitre V de son Évangile :

« Un jour que Jésus était sur le bord du lac de Génézareth, se trouvant accablé par la foule du peuple, qui se pressait pour entendre la parole de Dieu,

» Il vit deux barques arrêtées au bord du lac, dont les pêcheurs étaient descendus, et lavaient leurs filets.

» Il entra dans l'une de ces barques, qui était à Simon, et le pria de s'éloigner un peu de la terre; et, s'étant assis, il enseignait le peuple de dessus la barque.

» Lorsqu'il eut cessé de parler, il dit à Simon : Avancez en pleine eau, et jetez vos filets pour pêcher. (*Duc in altum, et laxate retia vestra in capturam.*)

» Simon lui répondit : Maître, nous avons travaillé toute la nuit sans rien prendre; mais néanmoins, sur votre parole, je jetterai le filet.

» L'ayant donc jeté, ils prirent une si grande quantité de poissons que leur filet se rompait. »

Le récit que nous venons de reproduire, et surtout le dernier verset, où il est question de la pêche miraculeuse,

ont maintes fois servi de thème aux orateurs sacrés et aux peintres. — M. le Curé de Saint-Pierre, parfaitement inspiré, et voulant perpétuer par un monument le souvenir de la mission donnée au patron de son église, a demandé à M. Gustave Doré, non pas de retracer, à la suite de tant d'autres, le moment où le miracle s'accomplit, et où les pêcheurs, ployant sous le poids de leurs filets, les retirent de l'eau, mais de représenter celui où le Christ, saisi d'émotion à la vue de ces malheureux qui, depuis la veille, travaillent inutilement, donne à Pierre l'ordre de conduire sa barque dans la haute mer, et lui adresse ces mots : « *Duc in altum !* Avancez en pleine eau, et jetez vos filets », et où Pierre lui fait cette réponse : « Maître, nous avons travaillé toute la nuit sans rien prendre ; mais néanmoins, sur votre parole, je jetterai le filet ».

La barque est là, tout près du rivage. Presque à une des extrémités, à droite, le Christ, debout, vêtu d'une tunique bleue, et la tête ornée du nimbe crucifère, étend, d'un geste majestueux, la main droite vers l'horizon, et donne l'ordre à celui qui sera un jour le grand pêcheur d'âmes de s'éloigner de terre : « *Duc in altum !* lui dit-il, c'est-à-dire va sur les hauteurs, va toujours en avant, ne t'arrête jamais ! Que tout progrès s'accomplisse par toi, et qu'aucun progrès ne s'accomplisse sans toi ! Moi je suis la voie, la vérité et la vie, et toi tu seras, sur la terre, chargé de me représenter jusqu'à la consommation des siècles. Je te donne, à toi seul, le droit de conduire les nations jusqu'à l'éternelle lumière : *Duc in altum !* »

A l'autre extrémité de la barque, saint Pierre, debout aussi, dans l'attitude du recueillement, un long vêtement blanc jeté sur les épaules, écoute la parole du divin Maître, et lui fait la belle réponse que nous a conservée saint Luc.

Derrière le Christ est assis un jeune homme, peut-être

saint Jean, le disciple bien-aimé. Encore dans la barque, et placés à ses pieds, se trouvent deux rameurs, le buste nu, le teint bronzé, les muscles saillants ; l'un d'un âge mûr, l'autre beaucoup moins âgé, et auquel l'artiste a su donner une ravissante figure d'adolescent.

En dehors de la barque, et debout sur le rivage, sont groupés huit autres personnages couverts de vêtements de couleurs différentes, mais parmi lesquels la tunique rouge de l'un d'eux, placé entre les deux principaux acteurs de cette scène grandiose, attire surtout les yeux. Tous les regards sont dirigés vers le Christ, et tous écoutent religieusement l'ordre qu'il donne, comme, il y a quelques minutes à peine, ils écoutaient les enseignements qu'il laissait tomber de ses lèvres divines.

Tout, du reste, dans ce tableau, respire le calme et la majesté. On sent que le moment est solennel : la barque va s'éloigner ; déjà ceux qui la conduisent s'apprêtent à donner un vigoureux coup d'aviron. Encore quelques instants, la pleine eau va être atteinte ; encore quelques instants, et le miracle va s'accomplir !

Un paysage encadre, à gauche, les personnages, et dans le lointain on aperçoit deux langues de terre qui avancent vers le milieu du lac, et sur l'une desquelles est bâtie Genezareth, dont on distingue les monuments et les maisons, tandis que, à droite, la vue s'étend sur la mer, jusqu'à l'horizon le plus reculé. Nous ne nous expliquons pas trop pourquoi — soit dit en passant — on a donné à ces deux langues de terre, beaucoup trop haut placées au point de vue de la perspective, une couleur bistre complètement uniforme.

Tout à fait au haut du ciel, auquel on a également eu le tort de donner une couleur par trop violacée, et entre chacun des meneaux qui divisent la baie, se

trouvent quatre motifs de décorations, qui sont, en commençant par la gauche, les armes de S. S. Pie IX, les clefs de saint Pierre, la croix renversée sur laquelle le chef des apôtres subit le martyre, et enfin une vue de l'église Saint-Pierre de Rome.

Tel est l'ensemble de la composition principale. Audessous, on lit les trois mots : *Duc in altum!* peints en grisaille au milieu d'ornements peints aussi en grisaille, et qui ont peut-être le défaut de tenir une trop grande place, leur couleur un peu claire attirant forcément l'œil, et cela au détriment du tableau placé au-dessus.

Cet immense vitrail, qui occupe une surface ayant au moins seize mètres carrés, est divisé, au milieu, par une grosse colonnette, et, de chaque côté, par deux autres colonnettes plus légères. Ces trois colonnettes, en se ramifiant dans le tympan, y forment un certain nombre de lobes, dans lesquels l'artiste, autour de celui du milieu, représentant le Père éternel, a placé différents • sujets, qu'il a essayé de rattacher, — par un lien peut-être un peu trop invisible, — au sujet traité dans le tableau principal. Ce sont entre autres, et autant que nous nous en souvenons, saint François-Xavier, l'apôtre des missions, évangélisant les sauvages; sainte Cécile, la patronne des musiciens, chantant en s'accompagnant sur la harpe; deux fondateurs d'ordres religieux s'entretenant; les religieux du mont Saint-Bernard allant, avec leurs énormes chiens, à la recherche des malheureux voyageurs ensevelis sous la neige, etc., etc.

Jésus avait dit à Pierre : « *Duc in altum!* » et Pierre et les successeurs de Pierre, faisant appel à toutes les abnégations, à tous les dévouements, n'ont, depuis dix-huit siècles, cessé de conduire les peuples sur les hauteurs. Avec saint François-Xavier et ses mission-

naires , ils ont porté les lumières du christianisme chez les nations les plus barbares ; sous l'inspiration de sainte Cécile , ils ont fait monter de la terre jusqu'au ciel les émanations du plus sublime de tous les arts ; et , pendant que , d'un côté , saint Bruno , saint Bernard , saint François d'Assise et leurs disciples étaient parmi nous les pionniers de la civilisation , d'un autre côté , les religieux qui arrachent tant d'infortunés à la mort sont encore près de nous les types les plus parfaits du sublime dans la charité et dans le dévouement. Le sublime , toujours le sublime , partout le sublime : *Duc in altum !*

Lorsqu'on entre à Saint-Pierre par la grande porte qui fait face au maître-autel , les yeux se dirigent immédiatement vers le splendide vitrail que nous venons de décrire , et on est comme saisi d'un sentiment d'admiration pour la richesse de tons avec laquelle MM. Maréchal et Champigneulle ont su rendre le dessin de M. Gustave Doré. Les couleurs les plus vives brillent de toutes parts dans ce tableau d'un éclat auquel peut seule prétendre la peinture sur verre. Les vêtements surtout couvrant les trois principaux personnages , et qui sont drapés avec un art vraiment parfait , ont des reflets qui feraient pâlir les œuvres les plus citées des plus chauds coloristes.

Nous venons d'écrire le mot « tableau ». Du moment où il est admis — question peut-être bien encore à discuter — que l'on peut traiter sur verre des sujets de pareille dimension , nous n'avons qu'à louer sans réserve la façon dont les artistes ont su rendre celui qui nous occupe. Faire un tableau est , en effet , le grand écueil du peintre verrier , car rien ne se ressemble moins que les procédés employés pour la peinture sur verre et pour la peinture à l'huile. Pour n'indiquer qu'une des

nombreuses différences qui existent entre ces deux sortes de peintures, faisons remarquer que l'artiste qui peint sur toile voit ce qu'il fait : l'artiste qui peint sur verre, au contraire, ne connaîtra l'effet produit que lorsque son œuvre aura subi l'épreuve redoutable de la cuisson. — Les deux manières mêmes dont les deux peintures reçoivent la lumière n'ont rien de commun : tandis, en effet, que les rayons lumineux viennent, dans la peinture à l'huile, frapper sur une surface opaque, ces mêmes rayons, dans la peinture sur verre, sont tamisés par la surface sur laquelle ils viennent se projeter. Sans que nous entrions, à cet égard, dans des considérations qui nous mèneraient trop loin, on comprendra facilement les difficultés énormes auxquelles vient se heurter l'artiste, difficultés qu'il ne parvient pas toujours à surmonter : — témoin le vitrail placé, dans la même église, à gauche de celui dont nous nous occupons, et représentant l'Ensevelissement et la Résurrection du Sauveur, et qui pourtant sort, dit-on, des mêmes ateliers que le vitrail du maître-autel.

Après avoir indiqué à grands traits les qualités qui font de ce dernier vitrail une œuvre hors ligne, nous sera-t-il permis, en terminant, d'adresser à l'éminent dessinateur quelques légères critiques ?

Nous avons sous les yeux le récit de l'Évangile, admirable dans sa simplicité, et nous cherchons pourquoi M. Gustave Doré n'a pas cru devoir le suivre pas à pas.

« Jésus, y est-il dit, se trouvant accablé par la foule du peuple,... vit deux barques arrêtées... Il entra dans une de ces barques. » — Pourquoi la foule du peuple dont il est ici question est-elle réduite aux huit personnages qui écoutent le dialogue entre Notre-Seigneur et saint Pierre ? Ces huit personnages sont, il est vrai, placés

sur un promontoire, et les autres sont peut-être, qu'on nous passe l'expression un peu profane, dans la coulisse; mais fallait-il au moins l'indiquer.

« Il entra, continue l'évangéliste, dans une de ces barques, qui était à Simon, et le pria de s'éloigner un peu de la terre. » — Pourquoi la barque dans laquelle est le Christ est-elle si près de terre qu'on est forcé de se demander, lorsqu'on n'a pas d'excellents yeux, si trois ou quatre des personnages faisant partie du groupe ne sont pas dans la barque elle-même ?

Autre question ! Pourquoi ces pêcheurs qui sont là, et qui ont travaillé toute la nuit sans pouvoir rien prendre, ont-ils tous des vêtements si immaculés ? A moins d'imaginer une transfiguration comme celle qui aura lieu plus tard sur le sommet du Thabor, ce qu'il est du reste possible que l'artiste ait supposé, nous ne pouvons — et sans vouloir exiger là un réalisme qui serait certainement mal placé — admettre que difficilement une pareille symétrie dans les ajustements de ces rudes ouvriers de la première heure.

Le type oriental est-il, en outre, assez accusé dans la plupart des personnages ? et certains d'entre eux n'ont-ils pas plutôt l'air de Romains et de Grecs que de Juifs ou de Galiléens ?

Pourquoi enfin saint Pierre, alors dans la force de l'âge, est-il représenté avec une abondante chevelure blanche ?

Nous ne parlons pas de la difficulté énorme que M. Doré a tournée en montrant seulement à peine de profil la tête du Christ, cette tête, à la fois pleine de douceur et de majesté, que les plus grands génies de la peinture ont souvent en vain essayé d'évoquer sur leurs toiles ; mais, pour en finir avec nos questions, nous nous

permettons d'en poser une dernière. Comment M. Gustave Doré, lui qui a le sens artistique si sûr, a-t-il pu se persuader qu'en regardant son tableau, placé là « pour l'enseignement des illettrés », les pauvres d'esprit, et même le commun des martyrs, devineraient, sans explication aucune, les rapports qui existent entre la scène principale et les scènes qui sont développées dans les lobes de la partie supérieure, rapports que nous avons essayé d'indiquer plus haut ? Avant qu'on ne nous eût fait comprendre à nous-même ces relations, nous avouons humblement que nous prenions saint François-Xavier, saint Bruno, sainte Cécile, pour les patrons de personnes généreuses qui avaient pu contribuer à doter leur paroisse du vitrail, — et bien d'autres le croyaient comme nous.

Ici se terminent nos critiques. M. Gustave Doré a trop le sentiment de sa valeur personnelle, pour ne pas nous pardonner de lui avoir signalé les parties faibles — surtout au point de vue de l'exactitude — du dessin qu'il a signé ; il nous le pardonnera d'autant plus que nous sommes grand admirateur de son immense talent, et que, en achevant ce trop long article, nous tenons à proclamer une dernière fois que ce vitrail est vraiment une œuvre d'art, et que M. le Curé de Saint-Pierre et ses paroissiens doivent être fiers de le posséder.

ALFRED CHAPOULAUD.



RAPPORT SUR LES FOUILLES

EXÉCUTÉES

AU MONT GARGAN ET AU MONT CEIX

MESSIEURS,

Les débris laissés sur notre sol par l'époque gallo-romaine, aussi nombreux qu'apparents jadis, ont été peu à peu détruits, enterrés ou dispersés. Ils sont devenus, dans cette province, rares à ce point qu'aujourd'hui toute découverte dont l'objet se rapporte à cette période de notre histoire éveille l'attention du public. — Cette rareté et l'intérêt qu'ont justement excité à votre dernière séance les communications de M. l'abbé Joyeux faisaient vivement désirer à votre Commission d'être en mesure, sinon de vous présenter un rapport complet sur les fouilles dont l'heureux résultat a valu à notre collègue vos félicitations, au moins de vous apporter quelques lumières nouvelles sur les deux stations gallo-romaines d'où M. le Curé de Surdoux a exhumé de si remarquables fragments. A ce point de vue, notre espérance est loin d'être remplie : ce sont à peine des hypothèses que nous avons à vous soumettre. La seule chose qu'il nous ait été permis de cons-

tater avec certitude, c'est l'étendue du champ ouvert à nos recherches. Nous pouvons dire comme le fabuliste : *C'est le fonds qui manque le moins*. Le modeste budget de la Société épuiserait toutes ses libéralités avant que le mont Ceix nous ait livré son dernier trésor.

Votre Commission, composée de MM. Douvillé, G. Debort, A. Guillemot, L. Guibert et Faure, — ce dernier remplaçant M. Adrien Dubouché, qui, à notre grand regret, n'avait pu se joindre à nous, — a visité les deux points sur lesquels des fouilles ont été entreprises : le mont Gargan (appelé Jargeau dans plusieurs géographies), dans la Haute-Vienne, et le mont Ceix, dans le département de la Corrèze. Elle m'a chargé de vous rendre compte de ses impressions.

Ce n'est pas sur le point culminant du mont Gargan que se trouvent les restes dont M. l'abbé Joyeux a entretenu la Société. Ce sommet est occupé par une église que M. le Curé de Surdoux a, tout récemment, construite avec le produit de souscriptions, et plus encore avec sa volonté, son énergie, sa persévérance et son infatigable ardeur. Notre-Dame de Bon-Secours est devenue, en quelques années, un des lieux de pèlerinage les plus fréquentés de notre diocèse. L'édifice et le fondateur sont jeunes, et M. l'abbé Joyeux serait bien fâché que la Société Archéologique, protectrice des ruines, eût à s'occuper de son œuvre. Nous laissons donc à nos confrères de l'avenir le soin de décrire et la charge de conserver cet intéressant monument.

Nous nous bornerons à constater l'excellente impression que nous a laissée l'église du mont Gargan, s'élevant au milieu d'un magnifique panorama auquel la Corrèze et la Haute-Vienne prêtent leurs horizons découpés, et à louer l'architecte d'avoir su, rencontre bien rare, allier dans son

œuvre, en dépit de ses ressources, forcément très-bornées, une certaine élégance au style grave et imposant qui convient aux édifices religieux. Pour parler franchement, nos pèlerinages du Limousin ne nous ont pas gâtés à cet égard.

Les vestiges de l'établissement gallo-romain dont les fondations ont été mises à nu par nos fouilles couronnent un autre sommet ou plutôt un plateau de peu de largeur, qui porte le nom caractéristique de Puy-Château. Le plan que notre collègue M. Douvillé a bien voulu joindre à ce rapport peut vous donner une idée exacte de leurs dispositions. Ce sont tout simplement deux pièces, ou pavillons, presque carrées, séparées l'une de l'autre par un intervalle de quelques mètres et entourées par un mur d'enceinte rectangulaire. Ce mur est d'une construction plus grossière que les murailles des deux pavillons, puisque celles-ci sont en mortier de chaux et celui-là simplement en mortier de terre. De l'enceinte il ne paraît subsister que les fondations; car nous n'avons trouvé la trace d'aucune porte, d'aucun seuil, et il est peu probable que l'entrée de cette petite station, du moins celle de l'enceinte extérieure, fût élevée au-dessus du sol. On ne voit pas de quelle utilité eût été un terrassement. Les murs des bâtisses intérieures ont conservé une plus grande hauteur, mais ne donnent lieu à aucune remarque intéressante : ils sont composés de moellons ordinaires; on n'y observe aucune recherche de symétrie. Dans l'espace qui sépare les deux pièces, nous avons cru reconnaître la trace d'un enduit de deux couleurs.

Les murs de ces deux pièces, de l'une au moins, paraissent avoir été revêtus, jusqu'à une certaine hauteur, de larges briques de 0^m475 environ de longueur, sur lesquelles on observe des stries, des lacs et des guillochages

exécutés à l'aide d'un instrument à dix dents, d'une largeur de 8 centimètres environ. La longueur des plaques, en supposant les dessins symétriques, serait de 43 centimètres; mais il est à croire que cette longueur était moindre. Pour pouvoir fixer ces briques à l'aide de crampons, dont M. l'abbé Joyeux a retrouvé quelques échancillons, on les a percées d'un trou aux coins, opération qui a dû être exécutée avant la cuisson de la plaque. Quelques-unes de ces briques — dans ce cas elles n'ont pas de trous — présentent vers les angles une petite boule de terre qui, très-floue en général, offre sur l'une d'elles une figure barbue, en profil, assez convenablement modelée.

Ajoutons qu'une bague d'argent à torsade, avec une pierre gravée représentant un génie ou une victoire, et des pièces de monnaie, ont été trouvées dans l'intérieur d'un des deux pavillons; un peu plus loin, un fer de lance. Une pièce d'argent, d'un faible titre, découverte près du coin sud-est du mur de clôture, à l'extérieur, est à l'effigie de *Valérien*, qui eut l'empire en l'an 253. La couronne que porte le buste impérial est analogue à celle qu'on retrouve sur les monnaies de Posthume, si communes en Limousin.

Nous n'avons ici devant nous, tout semble le démontrer, qu'un établissement de minime importance. Si un monument quelconque se fût élevé à cette place, loin de toute habitation, à l'abri des dégradations quotidiennes résultant du voisinage d'une voie fréquentée, il en serait demeuré des vestiges caractéristiques; et, en admettant que les matériaux en eussent été enlevés pour servir à quelque construction, nous en trouverions des traces à une petite distance; mais les maisons du voisinage, les châteaux et les églises des environs n'offrent, nous a-t-on dit, aucun débris qui puisse être attribué à ce prétendu monument du Puy-Château. Le peu d'épaisseur des murs (60 cent. au

maximum) vient confirmer notre opinion. Nous avions pensé d'abord qu'il avait pu s'élever là un petit temple, un de ces édicules ruraux comme il en existait un grand nombre ; mais aucun des objets trouvés ne justifie cette supposition, et, bien que l'orientation exacte des temples ne fût pas de règle absolue, il faut remarquer que celle du bâtiment en question n'est pas conforme à l'usage et au précepte de Vitruve. L'absence de fossés nous empêche d'y voir un poste militaire destiné à être défendu : par exemple, deux petites tours analogues à celles qu'on élevait parfois aux portes d'un *castrum* ou même d'un cantonnement de quelque importance. L'édifice découvert serait donc, selon nous, une maison d'habitation ou un petit poste d'observation.

Un peu au-dessous de l'église de Notre-Dame de Bon-Secours, se rencontrent, sur une assez grande étendue de terrain, limitée d'un côté, vers le sud-ouest, par un sillon peu profond, des débris de briques et de poterie grossière en grande quantité. On n'en a jamais trouvé, nous a affirmé M. le Curé de Surdoux, dans la dépression qui sépare le Puy-Château du sommet où a été construite l'église. Il a donc existé deux points distincts d'occupation ou d'habitation, séparés par un intervalle de quelques centaines de mètres. D'ailleurs, aucun vestige qui puisse mettre sur la voie d'une supposition raisonnable ; seulement, sur un point, une coupure de terrain qui ne se continue pas. Est-ce un reste de fossé ? est-ce tout simplement la trace d'un ancien chemin ? Je pencherais, je l'avoue, pour la seconde hypothèse.

Il est à remarquer que le terrain, n'étant ni cultivé ni habité, et paraissant ne l'avoir pas été depuis longtemps, a été peu remué. Tout mouvement de terre de quelque importance aurait dans ces conditions gardé son relief.

Assurément le choix de ce plateau pour l'emplacement d'un camp eût été conforme à l'usage des Romains : il y a de l'eau à peu de distance ; on découvre une grande étendue de pays, et, détail à noter, on aperçoit très-bien le mont Ceix, qui a probablement servi de station permanente à des troupes, — qui a été sans aucun doute, à un certain moment, une position militaire, — et avec lequel il était facile de correspondre par signaux. Mais de la constatation de ces divers points à la certitude ou même à l'opinion de l'existence d'un camp sur le mont Gargan il y a une distance que notre imagination toute seule n'a pas le droit de franchir.

Notre tâche finie au mont Gargan (1), nous nous sommes dirigés vers le mont Ceix, en passant par Chamberet, où M. le Curé a bien voulu, sur la demande de notre aimable guide, nous permettre d'examiner la belle châsse de saint Dulcème. Ce précieux morceau de notre émaillerie limousine, si bien décrit par le savant abbé Texier, est dans un triste état de conservation. Sa valeur artistique mériterait plus de soins. Puisque, privé de ses reliques, il ne peut plus trouver asile dans l'église, et qu'on ne lui donne pas ailleurs une place digne de lui, nous souhaitons de tout notre cœur que quelque collection plus riche que notre musée l'achète à la fabrique, et le fasse convenablement réparer. Il y a urgence.

Quelques kilomètres seulement séparent Chamberet du mont Ceix, montagne assez élevée, pierreuse et nue. On

(1) Le *Pouillé rayé* de Nadaud (publication commencée sous les auspices de la Société Archéologique et Historique du Limousin) signale l'existence, au mont Gargan (mont Jarjan), d'un monastère de femmes : on n'en retrouve aucun vestige.

n'y trouve plus qu'une très-petite chapelle sans caractère, sous l'invocation de saint Nicolas, et quelques chétives maisons; néanmoins chaque année une *ballade* s'y tient le 9 mai, et un grand nombre de personnes s'y rendent de toutes les communes des environs. Ce seul fait semble indiquer que le lieu dont nous nous occupons eut jadis plus d'importance. En effet, le mont Ceix possédait autrefois un monastère de Bernardins et une prévôté dépendant de l'abbaye d'Uzerche. Nos recherches aux Archives de la Haute-Vienne nous ont fait découvrir, dans plusieurs pièces provenant surtout du fonds de l'évêché, la mention du prieuré de Montceix. Dans la *Pancharta beneficiorum diocesis Lemovicensis* (xvii^e siècle), Montceix figure dans l'archiprêtré de la Porcherie (le copiste a écrit par erreur *Montreix*). Dans un autre *Pouillé* du siècle suivant, on trouve cette indication : « Montceix, prieuré réuni au Chapitre d'Uzerche. Produit : 200 livres; impositions : 48 liv. » — Nadaud, dans le *Pouillé*, signale l'existence de Montceix (*sic*) sous la date de 1091, et, en 1093, inscrit la mention « Monceis (*sic*) (1), donné à Uzerche ».

Voilà tout ce que l'histoire nous en apprend. Mais, dans les traditions locales, il est question de la *ville* du Mont-Ceix. De plus, les paysans racontent que, pendant la guerre des Gaules, il fut un moment où les deux armées ennemies se trouvèrent en présence dans ce canton du territoire des Lémovices : sur le mont Ceix campaient les troupes romaines; sur une hauteur qui y fait face, dans la direction des Monadières, s'étaient établis

(1) *Catalogue des Evêques*, page 13 du *Pouillé du diocèse de Limoges*, publié par l'abbé Texier.

les Gaulois. Une bataille se livra en ce lieu, longue, sanglante, et dont on raconte diversement l'issue. — Les légendes religieuses se mêlent à ces vagues souvenirs d'une des plus grandes époques de notre histoire nationale. Sur ces montagnes se réunissaient de temps à autre trois saints du pays : sainte Anne, saint Gilles et saint Nicolas, qui ont donné leur nom à trois communes des environs. Un sommet voisin est semé de rochers gris, qui ressemblent de loin à des troupeaux de moutons : ce sont les grains de sable que sainte Anne, allant voir son frère, évêque de Clermont, sema pour retrouver sa route, et qui, par un miracle, furent transformés en énormes blocs de pierre.

Ajoutons qu'une métairie voisine de la Geneste a gardé le nom de Masjovier, et qu'il y a été trouvé quelques débris d'antiquités. Un homme de l'endroit passe même pour devoir sa fortune à la découverte d'un trésor.

L'existence de restes antiques sur le mont Ceix est depuis longtemps connue. M. Lacombe, archiviste de la Corrèze, auprès duquel j'ai pris quelques informations à ce sujet, m'écrit que la Société historique du Bas-Limousin dressa, il y a une quinzaine d'années environ, une liste de tous les points du département de la Corrèze où des fouilles auraient promis des résultats intéressants. Le mont Ceix figurait sur cette liste. Il ne fut malheureusement pas donné suite au projet de la Société, laquelle aujourd'hui n'existe plus.

M. Lacombe écrit *Monceix* : telle en est, en effet, l'orthographe donnée par les cartes et les manuscrits. Au reste, peu importe qu'on écrive *Monceix*, *Mont-Ceix*, *Mont-Cey* ou *Mont-Cé* : nous avons autre chose qu'une simple dénomination devant nous, et, de quelque manière qu'on l'écrive, les étymologies ne manquent pas. A s'en rapporter aux

souvenirs de bataille que je mentionnais plus haut, ce pourrait être *Mons-Cædis*. M. l'abbé Joyeux tient pour *Mons-Cæsaris*; d'autres préféreront *Mons-Caii*, *Mons-Cereris*, etc. On n'a que l'embarras du choix.

Quoi qu'il en soit, l'aspect des différentes faces du mont Ceix est bien fait pour attirer l'attention. Le sol a été profondément remué; des travaux de terrassement considérables ont été exécutés sur divers points; mais le temps et aussi la main de l'homme en ont effacé les reliefs, et il est difficile de suivre les contours de ces terrassements, de déterminer la longueur et la disposition des parapets et des fossés dont on reconnaît les traces. Il faudrait rester plusieurs jours sur les lieux et faire une étude topographique approfondie du plateau qui domine la montagne et de ses versants, pour être en mesure de hasarder quelques remarques d'ensemble. Il est de toute évidence que ces travaux, une bonne partie au moins, sont des travaux de fortification; mais on ne saurait en dire davantage. Il est probable, toutefois, qu'il a existé sur ce point, peut-être pendant un laps de temps fort long, ou même à plusieurs époques, un camp d'une certaine importance. Les mouvements de terre qu'on observe sont assez considérables et ont exigé assez de travail pour justifier cette opinion: que le camp du mont Ceix était un cantonnement permanent, et non un simple campement d'occasion. J'aurais peut-être le droit, tout comme un autre, de placer là ces fameuses légions que César envoya *in finibus Lemovicum, non longe ab Arvernīs*; mais la thèse me paraît peu soutenable, et je vous en ferai grâce.

Les constructions qui ont été exhumées sous la direction de M. l'abbé Joyeux appartenaient-elles à ce cantonnement? remontent-elles à l'époque où le camp était occupé, ou sont-elles d'une date postérieure? Il nous est impossible jusqu'ici

d'avoir à cet égard une opinion. Ce sont des murailles assez grossières en moellons et mortier de terre, sans trace d'appareil régulier, sans ces chaînes de briques symétriquement disposées qui si souvent révèlent l'œuvre des Romains. Celles que nous avons pu observer ont une épaisseur supérieure à l'épaisseur des murs de Puy-Château (80 à 82 centimètres au lieu de 60). Comme plan et distribution, nous ne pouvons en rien dire. On n'avait mis à nu, lorsque nous avons visité les travaux, que trois ou quatre parements extérieurs formant une ligne brisée sans détail remarquable, et ne donnant aucun indice propre à révéler la destination des bâtiments auxquels ils appartiennent.

Depuis notre voyage, on a franchi ces murailles, et nos explorateurs se trouvent aujourd'hui en présence d'un établissement considérable, d'une grande villa sans doute, dont certaines pièces n'ont pas moins de 14 ou 15 mètres de longueur. Une énorme quantité de débris de briques et de tuiles a été rencontrée dans les fouilles; le terrain environnant en est d'ailleurs semé. Les briques ne paraissent offrir aucune particularité à noter. Nous n'en avons pas vu d'analogues à celles du mont Gargan. Quant aux tuiles, ce sont des tuiles à rebord, du type généralement en usage pendant la période gallo-romaine. Nous en avons une entière : elle mesure 41 centimètres sur 32.

Il est possible que, par la suite, M. l'abbé Joyeux arrive à reconstituer complètement le plan de l'établissement dont il fait exhumers les vestiges, mais le véritable attrait de nos fouilles n'est pas là. Ce qui a donné, aux yeux de la Société, un si grand intérêt aux recherches entreprises par M. le Curé de Surdoux, c'est le caractère artistique de quelques-uns des fragments découverts au mont Ceix.

Ce caractère résulte non-seulement de la forme des mor-

ceaux de poterie qui vous ont été présentés dans votre dernière séance, mais de leur ornementation. Plusieurs de ces vases, d'une fabrication très-soignée, sont évidemment d'une bonne époque et d'une main habile. Certains motifs, certains enroulements, ne sont pas moins remarquables par la sobriété du décor que par sa délicatesse, et témoignent d'un goût exercé. Les sujets sont variés : personnages, animaux, chasses, fruits, feuillages, emblèmes religieux. Plusieurs de ces fragments portent la marque de l'artiste. Nous avons cru déchiffrer le mot MARTINI, sur le seul échantillon que nous ayons gardé ; un autre *sigillum* porte d'une façon plus apparente le nom IVLIANI.

Les plus beaux de ces fragments sont d'une poterie rouge, à grain très-fin. Par malheur, nous n'avons eu entre les mains que des fragments. Comme nous le disions plus haut, les fouilles, lors de notre visite, paraissaient n'avoir été pratiquées qu'à l'extérieur des constructions, et on ne pouvait guère s'attendre à trouver là d'objets intacts. Depuis lors, on a pénétré à l'intérieur, et les dernières lettres de M. le Curé de Surdoux, véritables bulletins de victoires, nous signalent la découverte de morceaux plus considérables, de vases presque entiers. Notre collègue nous écrit que, outre les poteries, la pioche des ouvriers a mis au jour une grappe de raisin, avec une feuille de vigne en bronze, d'un beau travail ; un vase de fer à anse, en parfait état ; de beaux fragments de vases en verre, et enfin une épée à poignée de bronze, laquelle a été volée dans d'assez fâcheuses circonstances. Il est regrettable que nous puissions aussi peu compter sur le concours des personnes du pays : elles ne nous encouragent guère à continuer une entreprise qui, si elle nous offre un intérêt artistique d'un ordre élevé, en a pour elles un autre qu'elles devraient apprécier, à défaut de sympathies pour nos

recherches elles-mêmes : celui de fournir un peu de travail à quelques pauvres gens.

Au nombre des objets trouvés au mont Ceix, il en est un qui mérite d'appeler tout particulièrement votre attention : c'est une petite boîte plate, de forme ronde, en cuivre, une sorte de cassolette, dont le couvercle est orné d'un cercle en émail bleu. Sous son apparence assez modeste, cette trouvaille peut avoir un réel intérêt pour l'histoire de l'art, et son importance augmente encore alors qu'il s'agit d'un objet découvert en terre limousine, à quelques lieues de Limoges, le pays classique de la peinture sur émail au moyen âge.

On a souvent cité le passage de Philostrate où il est dit que « des barbares, habitant près de l'Océan, savent étendre des couleurs sur l'airain brûlant et les y faire adhérer ». On ne saurait désigner plus clairement l'art de l'émailleur. Cette phrase suffirait, à défaut d'autres preuves, à détruire l'assertion si tranchante et si absolue de M. Labarte : que si, avant le x^e siècle, des bijoux émaillés ont pu se trouver entre les mains de quelques princes, « ils provenaient à *coup sûr* de Constantinople ». L'objet que je vous signale, et dont nous devons à M. Sengesse, un de nos collègues, une fidèle reproduction, est une des très-rares pièces qui, n'offrant aucune trace d'origine byzantine, serviraient au besoin à établir la continuité de la pratique, pendant la période gallo-romaine, d'un art dont l'existence en Gaule est prouvée d'une façon indiscutable par le texte de Philostrate. — Mentionnons encore, parmi les objets mis au jour par nos fouilles, deux clefs, dont l'une à poignée de bronze; la moitié d'une plaque ronde, qui paraît avoir été revêtue d'une légère couche d'argent et avoir servi de miroir; des fragments de grosse poterie, des ferrements de toute sorte, et notamment

des crampons en forme de T, enfin un certain nombre de monnaies, sans grande valeur du reste, mais pouvant nous fixer sur l'époque à laquelle l'établissement était encore occupé. Nous avons reconnu un bronze d'une Faustine entre les mains du propriétaire du terrain. M. le Curé de Surdoux a découvert, depuis notre voyage, une monnaie d'Alexandre-Sévère et une autre de Gordien. Ce sont jusqu'ici les seules indications qui portent leur date. La dernière prouverait que le mont Ceix était encore occupé, au moins en partie, à une date postérieure à l'an 237.

M. le Curé de Surdoux a bien voulu nous confier plusieurs autres pièces dont nous n'étions pas parvenus à déchiffrer les légendes. Notre collègue M. Douvillé les a soumises à l'examen d'un numismate distingué de Paris, qui les a facilement déterminées. Ce sont des bronzes de Trajan, Adrien, Marc-Aurèle, les deux Faustine et Constantin. Il y aurait même une monnaie de Claude. Mais nous n'avons pu distinguer d'une façon certaine, parmi ces dernières, les pièces provenant du mont Gargan de celles trouvées au mont Ceix. Nous ne saurions donc faire usage de ces indications, qui nous donneraient comme date extrême 337, année de la mort de Constantin.

Notre conclusion, Messieurs, est celle-ci : les antiquités du mont Ceix offrent une sérieuse importance, et les fouilles peuvent être continuées avec fruit, mais à cette condition seulement qu'il n'y sera employé à la fois qu'un petit nombre d'ouvriers bien connus, et que, pendant toute la durée de leur travail, ils seront guidés et surveillés par un de nous, M. le Curé de Surdoux, ou, à son défaut, tout autre de nos collègues. Il serait à désirer de plus que le propriétaire, M. Dom (auquel nous devons du reste des remerciements), que les ouvriers et les voisins se rendissent mieux compte du but de nos recherches ; qu'ils ne vinsent

pas les entraver par une inexplicable défiance, et qu'ils s'en remissent à nous du soin de les récompenser des trouvailles précieuses que pourraient amener les fouilles. Le prix que nous leur en donnerons sera toujours plus élevé que celui qu'ils en retireraient en les vendant clandestinement à d'ignorants brocanteurs.

Telles sont les impressions et les observations que ceux de mes collègues qui ont visité, avec moi, le mont Gargan et le mont Ceix m'ont chargé de vous présenter. Mais je ne serais pas, Messieurs, leur interprète fidèle, si, avant de finir, je ne rendais hommage au zèle et à la persévérance de M. le Curé de Surdoux : ce n'est que lui rendre justice. Si je me taisais, les intéressants débris qu'à chacune de nos séances il accumule sous vos yeux protesteraient contre mon silence : *Lapides etiam clamabunt*... Ni l'éloignement, ni la difficulté des chemins, ni la chaleur excessive, ni la pluie, ni toutes les intempéries d'une saison capricieuse, ni le souci de sa santé et de ses affaires personnelles, n'ont pu le détourner de la tâche que lui avaient tracée son amour de la science et son dévouement à une œuvre qu'il a faite sienne. A lui, et à lui seul, nous devons tous les résultats obtenus. L'honneur lui en revient, et il a droit à un tribut tout particulier de gratitude pour un zèle dont notre Société a, malheureusement, à reconnaître et à signaler trop peu d'exemples.

LOUIS GUIBERT.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

SÉANCE DU 27 JANVIER 1874.

Présidence de M. DUBÉDAT, Président.

Sont présents MM. Henri Ardant, Clapier, Godefroy, Gabriel Debord, Arbellot, vice-président ; de Saint-Avid, Gadon, Tandeau de Marsac, Hervy, Aubépin, Guibert, Lemas, Ducourtieux, Faure, Jouhanneaud, Sénemaud, de Labonne.

En l'absence de M. Garrigou-Lagrange, M. Guillemot, secrétaire-archiviste, remplit les fonctions de secrétaire.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

La nomination de MM. Jules Claretie et Douvillé comme membres actifs, et de M. Demartial comme membre correspondant, sont ensuite mises aux voix, et adoptées à l'unanimité.

M. Dubédat rend compte de la mission dont il avait été chargé, avec MM. Guibert et Maurat-Ballange, près de M. le Préfet et de M. le Maire, au sujet des modifications survenues dans le musée de tableaux.

M. le Préfet et M. le Maire ont reconnu tous les deux que la Commission du musée, en présence de ces modifications, faisait bien de dégager sa responsabilité, et que cette responsabilité était dégagée à partir de ce moment.

Reste à savoir où l'on placera le musée de tableaux, du moins provisoirement. Sur ce point, M. le Président donne la parole à M. Godefroy : M. Godefroy parle du projet qui consiste à élever, sur la place d'Orsay, rasée et traversée par une large voie allant du Piaulaud à la gare des Charentes, les musées de peinture et de céramique ; mais, en attendant que ce projet soit mis à exécution, il pense qu'on pourrait placer les tableaux à l'ancien Asile des aliénés, dans la salle des lits militaires. Cette salle communiquerait par une porte avec le musée céramique. On y placerait également les émaux. L'idée de M. Godefroy est acceptée, et la Société l'engage à la mettre le plus tôt possible à exécution.

M. le Président fait connaître que, aux termes du règlement, il y a lieu de renouveler partiellement le Comité de publication. Le sort désigne MM. Grange et Guillemot comme membres sortants et non immédiatement rééligibles.

Le scrutin est ouvert, et donne les résultats suivants :

M. Lemas, 10 voix ; M. Hervy, 10 ; M. Aubépin, 7 ; M. Tandeau de Marsac, 4 ; M. Debord, 2 ; M. de Resbecq, 1.

En conséquence, MM. Lemas et Hervy sont nommés membres du Comité de publication.

M. l'abbé Arbellot donne lecture à la Société d'une lettre de M. Delisle, conservateur de la Bibliothèque nationale et membre de l'Institut, sur les Chroniques du moine Adhémar, au sujet des Chroniques de Saint-Martial, que M. Duplès-Agier vient de publier sous les auspices de la Société de l'Histoire de France.

M. l'abbé Arbellot fait ensuite connaître quelques extraits des entretiens d'Etienne de Muret, le fondateur de Grandmont, avec son disciple Hugues de Lacerta. A propos de cette lecture, une intéressante conversation s'engage sur la célèbre abbaye. M. Guibert dit que la bulle de sup-

pression existe entre les mains de M. Malleviergne de Lafaye. C'est un document important, dont la Société le prie de vouloir bien prendre copie.

La séance est levée à neuf heures.

Pour le Secrétaire général,

GUILLEMOT.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1874.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Vice-Président.

Sont présents MM. Astaix, Hervy, Romanet du Caillaud, l'abbé Tandeau de Marsac, de Saint-Avid, Nivet-Fontaubert, Ducourtieux, Henri Ardant, Guillemot, Thézard, Guibert, Lemas, Douvillé, Gabriel Debord, Vandermarcq, et Garrigou-Lagrange, secrétaire général.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

MM. Henri Ardant et Nivet-Fontaubert présentent comme membre résidant M. Raymondaud, docteur-médecin à Limoges.

MM. Charles Henry et Eugène Vandermarcq présentent MM. Gabriel Boudet, docteur-médecin, et Dalpayrat, peintre, comme membres résidants.

Il sera statué sur ces présentations à la prochaine séance.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts, du 26 janvier dernier, indiquant que la réunion des délégués des Sociétés savantes des départements aura lieu, à la Sorbonne, les 8, 9 et 10 avril prochain.

La Société délègue MM. Henri Ardant et Lemas pour la représenter à cette réunion.

M. Guibert lit une notice sur la suppression de l'abbaye de Grandmont.

La Société remercie M. Guibert de cette intéressante lecture, et le prie de compléter son travail, et de vouloir bien en remettre un exemplaire au Comité de publication.

Sur la proposition de M. le Président, la Société décide qu'elle achètera, à la librairie de M^{me} veuve Renouard, l'ouvrage que vient de publier M. Duplès-Agier sur les Chroniques des abbés et moines de Saint-Martial de Limoges.

M. l'abbé Joyeux envoie en communication à la Société le testament de François de David, daté du 15 mars 1672.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 24 MARS 1874.

Présidence de M. DUBÉDAT, Vice-Président.

Sont présents MM. Dubédat, Astaix, Fizot-Lavergne, Sengensse, Hervy, Guillemot, Nivet-Fontaubert, Lemas, Guibert, Thézard, Henri Ardant, Camille Jouhanneaud, Vandermarcq, Théophile de Font-Réaulx, Henry, et Garrigou-Lagrange, secrétaire général.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

MM. Raymondaut, Gabriel Boudet et Dalpayrat sont, à l'unanimité des voix, admis comme membres résidents de la Société.

M. Dalpayrat envoie à la Société deux émaux faits par lui, d'après Laudin et Pénicaud.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. l'abbé Joyeux annonçant qu'il s'occupe de faire la biographie du docteur Cruveilhier et celle du général de Montréal, et demandant que la Société veuille bien lui allouer une somme pour faire opérer des fouilles dans divers tumuli du canton de Châteauneuf.

La Société alloue à M. l'abbé Joyeux une somme de 20 fr.

M. Théophile de Font-Réaulx dit qu'il vient de découvrir, au lieu des Champs, commune de Saint-Junien, une galerie souterraine qui conduit à une chambre vaste et pavée. Il demande que la Société veuille bien lui allouer des fonds pour faire des explorations plus complètes.

La Société alloue, dans ce but, à M. de Font-Réaulx, une somme de 20 fr.

M. Thuot, professeur de philosophie à Guéret, écrit à M. le Président une longue lettre au sujet des remparts en granit vitrifié qu'il a découverts près de Guéret, et envoie à la Société des échantillons assez volumineux de ces vitrifications.

Ces échantillons sont remis à M. Astaix, qui les analysera, et fera de son analyse un rapport à une prochaine séance.

La séance est levée à neuf heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 28 AVRIL 1874.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Vice-Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Lemas, Astaix, Sengensse, l'abbé Grange, Frédéric Romanet, Aubépin, l'abbé A. Lecler, Georges Ardant, Dalpayrat, Vergnes, Raymond, Gabriel Boudet, Nivet-Fontaubert, Faure, Ducourtieux, Thézard, Mougenc de Saint-Avid, Camille Jouhanneau, l'abbé Tandean de Marsac, et Hervy.

M. Hervy remplit les fonctions de secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Le Vice-Président donne lecture d'une lettre de M. Dubédât, qui, nommé conseiller à la Cour d'appel de Toulouse, se démet de ses fonctions de président. Le Vice-Président rappelle les services que M. Dubédât a rendus à la Société, et exprime les regrets que son départ doit inspirer. La Société s'associe à ces regrets, et charge son vice-président de les transmettre à M. Dubédât.

M. Dubédât est nommé membre honoraire à l'unanimité.

La nomination d'un nouveau président est renvoyée à la prochaine séance.

Le Secrétaire donne lecture d'une note de M. Guibert sur deux haches, l'une en silex et l'autre en granit, offertes à la Société par M. Bisschop, propriétaire à la Grillère, commune de Saint-Germain-les-Belles. Ces haches ont été trouvées sur la propriété de la Grillère. La Société charge son secrétaire de remercier M. Bisschop.

M. Ardant offre à la Société, de la part de M. Hubert Durand, une médaille romaine de Trajan. M. Ardant est chargé de remercier M. Durand.

M. Dalpayrat remercie la Société des encouragements qu'elle a bien voulu lui donner pour ses reproductions d'émaux.

M. Charles Roussel, professeur au lycée, demande à faire partie de la Société comme membre résidant. Il sera statué sur cette demande à la prochaine séance.

Le Vice-Président informe la Société que M. l'abbé Joyeux a commencé ses fouilles au mont Gargan : il a retrouvé des restes de constructions romaines.

M. l'abbé Lecler communique à la Société un article de M. Chantrel, relatif à Pierre et René Benoist. Il fait observer que l'on a souvent confondu Pierre Benoist, prieur de Compreignac, né à Limoges, avec René Benoist, Angevin, curé de l'église Saint-Eustache de Paris, qui assistaient tous deux à l'abjuration d'Henri IV. L'épithaphe de Pierre Benoist, qui se trouvait dans l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix de Limoges, ne peut laisser aucun doute à ce sujet.

M. l'abbé Lecler donne lecture de sa Monographie du canton de Châteauneuf.

Le Vice-Président donne lecture d'une note relative à l'épithaphe d'un cardinal français qui se trouve dans l'église de Saint-Pierre-ès-Liens de Rome, dont le cardinal était titulaire. Il pense que cette épithaphe, qui paraît être du ^{xiv}^e siècle, ne peut s'appliquer qu'au cardinal Talleyrand de Périgord, ancien évêque de Limoges, décédé en 1364.

La séance est levée à neuf heures et demie.

Pour le Secrétaire général,
HERVY.

SÉANCE DU 26 MAI 1874.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Vice-Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, vice-président ; l'abbé Joyeux, Bourgoïn-Melisse, Faure, Ducourtieux, le docteur Boudet, Georges Ardant, Dalpayrat, Gabriel Debord, Sengensse, Thézard, Guibert, de Saint-Avid, Guillemot, Camille Jouhanneaud, l'abbé Pinot, l'abbé Tandean de Marsac, Lemas, Goursolle, Astaix, Douvillé, Nivet-Fontaubert, Adrien Dubouché, Garrigou-Lagrange, secrétaire général.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. le Président met aux voix la nomination de M. Roussel, professeur au lycée, comme membre de la Société. M. Roussel est admis à l'unanimité.

M. le Président soumet à l'assemblée la question de réélection d'un président en remplacement de M. Dubédât. L'avis du bureau est qu'il vaudrait mieux attendre le moment où auront lieu des élections générales. Ces élections auront lieu, d'après le règlement, en janvier 1875. D'ici là, les séances seraient présidées par un des vice-présidents de la Société. Cette motion est adoptée à l'unanimité.

M. l'abbé Joyeux donne ensuite communication à la Société des fouilles qu'il a faites au mont Gargan et au mont Ceix (*mons Caesaris*). Il a trouvé, sur une étendue de 1,500 à 1,800 mètres, des débris de poteries, de vases, d'orfèvrerie, de verrerie. Parmi ces objets, quelques-uns sont du plus haut intérêt : telle poterie est recouverte d'ornements ou de figures d'animaux exécutés de la façon la plus délicate et la plus fine.

M. l'abbé Joyeux pense qu'il faut continuer ces recherches : il ne recule ni devant son travail ni devant sa peine, mais l'argent est nécessaire. Les 20 fr. que la Société lui a alloués pour commencer ces fouilles ont été rapidement dépensés. Il lui faudrait une somme de 200 fr., qui lui permettrait de mettre sur pied un certain nombre d'ouvriers. M. le Curé ajoute que M. le Préfet lui a promis que, si la Société lui accordait la somme de 200 fr., il adresserait de son côté une demande de subvention au ministère de l'instruction publique. D'autre part, le propriétaire du terrain s'est engagé à donner quatre hommes par jour pour aider au défrichement.

La Société vote la somme de 200 fr. demandée par M. l'abbé Joyeux. Elle décide ensuite qu'une commission, composée de MM. Dubouché, Lemas, Guillemot, Debord, Guibert et Douvillé se rendra, à ses frais, sur le terrain des fouilles.

M. Arbellot remercie, au nom de la Société, M. l'abbé Joyeux de la peine qu'il a prise : « Il a travaillé, dit-il, en véritable pionnier de la science ». M. Dubouché met personnellement à la disposition de M. l'abbé Joyeux une somme de 300 fr., et il lui demande de vouloir bien remettre au musée céramique les objets les plus complets et les plus intéressants qu'il trouvera.

M. Arbellot remercie également, au nom de la Société, M. Dubouché de l'offre généreuse qu'il vient de faire.

Cette question étant épuisée, M. Arbellot communique à la réunion d'intéressants détails sur un ouvrage nouveau : *la Chronique de Saint-Martial de Limoges*, par Duplès-Agier. La partie la plus intéressante de ce volume est le recueil complet des œuvres de Bernard Itier, dont le savant Vice-Président avait déjà parlé à une précédente séance.

M. Arbellot propose à la Société de nommer M. Duplès-Agier membre correspondant, et d'acquérir son ouvrage. Ces deux propositions sont accueillies à l'unanimité.

M. Dubouché prend ensuite la parole pour exposer à la Société que, en 1869, une tapisserie appartenant au Musée fut confiée, au nom de la Société, par M. Ruben, alors secrétaire général, à M. Fillioux, de Guéret, qui s'était chargé de la réparer. Cette tapisserie, qui est une œuvre remarquable et d'une valeur considérable, est aujourd'hui restaurée. M. Fillioux demande 240 fr. pour son travail. M. Dubouché pense que la Société ne peut se refuser à payer cette somme. C'est aussi l'avis de M. le Président, qui répond qu'il n'y a pas lieu à hésiter un seul instant. La Société décide, à l'unanimité, qu'elle paiera la somme demandée.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 29 JUIN 1874.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Vice-Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, vice-président; Hervy, de Saint-Avid, l'abbé Joyeux, Sengensse, Guillemot, Ducourtieux, Aubépin, Dalpayrat, Guibert, Gabriel Debord, Tandeau de Marsac, l'abbé Tandeau de Marsac, Gadon, Fizot-Lavergne, Douvillé, Faure, Boullanger, Nivet-Fontaubert. M. Hervy remplit les fonctions de secrétaire, en l'absence de M. Garrigou-Lagrange, malade.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la précédente séance, M. le Président donne communication à la Société de quelques lettres la concernant, puis il prie M. Guibert de lire son rapport sur les fouilles du mont Gargan et du mont Ceix.

M. Guibert rend compte de la mission qu'il a remplie de concert avec MM. Debord, Guillemot, Douvillé et Faure. Il rend compte, de la façon la plus intéressante et la plus complète, des fouilles entreprises, d'abord au mont Gargan, puis au mont Ceix, par M. l'abbé Joyeux, au zèle et au dévouement duquel il rend un juste hommage.

A la suite de ce rapport, dont le Président, au nom de la Société, remercie vivement M. Guibert, et qui sera inséré au Bulletin, quelques instants sont consacrés à l'examen des nombreux objets trouvés récemment au mont Ceix, et apportés à la Société par M. l'abbé Joyeux. La table en est entièrement couverte. Nous citerons en première ligne une grappe de raisin en bronze d'une conservation parfaite; une plaque en bronze guilloché, et qui semble avoir servi de miroir; un vase en fer battu, monté sur trois pieds, avec ornements en relief; des fragments de verreries et de poteries; une quarantaine de monnaies, dont une de Faustine et l'autre de Gordien.

Ces résultats sont déjà considérables, et tout porte à croire que ce ne sont pas les derniers. Le Président se fait l'écho des sentiments de l'assemblée en félicitant chaleureusement M. l'abbé Joyeux.

Pour le Secrétaire général,

HERVY.

SÉANCE DU 24 NOVEMBRE 1874.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Vice-Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, l'abbé Joyeux, Sengense, Ducourtieux, Boullanger, Hervy, Guibert, Nivet-Fontaubert, Raymondaut, de Saint-Avid, Roussel, Camille Jouhanneau, Clapier, Douvillé, Gabriel Boudet, Fizot-Lavergne, Henry, Faure, Tournois et Lemas.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. G. Debord, qui, ayant quitté Limoges, donne sa démission de membre résident, et demande à être nommé membre correspondant.

La Société confère à M. G. Debord le titre de membre correspondant.

La Société de Géographie adresse à la Société les documents parus depuis son dernier envoi.

M. Martial Paland fait don à la Société d'un livre de prose et de vers ayant pour titre : *Souvenirs d'Armorique*. M. Guibert est chargé de rendre compte de cet ouvrage.

MM. Louis Bourdery, avocat à Limoges ; Rivain, archiviste du département de la Haute-Vienne, et Dumas, ancien juge de paix à Limoges, demandent à faire partie de la Société comme membres résidents.

M. Douvillé présente à la Société, de la part de M. Soulié, ingénieur de la Compagnie d'Orléans, le plan d'une grotte découverte dans les talus du chemin de fer de Limoges à Brive, au lieu de la Prade, près Coussac-Bonneval, et divers objets trouvés dans cette grotte.

M. Douvillé présente aussi à la Société une note contenant la détermination et la description des médailles

découvertes tout récemment au mont Gargan et au mont Ceix.

M. l'abbé Joyeux propose de rédiger un questionnaire archéologique que la Société adresserait aux divers fonctionnaires des départements compris dans l'ancienne province du Limousin, et même aux propriétaires, dans chaque commune, avec prière de répondre aux questions posées. M. l'abbé Joyeux développe sa proposition, et la Société, adoptant ce moyen, qui lui paraît le meilleur pour sauver de l'oubli tant de documents et de monuments qui se détériorent ou périssent chaque jour, charge le Comité de publication, auquel s'adjoindra l'auteur de la proposition, de rédiger un questionnaire qui sera soumis à la Société dans sa prochaine séance.

M. l'abbé Arbellot lit une intéressante notice sur le Père Bonaventure de Saint-Amable, carme déchaussé, auteur de la *Vie de saint Martial* et de l'*Histoire d'Aquitaine*, connu seulement sous son nom de religieux, baptisé dans l'église de Saint-André de Bordeaux vers 1610, et mort à Limoges, au couvent de son ordre, le 5 décembre 1691.

La Société remercie M. l'abbé Arbellot de cette communication, et envoie son manuscrit au Comité de publication.

La séance est levée à 10 heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 29 DÉCEMBRE 1874.

Présidence de M. LE SAGE, Vice-Président.

Sont présents MM. Le Sage, Fizot-Lavergne, Bourdery, Lemas, Sengensse, Camille Jouhanneaud, Gabriel Boudet, Raymondaud, Ducourtieux, Nivet-Fontaubert, Thézard, Guibert, Hervy, Jabet, Henry, de Saint-Avid, Faure, Astaix, de Labonne, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. l'abbé Arbellot, vice-président de la Société, s'excuse, par dépêche télégraphique, de ne pouvoir assister à la séance.

MM. Bourdery, avocat à Limoges; Rivain, archiviste du département de la Haute-Vienne, et Dumas, ancien juge de paix à Limoges, sont, à l'unanimité des suffrages, admis comme membres résidants de la Société.

M. Ducourtieux offre à la Société un exemplaire de l'Almanach Limousin pour 1875, publié par lui, et, de la part de M. F. de Lasteyrie, une notice de cet auteur sur une ancienne croix éthiopienne conservée à Florence. La Société remercie M. Ducourtieux de ces dons.

M. le Président lit une lettre de M. Thuot, ancien professeur de philosophie à Guéret, offrant à la Société un plan, dressé par lui, de la forteresse vitrifiée qu'il a découverte au lieu dit du Puy-de-Gaudy.

M. Nivet-Fontaubert annonce à la Société que M. Adrien Dubouché vient d'enrichir le Musée céramique d'une splendide collection de 167 pièces.

La Société vérifie le compte présenté au nom de M. Frédéric Brisset, son secrétaire-trésorier, pour l'exercice

1873-1874. L'exactitude en est reconnue, et le compte est approuvé. La Société charge son secrétaire de prier M. Brisset de vouloir bien conserver ses fonctions de secrétaire-trésorier, qu'il remplit depuis douze ans avec tant de zèle et de soin.

M. Guibert fait son rapport sur une brochure de M. Martial Paland, *Souvenirs d'Armorique*. « Cet ouvrage, dit-il, se distingue par un bon style, des pensées élevées et de beaux vers. »

M. Guibert lit la première partie de son travail sur la suppression de l'abbaye de Grandmont. La Société remercie M. Guibert du plaisir qu'elle a pris à cette intéressante lecture, et envoie son manuscrit au Comité de publication.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

ERRATA ET ADDITIONS

Page 6, ligne 29 : Voltaire a déjà forcé, etc., *lire* : Voltaire a vingt ans; il va forcer, etc.

Page 17, note 2 : Les Archives nationales, l'article S 3294 notamment, et plusieurs dépôts départementaux, possèdent des actes offrant les sceaux, plus ou moins intacts, tant du chef d'ordre ou de divers monastères grandmontains que d'un certain nombre d'abbés, prieurs, correcteurs, etc. Le cachet de ces derniers représente en général un religieux debout ou agenouillé, tenant le plus souvent un livre, quelquefois élevant la main pour bénir, et porte la légende : *Sigillum N... humilis* (ou *indigni*) *abbatis (prioris, correctoris)*, etc. Sur quelques empreintes, on lit les mots : *Miserere mei, Deus!* Le sceau des couvents offre communément la sainte Vierge avec l'Enfant-Jésus, et saint Etienne de Muret, ou un religieux de son ordre, à genoux devant eux; parfois on voit un religieux agenouillé de chaque côté de la Vierge. Un assez grand nombre d'empreintes du sceau de l'abbaye, au x^e siècle, présentent une sorte d'ermitage ou de chapelle à trois compartiments : celui du milieu est occupé par un religieux debout et portant la mitre abbatiale; les deux autres abritent chacun un moine à genoux. Tout autour est gravée la légende : *Sigillum abbatis et conventus Grandimonten* ou *Grandi-*

montis. Nous ne nous souvenons d'avoir rencontré aucune de ces empreintes antérieures au XIII^e siècle. Dans un pouvoir envoyé par le prieur général Guy Foucher au correcteur de la maison de Saint-Martial de Tudela en Navarre, en 1304, il est dit que, à cette époque, le prieur et la communauté du monastère chef d'ordre se servent du même sceau :... « Sigillo nostro, quo unico nos, dicti prior et conventus, communiter utimur ». (*Espana Sagrada*, T. L, p. 466, Las santas Iglesias de Tarazona y Tudela.)

Page 19, ligne 5 : Charles VII, *lire* : Charles V.

Page 20, ligne 10 : auprès de Milon. — Pour résoudre certaines difficultés chronologiques que présente l'histoire de saint Etienne, on a imaginé une ingénieuse hypothèse, qui s'écarte de la légende du saint telle qu'elle est rapportée par les anciens écrivains : on suppose que le futur fondateur de Muret fut placé auprès de Milon alors que celui-ci était doyen de l'Eglise de Paris, et le suivit plus tard à Bénévent. Cette hypothèse, qui n'est nullement invraisemblable, a été produite par D. Martenne et par les auteurs de l'*Histoire littéraire de la France*.

Page 28, ligne 5 : on convint, *lire* : on décida.

Page 29, note 2. — Les auteurs de l'*Histoire littéraire de la France* citent, T. X, p. 419, d'après Lipen, une édition de la règle de Saint-Etienne antérieure de deux ans à celle de Palliot. Il se pourrait toutefois qu'il y eût confusion, et nous ne sommes pas éloigné, pour notre part, de le penser. — Quant aux *Maximes* du fondateur de Muret, le texte latin ne paraît pas avoir été imprimé avant 1650, date à laquelle il fut donné à la suite de la règle (Paris, J. Paslé). Baillet, qui traduisit ces *Maximes*, en publia deux éditions, texte et version française : la première en 1704 (Paris, Lemercier et veuve Saint-Aubin); la seconde en 1707 (Paris, Jacques Vincent).

Page 30, ligne 3 : à les examiner, *lire* : à l'examiner.

Page 33, note 2. — Nous n'avons connu qu'après l'impression de la première partie de notre travail ce très-intéressant passage d'une charte de Henri II, dont la date doit se placer entre 1178 et 1189 : — « Sciatis me singulis domibus Grandimontis ordinis concessisse duos homines in singulis civitatibus et unum in castris juxta quæ domus sunt positæ, liberos ab omni ser-

vitio, etc. » Ce document, que M. de Dion, inspecteur de la Société Française d'Archéologie, a bien voulu nous communiquer, et qu'il devait lui-même à l'obligeance de M. de Cougny, directeur de cette Société, établit que le don, à telle ou telle maison Grandmontaine, de procureurs ou serviteurs laïques participant à la franchise absolue de l'ordre, n'était pas un fait isolé. On retrouve au reste des traces de beaucoup de libéralités analogues, et nombre de titres reproduisent les termes de celui que nous venons de citer. Sans parler d'une autre charte de Henri II, dont l'authenticité est considérée comme suspecte par M. Delille (*Examen de treize chartes de l'ordre de Grandmont*), et dans laquelle ce prince donne au monastère de Rouen toutes les abeilles de la forêt de Rouvray « et unum hominem in villa de Uchello (Oissel) ad prædictas muscas colligendas », — nous voyons Philippe-Auguste concéder, par un acte de 1181, un homme franc aux Grandmontains de la Coudre (*Cartulaire des Moulineaux*), — les seigneurs de Montfort et de Maule attribuer à la même communauté des hôtes ou bourgeois, « ad servitia fratrum legitime facienda (*ibid.*). — Dans le titre de fondation de la celle de Châteauvillain, Hugues de Châteauvillain donne à ce monastère quatre hommes francs, et s'engage, tant en son nom qu'au nom de ses descendants, à donner aux religieux d'autres hommes pour remplacer ceux-là lorsqu'ils mourront : « Insuper dedi præfatis fratribus quatuor homines... liberos et immunes ab omni exactione et extorsione. Cum autem isti morientur, ego et successores mei alios ad istorum valentiam per eandem conventiones dictis fratribus tenebimur perpetuo restaurare. » (LEVESQUE : *Annales*, p. 443.)

Une charte de la reine Aliénor, relative à une libéralité d'Othon (?), comte de Poitiers, confirme la donation aux *pauvres* religieux de Grandmont d'un bourgeois franc à la Rochelle : « Sciatis nos concessisse et confirmasse... Petrum de la Costa, burgensem de Rochella et hæredes ejus liberos et immunes ab omnibus consuetudinibus, etc. (Mss de Pardoux de la Garde, au séminaire de Limoges.)

Sulpice d'Amboise, dans une charte de 1213, concède un homme franc aux religieux de Montaussan. (Archives d'Indre-et-Loire, fonds du séminaire.) — Des libéralités analogues sont faites aux

communautés Grandmontaines d'Angleterre. Ainsi, dans la charte de fondation du monastère de la forêt d'Edgetone, Jeanne Fossart, épouse de Robert de Turneham, s'exprime ainsi : « Præterea concessi eis (fratribus) unum hominem, cum masnagio suo, cum duabus abbovatis terræ, et heredes ejus in Goldenburc, liberos et quietos ab omni talia, consuetudine et exactione sæculari, ad terram illorum colendam quam habent in eadem villa et alia servitia facienda, pro voluntate fratrum, et alium hominem [pariter et quietum] eodem modo in Edgetona cum duabus bovatis terræ pro molendino et bestiis eorum servandis, et aliis servitiis faciendis pro voluntate fratrum, et unum tostum similiter in Sandeshande, pro negotiis suis et servitiis faciendis, [et unum hominem in Eboraco,] et unum hominem in Donecastre et heredes suos cum mesnagio suo et pertinentiis suis, ut se in certis locis et domibus propriis recipiant ». (*Copies de titres de fondation concernant plusieurs maisons de l'ordre de Grandmont. — Angleterre, Arch. de la Haute-Vienne, 1672.*) Le roi Henri III d'Angleterre confirme très-explicitement des donations de ce genre (*Monasticon Anglicanum*, T. I, p. 504). — Un acte de son prédécesseur, Henri II, relatif au monastère de la Haye d'Angers offre également un passage relatif à l'objet qui nous occupe. Le chef de la dynastie des Plantagenets donne aux religieux de cette maison cinq hommes : quatre à Angers, et un en Vallée, pour servir les religieux bien portants et aussi les frères lépreux : « Dedi ad serviendum fratribus, tam sanis quam leprosis, quatuor homines apud Andegavum, et unum in Valeia ». (Archives d'Angers, G 870.) L'authenticité de ce titre n'a point, que nous sachions, été suspectée. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que les privilèges des francs-bourgeois de la Haye existaient encore en 1780 ; ces privilèges, reconnus par un arrêt du Grand-Conseil de 1677, donnèrent lieu à plusieurs transactions et accommodements entre le Corps de Ville d'Angers et le prieur de la Haye. Et les francs bourgeois, les hôtes des Grandmontains de l'Anjou, n'étaient point les premiers venus : ils appartenaient en général à la classe la plus éclairée de la société : des notaires, des avocats au présidial, etc., sollicitaient ce titre et s'en honoraient. (Voir à ce sujet l'article G 870 déjà cité des Archives de

Maine-et-Loire, et l'*Inventaire analytique des Archives de la mairie d'Angers*, publié par M. Célestin Port, p. 17, 117, 134, etc.)

Page 51, ligne 7 : d'Henri II, *lire* : de Henri II.

Page 57, ligne 12 : Grandmontistes, *lire* : Grandmonistes.

Page 59, ligne 21 : cent cinquante celles, *lire* : cent cinquante-et-une ; — quarante-trois, *lire* : quarante-quatre. Nous avons omis, dans le relevé des monastères, celui de Dijon (*de Divione*), qui figure au dénombrement de 1295 (*Bullaire grandmontain du séminaire de Limoges*), et compte à cette époque huit religieux. C'est du reste le seul document où nous ayons rencontré le nom de cette maison, que Levesque ne paraît pas avoir connue.

Page 59, ligne 22 : après « dans ce relevé », ajouter : où a été omis le couvent de Dijon.

Page 60, note 1 : Appendice, C § 3, *lire* : C § 4.

Page 61, ligne 3 : remplacer les points par le mot : *Boispouvreau*.

— ligne 6 : au lieu de Antran, *lire* : Terruan.

— ligne 7 : après Espande, Bel-Arbre, *lire* : Lespau, Bel-labre (*de Espaudio, de Espaudia*).

Page 61, ligne 12 : après Troussay (*de Trosseyo*), ajouter : ou la Troussaye (*de Trossey*).

Page 61, ligne 15 : Charnières, *lire* : Charniez ou Charnes.

— ligne 16 : Fontgon, ajouter : ou Fontgadon.

— ligne 19 : Brouillères, ajouter : le Breuil ou Embreuil.

— ligne 25 : *lire* : Bellesylve ou Belleselve, — la Bréde (?) ou Brédier (?).

Page 62, ligne 1, *lire* : Rauzet ou Rauzette.

— ligne 16, *lire* : Piévreuse (?) Pérouse (?).

Page 63, ligne 4, *lire* : Traxs (?).

— ligne 12, *lire* : Babeau (?), Batbeu (?).

— note 2, ligne 2 : *Marinaco*, *lire* : *Marinhaco*.

Page 64, ligne 8 : le Combol, *lire* : Comberomal.

— ligne 13 : Fontenay (?), la Fontaine (?) ajouter : Montflanfontaine (?).

Page 64 : supprimer le renvoi et la note 6, inexactes.

Page 65, ligne 13 : Montherbedon, etc., ajouter : Montaubéron.

— ligne 19, ajouter : une dans le diocèse de Dijon : Dijon (*de Divione*).

Page 65, ligne 22 : Hertford, *lire* : Hereford.

Page 66, ligne 1 : Stella ou Estella.

— ligne 2 : Tarragone, *lire* : Tarazona.

Page 75, ligne 12 : Tarragone, *lire* : Tarazona.

Page 80, note 3 : Stella ou Estella.

— note 3, *ajouter* : il en était de même de la maison de Dijon.

Page 83, ligne 9 : se réservèrent le droit de confirmation, *lire* : revendiquèrent le droit, etc., etc.

Page 87, ligne 7 : qu'après l'enregistrement au Grand-Conseil des bulles de confirmation, *lire* : après sa confirmation. — C'est à tort que la *Table générale des archevêchés, etc.*, parle des bulles de confirmation de l'abbé de Grandmont. L'abbé élu était confirmé, ainsi que disposait la bulle de 1317, par les prieurs désignés pour remplir les fonctions de visiteurs spéciaux de l'abbaye.

Page 99 et suivantes. — Le nom du réformateur est écrit tantôt *Fremon*, tantôt *Frémon* ou *Frémont* : n'ayant pu nous procurer aucune signature de ce religieux, nous ignorons quelle est la véritable orthographe. Nous dirons toutefois que M. le conservateur de la Bibliothèque de Dijon, auquel nous devons plusieurs intéressantes communications, écrit : *Fremon*.

Page 99, ligne 27 :... une Réforme. — Hélyot seul (*Histoire des ordres monastiques*, T. VII, p. 423) prétend que l'abbé Barny se montra hostile à cette Réforme.

Page 111 : note, ligne 7 : la Vie de saint Etienne attribuée à Etienne de Liciac par Martenne est restituée à Guillaume Daudina de Saint-Savin par M. Hauréau, directeur de l'imprimerie nationale, dans ses recherches sur *Quelques écrivains de l'ordre de Grandmont*. G. Daudina l'aurait composée d'après les notes de Hugues de Lacerta, lequel avait de plus recueilli les *Maximes* de saint Etienne (plus tard rédigées et amplifiées par Arnaud de Goth), et peut-être aussi la règle de l'ermitte de Muret, qui fut, en 1156 ou 1157, c'est-à-dire vers le temps de la mort de Hugues de Lacerta, écrite par ordre du prieur général Etienne de Liciac, et, trente-deux ans plus tard, approuvée par Clément III.

Ajoutons que, au début de son intéressant Mémoire (extrait du T. XXIV, première partie, des *Notices des manuscrits de la Biblio-*

thèque), M. Hauréau restitue à Gérard Ithier un ouvrage intitulé : *Tractatus ad fratres de disciplina et correctione morum*, jusqu'ici attribué, par la fraude d'un copiste, à Hugues de Saint-Victor, et souvent imprimé sous le nom de ce dernier, avec le titre : *De institutione novitiorum*. Il est possible que cet ouvrage fit partie du *Speculum Grandimontense*. — « Gérard, dit M. Hauréau, est un écrivain fécond et varié, que l'on a pu confondre avec un des mystiques les plus ingénieux, les plus délicats de son siècle... Son style vif, abondant, souvent original, provoque l'attention et la maintient en éveil... : plusieurs de ces pages ont le ton de l'éloquence. »

Ce jugement sur un Grandmontain éminent ne saurait infirmer en rien nos appréciations sur l'ordre en général.

Page 111, ligne 19 de la note : *modifier comme suit ce passage* : Un opuscula du prieur Gérard Ithier, ayant pour titre : *De Revelatione B. Stephani*, et un autre ouvrage du même, intitulé : *Explanatio libri sententiarum S^{ti} Stephani, institutaris ordinis Grandimontensis* (ms latin 17187 de la Bibliothèque nationale) : ces deux traités formant avec la Vie de saint Etienne, de G. Ithier, que nous avons signalée plus haut, l'ouvrage connu sous le nom de *Speculum Grandimontense*, et que Lelong donne, nous ne savons pourquoi, au F. Pardoux de Lagarde, compilateur du xv^e siècle : la tradition de l'ordre, — les *Annales* de Levesque, page 2, en font foi, — avait toujours attribué le *Speculum* au prieur Gérard.

Page 113, note, ligne 7 : et que possède aujourd'hui la Bibliothèque de Chartres. — Cette indication, que nous avons empruntée au Mémoire de M. L. Delisle : *Examen de treize chartes*, etc. déjà cité, ne s'est point trouvée exacte. L'ouvrage que l'on conserve à Chartres, et que nous avons récemment examiné, n'est autre que le manuscrit de l'*Abrégé des Annales*, imprimé à Troyes en 1662. Notons toutefois quelques différences entre ce manuscrit et l'édition, et notamment celle-ci : le manuscrit est précédé d'une dédicace à l'abbé de Chavaroche, remplacée, sur les exemplaires imprimés, par une épître dédicatoire à François Malier, évêque de Troyes.

Page 119, ligne 19, et 120, ligne 1 : confirmée par le Roi, approuvée par le Saint-Siège, *lisex* : approuvée par le Roi, confirmée

par les visiteurs auxquels le Saint-Siège avait délégué ses droits à cet égard.

Page 124, note 1, ligne 5 : les réparations indispensables, *ajouter* : à l'abbaye.

Page 140, ligne 18 : nous ne saurions dire quelle fut la réponse, etc. — Le passage suivant d'un mémoire de l'archevêque de Toulouse au cardinal de Bernis (ms français 12847 de la Bibliothèque nationale) nous l'apprend :

« Le premier vœu de l'Assemblée fut de s'adresser au Pape, et de lui demander des commissaires. Un mémoire fut en conséquence présenté au Roi pour en obtenir la permission. Le Ministère n'y trouva aucune difficulté. Il ne craignait que les préventions et les refus du Ministère de Rome ; mais, en supposant que la demande du Clergé eût été accueillie par le Saint-Siège, il n'était pas juste de lui rien proposer sans être sûr du succès, et d'exposer la Commission qu'il aurait donnée à être arrêtée par les tribunaux, et à demeurer sans exécution. On consulta le Parlement sur la forme qu'on pourrait suivre. La réponse fut que la Commission proposée n'était pas admissible, qu'elle irait contre le pouvoir du Roi et l'autorité des évêques, et que l'intervention du Saint-Siège n'était pas nécessaire pour opérer la réforme qu'on désirait. Il y a des temps où l'on aurait pu ou voulu résoudre ces difficultés, — et sans doute qu'elles n'étaient pas insolubles ; mais la position dans laquelle la Cour était avec Rome, celle dans laquelle elle était avec le Parlement, ne permirent pas d'insister. On craignit également et de se compromettre avec le Saint-Siège et de le compromettre avec les tribunaux, et on préféra un parti mitoyen, indiqué dans le Mémoire des magistrats. »

Page 153, ligne 17 : lettre adressée par l'Assemblée du Clergé au Pape. — Cette lettre ne fut pas envoyée (Mémoire de l'archevêque de Toulouse au cardinal de Bernis, mss français 13847 de la Bibliothèque nationale) ; mais on ne peut dire qu'elle ait été interceptée par la Commission, car il avait été convenu qu'elle ne serait remise au Souverain-Pontife que « lorsque Sa Majesté le jugerait à propos ».

Page 153, ligne 15 : ne paraît pas avoir amené, *lire* : n'amena point.

Page 155, dernière ligne : *supprimer le mot* : même.

Page 160 : être l'agent, etc., *lire* : jouer le rôle le plus actif dans la lutte de l'esprit philosophique contre les ordres religieux.

Page 206, ligne 10 : avaient fait grand bruit, *lire* : avaient eu un grand retentissement.

Page 239, ligne 7 de la note : on trouve, *lire* : on l'encontre.

Page 301, ligne 4 : par une lettre, *lire* : par une lettre antérieure.

LISTE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

POUR L'ANNÉE 1874.

BUREAU.

Président-né. — M. LE MYRE DE VILERS, O. ✱, préfet de la Haute-Vienne.

Président. — M. DUBÉDAT (nommé membre honoraire à la séance du 28 avril 1874).

Vice-Présidents. — MM. ARBELLOT et LE SAGE.

Secrétaire général. — M. GARRIGOU-LAGRANGE.

Secrétaire-bibliothécaire et archiviste. — M. GUILLEMOT.

Secrétaire-trésorier. — M. F. BRISSET.

MEMBRES DU CONSEIL.

MM. Armand NOUALHIER, ✱, ancien député.

N.....

COMITÉ DE PUBLICATION.

Présidents. — MM. DUBÉDAT, ARBELLOT.

Secrétaire général. — M. GARRIGOU-LAGRANGE.

MM. GUILLEMOT, GRANGE, GUIBERT et HENRI ARDANT.

DIRECTION DU MUSÉE (1).

Président. — M. DUBÉDAT.

Directeur. — M. DUBOUCHÉ (Adrien).

Sous-directeurs : MM. GODEFROY.

— GUILLEMOT (Albert).

— NIVET-FONTAUBERT.

— LEMAS (Elie).

— LINARD (Albert).

— ARDANT (Henri).

(1) Par arrêté de M. le Maire de Limoges, les membres de la direction du Musée général ont été nommés directeurs du Musée céramique municipal.

MEMBRES RÉSIDANTS.

MM.

LE MYRE DE VILERS, O *, préfet de la Haute-Vienne.
ALLUAUD (Victor), propriétaire.
ARBELLOT (l'abbé), curé-archiprêtre de Rochechouart.
ARDANT (Henri), fabricant de porcelaine.
ARDANT (Georges), imprimeur.
ASTAIX, pharmacien.
AUBÉPIN (Ernest).
BAJU (Henri), avocat.
BARNY (Alexis), pharmacien.
BEAURE-D'AUGÈRES (J.-B.-Gustave), avocat.
BLEYNIE (Francis), docteur en médecine.
BOULLANGER, architecte.
BOUDET (Gabriel), docteur en médecine.
BOURDEAU DE LAJUDIE père.
BOURDERY fils, avocat.
BRISSET (Frédéric), juge au tribunal civil.
CALLIER (Georges), propriétaire, à Guéret.
CHAPOULAUD (Alfred), imprimeur.
CHARPENTIER (Eugène), propriét.
CHAUFFOUR, avocat.
CLAPIER (Amable), avocat.
CONSTANTIN (Jérémie), avocat.
DE CRESSAC-BACHELERIE, percepteur au Dorat.
DALPAYRAT, peintre-émailleur.
DEIGNAT-LAUAUD, *, avocat.
DESCHAMPS (Frédéric), propriétaire, à la Celle.
DU BASTY (Dr Gabriel), médecin, à Saint-Léonard.
DUBOUCHÉ (Adrien), *, négociant.
DUBOYS (Emile), avocat.

MM.

DUBREUIL (Alfred), fabricant de porcelaine.
DUCOURTIEUX (Paul), imprimeur.
DUFOUR DE NEUVILLE (Louis), propr.
DUMAS, ancien juge de paix.
DUVERT DE LA GABIE.
FAGE (René), avocat.
FAURE, chef de div. à la préfecture.
FIZOT-LAVERGNE, avoué.
FONT-RÉAULX (Théophile DE), notaire, à Saint-Junien.
FONTANEAU, ancien officier de marine.
FRANCEZ (René), propriétaire.
GADON (Abel), avoué à la Cour.
GARRIGOU-LAGRANGE, avoué.
GODEFROY (Alexandre), ingénieur des chemins de fer, à Mascara.
GOURIOT DE REFUGE (Marie-Georges-Edgard), receveur particulier, à Rochechouart.
GOURSOLLE, bibliothécaire.
GRANGE (l'abbé), curé de St-Paul-d'Eyjeaux.
GRAVE (le comte DE), propriétaire.
GUIBERT (Louis), agent principal de la Compagnie la Générale.
GUILLEMOT (Albert), rédacteur en chef du *Courrier du Centre*.
HENRY (Charles), *, avocat.
HERVY (Emile), notaire.
JABET (Edmond), propriétaire.
JOUHANNEAUD (Camille), avocat.
JOYEUX (l'abbé), curé de Vicq.
LA BASTIDE (le baron Hubert DE), *, ancien capitaine d'état-major.
LABONNE (DE), propriétaire, au château de Montbrun.
LAGRANGE (Paul), propriétaire.
LAMY DE LA CHAPELLE (Edouard), propriétaire.

- LANSADÉ, architecte.
 LARUE (Armand), avocat agréé.
 LECLEP (André), curé de Marval.
 LEMAS (Elie), professeur au lycée.
 LÉOBON-LÉTANG (Guillaume-Isidore-Ambroise), notaire, à St-P.-Lig.
 LE SAGE (Charles), *, ingénieur civil.
 LESTERPT DE BRAUVAIS (Henri).
 LINARD (Albert), architecte du département.
 MALABARD (l'abbé), curé d'Isle.
 MALLEVERGNE, *, président de Chambre honoraire.
 MAUBLANC (DE) fils, propriétaire, à St-Junien.
 MAURAT-BALLANGE, conseiller à la Cour d'appel.
 MAZEAUD, substitut du procureur général.
 MERX, architecte.
 MONSTIERS-MÉRINVILLE (le comte Jean DES), propriétaire.
 MONTÉGUT (Emile), homme de lettr.
 MOUGENC DE SAINT-AVID, conseiller.
 NIVET-FONTAUBERT, ancien négociant.
 NOUALHIER (Armand), *, ancien député.
 NOUALHIER (Gabriel), propriétaire à Linards.
 PÉNICAUT (Léonce), directeur des messageries.
 PERDOUX (Eugène), professeur de modelage.
 PETIT-BARMON, rédacteur en chef du Journal la Haute-Vienne.
 PEYROMAUREDEBORT (Emile-Aubin), propriétaire à Magnac-Bourg.
 PICHON (François), avocat.
 PINOT (l'abbé), curé de Saint-Michel.
 POUYAT (Emile), *, propriétaire.
 RAYMONDAUD, docteur en médecine.
 REGULÈS (François), ancien pharmacien.
 RIGAUD, conseiller à la Cour d'appel de Bordeaux.
 RIVAIN, archiviste du département de la Haute-Vienne.
 ROGUES DE FURSAC, juge au tribunal civil.
 ROMANET DU CAILLAUD, propriétaire.
 ROUGERIE (l'abbé), curé de Magnac-Laval.
 ROUSSEL, professeur au lycée.
 SÉNÉMAUD, greffier du tribunal de commerce.
 SENGENSE, juge de paix.
 TANDEAU DE MARSAC (l'abbé), chanoine honoraire.
 TANDEAU DE MARSAC (Henri).
 TARNEAUD (Firmin), banquier.
 THÉZARD, juge de paix.
 TOURNOIS, sous-intendant militaire.
 VANDERMARQ (Eugène).
 VERGNES, ingénieur en chef de la Compagnie des Charentes.

MEMBRES HONORAIRES.

MM.

- ALLOU, avocat, ancien bâtonnier, à Paris.
 BERTEAUD (Mgr), évêque de Tulle.
 BOBY DE LA CHAPELLE, ancien préfet de la Haute-Vienne, à Quimper.
 CHEVALIER (Michel), O *, ancien sénateur, membre de l'Institut.
 DALESME (général), G O *, à Paris.
 DUBÉDAT, conseiller à la Cour d'appel de Toulouse.
 DUQUESNAY (Mgr Alfred), *, évêque de Limoges.

KERCKOVE-WARENT (le vicomte DE), président de la Société Archéologique de Belgique.

LAROMBIÈRE, *, premier-président de la Cour d'appel de Paris.

LASTEYRIE (le comte DE), membre de l'Institut, à Paris.

MENTQUE (DE), O *, ancien sénateur, ancien préfet de la Haute-Vienne.

MIGNERET, O *, ancien conseiller d'Etat, ancien préfet de la Haute-Vienne.

MORISOT (Tiburce), O *, ancien préfet de la Haute-Vienne, fondateur du Musée.

TEISSERENC DE BORT, *, ministre de l'Agriculture et du Commerce.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

ALBRIER (Albert), à Dijon.

AUBÉPIN, archiviste, à Aurillac.

BARDY (Gustave), conseiller à la Cour d'appel d'Alger.

BOUTELLER (l'abbé), vicaire à Vallière, canton de Felletin.

BRUNET (Joseph), O *, conseiller à la Cour de Paris.

CARDAILLAC (le comte DE), ancien chef de division au ministère de la maison de l'Empereur.

CESSAC (DE), au château de Mouchetard près Guéret.

CLARETIE (Jules), homme de lettres, à Paris.

CORNUDET (le vicomte Alfred DE), à Paris.

COUSTIN DE MANADAUD (le marquis DE), au château de Sazerat.

DECOUX-LAGOUTTE, substitut, à Aubusson.

DELOCHE (Maximin), *, directeur de la comptabilité au ministère de l'Agriculture, à Paris.

DEMARTIAL, substitut, à Guéret.

DENAI (Joseph), rédacteur en chef du Journal *l'Echo du Velay*, au Puy.

DUPLÈS-AGIER, à Versailles.

GAY DE VERNON (le bon), *, colonel du 5^e chasseurs, à Vesoul.

GÉRY (Charles), *, ancien préfet de la Corse.

JUILLAC-VIGNOLE (le vicomte DE), à Toulouse.

LAGARDE (Henri DE), C *, inspecteur des eaux minérales, à Bagnères-de-Bigorre.

LALANDE (Philibert), à Brive.

LAPORTE (Armand DE), médecin-major au 138^e de ligne.

LAROUVERADE (DE), conseiller honoraire à la Cour de Bordeaux, à Tulle.

LASTEYRIE (Robert DE), archiviste, à Paris.

MABARET DE BASTY, receveur de l'enregistrement, à Bourgneuf.

MARTIN DE BRETES, chef de bataillon d'artillerie, à Versailles.

MATHIEU DE CASTEPHANE DE CAMARIS, à Sainte-Afrique (Aveyron).

NADAULT DE BUFFON (Henri), avocat général à la Cour d'appel de Rennes.

POULBRIÈRE (l'abbé), professeur au petit-séminaire de Servièrès (Corrèze).

RANCOGNE (DE), archiviste, à Angoulême.

SÉNEMAUD, archiviste du département des Ardennes, à Mézières.

SIMON-CLÉMENT, procureur de la république, à Toulouse.

TANDEAU DE MARSAC, notaire, à Paris.

LISTE

DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

POUR L'ANNÉE 1874.

Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen (Lot-et-Garonne).

Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres d'Aix.

Société Historique algérienne : *Revue africaine*, à Alger.

Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.

Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de la Somme, à Amiens.

Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers (Maine-et-Loire).

Société Archéologique et Historique de la Charente, à Angoulême.

Revue Savoisienne, à Annecy (Haute-Savoie).

Société Littéraire, Scientifique et Artistique d'Apt (Vaucluse).

Académie des Sciences, Lettres et Arts d'Arras (Pas-de-Calais).

Société des Sciences naturelles et historiques de l'Yonne, à Auxerre.

Société d'Études d'Avallon (Yonne).

Société Académique de l'Oise, à Beauvais.

Société d'Émulation du Doubs, à Besançon.

Société Archéologique de Béziers (Hérault).

Société des Sciences et Lettres de Blois (Loir-et-Cher).

Société Archéologique de Bordeaux.

Société Académique de Boulogne-sur-Mer.

Commission historique du Cher, à Bourges.

Société Académique de Brest (Finistère).

Société des Études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, à Cahors.

Société Académique du Var, à Cannes.

Société des Arts, à Carcassonne (Aude).

Société Littéraire et Scientifique de Castres (Tarn).

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Chambéry.

Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, à Chambéry.

Société Académique de Cherbourg (Manche).

Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts de Châlons (Marne).

Société d'Histoire et d'Archéologie, à Châlon-sur-Saône.

Société Dunoise, à Châteaudun (Eure-et-Loir).

Société Historique et Archéologique de Château-Thierry (Aisne).
Société Archéologique de la province de Constantine.
Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon (Côte-d'Or).
Société d'Archéologie et d'Etudes scientifiques de Draguignan.
Société Dunkerquoise, à Dunkerque (Nord).
Société d'Émulation du département des Vosges, à Épinal.
Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.
Société Havraise d'études diverses, au Havre (Seine-Inférieure).
Société des Sciences, de l'Agriculture et des Arts, à Lille.
Société Littéraire, Historique et Archéologique de Lyon.
Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon.
Société des Arts, Sciences et Belles-Lettres de Macon.
Société de Statistique de Marseille.
Société d'Archéologie, Sciences, Lettres et Arts de Melun (Seine-et-Marne).
Société des Sciences et Belles-Lettres de Montauban (Tarn-et-Garonne).
Société d'Émulation, à Montbéliard (Doubs).
Académie des Sciences et Lettres de Montpellier.
Société d'Émulation de l'Allier, à Moulins.
Société des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Nice (Alpes-Maritimes).
Société Académique du Gard, à Nîmes.
Société Statistique, Sciences et Arts des Deux-Sèvres, à Niort.
Société Archéologique de l'Orléanais, à Orléans.
Société des Antiquaires de France, à Paris.
Société Française d'Archéologie et d'Histoire, à Paris.
Revue des Sociétés Savantes, à Paris.
Société Philotechnique, à Paris.
Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau (Basses-Pyrénées).
Société Agricole, Scientifique et Littéraire des Pyrénées-Orientales, à Perpignan.
Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.
Société académique d'Agriculture, Belles-Lettres et Arts de Poitiers.
Société Archéologique de Rambouillet (Seine-et-Oise).
Société d'Archéologie, à Rambouillet (Seine-et-Oise).
Société académique des Sciences et Arts de La Rochelle (Charente-Inf.).
Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, à Rodez.
Société d'Agriculture, Industrie et Sciences de Saint-Etienne (Loire).
Société Historique et Scientifique de la Charente-Inférieure, à Saint-Jean-d'Angély.
Société Archéologique de Sens (Yonne).
Société Archéologique et Scientifique de Soissons (Aisne).
Société Académique des Hautes-Pyrénées, à Tarbes.
Société Scientifique et Littéraire du Limbourg, à Tongres (Belgique).
Société des Sciences, Belles-Lettres et Arts du département du Var, à Toulon.

Société Archéologique du Midi, à Toulouse.

Académie des Jeux-Floraux, à Toulouse.

Société Archéologique de la Touraine, à Tours.

Société Polymathique du Morbihan, à Vannes.

Société des Sciences morales, des Lettres et des Arts de Seine-et-Oise,
à Versailles.

Société des Sciences et Arts de Vitry-le-Français (Marne).



TABLE DES MATIÈRES.

MÉMOIRES.

	Pages.
Destruction de l'ordre et de l'abbaye de Grandmont (pre- mière partie), par M. Louis GUIBERT.....	5
Palais de Jocondiac, par M. l'abbé ARBELLOT.....	161
Testament de saint Yrieix, par M. l'abbé ARBELLOT.....	174
Découverte de deux haches de pierre.....	194
Destruction de l'ordre et de l'abbaye de Grandmont (suite), par M. Louis GUIBERT.....	197
Biographie limousine : Jean d'Alesme, Léonard d'Alesme, par M. l'abbé ARBELLOT.....	305
Le nouveau Vitrail de l'église Saint-Pierre de Limoges, par M. Alfred CHAPOULAUD.....	312
Rapport sur les fouilles exécutées au mont Gargan et au mont Ceix, par M. Louis GUIBERT.....	325

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

Séance du 27 janvier 1874.....	339
— du 24 février.....	341
— du 24 mars.....	342
— du 28 avril.....	344
— du 26 mai.....	346
— du 29 juin.....	348
— du 24 novembre.....	350
— du 29 décembre.....	352
Errata et additions.....	354
Liste des membres de la Société.....	363
Listes des Sociétés correspondantes.....	367

